



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7  
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

19<sup>e</sup> séance, mardi 30 janvier 2007  
20<sup>e</sup> séance, mercredi 31 janvier 2007  
21<sup>e</sup> séance, jeudi 1<sup>er</sup> février 2007

## ► 26.000 Ënnerschrëfte fir de Roude Léiw

**De Roude Léiw brécht Rekorder. Mat 26.000 Ënnerschrëften ass déi Petitioun, déi sech fir de Roude Léiw um Lëtzebuurger Fändel asetzt an déi dem Chamberspräsident den 12. Februar 2007 iwwerrecht gouf, déi gréissten, déi bis elo an der Chamber war.**

„Dee grouse Succès weist, datt et e Sujet ass, deen d'Leit beweegt. An dofir solle mir eis domat beschäftegen. Et gëtt Argumenter fir de Roude Léiw, mä et gëtt och Argumenter fir de rout-wäiss-bloe Fändel.“, sot de Chamberspräsident wéi déi Responsabel vun der Initiativ Roude Léiw, Jean Ries a

Marc Gubbini, d'Petitioun an der Chamber iwwerrecht hunn.

„26.000 Leit hunn d'Petitioun bannent dräi an engem hallwe Mount ënnerschriwwen, dat sinn der vill“, huet de President vun der Initiativ Roude Léiw, Jean Ries, ënnerstrach. Elo wier et un der Polit'ik fir d'Décisionnen ze huelen.

D'Proposition de loi 5617 „portant modification de la loi du 23 juin 1972 sur les emblèmes nationaux, telle qu'elle a été modifiée“ ass de 5. Oktober 2006 vum Deputéierte Michel Wolter an der Chamber déposiert ginn. Se gesäit vir, fir den aktuelle rout-wäiss-bloe Fändel duerch dee mam Roude Léiw

ze ersetzen. Esoubal den Avis vum Conseil d'État an dee vun der Commission héraldique do sinn, gëtt d'Proposition de loi an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle vun der Chamber analyséiert.

„Ech wënsche mir, datt d'Deputéiert mat Häerz a Verstand déi richteg Décision huelen“, sou de Chamberspräsident. De Lucien Weiler wier frou wa bis d'Enn vum Joer eng Décision géif geholl ginn. „Et muss een sech déi néideg Zäit huele fir de Sujet duerchzediskutéieren, mä de Projet däerf net schleefe gelooss ginn“, dat war de Wonsch vum éischte Bierger vum Land.



## ► Visite officielle du Président du Conseil de la République italienne

Lors de sa visite officielle au Luxembourg, le Président du Conseil italien, M. Romano Prodi, a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Les sujets européens, et surtout l'avenir du Traité consti-

tutionnel ont dominé leur entretien.

Les deux présidents ont également abordé des thèmes de politique intérieure comme la réforme des pensions, la lutte contre la criminalité et la situation budgétaire.



## ► Assemblée parlementaire de l'UEO

# M. Marcel Glesener réélu Vice-Président



(de gauche à droite) M. Norbert Hauptert, M. Marcel Glesener, M. Jean-Pierre Masseret, Président de l'UEO, et M. Charles Goerens

Pour la huitième année consécutive, M. Marcel Glesener a été désigné Vice-Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occi-

dentale - Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense (UEO). Au cours de la session 2007 le député luxem-

bourgeois sera le premier suppléant du Président Jean-Pierre Masseret, sénateur français, qui a également été reconduit dans ses

fonctions. L'élection du Président et des dix Vice-Présidents figurait à l'ordre du jour de la deuxième partie de la 52<sup>e</sup> session de l'Assemblée qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006. Le Luxembourg y était représenté par MM. Marcel Glesener (Président de la délégation luxembourgeoise) et Charles Goerens (membre effectif) ainsi que par M. Norbert Hauptert (membre suppléant).

Au cours de cette deuxième partie de session, l'Assemblée s'est penchée e.a. sur un rapport du député luxembourgeois Charles Goerens, analysant les relations entre l'UE et l'OTAN: «Il faut mobiliser davantage nos parlementaires, les inviter à suivre de très près ce que font nos gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne. Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée, d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour ta-

### DANS CE NUMÉRO

Nouvelle législation en matière d'études d'impact	p. 231
Évolution future du secteur vitivinicole	p. 237
Pauvreté au Luxembourg	p. 246
Travaux à la Fondation Pescatore	p. 259

bler sur les progrès réels dans un avenir proche.» C'est avec ces mots que M. Charles Goerens a clôturé la discussion de son rapport intitulé «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne».

La situation au Moyen-Orient, la sécurité et la stabilité en Asie centrale, les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) et l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias furent d'autres sujets à l'ordre du jour.

<http://www.weu.int/assembly/>



➤ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### Protéger les enfants victimes



(de gauche à droite) Mme Toiny Thommes, MM. Jean Huss, Marcel Glesener, René Van der Linden, Président de l'APCE, Mme Anne Brasseur et M. Norbert Hauptert

150 millions de filles et 73 millions de garçons dans le monde ont subi des relations sexuelles forcées infligées dans le cadre familial ou par un proche parent; 220 millions d'enfants dans le monde sont exploités économiquement; dans les pays industrialisés près de 3.500 enfants de moins de quinze ans meurent chaque année des suites de mauvais traitements, violences ou négligences - deux par semaine en Allemagne ou au Royaume-Uni et trois par semaine en France: Ces quelques chiffres clés tirés d'un rapport des Nations Unies ont amené S.A.R. la Princesse Caroline de Hanovre dans sa qualité de Présidente de l'Association mondiale des amis de l'enfance (AMADE) à lancer l'appel à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe de

soutenir tout effort de «défendre l'évidence même: le droit de ne pas souffrir, le droit de ne pas être abusé sexuellement, le droit de ne pas être vendu, de ne pas être exploité, de ne pas être violé, de ne pas être enlevé, de ne pas être mutilé, le droit de ne pas être négligé, puis oublié.»

Le discours de la Princesse de Hanovre fut l'un des points forts à l'ordre du jour de la première partie de session 2007 qui s'est tenue à Strasbourg du 22 au 26 janvier. Le Luxembourg y était représenté par MM. Marcel Glesener, président de la délégation luxembourgeoise, Charles Goerens, membre effectif ainsi que par les membres suppléants Mme Anne Brasseur et MM. Norbert Hauptert et Jean Huss.

D'autres sujets abordés furent la situation actuelle au Kosovo avec l'intervention de M. Martti Ahtisaari, envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le processus de détermination du statut futur du Kosovo, le danger de l'utilisation de l'approvisionnement énergétique comme instrument de pression politique, ainsi que le VIH/sida en Europe avec un accent particulier sur la situation des enfants atteints et des orphelins du sida ainsi que sur la propagation du VIH/sida chez les femmes et les jeunes filles en Europe.

Notons finalement que M. René Van der Linden a été reconduit dans ses fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

➤ «La Bulgarie, nouveau membre de l'Union européenne, poursuit les réformes et prépare son entrée à l'espace Schengen»

C'est le Ministre des Affaires étrangères de la République de Bulgarie, M. Ivaïlo Kalfin, en visite de travail à Luxembourg le 13 février, qui a énoncé les priorités de la politique du Gouvernement bulgare, lors de ses entretiens à la Chambre des Députés. En ce qui concerne l'adhésion à l'espace Schengen, la Bulgarie estime être prête en 2009.

Les critères de Maastricht à respecter pour l'introduction de l'Euro sont pour la plupart remplis. Cependant l'inflation pose encore problème et le Gouvernement bulgare poursuit ses efforts pour l'abaisser.

Lors de son entrevue avec la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, le Ministre des Affaires étrangères bulgare a soulevé que la politique énergétique lui tient particulièrement à cœur: il faudrait trouver des sources d'énergie alternatives afin de ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

Le Vice-Président de la Commission, M. Marcel Glesener, a encore relevé que le Luxembourg a toujours été en faveur de l'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne.



Le Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, M. Ivaïlo Kalfin, reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, et la Commission des Affaires étrangères.

## NOUVELLES LOIS

### Transport de marchandises dangereuses

**5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000**

Le projet de loi 5182 portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par

voies de navigation intérieures (ADN), signé à Genève le 26 mai 2000 a comme objectif d'approuver l'Accord ADN, de l'appliquer également au transport national des marchandises dangereuses, de déterminer des infractions aux prescriptions du Règlement annexé à l'Accord ADN ainsi que de déterminer les fonctionnaires chargés de rechercher et de constater ces infractions et de donner à ces fonctionnaires le pouvoir d'immobiliser le navire en question si un cas particulièrement grave d'infraction est constaté, i.e. les bateaux ne répondant pas aux dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.07.2003

Rapporteur: Monsieur Roland Schreiner

Travaux de la Commission des Transports (Président: Monsieur Roland Schreiner):

13.11.2003 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.10.2006 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du projet de loi, du premier avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État

18.01.2007 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2007

### Études d'impact

**5198 - Projet de loi portant**

**1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement**

**2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée**

**3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée**

La directive 97/11/CE impose aux États membres de l'Union européenne (UE) de procéder, avant l'octroi de l'autorisation, à

l'évaluation des incidences environnementales des projets publics et privés susceptibles d'avoir des effets notables à cet égard. L'objectif est d'identifier ces incidences pour déterminer s'il y a lieu de les prévenir ou de les atténuer. Le public doit être consulté et ses observations doivent être prises en considération dans le processus décisionnel aboutissant à l'autorisation du projet. À noter que dans le domaine de l'accès à l'information sont en vigueur les dispositions de la loi du 31 juillet 2005 portant approbation de la Convention d'Aarhus.

Ces études d'impact sont obligatoires pour certains projets tels que la construction d'une autoroute; pour d'autres projets concernant par exemple le développement urbain, les États membres doivent appliquer une procédure de contrôle pour identifier ceux qui nécessitent une évaluation. Ils peuvent fixer des seuils ou des critères, procéder à un examen au cas par cas ou avoir recours à plusieurs de ces instruments de contrôle, l'objectif étant de faire en sorte que soient évalués tous les projets ayant une incidence sur l'environnement. Cette procédure d'évaluation constitue donc un instrument fondamental de la politique environnementale.

La philosophie à la base de la directive 97/11/CE est l'harmonisation des règles de tous les pays européens afin que les États membres se dotent d'une procédure d'évaluation commune, qui réponde aux principes de précaution et de prévention ainsi qu'au principe pollueur-payeur.

Um Internet:

[www.chd.lu](http://www.chd.lu)



Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 26.08.2003

Rapportrice: Madame Sylvie Andrich-Duval

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: Monsieur Lucien Clement):

05.05.2006 Désignation d'un rapporteur

12.05.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.05.2006 Continuation de examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.06.2006 Continuation de examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

06.11.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

21.12.2006 Examen du 2<sup>e</sup> avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption du projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Monsieur Roger Negri):

01.06.2006 Échange de vues avec Mme la Rapportrice

Vote en séance publique: 30.01.2007

**5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7)**

Le présent projet de loi se propose d'approuver le 2<sup>e</sup> amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, lequel a été adopté à l'occasion de la 3<sup>e</sup> réunion des Parties qui s'est tenue à Cavtat (Croatie) en juin 2004.

Ladite Convention, signée à Espoo le 25 février 1991, a fait l'objet de la loi d'approbation du 29 juillet 1993. À l'occasion de la 2<sup>e</sup> réunion des Parties, un 1<sup>er</sup> amendement à la Convention a été adopté le 27 février 2001 à Sofia; il a fait l'objet de la loi d'approbation du 7 mars 2003.

La Convention d'Espoo est le premier instrument international d'importance juridique-

ment contraignant, qui a trait à l'évaluation de l'impact sur l'environnement. La Convention a eu un retentissement considérable sur le droit international de l'environnement et a favorisé l'évaluation de l'impact sur l'environnement au niveau mondial. Elle a contribué à favoriser une plus grande transparence du processus de prise de décision.

L'amendement de Sofia permet, d'une part, de renforcer le dialogue objectif avec le public à travers une participation généralisée au processus de prise de décision et, d'autre part, d'accroître le potentiel d'application de la Convention, en élargissant le processus de ratification à des pays non membres de la CEE/ONU.

L'amendement de Cavtat vise à améliorer encore l'application de la Convention. Il prévoit des procédures de délimitation du champ de l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière. En outre, il précise le texte de la Convention en y apportant quelques retouches afin qu'aucune incertitude juridique ne vienne en compromettre l'application.

ment». La notion «instituteur» est en effet trop restrictive, car elle n'englobe pas les enseignants de la carrière moyenne comme, par exemple, les maîtres de cours pratiques et les maîtres de cours spéciaux;

- les volontaires de la Police sont ajoutés à la catégorie G étant donné qu'ils peuvent être comparés aux volontaires de l'Armée. Au moment de la fusion de la gendarmerie et de la police en 1999, il avait en effet été oublié de les ajouter en tant qu'électeurs de cette catégorie.

Étant donné que des contradictions ont été constatées dans les textes en vigueur, à sa-

voir, d'une part, la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et, d'autre part, le règlement grand-ducal modifié du 17 janvier 1984 portant 1<sup>o</sup> réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics 2<sup>o</sup> répartition des fonctionnaires dans les catégories A, B et C prévues à l'article 43<sup>ter</sup> de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective, le projet de loi 5612 a également pour objet la mise en conformité du règlement grand-ducal avec la loi.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.09.2006

Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications (Président: Monsieur Lucien Thiel):

27.11.2006 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

22.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.01.2007

**Fondation Pescatore**

**5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore**

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement d'une part, de la reconstruction de l'Aile Centrale et d'autre part, de la rénovation, de la transformation et de la modernisation de certaines parties du complexe immobilier de la Fondation J.-P. Pescatore à Luxembourg. La Fondation Pescatore à Luxembourg a été créée par arrêté royal grand-ducal du 8 avril 1885. Depuis 1892, date à laquelle la Fondation a ouvert ses portes, elle s'est spécialisée dans l'hébergement des personnes âgées. La Fondation Pescatore dispose actuellement d'un agrément de «Centre intégré pour personnes âgées».

Grâce aux travaux projetés, la capacité d'accueil totale de la Fondation sera portée de 301 à 375 lits répartis en 303 chambres individuelles et 36 chambres doubles. Cette augmentation de la capacité d'accueil permettra de mieux traiter les dossiers en suspens. Le nombre de demandes d'admission s'élève actuellement à 1000 demandes dont environ 100 sont considérées comme urgentes.

Concernant la situation urbanistique du projet, on peut noter qu'il prend en considération le contexte de son implantation à l'intérieur du complexe de la Fondation Pescatore et qu'il sera réalisé sur un terrain prévu pour ce type de construction dans le nouveau plan d'aménagement général de la commune de Luxembourg. À noter toutefois qu'un plan d'aménagement particulier a été

dressé pour permettre le reclassement du site autorisant les modifications nécessaires.

Le projet a été conçu en tenant compte des éléments préexistants et plus particulièrement de l'obligation de garder en service l'ensemble du site. La volonté du maître de l'ouvrage est de limiter au maximum les inconvénients pour les pensionnaires.

L'organisation fonctionnelle est l'élément déterminant du projet. Il ne s'agit pas uniquement d'agrandir le complexe afin d'accueillir davantage de pensionnaires, mais aussi de rendre l'ensemble plus pratique.

Une attention particulière a été portée aux aspects écologiques des travaux envisagés notamment en ce qui concerne l'orientation du bâtiment ou encore la composition des parois.

Il résulte de la convention signée entre l'État luxembourgeois et la Fondation J.-P. Pescatore en date du 17 mars 2003 et de ses avenants du 23 août 2005 et du 16 janvier 2007 que le coût total maximum des travaux prévus, premier équipement compris, auquel l'État est prêt à participer s'élève à 10.800.000.- euros, TVA et honoraires inclus. L'État participe au financement du projet à raison de 80%, soit 8.640.000.- euros.

Le projet de loi sous rubrique répond aux exigences de l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, portant exécution de l'article 99 de la Constitution qui prévoit que tout engagement de l'État qui dépasse le montant de 7,5 millions d'euros doit être autorisé par une loi particulière.

À noter que dans son avis le Conseil d'État s'est déclaré d'accord avec une nouvelle actualisation du montant de la participation de l'État à la valeur la plus récente de l'indice des prix de la construction au moment du vote du projet de loi.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 23.02.2005

Rapporteur: Monsieur Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Monsieur Roger Negri):

27.09.2005 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.09.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.01.2007

**Chambre des Fonctionnaires et Employés publics**

**5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective**

Le projet de loi 5612 est un texte purement technique qui a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. Ces modifications se limitent aux dispositions contenues au chapitre VII de ladite loi qui concernent la seule Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, sans qu'il n'y ait aucune incidence sur les dispositions en vigueur pour les autres chambres professionnelles. Le projet de loi comporte plusieurs ajustements concernant la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et adapte les dispositions qui avaient donné lieu à des difficultés d'interprétation lors d'élections antérieures (particulièrement lors de celles de mars 2005). Ainsi, l'ensemble des textes en vigueur a été remanié à la lumière des problèmes de procédure, des lacunes et des incohérences y consta-

tés. Les principaux changements inscrits dans le projet de loi sont:

- le terme «permanent» qui qualifie le fichier des électeurs à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics est supprimé, et ceci pour deux raisons pratiques. D'une part, il est inutile de constituer un fichier permanent des électeurs dans la mesure où la liste des électeurs comprend tous les agents de l'État et des communes qui, au 31 octobre précédant l'année les élections, remplissent les conditions de l'électorat. D'autre part, la tenue et la mise à jour d'un fichier permanent sont irréalistes car elles nécessiteraient des adaptations mensuelles, ce qui constituerait une charge administrative disproportionnée;

- de nouveaux délais sont fixés en matière d'établissement de la liste des électeurs et en ce qui concerne les recours éventuels contre celle-ci. En effet, en raison du fait que la procédure de recours se déroule pendant la période des vacances de Noël, le juge de paix aura dorénavant plus de temps (jusqu'au 10 janvier de la nouvelle année) pour rendre sa décision;

- une précision est faite en ce qui concerne les électeurs de la catégorie D: le terme «instituteur» est remplacé par celui de «fonctionnaire de la carrière moyenne de l'Enseigne-

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 21.09.2006

Rapportrice: Madame Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Madame Marie-Josée Frank):

05.12.2006 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.01.2007 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.02.2007

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Henri Grethen, Vice-Président

### Ordre du jour

1. Communications
2. Départ en retraite de deux membres du Greffe
3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;  
5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée  
et  
5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national  
(Déclaration de recevabilité)
4. Ordre du jour
5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution
6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis
7. Heure de questions au Gouvernement
  - Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
  - Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
  - Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
  - Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
  - Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports
  - Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepp relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
  - Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
  - Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub> à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports
  - Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
  - Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
  - Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration
  - Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement
8. 5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000  
(Rapport de la Commission des Transports - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5198 - Projet de loi portant
  1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement
  2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée
  3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée  
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004 (Décision III/7)  
(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

» M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Neen, Här President.

### 1. Communications

» M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi, propositions de loi et de modification du Règlement de la Chambre, ainsi que les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5661** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 19 juillet 2004 concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne

Dépôt: Monsieur Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.12.2006

2) **5662** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections municipales en République d'Albanie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

3) **5663** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en République de Serbie

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.12.2006

4) **5664** - Projet de loi portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier de la directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) et de la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte)

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 28.12.2006

5) **5665** - Projet de loi portant a) approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Sarre concernant la création d'un établissement d'enseignement secondaire germano-luxembourgeois, signé à Perl, le 4 décembre 2006; b) approbation du Protocole entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le «Landkreis Merzig-Wadern» sur les immeubles existants et sur le financement des projets immobiliers ainsi que des dépenses courantes du «Deutsch-Luxemburgisches Schengen-Lyzeum Perl», signé à Perl, le 4 décembre 2006; c) dérogation à l'article 7.2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.01.2007

6) **5666** - Projet de loi concernant les exigences de sécurité minimales applicables aux tunnels du réseau routier transeuropéen et modifiant 1. la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'administration des Ponts et Chaussées; 2. le Code du Travail

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 04.01.2007

7) **5667** - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes

Dépôt: Monsieur Henri Grethen, le 09.01.2007



8) **5668** - Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

9) **5669** - Proposition de loi modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Dépôt: Madame Anne Brasseur, le 22.01.2007

10) **5671** - Propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: Monsieur Gast Gibéryen, le 22.01.2007

11) **5670** - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises (modifiée)

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 23.01.2007

3. Par lettre du 6 décembre 2006 Monsieur Gast Gibéryen a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet des corps des sapeurs-pompiers: Analyse de la situation actuelle et des défis majeurs résultant d'un environnement économique et social en mutation. Ébauche des initiatives politiques et législatives qui s'imposent.

4. En date du 9 janvier 2007, des utilisateurs du CR101 ont remis la pétition N°275 relative aux conditions de sécurité sur le CR101 menant de Mamer à Mersch.

En date du 15 janvier 2007 l'Association «Mënsche mat Muppen» a remis la pétition N°276 contre le projet de loi relatif aux chiens.

5. «Il faut mobiliser davantage nos Parlements, les inviter à suivre de très près ce que font nos Gouvernements qui sont les acteurs essentiels, tant au niveau de l'OTAN que de l'Union européenne.

Nous sommes là investis aussi en tant qu'Assemblée d'un double rôle de contrôle et d'impulsion politique. Le contrôle, nous l'avons fait. Soyons vigilants et faisons de l'impulsion politique notre véritable vocation pour tabler sur les progrès réels dans un avenir proche.» Avec ces mots Monsieur Charles Goerens a terminé la discussion de son rapport sur «L'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil».

Les points principaux de ce rapport ont été:

1) Le sommet de Riga sur l'OTAN en novembre dernier, où a été discutée, entre autres, la situation en Afghanistan. En effet, une large partie de la population n'est pas prête à s'adapter aux exigences d'une société occidentalisée. Et il a précisé: «Il y va de la construction d'un État, de la stabilisation d'un pays, des avancées du rôle de la femme, de l'application d'un minimum des droits de l'Homme, de la personne humaine en général et de la femme en particulier. Il y va de la crédibilité de l'OTAN.»;

2) l'évolution de la PESD ainsi que l'affirmation de l'émancipation de l'indépendance et de l'autonomie de la responsabilité européenne;

3) les conséquences d'une nouvelle OTAN et d'une nouvelle UE;

4) les conséquences du changement de l'environnement sécuritaire dans le monde après le 11 septembre 2001;

5) l'importance capitale des liens entre la sécurité et vice-versa et

6) la pertinence du concept de la responsabilité de protéger.

À la deuxième partie de la 52<sup>e</sup> session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 18 au 20 décembre 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et par Monsieur le Député Charles Goerens, membre effectif, ainsi que par Monsieur le Député Norbert Hauptert, membre suppléant; Mesdames les Députés Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que Monsieur le Député Jean Huss, Membres, s'étant excusés.

Lors de cette deuxième partie de session on a procédé pour la 53<sup>e</sup> session, qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2007, à la réélection de Monsieur Jean-Pierre Masseret comme Président de l'Assemblée ainsi que de Monsieur Marcel Glesener comme premier Vice-Président. Madame Anne Brasseur a également été reconduite dans son mandat de Vice-Président de la Commission des Affaires budgétaires et de l'Administration.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- l'OTAN: transformation et partenariat stratégique avec l'Union européenne - réponse au rapport annuel du Conseil;

- le débat d'actualité de l'Assemblée: «Vers une situation durable pour le Moyen-Orient: un rôle pour l'Europe»;

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2007;

- les comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2005 - Rapport du Commissaire aux comptes et motion d'approbation des comptes définitifs pour l'année 2005;

- avis sur les budgets des organes ministériels de l'UEO pour 2006;

- sécurité et stabilité en Asie centrale;

- les forces terrestres européennes dans les opérations d'intervention extérieure;

- la coopération transatlantique dans le domaine aéronautique: l'avion de combat F-35 Lightning II (joint strike fighter);

- les opérations de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) - réponse au rapport annuel du Conseil;

- l'industrie aérospatiale en Ukraine - La coopération avec l'Europe;

- l'Assemblée de l'UEO: un outil pour les parlements nationaux et

- l'évolution de la perception du terrorisme par l'opinion publique et les médias.

En outre, l'assistance a pu suivre

au cours de la première séance de lundi:

- le discours de Monsieur Günter Gloser, Ministre délégué aux Affaires européennes, représentant la Présidence allemande de l'Union européenne et de l'Union de l'Europe Occidentale;

- le discours de Monsieur Pertti Torstila, Secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, représentant la Présidence finlandaise de l'Union européenne;

- la déclaration de Madame Nino Bourdjanadzé, Présidente du Parlement de Géorgie et

- la présentation du sommet tenu par l'OTAN à Riga par Monsieur Zoltan Nagy, chef de la Section Affaires OTAN multilatérales et régionales (Division Affaires politiques et politique de sécurité), siège de l'OTAN, Bruxelles, représentant le Secrétaire général de l'OTAN, Monsieur Jaap de Hoop Scheffer

et

au cours de la huitième séance de mercredi matin le discours

- de Monsieur André Flahaut, Ministre de la Défense nationale de Belgique, représentant la Présidence belge de l'UEO.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette deuxième partie de sa 52<sup>e</sup> session deux directives, deux résolutions et dix recommandations au Conseil.

6. Par lettre du 21 décembre 2006 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 29 au 30 novembre 2006:

• position sur la proposition de règlement du Conseil relative à la conclusion de l'Accord de Partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Cap-Vert;

• résolution sur l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne;

• résolution sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne;

• résolution sur les progrès enregistrés par l'UE dans la création d'un Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice (ELSJ) (articles 2 et 39 du traité UE);

• résolution sur la situation des personnes handicapées dans l'Union européenne élargie: plan d'action européen 2006-2007;

• résolution sur «Passons à la vitesse supérieure: créer une Europe de l'esprit d'entreprise et de la croissance».

## 2. Départ en retraite de deux membres du Greffe

Ech wollt der Chamber matdeelen, dass zwou Dammen, déi beim Greffe vun der Chamber ugestallt waren, an hir wuelverdengte Pensioun gaange sinn. Et handelt sech dobäi ëm d'Madame Jeanne Thoss, déi zënter 1974 hiren Déngscht am Compte rendu verriicht huet, an ëm d'Madame Josette Tock-Weyland, déi vun 1995 u während de Sitzungsperioden d'Cafeteria gefouert huet.

Am Numm vun der Chamber wëll ech deenen zwou Damme Merci soe fir hir Aarbecht a wënschen hinnen an Ärem Numm vill Gléck an hirem neie Liewensofschneitt.

» Plusieure voix.- Très bien!

» Une voix.- Bravo.

## 3. 5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

## 5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

## 5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

### Déclaration de recevabilité

» M. le Président.- D'Chamber ass operuff iwwert d'Recevabilitéit vun dräi Propositions de loi ze befanne bei deenen d'Presidentekonferenz sech positiv geäussert huet. Dat sinn d'Propositions de loi, déi ech virun opgezielt hunn, vun honorabelen Här Grethen a vun der honorabelen Madame Anne Brasseur: déi eng iwwert d'Cour des Comptes, déi aner iwwert d'Wahlgesez an nach eng iwwert d'Gesetz vum Referendum.

Ass d'Chamber domat averstanen déi Propositions de loi als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

## 4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour ubelaangt huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtten hu mer:

- fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung;

- dann en Ofkommen iwwert den internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Bei dësem Projet de loi muss mat enger qualifizierter Majoritéit, nom Artikel 114 vun der Verfassung, ofgestëmmt ginn. De Vote par procuration ass net erlaabt;

- duerno hu mer e Projet, wou et sech ëm eng Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Projeten op d'Ëmwelt handelt

- a schlussendlech fir haut de Mëtten eng Ofännerung vun der Konventioun vun Espoo.

Muer sti folgend Punkten um Ordre du jour:

- d'Interpellatioun vum Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole

- an de Projet de loi 5612 iwwert d'Beruffschamberen.

Iwwermuer evakuéiert d'Regierung:

- d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg;

- dann hu mer de Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore

- an uschléissend nach d'Naturalisatiounen.

Wat elo den Ordre du jour vu muer de Mëtten ubelaangt ass et esou, dass den zoustänneg Minister bei dem Projet 5612 iwwert d'Beruffschamberen, den Här Wiseler, contraignant Termeren huet an dofir stellt d'Fro sech, vu datt et e Projet ass, deen nëmme ganz kuerz Zäit an Usproch hält - ech denken, dass mer an enger Véirelstonn dee Projet kënnen iwwert d'Bühn kréien -, ob een deen, wann den Här Wagner d'accord wär, da géinge mer dee Projet um hallwer dräi un d'Rei huelen. Deen ass virun dräi Auer faerdeg an da kéimt Dir duerno mat Ärer Interpellatioun drun?

» M. Carlo Wagner (DP).- Kee Problem, Här President.

» M. le Président.- Ech soen dem Här Wagner Merci fir seng Kulanz vis-à-vis vun der Contrainté vun der Regierung. Da maahe mer dat muer de Mëtten esou.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeänerten Ordre du jour d'accord?

» M. Gast Gibéryen (ADR).- Selbstverständlich.

(Assentiment)

» M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann ass et esou décidéiert.

Elo hu verschidde Leit mech d'Wuert gefrot. Den honorabelen Här Meyers.

## 5. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

» M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Juli am Numm vun der Verfassungskommissioun eng Ofännerung vum Artikel 10 proposéiert, déi virgesäit, dass den Artikel 10 vun der Verfassung soll ofgeschaf ginn. Deen Artikel gesäit vir, dass d'Naturalisatiounen duerch d'Chamber gemaach ginn. An deem neie Gesetz iwwert d'Nationalitéit soll dat awer geschéien iwwer e Verwaltungswee, wat eng zousätzlech juristesche Sécuritéit och fir d'Demandeure vun der Nationalitéit mat sech bréngt, do-duerch, dass se Recours maache kënnen.

Elo gesäit awer den Artikel 9 vun der Verfassung vir, dass déi Recoursé beim Tribunal civil gemaach ginn. Mir sinn awer der Meinung, souwuel d'Verfassungskommissioun wéi och déi juristesche Commissioun, dass et besser ass déi Recoursé beim Verwaltungsgericht ze maachen. Dofir muss also och den Artikel 9 vun der Verfassung ofgeännert ginn, an ech kann am Numm vun der Verfassungskommissioun hei eng Proposition de loi an deem Sënn deponéieren.

- Proposition de révision N°5672 de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution

» Une voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi Proposition de loi gétt un déi zoustänneg Chamberskommissioun verwisen, no-deems datt se vun der Presidentekonferenz begutacht ginn ass an hir Recevabilitéit festgestallt ginn ass.

Den Här Bodry.

» M. Alex Bodry (LSAP).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och eng Proposition de loi hei deponéieren am Numm vun der Commissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsrevisioun.

Et handelt sech ëm d'Schafung vun engem neien Artikel 32bis an eiser Verfassung. Dee géing politesche Parteien an de Verfassungstext verankeren. Dat sinn Diskussiounen, déi eigentlech zënter laange Joren a besonnesch zënter 2001 ganz intensiv gefouert gi sinn a wou mer eis an der zoustänneg Kommissioun op en Text géeelegt hunn. Ech géinge also da proposéieren, dass am Numm vun där Kommissioun en neien Artikel 32bis géing erakommen an de Kapitel iwwert d'Puissance souveraine an eiser Verfassung, mat folgendem Wuertlaut: «Les partis politiques concourent à la formation de la volonté populaire et à l'expression du suffrage universel. Ils expriment le pluralisme démocratique.»

- Proposition de révision N°5673 portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

» Une voix.- Très bien.

» M. le Président.- Merci, Här Bodry. Och do gétt d'Recevabilitéit gepréift an da geet d'Proposition de révision un déi zoustänneg Chamberskommissioun.

Den Här Marcel Oberweis huet d'Wuert gefrot.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis

M. Marcel Oberweis (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst



alleguerten, dass zënter dem 9. Februar 1999 fénnef bulgaresch Infirmiëren an ee palästinenschen Dokter am Prisons a Libyen festsätzen, well hinne virgeworf gëtt si wärem um Doud vun honnerte vu Kanner duerch Aidsinfizéierung schëlleg.

Den 19. Dezember 2006 si se dunn och nach zum Doud veruerteelt ginn an ech mengen et wär un där fräier Welt, sech géint esou Ongerechtegkeeten ze opposéieren. Ech liwweren déi Motioun hei of an invitéieren eis Regierung, sech anzusetzen, fir dass déi Leit net zum Doud veruerteelt ginn a se esouguer fräizesetzen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. Här Oberweis, Dir misst kucken, dass d'Motioun och nach eng Partie Ennerschréfte kritt.

» **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Da muss ech dann och mäi Lapsus erklären. Ech gesinn awer schon, dass Leit wénken.

#### Motion

La Chambre des Députés,

- *considérant que cinq infirmières bulgares (Christiana Malinova, Valia Georgieva Chervenishka, Nasia Stoitcheva Nenova, Valentina Manolova, Snezhana Ivanova) et un médecin palestinien (Ashraf Ahmad Jum'A) sont emprisonnés depuis le 9 février 1999, l'État libyen les accusant d'avoir sciemment inoculé le virus V.I.H. à plusieurs centaines d'enfants de l'hôpital pédiatrique El-Fatih de Benghazi dans lequel ils travaillaient;*

- *considérant que plusieurs experts, dont le professeur français Luc Montagnier, codécouvreur du virus V.I.H., ont démontré que les enfants ont contracté le virus bien avant l'arrivée sur place du personnel médical en cause et ont conclu que la contamination des enfants était due au manque d'hygiène et à l'organisation défaillante de l'hôpital;*

- *considérant que de récentes publications confirment ces conclusions et apportent des preuves scientifiques sérieuses sur l'origine et le timing des infections à l'hôpital El-Fatih;*

- *considérant qu'il existe des preuves tangibles que les personnes en cause ont été victimes d'actes de tortures et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;*

- *considérant que de nombreuses autres violations des droits des prévenus ont également été commises;*

- *considérant que les garanties pour un procès juste et équitable au regard des normes internationales ont été refusées aux personnes en cause et que toutes les preuves d'innocence de ces dernières ont été systématiquement négligées et n'ont pas été prises en compte;*

- *considérant la condamnation à mort par la justice libyenne le 19 décembre 2006, des cinq infirmières bulgares et du médecin palestinien;*

- *considérant finalement son opposition à la peine de mort dans tous les cas et dans toutes les circonstances;*

invite le Gouvernement

- *à condamner fermement le verdict du Tribunal pénal de Libye du 19 décembre 2006, reconnaissant coupable à l'occasion d'une révision du procès, et condamnant à mort les cinq infirmières bulgares et le docteur palestinien, qui ont déjà passé huit ans en prison en rapport avec les cas de sida découvert à l'hôpital de Benghazi en 1999;*

- *à faire part de sa forte préoccupation quant à la base sur laquelle les personnes accusées ont été poursuivies, le traitement qui leur a été infligé en prison et la lenteur de la procédure;*

- *à intervenir, ensemble avec les partenaires européens, auprès des autorités libyennes concernées afin que ces dernières prennent toutes les mesures nécessaires pour réviser et annuler la condamnation à mort;*

- *en tout état de cause à oeuvrer, ensemble avec les partenaires européens, auprès des autorités libyennes compétentes pour que celles-ci ouvrent la voie à une solution rapide de ce cas sur une base humanitaire*

*afin d'obtenir la libération du personnel médical concerné;*

- *de revoir, au cas où la suite donnée serait négative, ensemble avec ses partenaires européens, la politique commune d'engagement avec la Libye;*

- *de veiller à ce que l'Union européenne continue à porter assistance à la mise en œuvre du Plan d'Action Sida et de soutenir le Fonds International Benghazi dans le but d'alléger les souffrances des enfants infectés et celles de leurs familles de même que pour aider les autorités libyennes à prévenir et combattre la prolifération du sida dans le pays.*

(s.) Marcel Oberweis, Lydie Err, Charles Goerens, Jean Huss, Robert Mehlen.

» **M. le Président.** - Mir kommen dann zur Heur de questions. Laut eisem Reglement hunn d'Deputéierten zwou Minutten Zäit fir hir Fro virzedroen. D'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntweren. D'Froe kommen ofwiessend vu Majoritéit an Opposition. Fir d'éischt hu mer eng Fro vun honorabelen Här Marcel Sauber, déi sech adresséiert un de Mëtzelstandsminister iwwert de Plan d'action en faveur des petites et moyennes entreprises.

## 7. Heur de questions au Gouvernement

**- Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**

» **M. Marcel Sauber (CSV).** - Merci, Här President. Jo, de Plan d'action fir Kleng- a Mëtzelbetriber war an ass och nach ëmmer d'Grondement vun der Mëtzelstandspolitik, well do ginn nämlech d'Akzenter gesat fir d'Zukunft. De Mëtzelstandsminister steet net bei sengem éischte Plang. Deen éischten ass scho relativ al, ass an der Vergaangenheet aktualiséiert ginn an et sinn och nei Aktiounspläng komm. Elo schafft de Mëtzelstandsminister un engem neien Aktiounsplang an dat mécht hien och net im stillen Kämmerlein, mä hie mécht dat zesumme mat de Partner aus dem Mëtzelstand.

Meng Fro ass folgend: Wou sti mer elo mat dem Aktiounsplang? Wéini kënn en a kann de Minister eis vläch a kuerze Wiederer déi wesentlech Aspekter haut matdeelen?

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Sauber. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem honorabelen Deputéierte Marcel Sauber direkt soen, dass d'Viraarbechte fir deen neie Plan d'action fir Kleng- a Mëtzelbetriber amgaange si fäerdge gestallt ze ginn, an dass ech domat rechnen, dass de Plan d'action Enn Februar am Regierungsrat wäert kënnen guttgeheescht ginn.

Den Här Sauber huet drop higewisen, dass dat hei deen drëttes Méjoresplang ass fir déi Kleng- a Mëtzelbetriber; deen éischten ass vun 1996 bis 2000 gelaf an deen zweete vun 2001 bis 2005. An der Regierungserklärung vun 2004 ass festgehale ginn, dass d'Instrument - wat jo ausgeschafft gëtt an Zesummenaarbecht mat den zoustännege Berufschamberen a Federatioune -, soll eng Neioplage kréien, well et sech an der Vergaangenheet bewährt huet. An, wéi gesot, mir sinn amgaange zënter enger gewässer Zäit mat den Organisatioune zesummen dëse Plang auszeschaffen.

Et geet hei drëm, fir besonnesch Akzenter ze setze fir de Kleng- a Mëtzelbetriber ze hëllefen. Den Här Sauber huet mat Recht drop higewisen, dass déi Kleng- a Mëtzelbetriber d'Reckgrat vun eiser Economie sinn. Do geet et ëm 16.000 Entrepreneuren, déi 140.000 Leit beschäftegen - dat si méi wéi 40% vun der aktiver Bevëlkerung -, an déi an deene leschte Jore ganz vill nei Aarbechtsplaze geschaf hunn.

Déi Struktur vun deem Plan d'action wäert sech ëm zéng Achsen dréine mat ronn 100 Moosnamen. Et geet virun allem drëm fir dofir ze suergen, dass eng effikass Entrepreneuriatspolitik gemaach gëtt, dass d'Schaffung vun Entrepreneuren a besonnesch vun innovanten Entrepreneuren gefördert gëtt an dass favorabel Kaderkonditioune fir Kleng- a Mëtzelbetriber zur Verfügung gestallt ginn.

Fir d'Konkurrenzfähigkeit vun de Betriber ze fördere gi fir d'éischt emol zwou Saachen an d'Wee geleet, dass ass éischstens d'Promo-

tioun vun Entrepreneursgeescht an zweetens déi administrativ Vereinfachung fir d'Betriber. Un dësen zwee Theme schafft schon zënter enger gewässer Zäit zwee Gremien: Deen een ass de Conseil national de la promotion de l'esprit d'entreprise an deen zweeten ass de Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises. An et ass virgesinn, dass do niewent deene Saachen, déi scho realiséiert ginn, eng Rei vu wichtegen neie Reforme wäerte kommen.

Da geet et drëm, fir gewässe finanziell Ënnerstëtzungsmechanismen fir d'Betriber ze iwwerdenken an och eenzel fiskalesch Moosnamen ze analyséieren, fir d'Aktivitéit vun de Betriber weider unzekuerbelen. Da geet et an engem aneren Achs drëm, fir géint d'Distorsion de concurrence - déloyale virun allem - virzegoen. Dann ass e weideren Achs do, wou driwwer Rieds geet, fir d'Société de la connaissance, déi jo duerch d'Lissabon-Strategie gefördert gëtt, ze begleeden duerch aktiv Ënnerstëtzung wat d'Recherche an d'Innovatioun an de Kleng- a Mëtzelbetriber ubelaangt. An et geet och drëm, fir ze hëllefen den eGovernment méiglechst schnell ze realiséieren; och dovunner kënnen déi kleng Betriber ganz staark profitéieren.

Dann ass e weidere wichtegen Aspekt fir d'Entwécklung vun de Betriber den Aarbechtsmaart an d'Sécurité sociale. Mir musse versichen eis Soziallaaschte kompetitiv par rapport zum Ausland ze halen an do duerch de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze behalen.

Des Weidere geet et dann och drëm, fir d'Entrepreneuren an Aklang ze bréngen mat der nohalteger Entwécklung, souwuel wat d'Implantatioun vun de Betriber also de Plan sectoriel „Zones d'activités économiques“ ubelaangt wéi och wat de Schutz vun der Ëmwelt ubelaangt. An dann déi zweetescht Achs, wou et drëm geet fir sektoriell Entwécklungen ze stäipen, wéi zum Beispill de Commerce am Allgemengen. Dir wësst, dass mer do versichen, fir mat dem Commerce zesumme Lëtzebuerg als regionalen Attraktiounszentrum fir de Commerce ze entwéckelen; de Commerce urbain gëtt ënnerstëtzt, den Tourismus an och de Wunnéngsbaumaart.

Schlussendlech geet et drëm, fir d'Aus- a Weiderbildung méi kohärent ze maachen an dobäi och dem ekonomeschen Aspekt vun de Betriber Rechnung ze droen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun honorabelen Här Goerens iwwert d'Relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, déi sech un den Här delegéierten Ausseminister adresséiert.

Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, des Fro huet Bezuch op e Colloque, deen d'lescht Woch stattfonnt huet an Holland a wou et iwwert d'Relance vun der Europäescher Verfassung, also iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag geet, esou wéi och d'Bundeskanzlerin Angela Merkel als Presidentin vun Europäesche Conseil dat wënscht. An zwar huet den Här Mandelson, Kommissär zoustänneg fir Handel, un deem Colloque deelgeholl an hie gëtt zitéiert mat folgendem Wuertlaut: «Il estime nécessaire de reprendre à zéro le débat sur le Traité constitutionnel plutôt que d'essayer de sauver ou de dénaturer celui qui a été rejeté en France et aux Pays-Bas.»

Ech staunen net wéineg, wann ech dat do héiere vun engem Kommissär, dee jo awer normalerweis och misst kolleegial un d'Haltung vun der Kommissioun gebonne sinn, déi sech awer bis elo jiddefalls, jusqu'à preuve du contraire, ëmmer hannert deem Traité gestallt huet, wann och mat méi oder manner Enthusiasmus. Jiddefalls ass dat hei dee Wuertlaut, dee sech am meeschten écartéiert vun der offizieller Positioun vun der Kommissioun.

Et schéngt mer och net kompatibel ze si mat deem wat d'Kommissioun, wéi se zu Berlin war, mat der Bundeskanzlerin diskutéiert huet. Jiddefalls ass et contraire zum Geescht an et ass och nach contraire - dat wollt ech nach hannendrop soen - zu der Haltung, déi d'Lëtzeburger Regierung ageholl huet, déi se jo ëmmer stäipt an ech mengen, do kann ee se och nëmme just ënnerstëtzen, dass een net soll den Traité a

seng eenzel Segmenter zerleeën a scho guer net während deene sechs Méint, déi elo amgaange sinn, déi am Fong och kruzial si fir d'Konsolidatioun vun deem Wierk.

Wéi apprécieiert Dir déi Haltung do vun deem Kommissär an hutt Dir d'Gefill, dass d'Kommissioun amgaange ass ze bougieieren oder steet se nach ëmmer zu hirer ursprüngelecher Haltung, déi ech a mengen aleedende Satz versicht hunn ze skizzeieren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Schmit, huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, Här Deputéierten, dem Här Mandelson seng Aussoen, dass sinn Aussoe vun engem Kommissär vu 27. Mir wëssen alleguer, dass et d'Kommissioun, de Collège ass, mä am Prinzip soll dee Collège mat enger Stëmm schwätzen.

Et ass also natierlech am Intérêt, dass eng Institutioun wéi d'Kommissioun och eng kloer Positioun am Débat constitutionnel féiert. An ech ginn dervun aus, dass dat, wat a leschter Zäit - ech betounen „a leschter Zäit“ - vun President vun der Kommissioun gesot ginn ass a Bezuch op deen Traité constitutionnel och d'Positioun vun der Kommissioun an hirem Ensembl ass. Wat elo eenzel Kommissären op Colloquë soen, bon, loosse mer hinnen déi gewëssen intellektuell Fräiheet zougestoen, mä ech menge si hunn déi politesch Importance, déi déi vun engem englesche Kommissär dann ebe kann hunn.

Ech mengen esou wéi Dir, dass et elo wichteg ass, dass besonnesch déi Länner, déi ratifizéiert hunn, aner Länner, déi zu deem Text stinn, mä awer och déi europäesch Institutioune, a besonnesch déi Institutioun, déi och den Optrag huet den Droit communautaire ze verteidigen, mä awer och Europa weiderzebréngen, dass déi eng kloer Sprooch schwätzen. An déi kloer Sprooch kann nëmme dat sinn, dass mer an Europa eng Reform brauchen, dass mer net nëmme d'Institutioune musse reforméieren, mä dass mer Politike musse adaptéieren, fir zu engem Europa vun de Resultater ze kommen. A wa mer awer net méi capabel sinn ze decidéieren: Wou ass et da méiglech zu Resultater ze kommen? Duerfir bleift déi bescht Basis, fir op dat Zil hinzeschaffen, nach ëmmer de Projet de Traité constitutionnel.

An ech hoffen och, dass d'Kommissioun dat an der nächster Zukunft unisono da kloer mécht, zesumme mat aneren Institutioune. Firwat net? Ech mengen, am Europaparlament - op dat Der jo wahrscheinlech uspillt - geschitt dat. Ech hunn och do Échoen, dass eng grous Majoritéit vun Europaparlament weider zu deem Traité constitutionnel steet an och bereet ass ze hëllefen, besonnesch déi, déi d'Substanz vun deem Traité verteidigen, dass dat och an deene kommende Méint wäert ënnert däitscher Presidentschaft a weider och ënnert portugisescher Presidentschaft assuréiert sinn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro, zu där vun honorabelen Här Ben Fayot, och un den delegéierten Ausseminister, iwwert d'Réunion vu Madrid vun deenen 18 Länner, déi den europäesche Verfassungsvertrag ratifizéiert hunn.

**- Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, de 26. Januar - leschte Freideg - hu sech zu Madrid Verrieder vun 18 Regierunge zesumme fonnt vun deene Länner, déi den Europäesche Verfassungsvertrag ratifizéiert hunn. Dobäi koumen zwee Länner, déi nach net ratifizéiert hunn, awer dat maache wëllen: Portugal an Irland. Et sinn nach zwee aner Länner - Dänemark a Schweden -, déi sech och zu deem Vertrag bekannt hunn, esou dass mer am Fong geholl 22 Länner hunn, déi dee Vertrag positiv gesinn. Et hunn der zwee Nee gesot an et sinn der dräi, déi sech nach net expriméiert hunn.

Déi Réunion vu Madrid war menger Ansicht no e Succès, well se et erlaabt huet fir dobaussen ze weisen, dass eng ganz grous Majoritéit vu Länner a vun der Bevëlkerung fir dee Verfassungsvertrag sinn. Dofir muss een och de Regierunge vu Spuenien a vu Lëtzebuerg félicitéieren, fir déi Réunion do suscitéiert ze hunn.



Ech wollt an deem Zesammenhang zwou Froen un den delegierten Ausseminister stellen.

Déi éischt Fro, dat ass déi, dass jo am Virfeld dovunner zwou Réuniounen programmiert waren, an no der Réunioun zu Madrid ass déi zweet zu Lëtzebuerg ofgeblose ginn. Ech wollt de Minister froen, ob d'Annulatioun vun där zweeter Réunioun zu Lëtzebuerg am Februar eventuell op Drock vun der däitscher Präsidence geschitt ass, oder och op Drock vu gréisseren Länner, déi sech vun där Réunioun do ausgeschloss gefillt hunn, wéi zum Beispill Frankräich.

Meng zweet Fro ass, dass an der Deklaratioun vu Madrid gesot gëtt, dass déi Länner, déi ratifizéiert hunn, op wärem vis-à-vis vun deene Länner, déi nach net ratifizéiert hunn, fir op der Basis vun deem bestehenden Traité dans un esprit constructif all aner Propositionen opzehuelen, fir deen Traité ëmzënnere.

Ech wëll hei soen, dass dës Chamber ganz grouss Bedenken huet, fir iwwerhaupt un deen Traité fréckelen ze goen, virun allem och net, fir iergendwéi Ofstrécher un deem Traité ze maachen. Dofir wollt ech den Här Ausseminister froen, wéi hien dat gesäit.

Merci.

**(Interruption)**

» **M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den delegierten Här Ausseminister, den Här Nicolas Schmit.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech mengen ech brauch net vill op déi Réunioun vu Madrid zréckzekommen. Si ass eigentlech entstanen aus deem Gefill eraus, datt et elo Zäit géif ginn, datt net méi den Nee géif den Discours iwwer Europa dominéieren, mä datt awer och d'Stëmm vun 18 Länner, déi deen Traité ratifizéiert hunn, wat och ëmmer d'Method vun der Ratifikatioun war, misst gelauschtert ginn.

Ech mengen, deen Objectif ass voll erreecht. Mir sinn zu 18 op Madrid gaang a mir koumen zu 20 do un; zwee Länner hu sech effektiv do ugeschloss. A mindestens zwee Länner hunn awer duerch Deklaratiounen vun hiren Ausseministere kloer gemaach, datt si vill Sympathië fir déi Démarche vu Madrid haten.

De Message ass also elo kloer, a mir wënschen der däitscher Präsidence all Chance, fir elo op der Basis vun hiren eegene Pläng, vun hiren eegenen Ambitiounen bis de Juni e Plang virzeleeë wéi mer effektiv, wéi ech virdru gesot hunn, Europa utilement kënnen reforméieren op der Basis vun deem, wat 27 Länner zu Roum ënnerschriwwen hunn.

Ech kommen dann zu Äre präzise Froen. Firwat keng zweet Réunioun zu Lëtzebuerg? Wéi mer eigentlech déi Réunioun zu Madrid geplangt hunn, do si mer dovun ausgaangen, datt mer eppes missten évitéieren, an dat wier déi Unioun ze diviséieren an eng Zort vun zwee Clibb: dee Club vun deene Gudden - wann ech dat esou e bësse salopp expriméieren dierf -, déi ratifizéiert hunn, an dee Club vun deene manner Gudden, déi entweder net ratifizéieren konnten, well se een Échec am Referendum hate respektiv dee Moment net méi politesch wollten oder konnten. Ech mengen, dat war net den Objectif vun där Réunioun vu Madrid.

Den Objectif vun der Réunioun vu Madrid ass e kloer politesch Message ze ginn, mä awer gläichzäiteg ze soen: Mir mussen zesammen um Enn - an dat heescht zu 27 - e Kompromëss fannen. E Kompromëss, deen awer d'Positioun vun 18 Länner, déi elo scho ratifizéiert hunn, net ignoréieren kann. Mir hunn doropshi festgestallt, datt mer zu Madrid eigentlech net méi zu 18 waren, mä zu 22. Wann ech dann och nach dierf soen, datt dräi Länner sech derzugesellt hunn op engem Niveau vun Observateur, fir noze-lauschteren, da kann ee jo soen, datt déi Réunioun a voller Transparenz stattfont huet. An déi Informatioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg wollten zu 27 ginn, e bësse iwwerflësseg gouf.

Dat huet ons och eigentlech motivéiert op déi zweet Réunioun ze verzichten. Mir hu mat der Präsidence geschwat a mir hunn erausfonnt, datt eigentlech déi Réunioun net méi vun enger grousser Utilitéit wier, d'autant plus, datt d'Präsidence selwer elo hir Démarchen ugefaang huet. Onst Zil zu Madrid war dat, d'Präsidence ze ënnerstëtzen, der Präsidence ze hëllef; net d'Präsidence an eng Situatioun ze bréngen, wou hir Aarbecht méi schwierig géif ginn. Ech mengen duerfir - ouni vun Drock ze schwätzen - war et de bon sens, fir ze soen: „Et ass elo net de Moment eng zweet Réunioun ze halen, mir kënnen déi Informatioun och

anescht ginn“, mä ganz einfach der Präsidence dee Message iwwerginn, fir datt si elo hir Aarbecht ka maachen.

Ech géif soen: Vershoben ist nicht aufgehoben. Mir hunn ons souwisou zu Madrid d'Méiglechkeet vun neie Rendez-vousë ginn.

Déi zweet Saach ass: Madrid - hunn ech gesot - ass op där enger Säit ferm op der Substanz an op den Équiliberen, déi hiergestallt gi sinn am Traité constitutionnel, mä mir mussen awer Realiste sinn. Mir mussen mat all de Länner, och mat deenen, déi net ratifizéiert hunn, an eng Diskussioun kommen. Déi Diskussioun kann net op enger minimalistischer Basis gefouert ginn.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Ech hu gesot: Europa brauch keng Mini-Léisungen, mir brauchen éischter a verschiddene Domäne Maxi-Léisungen. Mä mir mussen awer och eng gewësse Flexibilitéit, eng Ouverture, eng konstruktiv Haltung en général beweisen. An dat ass dat, wat hei an deene Presselinien - Dir hutt et Deklaratioun genannt, mir ware méi modest, mir hunn et just Lignes de presse genannt - gesot gouf. Et heescht hei net den Traité a Fro stellen, mä et heescht awer op där anerer Säit eng Ouverture markéieren, fir um Enn zu 27 unzekommen, well ouni 27 kënn den Zuch net un.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro ass eng vun honorabelen Här Henri Kox un den Ëmwelt- an Transportminister iwwert d'Organisatioun vun enger Sensibilisierungscampagne während dem Autosfestival.

**- Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports**

» **M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).** - Här President, Här Minister, eng Fro betreffend der Sensibilisatioun vun de Clienten, insbesondere dës Woch, wou den Autosfestival leeft.

D'lescht Joer hunn d'Taxë jiddefalls zu enger ganz grousser Opreegung gefouert, insbesondere, wat d'Klassifikatioun betreffend den CO<sub>2</sub>-Ausstouss ubelaangt.

Meng Fro ass: Hätt een net missen am Virfeld zesumme vill méi aktiv op den Terrain goe mat deenen zwou Federatiounen, fir d'Leit méi aktiv dorobber hinzeweisen?

Hätt ee sech net och missen eng Aart Dépliant ausdenken, fir d'Leit landeswäit op déi Problematik hinzeweisen, an de Lien ganz genee tëschent héijer Motorisatioun an dem CO<sub>2</sub>-Ausstouss opzeweisen?

Gläichzäiteg misst ee sech och Gedanke gemaach hunn, wann déi Campagne elo net gräift, wéi eng Moossindikatoren ee sech ginn huet, fir e bësse erauszufannen, ob d'Leit dann elo sensibiliséiert gi sinn, fir en anert Verhalten unzehuele bezüglech engem méi CO<sub>2</sub>-ausstoussaarmen oder engem ëmweltfrëndlechen Auto. Meng Fro ass och, ob e Bilan gezu gëtt entsprechend deene Kritären, déi dann opgestallt goufen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Ëmwelt- an Transportminister Lucien Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Kox kënn zréck op déi Diskussioun, déi mer effektiv Ufank d'lescht Joer gefouert hunn iwwert déi nei Gestaltung vun der Autossteuer net méi no Hubraum, mä no ekologesche Komponenten - haaptsächlech den CO<sub>2</sub>-Emissionen.

Ech mengen, Dir verstitt, datt mer haaptsächlech d'lescht Joer diskutéiert hu mat der ADAL an der FEGARLUX iwwert d'Gestaltung vun där Autossteuer, an öfters zesummesouzen, fir ze kucke wéi se herno definitiv an der Propositioun, déi mer hei gemaach hunn am Rahme vum 5611, sollt ausgesinn.

Ech muss och soen, dass ech souwuel bei der ADAL wéi bei der FEGARLUX ganz interesséiert Gesprächspartner fonnt hunn, déi vun Ufank un de Prinzip vun där Gestaltung do ënnerstëtzt hunn.

Sécherlech gouf et iwwert d'Gestaltung am Detail déi eng oder déi aner Meenungsver-schiddenheet, mä d'Joer 2006, wat jo am Ufank sécherlech mat enger gewësser Onrou ugaangen ass, huet jo gewisen, mat en-

gem Rekord vun neien Immatriculatiounen - fir d'éischte Kéier iwwer 50.000 -, dass de Marché net, wéi Eenzelner gefaart hunn, ganz agesackt ass.

Zweetens huet een, fir vläicht op déi lescht Fro vum Bilan zréckzekommen, gesinn, dass een a sech zwou ganz ënnerschiedlech Bewegungen am Joer 2006 feststellt. Engersäits sinn déi kleng Autoen, wou ee kënn soen, dass schonn e gewëssene Reflex do ass, fir méi ausstoussaarm Autoen ze kafen, immens an d'Luucht gaangen, ëm 26%, mä gläichzäiteg sinn awer och déi Autoen: 4x4-en an anerer, wou den Ausstouss nach ëmmer ganz héich ass, och staark an d'Luucht gaangen, wat weist, dass et eng Rei vu Leit gëtt, deenen et op 100 oder op 200 Euro net ukënn, wat d'Autossteuer ubelaangt, an déi net duerno kucken.

Sécherlech kënn een an deenen nächste Joren nach méi prezis op d'Argumentatioun, déi à la base ass vun där neier Steuer, agoen. Ech géif awer mengen, dass mer am Joer 2006 jo awer enorm vill doriwwer diskutéiert hunn, och vill communiquéiert hunn, sief et vum Ministère aus, sief et vun der ADAL, der FEGARLUX an dem Secteur selwer aus.

Doniewent muss ech soen, dass opgrond vun där Direktiv, op déi mer an der Froestonn e bësse méi spéit nach eng Kéier ze schwätze kommen, jo virgesinn ass, dass all Distributeur eng Etikett op all Auto muss hunn, op där souwuel iwwert d'Consommatioun wéi och den Ausstouss muss informéiert ginn.

Déi meescht maache fräiwëlleg och, dass se d'Tax, d'Autostax, selwer ausrechnen an dat och dobäischreiwien, fir de Leit dat direkt ze soen. Vill Garagisten hu mer gesot, dass den Intérêt bei de Leit, sech doriwwer ze informéieren, och ganz grouss ass. Doniewent ass virgesinn, dass eng Affiche an alle Garagen hänke muss, déi och nach eng Kéier eng Informatioun doriwwer mécht.

An Dir hutt geschwat vun enger Broschür. Et gëtt e Guide national vun allen Autosmarken, dee vun der Sandweiler Statioun verdriww gëtt, deen iwwerengs am Internet och anzegesinn ass, wou iwwer all Autosmarke mat hirem Ausstouss souwuel um Niveau NO<sub>x</sub>-en wéi um Niveau CO<sub>2</sub>-Emissionen an esou virun och informéiert gëtt. A schlussendlech ass och virgesinn an där Direktiv a muss ëmgesat ginn, dass an all Promotiounsdokument, all Reklammen, déi gemaach ginn, och déi Informatiounen mussen stoen. Ech mengen, dass een also do schonn Instrumenter huet.

Dass een da vläicht fir den Autosfestival 2008 eng Kéier kënn ramasséiert mam Secteur nach méi op d'Pédagogie och vun der Problematik agoen, ech mengen, dat ass eng Diskussioun, där ee sech da vläicht am Hierscht muss stellen. Ech wäert dat jiddefalls emol mathuelen, fir mam Secteur doriwwer ze diskutéieren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Martine Stein-Mergen och un den Transportminister iwwert d'Begleedung vu blanne Persounen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports**

» **Mme Martine Stein-Mergen (CSV).** - Här President, Här Transportminister, meng Frënn vun der Association des amis et maîtres de chiens guides d'aveugles au Luxembourg hu mech op e Problem opmierksam gemaach, deen si am Moment mat der Eisebunn hunn. Ech wëll virausschécken, dass si dësem Problem op kengem aneren öffentliche Transportmëttel begéien, well et e bësse eng Fro vun Interpretatioun ass.

En fait ass d'Begleedung vun Handicapéierten am öffentliche Transport geregelt iwwer e Règlement ministériel vum 2. Februar 2006, wou virgesinn ass, dass: «La personne accompagnant une personne titulaire de la carte d'invalidité C» - dat ass bei Malvoyant a Blannen de Fall - «bénéficiaire égalemeent de la gratuité du transport.» An: «Le chien accompagnant un aveugle est transporté gratuitement.»

D'CFL interpretéiert elo dësen Text esou, dass entweder eng Persoun oder en Hond ka gratis matfueren. Elo ass et awer esou, dass de Malvoyant oder de Blannen, dee gewinnt ass, sech mat sengem Hond ze déplacéieren, sech kann op dee verloossen, fir Obstaclen aus dem Wee ze goen oder och e bësse sech am Verkéier erëmzefannen, mä de Mupp ass net amstand erausze-

fanne wellechen Zuch op wellechem Quai fortift, wéi eng Zuchendier opgeet - well do gëtt et verschidden Typen -, wéini dass de richtige Arrêt erreecht ass, well en fait déi Meldungen iwwer Lautsprecher oft onverständlech sinn.

Dat kéint zwar vläicht de Lassie, mä esou en Hond gëtt et leider net a Wierklechkeet.

Et gëtt eng sechs bis aacht ausgebildete Blannenheën hei zu Lëtzebuerg. Et geet also am Prinzip net ëm vill Suen.

Ech wollt och nach bemierken, dass de Règlement ministériel méssverständlech formuliert ass, well ënner engem «chien accompagnant un aveugle» kann een egal wellechen Hond verstoen. Et wier besser, wann den Term géif duerch deen ersat ginn, deen am Text iwwert d'Fleegerversécherung steet, nämlech «le chien guide d'aveugles».

Ech wëilt also den Här Transportminister froen, ob et méiglech ass, bei der CFL anzewierken, fir dass souwuel de Blannen-hond wéi och eng Persoun dës visuell Handicapéiert kënnen begleeden; ob et net méiglech wier, den Text esou ze änneren an deem Sënn, wéi ech elo grad gefrot hunn; an d'Blannenheën bei där Geleeëenheet och vum Droe vum Maulkuerf ze entbannen, well déi Hënn sinn alleguerter terribel brav an harmlos.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Stein. Den Här Transportminister Lucien Lux.

» **M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mat der Demande, déi hei formuliert ginn ass vun der honorablen Madame Stein d'accord an allen Hisiichten a wäert an der Tarifgestaltung deementsprechend mat der Eisebunn Kontakt ophuelen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da si mer un der nächster Fro, dat ass déi vun honorabelen Här Jean-Pierre Koepf. Déi adresséiert sech un de Mëttelstandsmi-nister an handelt iwwert de Stand vun der administrativer Vereinfachung.

**- Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepf relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement**

» **M. Jean-Pierre Koepf (ADR).** - Här President, Här Minister, am Fréijoer 2006 hat ech lech, Här Minister, eng schrëttlech Fro gestallt, fir d'administrativ Prozedur vun de PMEë méi geschmeideg ze maachen an d'Décisionsprozesser méi séier ze gestalten, esou wéi dat an der Regierungserklärung vun 2004 ugekënnegt ginn ass.

An der Äntwert hutt Dir, Här Minister, duerchblécke gelooss, datt de Rapport „Simplification administrative“ wéi geplangt den Hierscht géif virgestallt ginn an Ustouss zu weideren Aktiounen an Décisionen an dëser schwieriger a komplexer Fro wäert sinn.

Meng Fro ass déi: Wéini kënnst Der eis dee Rapport virstellen?

» **M. le Président.** - Merci, Här Koepf. Den Här Mëttelstandsmi-nister Fernand Boden huet d'Wuert.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

**(Interruption)**

Den Här Deputéierte Jean-Pierre Koepf huet zu Recht gesot, datt an der Regierungserklärung festgehalten ass, datt d'administrativ Vereinfachung fir d'Betriber eng politesch Prioritéit wär. Dofir ass och de Comité National pour la Simplification Administrative en faveur des Entreprises, den CN-SAE, geschaf ginn an deen huet zënterhier vill a gutt Aarbecht geleescht.

An deem Gremium sinn niewent de Ministère och eng ganz Rei vu Vertrieeder vu Berufsorganisatiounen a vu Betriber dran tëteg.



Mir hunn och e Site Internet opgemaach: [www.simplification.lu](http://www.simplification.lu). Do ginn d'Aktivitéite vun deem Gremium presentéiert an do ass och en Tableau de bord drop mat de Projeten, déi amgaange sinn an déi an nächster Zukunft realiséiert ginn. Jiddferee kann also do nokucke wéi den aktuelle Stand vun den Aarbechte vun deem Gremium ass. Do kann een och Formularen erfolluede fir Doléancen oder Bemerkungen a Suggestiounen ze maachen.

Den Här Koepp huet gefrot: Wéini kënnst dee Rapport? Ech hunn Enn Dezember gesot, ech géif de Rapport dem Regierungsrat am Februar virleeden; an dat wäert och de Fall sinn. An deenen nächste Woche wäert also dee Rapport an de Regierungsrat kommen. Et wäert ee relativ voluminéis Rapport ginn.

Virun allem gëtt éischtens emol festgehale wat entre-temps geschitt ass an deem Comité national do, wéi e funktionnéiert a wat fir eng Aarbecht, dass e gelescht huet. Da wäert e Kapitel do dra sinn iwwer d'Préalablen, déi néideg si fir eng substanzuell a wäitgehend administrativ Vereinfachung fir d'Betriben hei am Land maachen ze kënnen. Énner Préalablé verstinn ech zum Beispill den Identifiant unique schafen, den Datenschutz moderniséieren, eng elektronesch Identifikatioun aféieren, den Austausch vun den Donnéeën erméiglechen, den eGovernment virundreiwen. Alles dat ass schonns an d'Wee geleet, mä dat muss awer och fäerdeg gemaach ginn ier ee wäitgehend Vereinfachung maache kann.

An engem weidere Kapitel geet et ëm generell Prinzipien, déi mussen agehale gi fir kënnen eng administrativ Vereinfachung ze kréien. Ee Prinzip, deen ech ernimme wëll, ass zum Beispill «toute la directive et rien que la directive» bei der Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven an dat nationaal Recht. Dann ass et e Kapitel iwwer Instrumenter vun der administrativer Vereinfachung. Do gëtt geschwat vu «fiches d'impact», déi musse gemaach ginn ier e Gesetz oder e Règlement ausgeschafft gëtt an och «fiches ex post», wou d'Betriben an d'Administratioun kënnen Virschléi maachen, wat een a bestehende Reglementer a Gesetze méi einfach an aneschtens maache kann. Et geet och ëm d'Formatioun fir d'Beamten a fir Leit, déi an de Betriben schafften.

An dann e lescht Kapitel, do kommen eng ganz Rei vu Verbesserungsvorschläi, wéi zum Beispill de Guichet unique anzeféieren. Et gëtt eng Hitparade gemaach vun de prioritären Aktiounsdomänen an eng ganz Rei vu Moosnamen, déi sollen an d'Wee geleet ginn, wäerten och do festgehale ginn.

Da wäert och un dee Rapport en Tableau de bord ugehaange ginn, wou dra festgehale ass: Wat ass realiséiert ginn; wat ass amgaange realiséiert ze ginn; a wat soll d'Regierung decidéieren wat nach soll weider gemaach ginn.

Dat ass am Fong de Bestanddeel vun deem Rapport, deen, wéi gesot, an deenen nächste Woche wäert virgestallt ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Lydie Err un den Här delegierten Ausseminister iwwer den Openthalt vun EU-Bierger.

Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**

» **Mme Lydie Err (LSAP).** - Här Präsident, Här Minister, meng Fro betrëfft déi europäesch Matbierger, déi bei eis liewen an déi aus ale Memberstate kommen.

Mir hunn zënter dem 1. Januar zwee nei Memberstaten an der Europäescher Unioun, déi nëmme limitéierten Accès op eisen Aarbechtsmaart hunn a mir hunn och aus deenen anere PECO-Länner limitéierten Accès op deenen Aarbechtsmaart. Dat ass awer net de Fall fir all déi aner Memberstaten. Trotzdeem brauchen och déi Matbierger, déi schonns zënter Joren, heiansdo Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg schaffen a Steiere bezuelen nach ëmmer eng Carte de séjour, där hir Bedeutung een awer net wei-

der agesäit. Si kënnen nämlech net domadder reesen a si hunn och dem Prinzip vun der Liberté de circulation et d'établissement no souwisou d'Recht an all deenen aneren europäesche Länner ze schaffen.

Dofir wier meng Fro déi: Wéi ass dës Kaart an Aklang ze bréngen mat dem Principe de libre circulation et de liberté d'établissement a wier et net, Här Minister, un der Zäit, fir dës Carte de séjour, där hir Erneuerung iwwereng och nach mat administrative Schikane verbonnen ass, ofzeschaffen?

» **M. le Président.** - Merci, Madame Err. Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv hu mer hei zu Lëtzebuerg nach op Grund vun Gesetz vun 1972 d'Obligatioun fir d'Ressortissants communautaires - an do soen ech all d'Ressortissants communautaires - vun enger Carte de séjour. An déi Praxis steet a Kontradiktioun mat der „Directive relative au droit des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille de séjourner librement sur le territoire des États membres“, déi 2004 a Kraaft getrueden ass.

A mir sinn dobäi déi Direktiv, natierlech am Kader vun engem neie Gesetz iwwer d'libre circulation, iwwer all d'Facettë vun der Immigratioun ze transposéieren an domat natierlech och déi Carte de séjour ofzeschaffen.

Mir hunn eis effektiv d'Fro gestallt, vu datt d'Préparatioun vun deem Gesetz nach eng Zäitche wäert brauchen, a besonnesch och d'Adoptioun vun deem Gesetz, ob et net wictheg wier, datt een elo schonns eigentlech kéint d'Mise en oeuvre vun där Direktiv maachen andeems ee besonnesch géif déi Carte de séjour ofschafen, mä och - wéi Dir richteg gesot hutt - eng Rei Pratiques administratives, déi e gewëssenen Opwand mat sech bréngen. Dorënner zum Beispill eng Enquête de police, déi all europäesche Bierger iwwer sech ergoe loosse muss wann hie sech hei zu Lëtzebuerg nidderléisst.

Ech mengen, all déi Saache ware gutt gemengt an enger Unioun am Ufank. Haut si mer an enger Unioun wou et d'Citoyenneté européenne gëtt, wou et sécher nach ëmmer wictheg ass all Forme vun Abusën ze évitieren, mä wou eng gewësse Rei vu Praxissen net méi adaptéiert sinn. An dofir si mer amgaang ze studéieren, éier mer dat neit Gesetz wäerten hunn - dat op jidde Fall déi Carte de séjour suppriméiere wäert -, ob mer net do virdru kënnen an déi Richtung goen, obwuel dat am Gesetz vun 1972 nach virgesinn ass.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabelen Madame Anne Brasseur un d'Madame Erzéiungsministesch iwwer d'Kompensatioun vun ongenügende Punkten am Secondaire.

- **Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, leschte Samschdeg wor e Leserbrief am „Lëtzebuerger Wort“ ënnert dem Titel: „Ass dat normal?“ An do schreift de Professeur, dass hien op enger Troisième Elève huet, déi op enger Quatrième eng Ongenügend an der Géographie haten an dass se doduerjer en Travail de vacances kruten an dass déi Note vun deem Travail de vacances elo op der Troisième - well si sinn duerchkomm - géif verrechent gi mat der Physik.

An do stellt dee Professeur sech d'Fro, ob dat nach normal ass. Et kann net méi mat der Géographie verrechent ginn, well keng Géographie méi op der Troisième enseignéiert gëtt. Mä et muss ee sech awer wierklech froen, ob deen do Mode de calcul dee richtegen ass.

Weider schreift hien a sengem Leserbrief, dass eng Schülerin op der Quatrième dräi Ongenügender an der Mathematik am éischten Trimester hat, dräi Ongenügender am zweeten Trimester an dräi Ongenügender am drëtten Trimester. Doropshi krut si een Travail de vacances - den Noexamen ass jo ofgeschaf - an an deem Travail de vacances hat si 18 Punkten an ass trotzdeem awer op Troisième komm. An do gëtt sech d'Fro gestallt, well besonnesch d'Mathematik ass jo en Opbau-Studium, wann een déi Matière vu virdrun net beherrscht, da kann ee sech awer wierklech d'Fro stelle wéi een duerno virukënn.

Entre-temps sinn d'Critères de promotion jo erëm ofgeännert ginn, mä ech wollt d'Madame Minister froe wat an Zukunft gemaach gëtt, fir wierklech esou abusiv Situatiounen wéi déi heiten ze verhënnern; well domat gëtt dem Schüler nu wierklech net gehollef. Hie gëtt einfach eng Klass mat virgeschleef, an da kënnst dat béist Enn duerno. An dee Retard kritt hien ni méi opgeschafft. Duerfir meng Fro un d'Madame Minister.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. D'Madame Delvaux-Stehres, Minister zoustänneg fir d'Erzéiung, huet d'Wuert.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, dee Lieserbrief, op deen d'Madame Brasseur sech bezitt, fir mer eng Fro haut am Parlament ze stellen, dee berout, nodeem ech en da mat grousser Opmierksamkeit gelies hunn, op enger Verwiesselung zwëschen zwee Begrëffer, wou ech d'accord sinn, dass et schwéier ass se auserneezehalen, mä déi ech awer probéiere wëll hei ze erklären.

Et gëtt en Travail de vacances, dat ass dee classeschen Noexamen. Et muss een en Travail de vacances gepackt hunn, fir an dat Joer duerno weiderzekommen. Doniewent gëtt et en Travail de révision. Den Travail de révision besteet doranner, dass een an der Vakanz eng Aarbecht kritt, do kritt een eng Nummer drop a wann een d'Aarbecht zefridde stellend ausgefouert huet, kritt een eng gutt Nummer, a wa se schlecht war, kritt een eng schlecht Nummer. Déi gëtt dann dat Joer duerno mat verrechent; dat Resultat vun deem Travail de révision.

Ech wéilt der Chamber awer och net virentehalen, dass déi Dispositioun do 2003 agefouert ginn ass am Cycle inférieure vum EST. Dat war an där Zäit, wou d'Madame Brasseur jo Educatiounsminister war. Dat ass also eppes, wat et säit 2003 gëtt.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - An den Travail de révision?

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Jo, um Travail de révision kritt een eng Nummer, an déi zielt fir dat Joer duerno.

» **Une voix.** - Ah sou.

» **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - A wann dat dann eng Ongenügend war, dann ass et eng Ongenügend. A wann et eng Genügend war, dann ass et eng Genügend. Déi gëtt da verrechent mat deenen Nummern, déi een dat Joer duerno kritt. Also, déi Dispositioun gëtt et säit 2003 an eisem ganze Gebilde, wat mer do an der Éducation nationale hunn.

(Interruption)

Well ech de Prinzip gutt fannen, deen Dir do agefouert hutt - ech fannen dat ech gutt Saach, dass d'Kanner an der Vakanz sollen eppes schaffen -, ass am leschte Reglement festgehale ginn, dass am Conseil de Conseil de classe decidéiert, ob e Schüler en Travail de révision kritt oder en Travail de vacances, wat also den Noexamen ass. Et ass also eng Décisioun vum Conseil de classe aus där Schoul, dee seet: Travail de révision oder Travail de vacances. Do kann ech elo net decidéieren, wat de Conseil de classe Fall fir Fall fir richteg fënnt. Esou will also zu där éischer Fro.

An déi zweet Fro war, ob et méiglech ass, dass ee Schüler lauter Ongenügender an der Mathé huet an och nach am Travail de vacances, an dann awer duerchkënn. Do ass meng Äntwert, wann Der d'Explikatiounen elo gelauschert hutt: Dat ass net méiglech, well wann een en Travail de vacances - also en Noexamen - kritt, da muss een deen Noexame packen. Wann ee keen Noexame kritt, an et gëtt jo effektiv de System vun der Kompensatioun - an dee gëtt et säit 1991, dat sinn also elo scho 15 Joer, wou et de System vun der Kompensatioun an eisem Schoulsystem gëtt -, da kann een effektiv eng Ongenügend an engem Fach hunn an awer an dat Joer duerno weidergoen.

Voilà! Dat sinn d'Explikatiounen. Merci, Här Präsident.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Et ass awer net normal!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Et soll een d'Lat ëmmer esou héich leeën, dass ee gutt ënnendréiner erduerchkënn.

» **M. le Président.** - Sou! Ech mengen, mir ginn eis elo net eens doriwwer. D'Explikatiounen vun der Madame Minister waren daitlech. Da kënnst den Här Henri Kox mat enger Fro un den Här Transportminister iwwer d'Opklärung vum Konsument iwwer den Energieverbrauch beim Kaf vun engem neien Auto.

- **Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub> à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports**

» **M. Henri Kox (DÉ GRÉNG).** - Bon, ech wollt nach eng Kéier drop zréckkommen, well virdrun an deenen zwoe Minutte kann ee jo net ausféierlech genuch op déi Problematik agoen. Et geet nämlech ëm d'Direktiv 1999/94/CE, wou et a sech drëm geet, fir d'Konsumenten iwwer de Verbrauch vun den Autoe besser opzeklären, insbesondere och iwwer den CO<sub>2</sub>-Ausstouss. Do ass Lëtzebuerg veruerteelt ginn, well se ee Bericht nach net eraginn hunn. Do meng Fro: Wou ass dee Bericht drun? A wéini gëtt dee Bericht dann op Bréissel geschéckt?

Dozou kënnst awer och, dass, wann ee sech elo an de Garagen a besse beweegt a kuckt wéi dann d'Opklärungscampagne vun den einzelnen Garagisten lafen, esou gi ganz ënnerschiddlech Labelen do gebraucht. Misst ee sech do net dann elo eng Kéier schlussendlech op ee Label festleeën an insbesondere zesumme mat de Garagisten eng Opklärungscampagne starten? Do bleift dann natierlech och, an där Direktiv gëtt vu Kontrolle geschwat, wéi eng Kontrollen a wéi engem Rhythmus an Zukunft sollen ëmgesat ginn.

Da vläicht ganz kuerz iwwer dat, wat Der virdrun iwwer de Guide gesot hutt. Effektiv gëtt et ënnert dem Site vu Sandweiler dee Guide. Ech hunn elo eng Kéier séier gekuckt; ech hat deen och schonn de Moie gekuckt. Et muss een awer feststellen, dass dee Guide net grad ganz opklärend wierkt. Ech huele just dee beschten Auto, deen do vir geholl ginn ass, dat ass den Toyota Prius zum Beispill, deen nëmme 104 Gramm CO<sub>2</sub> ausstéisst. Dee kënnst awer och nach eng Kéier an där Tabell op Positioun - géif ech soen - 12, och mat 120 Gramm. Deeselwechen Auto ass an deemselwechte Guide op zwo verschiddene Positiounen, an en ass net daitlech ënnerscheet. Ech mengen, do misst onbedéngt nogekuckt ginn an entsprechend e proppere Label ausgeschafft ginn.

» **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement et Ministre des Transports.** - Merci, Här Präsident. Zur Fro, wat d'Ëmsetzung vun der Direktiv ubelaangt, esou ass de Rapport, deen d'Transpositioun fir Lëtzebuerg bedeit, de 4. Oktober 2006 zu Bréissel bei der Kommissioun notifizéiert ginn. Trotzdeem ass, well d'Rouagen do net méi ze stoppe sinn, am Dezember awer nach festgehale ginn, dass mer net verklot sinn, mä an der éischer Instanz gëtt et dann a sech fir d'éischt eng Opfuederung un d'Membersland, fir sech ze conforméieren. Dat ass bei eis awer, wéi gesot, de 4. Oktober 2006 mat dem Rapport geschitt.

An esou wéi ech virdru gesot hunn, mengen ech effektiv, dass an der Ëmsetzung vun där Direktiv fir deen nächsten Autosfestival, wat den eenheetleche Label ubelaangt an esou virun, sécherlech Verbesserungen ze maache sinn. Mä ech mengen, mir hunn elo transposéiert. Op der Basis dovunner wäert ech, wéi ech virdru gesot hunn, am Hierscht Kontakt ophuelen, fir dass mer d'nächst Joer och besser gestallt sinn, wat d'Ëmsetzung ubelaangt, och wat den Internetsite an effektiv seng Aktualiséierung ubelaangt, fir kënnen virzegoen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun dem honorabelen Här Xavier Bettel un de Minister vum öffentlechen Déngscht iwwer d'Bezuelung vun engem Fonctionnaire, deen ënner Contrôle judiciaire steet. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en libéré et se trouvant sous contrôle judi-**



**ciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci, dass ech haut meng Fro dierf stellen.

D'Gesetz vum 6. Mäerz 2006 gesäit vir, dass d'Gesetz iwwert d'Introduction vun der Instruction simplifiée, vum Contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, dass et eng Alternativ gëtt zwëschen fest am Prisong sëtzen an Untersuchungshaft, a fräi gelooss ginn ënner Konditiounen. Dat nennt een dann de Contrôle judiciaire.

D'Gesetzgebung awer vum 16. Abrëll 1979 gesäit a sengem Artikel 48, Alinea 5 vir, dass e Beamte während der Untersuchungshaft nëmmen d'Halschent vu sengem Traitement kritt. Dat heescht, am Fong gëtt et haut nach keng Dispositioun bei der Fonction publique iwwert de Contrôle judiciaire. Dofir wollt ech froen, wat dann elo d'Konditiounen si vum Traitement vun engem Beamten, dee vun der Chambre du Conseil oder vun engem Untersuchungsrichter ënner Contrôle judiciaire gesat gëtt.

An eng aner Fro ass: Wat geschitt mat engem Beamten, deen dann elo condamnéiert gëtt, deen da während engem, zwee oder dräi Joer seng Pai weider kritt huet? Muss deen déi Suen dann dem Ministère oder dem Stat zrëckbezuelen, oder net? Wat sinn do d'Konditiounen?

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den Här Minister Wiseler huet d'Wuert.

» **M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. All déi Dossieren, déi esou leie wéi déi, déi den Här Bettel hei ugeschwat huet, sinn ëmmer komplizéiert Dossieren. Den Artikel 48 vum Statut vum Fonctionnaire gesäit a sech zwou verschidden Zorte vu Suspensiounen vir: Dat eent, dat ass déi fakultativ Suspensioun; dat anert, dat ass déi Suspension de plein droit.

Wat d'Suspension de plein droit ugeet, do setzt d'Gesetz relativ kloer eng Rei Konditiounen, wéini ee souwisou eng Suspension de plein droit huet.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Dat ass, wann deejéinegen am Prisong ass en exécution d'une condamnation judiciaire, déi en force de chose jugée ass. Ech mengen, dann ass d'Saach kloer, dann ass evidentierweis och kee Gehalt méi, wat ausbezuel gëtt.

Déi zweet Konditioun, dat ass, wann e Condamnéierte par une décision judiciaire am Prisong ass, mais qui n'est non encore passé en force de chose jugée. Dann ass et esou, dass en halleft Gehalt ausbezuel gëtt.

Déi drëtt Konditioun ass, wann deejéinegen Détenue préventivement ass, an dann ass während der Durée vun der Détention och nëmmen d'Ausbezuule vun engem hallwe Gehalt geschëllt.

Eng weider Saach ass, wann deejéinegen disziplinar condamnéiert ass à la révocation, à la mise à la retraite d'office pour incapacité professionnelle et disqualification morale par une décision non encore passée en force de chose jugée, dann ass et esou, dass mer och eng automatesch Suspensioun hunn, eng Suspension de fait hunn, wou nëmmen d'Halschent vum Traitement ausbezuel gëtt.

Deen zweete Fall, dat ass deen, deen am Artikel 48-2 ugeschwat gëtt, am Fong déi Suspensioun, déi fakultativ ass, dat heescht wou de Ministere de tutelle d'Méiglechkeet huet se auszeschwätzen. Déi gëtt dann ausgeschwat, wann eng judiciaire oder eng administrativ Poursuite en cours ass. An dann ass et esou - ganz kloer -, dass déi Suspensioun a sech keng Diminutioun vum Gehalt erfuerdert.

Elo ass hei an deem Fall oder an deem Beispill, wat Der ugeschwat hutt d'Situatioun esou, dass mer am Fong an enger Situatioun sinn, déi actuelllement net virgesi ginn ass am Statut vum Fonctionnaire, well et eng Situatioun ass, déi op d'Gesetz vum 6. Mäerz 2006 baséiert, an dat Gesetz gesäit vir am Artikel 107.3, dass de Juge d'Méiglechkeet huet, fir a sech kënnen de Fonctionnaire ze obligéieren oder eng Interdiction ze maachen „pour se rendre en certains lieux“. Dat heescht hie kann also déi Mise en liberté mat enger Rei Konditiounen verbannen; wat bis elo net de Fall war. Dat ass actuelllement net am Statut virgesinn.

Ech mengen, dass bei enger nächster Revisioun vum Statut mer déi dote Saachen och an d'Gesetz aschreiwe mussen. Mir musse kucke wéi mer dat aschreiwen.

Elo bleift awer bei Fäll, déi momentan ausgeschwat ginn, also en législation actuelle, wou et net am Statut en tant que tel virgesinn ass, d'Méiglechkeet fir am Fong dann esou eng Situatioun ze interpretéieren wéi wann et eng Suspension de plein droit wär, also d'selwecht wéi eng Détention préventive, oder op där anerer Säit de Fall d'selwecht ze behandle wéi eng Suspension facultative, wou d'Administratioun obligéiert ass en Akt ze huelen a wou och dee Moment awer de Salaire weiderlafe kann.

Déi Interpretatioun ass net einfach ze maachen. Et ass eng offen Interpretatioun. Ech mengen, dass, wann d'Fonction publique do ëm en Avis gefrot gëtt, da géing ech suggéieren, am Fall wou mer nach keng prezis an definitiv Gesetzgebung hunn, déi sech op dese Fall referéiert - an ech schwätzen hei sous réserve d'analyse juridique awer -, dass ech géing mengen et soll een se interpretéieren momentan wéi eng Suspension facultative, mat Bälbehale vum Gehalt.

Dir hutt mech gefrot, ob dat Gehalt muss zrëckbezuel ginn. An deem heite Fall muss et dann net zrëckbezuel ginn.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer un d'Fro vum honorabelen Här Adam un den Här Héichschoulminister iwwert d'Studenten, déi sech bei belschen an éisträicheschen Universitëiten aschreiwen. Här Adam.

**- Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Regierung froe wéi eng Strategie se wëllt anhuelen, wat d'Diskriminatioun vun den auslännesche Studenten iwwert d'Quotaen oder aner Formalitéite bei der Aschreiwung op belschen an éisträicheschen Unien ugeet, dann ass deen Thema am Fong geholl net nei, mir haten dees selwechte Problem schon d'lescht Joer, an do hat d'Regierung am Fong geholl mat bilaterale Verhandlungen, souwuel mat der Belsch wéi mat den Éisträicher Léisunge fonnt. Mir froen eis natierlech och, ob déi Léisungen nach fir dëst Joer gëllen. Dat ass dann den direkten Interessi fir eis Studenten.

Mä doriwwer eraus gëtt et och en neie Moment: D'EU-Kommissioun wërf Éisträich an der Belsch déi Diskriminéierung vu Studenten vir a si ass och gewëllt rechtlech Schrëter souwuel géint Éisträich wéi géint d'Belsch ze ënnerhuelen.

An deem Kader froe mer eis dann och, ech hat eng Kéier als Äntwert op eng schrëftlech Ufro vum Minister kritt, dass déi Entwécklung géint de Geescht vum Prozess vu Bologna sinn, an dass mer dat och hei zu Lëtzebuerg géinge mat Opmierksamkeet verfolge. Duerfir froen ech och: Wat ass eis mëttel- a laangfristeg Strategie an där dote Fro? Wéi wëlle mer och op europäescher Ebene virgoen, fir op déi Diskriminatioun do a fir op déi Behënnerung vum Prozess vu Bologne anzegoen?

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Den Här François Biltgen, Minister zoustänneg fir d'Héichschoul Oder d'Madame...

**(Interruption)**

Madame Statssekretärin Modert, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert déi hei Fro hu mir effektiv scho méi dacks an enger Froestonn geschwat. Eis Strategie ass also bekannt. Ech fänken also net bei „Adam an Eva“ un, wann ech dat dierf esou soen.

» **Une voix.** - Oohhhh!

**(Hilarité)**

» **Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.** - Dir wësst, mir hunn eng Léisung fonnt mat Éisträich, an zwar direkt am Ufank.

Mir hunn eng Léisung fonnt mat der franséischsproocheger Gemeinschaft vun der Belsch iwwert den Accès zu dem zweete Joer Medezin.

Mir si systematesch am Gespréich mat eisem franséischsproocheger Partner aus der Belsch fir d'Fro vun de Quoten fir den Zougank an dat éischt Joer Medezinstudien a Studien, déi domadder Famill sinn.

Mir wëssen awer, wéi komplizéiert eisen Uspriechpartner an der Belsch ass an duerfir hu mir eis scho laang parallell dozou an anere Länner ëmgekuckt, dat sinn zum Beispill: d'Schwäiz, Holland, Frankräich, Däitschland, Éisträich op verschiddene Punkten, fir de Wee ze weisen, an deene Länner déi betreffend Formatioun ze maachen. Dat hu mer publizéiert, dat ass verfügbar fir d'Studenten. Dat hu mer elo kuerz nach eng Kéier zousätzlech bekannt gemaach. Mir hunn och Kontingenten ausgehandelt kritt mat anere Länner fir déi dote Studieberäicher. A mir si weider a Kontakt, wéi gesot, mat eise franséischsproocheger Partner aus der Belsch.

Mir wousten awer och, dass Iwwerleeungen amgaange wäeren innerhalb vun den europäeschen Institutiounen, fir gewësse Froen ze stellen iwwert d'Veereinbarkeet vun de Studiequote mam europäesche Recht. Ech muss allerding dozu soen, dass se sech am Fong d'Fro aneschters fir Éisträich stelle misste wéi fir d'Belsch, mä dass schéngt awer elo iwwer en ähnleche Leescht vun der Europäescher Kommissioun gezunn ze ginn.

D'Kommissioun huet also elo eng Mise en demeure un Éisträich an un d'Belsch geschéckt a mir wëssen all, dass et dann nach eng Zäitchen dauert bis déi Prozedur un en Enn kënnt. Mir suivéiere selbstverständlech ganz no déi eventuell Gerichtsprozedur, well nach weess ee jo net, ob déi Mise en demeure och an eng Prozedur virum Europäesche Gerichtshaff amüent.

Mir wëssen och ni wéi eng Gerichtsprozedur wierklech ausgeet. Duerfir si mir systematesch virugefuert fir d'Verhandlung weiderzedreiw, a parallell dozou, fir eis eben net eleng op d'Belsch ze verloossen, mat anere Länner ze kucken, wat een do ka maache fir Studieplaze fir eis Studenten.

Mir hunn net gewaart, well mer déi Zäit net wollte verléieren, déi derzwëschen vergaange wär, bis d'Kommissioun vläicht eppes géif maachen. Mir wollten och selbstverständlech de Bologna-Prozess virundreiw; de Bologna-Prozess, deen awer net onbedéngt eng Fro vu Quoten ass.

Mir wëllen also elo kucke wéi et herno gerichtlech ausgeet. Mir hu jiddefalls fir genuch Studieplaze gesuergt, och elo wou déi belsch franséischsproocheg Gemeinschaft Quoten agefuert huet. Mir hunn de September just zwou Persounen anescht orientéiert, déi gesot hu si hätte keng Plaz kritt an der Belsch.

Wéi gesot, mir suivéiere ganz no, wat elo d'Europäesch Kommissioun mécht. An de Bologna-Prozess, selbstverständlech, do huet Lëtzebuerg ëmmer eng ganz aktiv Roll gespillt a wesentlech gehollef, fir dee virunzedreiw.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Madame Modert. Dann déi nächst Fro ass déi vum Här Goerens un den delegéierten Ausseminister iwwert de chineseschen Test vun enger Antisatellitewaff.

**- Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration**

» **M. Charles Goerens (DP).** - Merci, Här President. Wéi Der schonn ugekënnegt hutt, kënn et sech hei ëm eppes ganz Exotesches handelen, néanmois hu mer et mat engem Fall ze dinn, deen eis awer muss op-horche loossen.

De Chineesen ass et nämlech gelonge viru ganz kuerzem en eegene Satellit mat enger Rakéit ze zerstiieren. Dat huet och d'Europäesch Unioun op de Plang geruff, déi sech extrémement préoccupé seet, wéi et aus Pressemeldungen ervirgeet, dass d'«réalisation d'un essai visant à tester une arme antisatellite est incompatible avec les efforts internationaux visant à éviter une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique où la sécurité s'en trouve compromise».

Meng Fro un de Minister ass natierlech déi, ob dee ganzen Ensemblen vun Accorden an internationale Verträge duergeet, fir den Espace ze sécuriséieren, ob mer et hei net mat enger neier Menace ze dinn hunn, déi awer eescht ze huelen ass. Et ass e Potenzial do fir ze zerstiieren. A wëssend och, wéi vill dass ofhänkt vun einwandfrei funktionéierende Satellitkommunikatiounen, a

wëssend och, dass mer iwwer eis national Satellitgesellschaft no Famill si mat asiatesche Satellitgesellschaften, mengen ech, wier et schonn ubruecht, dass d'Europäesch Unioun a besonnesch Lëtzebuerg dat do eescht huelen.

Wéi wäit d'Europäesch Unioun elo bereet ass, sech an deem doten Dossier ze aktivéieren, ass meng Fro. Ech weess net, wann dat de Fall ass, ob dat lech duergeet, an ob Lëtzebuerg net en Interessi drun huet, fir sech do um éischte Peloton vun deenen ze bedeelegen, déi awer do wëllen alles ënnerhuelen, fir dass mer zu ziviliséierte Rapporten am Weltall kommen, an dat an eisem Intérêt; am Intérêt och vun der Berechebarkeet vun eise Kommunikatiounen.

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Den Här Minister Nicolas Schmit huet d'Wuert.

» **M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech menge mir sinn ons all eens, dass eng nei Course aux armements, ob am Espace extra-atmosphérique oder wou och ëmmer, der Welt absolut net vun Notze si kann.

A mir deelen natierlech och déi Inquiétude, déi elo den Här Goerens hei expriméiert huet iwwert den Essai, deen d'Volleksrepublik China gemaach huet. An duerfir ass och ganz schnell eng Deklaratioun vun der Europäescher Unioun adoptéiert ginn, eng Déclaration publique, déi ganz kloer deen Essai kritiséiert voire condamnéiert an och d'République populaire de Chine dozou opriff, vun aller Militarisation vum Espace extra-atmosphérique ofzegesinn. Dobäi krut d'Troika vun der Europäescher Unioun och Äntwerte vun de chineseschen Autoritéiten, déi awer eigentlech net zefriddestellend sinn.

Elo muss ee soen, dass eng öffentlech Deklaratioun vun der Europäescher Unioun an den diplomatesche Geflogenheete schonn e klere Message duerstelt un d'Chineesen. Et si jo och aner Länner, déi sech par ailleurs doriwwer expriméiert hunn.

Ech ginn lech och absolut Recht, dass deen Essai do Konsequenze kéint hu fir déi friddlech Notzung vum Weltall. A mir Lëtzebuerger gehéiere jo zu deene Länner, déi eng friddlech Notzung vum Weltraum maachen iwwert déi Satellitte vun der SES, déi haapt-sächlech der Radio-Télédiffusioun an anere Kommunikatiounsbuten déngen. Et ass ganz kloer, dass esou Essai wéi deen doten och eng Gefor fir déi friddlech Notzung kënnen duerstellen.

An deem Kontext wëll ech och drop hiweisen, dass et eng Konventioun gëtt iwwert déi international Responsabilitéit am Fall, wou Schied iwwer Objets spatiaux verursaacht ginn, an och dat Land, wat à l'origine vun esou Schied steet, misst natierlech zur Responsabilitéit gezu ginn. Dat ass e juristeschen Aspekt.

Dee politeschen Aspekt ass kloer. Ech mengen, de Message ass vun der Europäescher Unioun gi ginn iwwert déi Deklaratioun, a mir wëssen alleguer, dass öffentlech Deklaratiounen, déi jo och vun der ganzer Weltöffentlichkeet gekuckt ginn, op déi gelauschert gëtt, kengem Land a priori besonnesch gefalen.

Elo kéint een natierlech weiderfuere iwwer öffentlech Diplomatie. Ech weess net, ob een dann dat Zil erreecht, wat ee wëllt erreechen, nämlech dass effektiv déi Konventioun vun 1967 iwwert déi Utilisation pacifique vum Weltraum soll respektéiert ginn, dass heescht keng militäresch Utilisatioun dovou propagéiert gëtt, a fir och all Land op déi Positioun ze bréngen. Dobäi muss ee soen, dass d'Chineesen déi Konventioun och ratifizéiert hunn.

Et gëllt also elo am Dialog mat alle Partnern, y compris natierlech och mat China, drop hinzeweisen, dass vläicht esou Instrumenter wéi déi vun 1967 misste réactualiséiert ginn, fir och hei Standarden ze kréien, déi méi kloer a méi contraignant wieren. Mä mir wëssen alleguer, esou international Konventiounen si komplizéiert an hir Renégociatioun ass eng laangwiereg Geschicht, well do natierlech ëmmer eng ganz Rei vun Intérëten openeestoussen.

Op jidde Fall, de Message vun der Europäescher Unioun un d'Chineese war kloer. Dee



Message soll een och weiderdroen a Gesprécher mat de chineeseschen Autoritéiten, mä ech mengen, den Dialog ass elo dat Éischt, wat ons ka weiderbréngen. Lëtzebuerg ënnerstëtzt natierlech all Initiativ vun der Europäescher Unioun, déi am Dialog probéiert mat de Chinesen och iwwert deen dote Sujet - mir schwätze mat de Chinesen iwwer vill Sujeten -, mä och an deem do Sujet eng positiv Evolutioun ze kréien.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da komme mer zu der leschter Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Mehlen un den Här Ëmweltminister iwwert de Schutz vun de Kormoranen.

**- Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement**

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dat hei am Land e relativ grouse Sträit iwwert d'Kormoranen entbrannt ass tëscht den Naturschützer op där enger Säit an de Fëscher oder der Fëschervereeningung op där anerer Säit.

Ech enthuelen dem Leitartikel aus der Zeitung vum Fëscher, dat d'Europäesch Kommissioun, an zwar duerch den EU-Ëmweltkommissär Dimas op eng Ufro geäntwert hätt, dat déi politesch Responsabel an de Memberstaaten an eegener Verantwortung all erfuerderlech Mossnamen zur Bewirtschaftung vum Kormoran ergräife sollen. Duerfir wär et dann och méiglech, an Zukunft eppes géint d'Iwwerhandhuele vun dëser Vogelaart hei zu Lëtzebuerg - déi iwwereng net hei heimesch ass - ze ënnerhuelen.

An den Här Graas, dee mer nach alleguer...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - ...a beschter Erënnerung hei hunn, seet: „Sollten jetzt keine richtungsentscheidenden Weichen gestellt werden, würden sich die politischen Verantwortlichen definitiv als inkompetent erklären.“

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech enthuelen engem aneren Artikel, dass do e Präisfëschen un der Sauer war, wat anscheinend doduerch handicapiert war, well déi vun der Forstverwaltung op Käschte vum Steierzueler an der Sauer ausgesate Routaen a Schleien net méi do waren, well anscheinend déi ongebede Gäsch am Gastland Luxemburg hei derfir gesuergt hunn, dat se dann net méi verfügbar waren.

Duerfir, Här President, meng Fro un de roudde Minister, deen hei am Land fir dee gréngge Beräich zoustänneg ass, wat hie gedenkt géint déi grouss, schwaarz Vigel ze ënnerhuelen.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. Dat war jo net zweedäiteg, déi lescht Remarque?

Den Här Minister Lux huet d'Wuert.

» **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions)

...ech fänken un ze verstoen, firwat den Här Graas mech e Sonndeg an aacht Deeg als Festriedner op de Kongress vun de Fëscher invitéiert huet. Da wäerte mer sécherlech och iwwert de Kormoran ze schwätze kréien an effektiv festhalen, wéi den Här Mehlen et gesot huet, dass et richteg ass, dass d'Europäesch Kommissioun de Kormoran vun der Annex 1 vun der Vullschutzdirektiv vun 1979 erfogeholl huet, well effektiv de Vull net méi als eng bedrohten Aart ugesinn ass, well sech säi Bestand an deene leschte Joren eben duerch de Fait, dass en op där Annex 1 stoung, verbessert huet. Dat ass also richteg.

(Interruption)

Dat heescht awer net, Här Grethen, dat heescht awer net,...

(Hilarité)

...dass domadder d'Juegd op de Kormoran automatesch op ass, well doduerch, dass en net méi op der Annex 1 steet, fällt en ënner de generelle Schutz vun der Direktiv. E wär nëmmen op fir d'Juegd, wann en op der Annex 2 stoe géif, wat awer net de Fall ass, well en net vun der Annex 1 op d'Annex 2 gesat ginn ass.

Dobäi bleift dann nach ëmmer wéi virun, dass nëmmen op der Basis vum Artikel 9 vun der Vullschutzdirektiv, déi mer transposéiert hunn duerch d'Naturschutzgesetz 2004, den Ëmweltminister allerdéngs d'Méiglechkeet huet, fir Moosnamen ze ergräifen. Dat kann awer nëmme geschéien opgrond vun enger klorer Evaluatioun engersäits vum Bestand vun de Kormoranen. Mir hunn der, gëtt mer gesot, 400 bis 500, déi hei zu Lëtzebuerg iwwerwaneren. D'Saarland, dat ongeféier e Gebitt ass wéi Lëtzebuerg, läit bei 1.000; fir nëmmen e bëssen d'Relatiounen hierzestellen, an domadder awer och net nëmmen de Bestand vun de Kormoranen, mä och déi eventuell Répercussione vun engem ze héije Bestand op de Bestand vun de Fëscher och genee ze evaluéieren.

D'Waasserwirtschaftsamt huet dofir am Joer 2006 - d'Resultater, op déi waarde mer nach - Zielunge gemaach, souwuel wat de Bestand vun de Kormorane wéi och vun de Fëscher ubelaangt. Et ass dann nëmme méiglech opgrond vun enger Demande op der Basis vum Artikel 9, déi vum Service de pêche oder vun enger anerer Säit géif kommen, an déi wierklech géif beweisen, dass et eng Relation de cause à effet an deem Zesammenhang gëtt, wou den Artikel 9 an eventuell Moosname kéinte spillen. Vu dass esou eng Demande dem Ëmweltminister mat noweisbaren Elementer net virläit, wäerten et keng Moosnamen, wa se iwwerhaupt dann och géife gräifen, an der nächster Zäit an d'Haus stoen.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm. Mir kommen zum nächste Punkt vun eiseim Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5182, een Ofkommen iwwert deen internationalen Transport vu geféierleche Gidder. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Grethen an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner.

## 8. 5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000

### Rapport de la Commission des Transports

» **M. Roland Schreiner (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, de Projet de loi 5182, iwwert deen ech haut hei d'Éier hunn ze rapportéieren, betrëfft en europäeschen Accord, deen de 26. Mee vum Joer 2000 zu Genf opgestallt ginn ass, an deen den internationalen Transport vu geféierleche Gidder op den europäesche Gewässer am Kader vun der Banneschëffahrt reglementéiert huet. Ier et dësen Accord gouf, gouf et just esou eng Reglementatioun fir d'Rhänschëffahrt respektiv d'Zouflëss vun Rhäin, zu deene jo dann och d'Musel gehéiert.

Virun enger Rei vu Jore war awer déi zentral Kommissioun fir d'Schëffahrt am Rhäin der Meinung, et sollt een dës Reglementatioun op ganz Europa ausdehnen. Eng Initiativ, déi dann och vun der zoustänneger ekonomescher Kommissioun vun der UNO opgegraff gouf, déi dann och hir Strukturen ugebueden huet, fir déi nei ADN-Konventioun - esou heescht dann déi Konventioun - auszuhandelen an ze ënnerschreiwen.

Här President, dëse Projet de loi, mat deem mer dann och hei zu Lëtzebuerg dësen europäeschen Accord approuvéieren, ass eigentlech e kleng Projéit mat nëmme fënnf Artikelen, déi och eigentlech näischt un den techneschen Dispositiounen vun der bestehender Reglementatioun änneren, wéi zum Beispill d'Definitioun vun deene Gidder, déi als geféierlech anzestufe sinn.

Dëse Projéit hält awer e puer Punkte fest, déi wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Präzisioun, dass d'Bestëmmungen, déi fir den internationalen Transport vu geféierleche Gidder Gültigkeet hunn, och op den nationalen Transport iwwert de Waasserwee ausgedehnt ginn. Dat erkläert sech eigentlech aus engem praktesche Problem, dee sech hei zu Lëtzebuerg stellt:

Dir wësst, dass d'Musel op deene 37 Kilometer tëschent Schengen a Waasserbëlleg ënner gedeelter lëtzebuergesch-däitscher Souveränitéit steet. Dat bréngt mat sech, dass déi Definitioun, déi den Accord ADN vun internationalen Transport mécht, all Transport op dëser Streck och als internationalen Transport astuft. Wann awer elo eng Kontroll an engem Hafe gemaach gëtt, dee just der Lëtzebuerg Souveränitéit ënnerläit, wéi dat dann zu Mäertert zum Beispill de Fall ass, wieren d'Regele fir den internationalen Transport net méi applicabel. Fir dësem Problem aus dem Wee ze goen hunn d'Auteure vum Projet de loi decidéiert, d'Regele vum ADN-Accord och op den nationale Wuerentransport um Waasserwee auszudehnen.

Da leet dëse Projet de loi och d'Héicht vun de Strofe fest, déi am Fall vun enger Infraction géint d'Bestëmmunge vum Accord fälleg sinn. An en definéiert prezis wien déi Leit sinn, déi autoriséiert sinn dës Infractionen ze recherchéieren an och festzestellen.

Nei an dësem Kontext ass, dass niewent den Agente vun der Police grand-ducale och Beamte vun der Douane-an-Accisè-Verwaltung esou Kontrolle kënnen durchféieren. En vue vun dësem Accord goufen dann och scho Formatiounen organiséiert fir déi Leit. Fir d'Zukunft sinn och Recyclage-Coursé virgesi fir déi betraffe Beamten.

Da gesäit de Projet de loi och vir, dass bei besonnesch gravé Verstéiss géint den Accord, wann zum Beispill eng Gefor besteet fir d'Sécherheet, d'Salubritéit, d'Gesondheet oder d'Ëmwelt, oder och wann e Schëff bestëmmte Pabeieren, déi verlaangt sinn, op Nofro net ka virweisen, déi Persounen, déi fir d'Kontrollen zoustänneg sinn, alles kënnen maachen, fir d'Schëff drun ze hënnere, fir weiderzefueren.

Grosso modo bréngt d'Zoustëmmung zum ADN-Accord fir eist Land deemno keng allze grouss Ännerungen. Et ass esou, dass d'Lëtzebuerg Regierung sech och mat enger Deklaratioun ofgesécheret huet, dass dësen Accord net kann a Konflikt triede mat eisen aneren eventuelle bilaterale Verpflichtungen, déi mer am Kader vun der Europäescher Unioun hunn.

Dat war wichteg, well d'Memberstate vun der Europäescher Unioun jo an eenzelen Beräicher e Stéck vun hirer Souveränitéit un d'Europäesch Unioun ofrieden an duerno net méi d'Recht hunn, fir an esou engem Domän bilaterale Accorden ofzeschlëssen, déi kéinten am Widersproch zur EU-Législatioun stoen. Et kann een och dozou soen, dass d'EU-Kommissioun souwisou Enn 2006 ee Projet vun enger Direktiv presentéiert huet, dee virgesäit, dass den Accord ADN um ganze Gebitt vun der Europäescher Unioun obligatoresch gëtt.

Här President, obwuel et sech bei dësem Accord éischer em e reng techneschen handelt, deen um politesche Plang och net vill Stoff fir Diskussiounen wäert liwweren, huet et awer vum Zäitpunkt vum Dépôt vum Projet de loi bis zum Débat haut hei an der Chamber gutt dräianenhalleft Joer gedauert. Et ass awer vläicht eng Erklärung dozou noutwendeg.

An der éischer Versioun vum Projet de loi, déi de 14. Juli 2003 schonn déposéiert gouf, stoung am Artikel 3 ouni weider Präzisioun, dass Verstéiss géint d'Reglement vum ADN-Accord kéinte mat enger Strof vun 252 bis 2.500 Euro beluecht ginn. Zu dësem Punkt huet de Statsrot awer a sengem éischten Avis vum 29. Abrëll 2003 eng Opposition formelle ugemellt, well Infractionen, déi zu enger Strof féiere kënnen, am Gesetz prezis definéiert gi mussen.

Just zur Informatioun sief et gesot, dass et scho virum Dépôt vum Gesetz tëschent dem deemoleg zoustänneg Minister an dem Statsrot zu engem Brëifwiessel komm war, wat d'Héicht vun de Strofen uegt. Um Enn gouf festgehalen, dass d'Mindeststrof bei 252 Euro géif leien an domadder net d'selwecht ass wéi déi, déi am Artikel 11 vum modifizéierte Gesetz vum 24. Januar 1990 iwwert d'Schafung an d'Organisatioun vun engem Tribunal fir d'Navigatioun op der Musel festgehalen ass, obwuel dat esou am Exposé des motifs vum Projet de loi stoung. Dat bedeit dann awer och, dass dësen Tribunal net méi fir d'Infractionen zoustänneg ass, mä dass dat elo an de Kompetenzberäich vum Tribunal correctionnel fällt, well mer et net méi mat enger Contraventioun ze dinn hunn, mä mat engem Délit.

An engem Amendement huet d'Regierung de 27. Mäerz 2006 dëser Opposition formelle vum Statsrot Rechnung gedroen, a méi prezis definéiert wat fir eng Infractionen elo da kënnen bestrooft ginn. A sengem Avis complémentaire vum 20. Juni 2006 huet de Statsrot doropshin och seng Opposition formelle zrëckgezunn, awer gläichzäiteg d'Fro opgeworf, ob net och Verstéiss géint nach aner Dispositiounen, wéi déi, déi prezisiéiert goufen, aus dem technesche Règlement vum ADN-Accord misse kënnen ënner Strof gestallt ginn, well an deem Amendement vun der Regierung net all méiglech Violatiounen ofgedeckt wieren.

Och mat deem Awand war dunn d'Regierung averstanen an huet den Artikel 3 mat engem neien Amendement vum 21. August 2006 nach eemol komplettéiert, esou dass de Statsrot mat sengem zweeten Avis complémentaire vum 12. Dezember 2006 dann definitiv gréng Luucht zu dësem Projet de loi ginn huet.

Här President, de Statsrot huet doriwwer eraus awer och nach eng aner prinzipiell Remarque gemaach, an zwar am Zesammenhang mat der Prozedur oder mat der Prozedur wann dësen Accord soll amendéiert ginn. Eng Remarque, déi awer scho virum Dépôt vum Gesetz gekläert gouf, esou dass se an der parlamentarescher Prozedur eigentlech keng Roll méi gespillt huet.

Et geet drëm, dass den europäeschen Accord a sengem Artikel 19 an och am Artikel 20 Amendementsprozedur virgesäit bei deenen eist nationaalt Parlament net méi obligatoresch misst seng Zoustëmmung ginn. Dës Prozedur sollen esou einfach wéi méiglech sinn, fir effikass op d'Evolutioun vun techneschen Neierunge reagéieren ze kënnen. Grad bei techneschen Accorden ass et wichteg, dass se regelméisseg un d'Evolutioun, un d'Realitéit ugepasst ginn, a vu dass d'Prozedur, fir een Amendement ratifizéieren ze loossen, an deenen eenzelen Länner oft Jore kann daueren, riskéiert ee schnell der technescher Entwécklung handendrun ze sinn.

Duerfir approuvéieren d'Signatairë vum Accord schonn am Virfeld eng Méiglechkeet, fir méi schnell Amendementer kënnen wierksam ze maachen. An dës Virgehensweis gëtt iwwereng och an aneren internationalen Accorden ugewannt.

An dësem Fall gesäit den Artikel 19 vum Accord vir, dat en Amendement zum Accord selwer automatesch a Kraaft trëtt, wann en am Comité d'Administration, wou all Land vertrueden ass, mat enger Zweedritteltmajoritéit uegeholl gëtt a kee vun de Staten, déi den Accord ënnerschriwwen hunn, sech innerhalb vun engem bestëmmten Délai géint den Amendement ausgeschwat huet.

Heizou sief awer gesot, dass eis Regierung sech och schonn 1999 verpflichtet huet all Amendement, dat op internationalem Niveau beschloss gëtt, vun der Chamber ratifizéieren ze loossen.

E bëssen anescht ass d'Situatioun beim Artikel 20, deen d'Amendement zum technesche Règlement betrëfft, wat eng Annex vum Accord duerstellt. Hei muss sech mindestens een Drëttel vun de Staten, respektiv fënnf Staten, wann een Drëttel méi wéi fënnf ass, géint den Amendement ausschwatzen, deen de Règlement betrëfft, deen dann un den Accord annexéiert ass. Dat bedeit, dass Lëtzebuerg eleng net driwwer bestëmmen kann, dass en Amendement net uegeholl géif ginn. Eist Land gëtt domadder also e Stéck vu senger nationaler Souveränitéit un en internationalen Organismus of.

An da si mer am Kontext vum Artikel 114 vun der Konstitutioun, deen eis seet, dass dëse Projet de loi d'Zoustëmmung vun zwee Drëttel vun den Deputéierte bei engem beschlossfähige Quorum kréie muss.

Voilà, Här President, ech kommen domadder zum Schluss. Dat hei ass sécher kee spektakuläre Projet de loi, mä en ass awer net onwichtig fir eist Land. Duerfir géif ech lech och alleguerte bieten Är Zoustëmmung ze ginn, wat ech dann och am Numm vun der LSAP-Fraktioun heimadder wëll maachen.

Merci.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech denken, dass d'Fraktiounen alleguerte mat den Ausféierung vum Rapporteur, dem honorabelen Här Schreiner, d'accord sinn. Wann deementsprechend näischt zouzefügen ass, och vun der Regierung, da kënnt mer zum Vote komme vum Projet de loi 5182.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**



Kee Vote par procuration.

**(Brouhaha général)**

D'Madame Mutsch, Dir mellt herno, wou et net gaangen ass.

**(Hilarité)**

» **Plusieurs voix.** - Oh! Oh!

» **M. le Président.** - Wou sidd Der dann alleguer?!  
**(Brouhaha général et hilarité)**

Madame Brasseur!

Geet den Apparat net? Déi, bei deenen en net gaangen ass, melden eis dat.

De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Bei wem huet et net markéiert? Den Här Scheuer, d'Madame Err, d'Madame Mutsch an den Här Helming.

Den Här Fayot freet d'Wuert.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech wollt eng Question d'ordre soulevéieren. Wann een dat hei elo gesinn huet, wéi dat vir sech gaangen ass, bräichte mer onbedéngt eng Schell, déi e puer Minute virum Vote géng hei am Gebai ugoen, fir dass d'Leit alleguerten aus deene verschidde Plazen, wou se natierlech Obligatiounen hunn, kënnen...

**(Hilarité)**

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Mir huelen eis där Saach un, Här Fayot, dat ass an der Rei.

Ech froen d'Chamber, ob se d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gétt.

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5198, d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv iwwert d'Inzidenz vu verschidde Projeten op d'Ëmwelt. Ageschriwwen si bis elo: den Här Clement, den Här Calmes, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, dat heescht d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Sylvie Andrich-Duval.

## 9. 5198 - Projet de loi portant

### 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

### 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

### 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure

## ferroviaire, telle que modifiée

### Rapport de la Commission des Travaux publics

» **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV), rapportrice.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut stëmme mer an der Chamber of iwwer e Gesetzesprojet, deen e gewëssenen Impakt huet, an dat net nëmmen, well et hei ëm d'Ëmsetzung vun där sougenannter Impaktstudiendirektiv geet.

ler ech also op den Impakt vun dësem Projet aginn, erlaabt mer kuerz ze erklären, wéi mer an der Kommissioun um Text geschaff hunn. De Projet de loi 5198 ass vun der deemoleger Bautemistesche Erna Hennicot-Schoepges de 7. August 2003 hei an der Chamber déposéiert ginn. Insgesamt huet de Statsrot dräi Avisen ofginn: een am Januar 2005, een am Juli 2006 an zu gudder Lescht een am Dezember 2006. An der Sitzung vun der Bautekommissioun vum 5. Mee gouf ech als Rapportrice bestëmmt a mir hunn net manner wéi sechs Mol iwwert de Projet diskutéiert.

Ech wollt op dëser Plaz och de Membre vun der Bautekommissioun Merci soe fir dat Vertrauen, wat se a mech gesat hunn, fir mer als alleréischte Gesetzesprojet e Projet mat grousssem Impakt zougewisen ze hunn.

Des Weidere war ech a menger Qualitéit als Rapportrice de Projet an d'Ëmweltkommissioun virstellen an hunn d'Remarquen aus där Entrevue mat op de Wee geholl. Och hat de Mouvement écologique eng Stellungnahme zum Projet de loi erageschéckt. Déi gouf dann an deene jeeweilege Fraktiounen analyséiert an d'Kommissioun huet deene verschidde opgeworfene Problemer zu engem Deel kënnen Rechnung droen.

**(M. Henri Grethen prend la Présidence)**

Déi Kommissiounssitzung waren also alleguer néideg, haaptsächlech, well den Text e puermol amendéiert ginn ass. Am Ganze waren et fënnf Amendementer. Schlussendlech hu mer an der Sitzung vum 21. Dezember 2006 de schréfftleche Rapport kënnen majoritär unhuelen.

Ëm wat geet et beim virleiende Gesetzestext? Duerch de virleiende Projet gétt éischten d'Direktiv 97/11/CE vum Conseil vum 3. März 1997, déi hirersäits Ännerungen aféiert vun der Direktiv 85/337/CE, wou Rieds geet iwwert d'Evaluatioun vum Impakt vu verschidde öffentlechen a private Projeten op d'Ëmwelt, an d'Lëtzebuurger Recht ëmgesat, an dat am Beräich vun den Transportinfrastrukturen.

Et gétt och - zweetens - dat modifizéiert Gesetz vum 16. August 1967 iwwert d'Schaffung vu gréisserer Stroosseverbindungen a vun engem Stroossefong geännert.

An et gétt - drëttens - och dat modifizéiert Gesetz vum 10. Mee 1995, dat d'Gestioun vun der Schinneninfrastruktur regelt, ofgeännert.

D'Direktiv 97/11/CE imposéiert de Memberlänner vun der EU den Impakt op d'Ëmwelt ze evaluéieren bei öffentlechen a private Projeten, déi riskéieren esou en Impakt ze hunn, an zwar ier d'Genehmegung ausgestellt gétt. Et geet drëms, den Impakt festzustellen, fir ze bestëmmen, ob et méiglech ass, dëst ze verhënneren oder op d'mannst ofzeschwächen.

E wichteg Element heibäi ass, dass d'Öffentlecheheet hir Meenung muss gefrot ginn. Déi Bemierkungen, déi vun dëser Säit kommen, mussen berücksichtegt gi während der Entscheidungsprozedur, déi zur Genehmigung vum Projet féiere soll.

Ech wëll och hei ervirhiewen, datt den Accès zur Informatioun duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2005, dat d'Konventioun vun Aarhus approvéiert, garantéiert gétt an eng wesentlech Neierung an dem demokratesche Prozess duerstellt.

Déi nei Direktiv 97/11 betrëfft gradesou gutt Projeten, déi duerch dat sougenannt Kommodo-Inkommodo-Gesetz viséiert si wéi Stroossebauprojeten, d'Schaffung vu Schinneninfrastrukturen an de Bau vu Flughäfen, awer och Urbanisatiouns- a Remembrementsprojeten am ländleche Beräich.

Déi nei Direktiv preziséiert, dass bei verschidde Projete wéi zum Beispill beim Bau vun enger Autobunn d'Impaktstudien obligatoresch sinn. Dorënner falen och d'Schnellstroossen, nei Stroosse mat véier Spuren oder méi, oder d'Riichte respektiv d'Verbredderung vu Stroosse mat Minimum zwou Bunne bis op véier Bunnen erop oder méi, wann dëst Stroossestéck wuelverstanen eng Längt ouni Ënnerbriechung huet vu Minimum zéng Kilometer. Bei de Schinneninfrastrukture si laang Strecken viséiert, bei de Flughäfen déi, déi minimum 2,1 km Start- a Landepist hunn.

Bei anere Projeten, zum Beispill am Kader vun der städtescher Entwécklung, mussen d'Memberlänner eng Kontrollprozedur applizéieren, fir erauszueschelen ob eng Impaktstudie muss gemaach ginn oder net. Domat sinn all Stroosseprojeten, Schinneninfrastrukturen a Flughäfen gemengt, déi net vun der obligatorescher Impaktstudie be-traff sinn, zum Beispill en Tram, all Zort vu Metro, déi ënnerierdesch wéi déi iwwert dem Buedem. Awer betraff sinn och bestehend Transportinfrastrukturen, déi ausgebaut oder erweidert ginn oder scho genehmegt goufen, déi déi fäerdeg sinn oder am-gang si fäerdeg ze ginn, zum Beispill d'Stëcker vun enger Schinnestreck oder d'Schaffung vun engem zousätzleche Schinnestrang.

Et kënnen Plaffongen oder Kritäre festgesat ginn an et ka Fall pro Fall analyséiert ginn oder et ass och méiglech dës Kontrollinstrumenter ze kombinéieren, fir dass och wierkelech all Projet, deen en Impakt op d'Ëmwelt huet, evaluéiert ka ginn.

Hei gétt also e fundamentaalt Instrument vun der Ëmweltpolitik agefouert. Dofir gouf en interministeriellen Aarbechtsgrupp vun der Regierung an d'Liewe geruff, deen och elo schonn déi jëtzege Projeten, no där am Gesetz virgesinnener Prozedur, mat Erfolleg traitéiert ënner der Présidence vun Innen- an Aménagement-du-Territoires-Ministère.

Dee virleiende Gesetzesprojet geet souguer iwwert d'Direktiv 97/11 eraus, wann e virschléit dës Moosnamen och unzewenne wa Stroosseverbindungen tëschen Hauptstroossenarteré geschaf ginn, déi sougenannte Liaisons routières entre routes d'ordre supérieur.

D'Direktiv 97/11 harmoniséiert d'Regelen an den europäesche Länner, esou dass all Memberlänner sech eng gemeinsam Evaluatiounsprozedur ginn, déi op de Prinzipie vun der Virsicht, der Preventioun an dem Prinzip vum Pollueur-payeur baséiert.

Wéi gétt dës Direktiv 97/11 ëmgesat? Ma par rapport zu der éischter Direktiv vun 1985 gouf déi heiten iwwerschaafte Versioun verschäerft. D'Memberlänner ware gehalen dëst an hiert jeeweilegt Recht ëmzesetze bis spéitstens de März 1999.

Och wann déi fréier Direktiv schonn iwwert de Wee vu verschidde Gesetzer a groussherzogleche Reglementer ëmgesat gouf, also op eng fraktionéiert Aart a Weis an net global an engem eenzege Gesetz, esou ass Lëtzebuerg bei der Ëmsetzung vun der Direktiv 97/11 a Veruch geroden. D'Europäesch Kommissioun huet iwwer-gens schonn dowéinst eng Prozedur géint Lëtzebuerg a géint nach néng aner Memberlänner agereecht. Am Juli 2006 koun eng éischt Verwarnung an dofir ass et vu grousssem Impakt, datt mer dat Gesetz elo haut och stëmme.

Och bei där neier Direktiv huet d'Regierung fir eng fraktionéiert Ëmsetzung optéiert, well déi eenzel Bauprojeten ze verschide sinn, fir an enger eenzeger Evaluatiounsprozedur integréiert ze ginn. Dat ass och liicht verstänleech wann ee sech déi jeeweileg Annexé vun der Direktiv ukuckt.

Wat d'Chronologie vun der Ëmsetzung vun der éischter Direktiv a lëtzebuergescht Recht ubelaangt, esou verweisen ech fir dës komplex Detailler op mäi schréfftleche Rapport, well soss géif ech Gefor lafen, datt den Impakt op d'Verdaulechkeet vu mengem mëndleche Rapport ze grouss wär.

Heizou nëmmen esou vill, dass déi nei Direktiv 97/11 schonn deelweis an deem groussherzogleche Reglement vum 7. März 2003 ëmgesat gouf, am Kader vum Gesetz vum 10. Juni 1999 iwwert d'Établissements classés. Do ginn d'Konditiounen an d'Modalitéite vun enger Impaktstudie, esou wéi hiren Inhalt, festgeluecht an et gétt sech reng op Etablissementer limitéiert, déi duerch dat sougenannt Kommodo-Inkommodo-Gesetz viséiert sinn.

Da kéime mer zu deem Punkt, wat de Statsrot dann elo zu deem Gesetzesvorschlag seet. Op Detailler vun deenen dräi Avisen, déi de Statsrot zu deem heite Projet de loi ofginn huet, ginn ech net an, mä ech wëll awer deen een oder deen anere Schwéierpunkt erausgräifen.

De Statsrot war vun Ufank un net mat enger fraktionéierter Ëmsetzung vun der Direktiv d'accord. Déi Héich Kierperschaft wollt dat am Kader vun engem eenzege Gesetz maachen, an zwar vum Kommodo-Inkommodo-Gesetz mat senger jeeweilegen Ausféierungsreglementer, an dëst aus Grënn vu juristescher Sécherheet an am Sënn vum Bierger, deen dann nëmme mat engem eenzege iwwerbléckbare Referenzgesetz an där Matière ze di gehat hätt.

Mä d'Regierung huet virgezunn d'Direktiv 97/11 an engem eegene Gesetzestext ëm-

zesetzen, wou all Transportinfrastrukturen eng gemeinsam Prozedur duerchlafen, och wa se elo ënner d'Kompetenz vu verschidde Ministère falen; an zwar ass dat de Bautemistère, den Transportministère, den Innen- an Aménagement-du-Territoires-Ministère, dëst natierlech an enker Matabe-zéiung vum Ëmweltministère.

Entgéint de Recommandatioun vum Statsrot huet d'Regierung also décidéiert, fir d'Direktiv 97/11 net duerch eng Ëmännerung vum Gesetz vum 10. Juni 1999 ëmzesetzen, besonnesch och well eng Consultatioun vun der Öffentlecheheet a verschidde Etappe vun där Prozedur net méiglech wier a well gréisser Stroossebauprojeten oder d'Erweiderung vum Schinnennetz ganz einfach riskéiert hätte blockéiert ze ginn, wat jo kaum am öffentlechen Interesse wier.

D'Bautekommissioun huet sech där Meenung vun der Regierung ralliiert, nodeems si hir Argumenter am Detail gehéiert huet; an déi alleguer a mengem schréfftleche Rapport nogelies kënnen ginn.

Eng gréisser Diskussioun op Grond vun den Avisé vum Statsrot gouf et och ronderëm d'Artikele 14 an 28bis.

Wat den Artikel 14 ubelaangt, esou gouf dee verschiddeleche ëmformuléiert, fir d'Décisionsprozedur vun der Regierung am Fall vun net obligatoreschen Impaktstudie méi kloer ze maachen. An hei wëll ech drop hiweisen, dass de virleiende Gesetzestext souguer iwwert d'Direktiv eraus geet.

D'Recoursprozedur géint eng Décisioun vun der Regierung, fir keng Impaktstudie ze maachen, gouf dunn op Urode vum Conseil d'État an den Artikel 28bis eriwuergehall. Et gouf drop higewisen, datt, wa kee Recours an dësem fréie Stadium gemaach gouf, et op kee Fall méiglech wär herno bei der Décisioun vun der Regierung iwwert déi definitiv Variant dee ganze Projet dann nach eng Kéier a Fro ze stellen, soss kéint et hei am Land zu engem komplette Stëllstand vun de Projete kommen, an dat läit sécherlech, wéi scho gesot, net am öffentlechen Interesse.

Dee vun der Regierung zousätzlech proposéierten Artikel 28bis gesäit Recoursméiglechkeete vir, gemäss der Konventioun vun Aarhus, déi bei eis den 23. Januar 2006 a Kraaft getraut ass duerch d'Gesetz vum 31. Juli 2005. Doderch kritt de Public Zougang zur Informatioun, en därer sech um Entscheedungsprozess bedeelegen an e kritt d'Recht, fir am Ëmweltberäich viru Gericht ze goen. Dofir ass an dësem an an nach anere Gesetzer d'Méiglechkeet geschaf ginn, fir ONGen, also Netregierungsorganisationen, den Zougang zur Justiz ze erméiglechen. Dee Recours soll kënnen beim Tribunal administratif agereecht ginn.

Hei hat de Statsrot eng Opposition formelle gemaach, well de Recours net kéint op eng einfach Kontroll vun der Rechtméissegkeet vun de Prozeduren an op d'Iwwerprüfung vun der Conformitéit vun den Impaktstudie limitéiert sinn.

Eng länger Diskussioun gouf et iwwert den Typ vum Recours: Recours en annulation oder Recours en réformation. D'Kommissioun huet dunn eng nei Versioun vun Artikel 28bis zrëckbehalen, wou de Recours en annulation, en accord mam Statsrot, bäibehale gouf an huet och d'Délaien harmoniséiert op déi am Kommodo-Inkommodo-Gesetz virgesinne 40 Deeg.

De Recours riicht sech also net méi géint d'Impaktstudien, mä géint déi administrativ definitiv Autorisatioun vun enger Variant. Domat huet de Statsrot sech dunn averstanen erkläert. Iwwer-gens gétt d'Nullvariant als eng vun de méigleche Varianten ugesinn an ass also och am Dossier virzefannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss e puer Mercien auszedeelen, en éischer Stell un d'Mataarbechter vum Greffe an aus menger Fraktioun, mä och un den Här Bautemistère, dee mat senger Fonctionnairen entgéintkommend war an deem heiten éischer techneschen Dossier. Merci fir déi gutt Zesammenarbecht a Merci un lech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'No-lauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.



» **M. le Président.** - Merci, Madame Rapporteur. Éischte Riedner ass den Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Projet de loi 5198 solle mir haut eng EU-Direktiv a Lëtzebuurger Gesetz ëmsetzen, déi, géif ech soen, fir Lëtzebuerg vun enormer Bedeutung ass. Ech ginn elo net weider op d'Detailer vun deemem Projet de loi an, dat huet meng Fraktiounskolleegin a Rapportrice vun deemem technesch ganz schwierige Projet, Sylvie Andrich-Duval, jo schonns ausféierlech gemaach, a wuerfir ech hir och wëll félicitéieren an och, mengen ech, dierft, als President vun der Kommissioun, am Numm vun der ganzer Kommissioun Merci soen.

Ech wëll aganks just kuerz eppes méi Allgemenges zu deemem neie Gesetz soen: Mir mussen eis an Zukunft nach méi Gedanke maache wouhi mer wat bauen. Mir kënnen net einfach droplassbauen, ouni eis Gedanken iwwert d'Suité vun deemem ze maache wat mer bauen.

Dowéinst begréissen ech dëse Projet de loi, well mat deemem Gesetz de Kader geschaf gëtt an deem ee sech beweegt, wann ee gréisser Bauprojeten ugeet. Duerch déi verschidde Prozeduren, déi anzehale sinn, kann a soll och verhënnert ginn, dass falsch gebaut gëtt an op Plaze gebaut gëtt, déi einfach net dofir géeeigent sinn.

Mir hunn eis an der Bautekommissioun och bewosst vill Zäit geholl, fir dee virleiende Gesetzestext, deem - wéi ech schonns erwähnt hunn - ganz technesch a komplex ass, ganz genee ze studéieren an och ganz genee ze analyséieren. Am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht si jo nom éischten Avis vum Statsrot verschidden Ännerungsvorschläg abruucht ginn, iwwert déi mir da ganz gewëssenhaft an der Kommissioun beroden hunn. Och de Mouvement écologique huet sech an dëser Diskussioun zu Wuert gemellt. Dat ass jo och nëmmen normal vun enger Organisatioun wéi dem Mouvement bei esou engem Projet, dass den do d'Ouere spëtzt, fir ze kucken wat do geschéie soll, an dee gegebenenfalls och Virschléi abréngt wëllt.

Mir hunn och dem Mouvement écologique säin Avis ganz genee ënnert d'Lupp geholl, well et eis natierlech interesséiert mat engem Umweltorganisatioun zu engem Gesetzestext ze soen huet, deem an Zukunft e bessere Schutz vun der Natur garantéiere soll. De Mouvement hat um initialen Text eng Herd Saachen auszusetzen. Am Laf vun der parlamentarescher Aarbecht ass den Text dunn e puermol duerch Amendementer ofgeännert ginn. Dës Amendementer sinn deelweis vum Mouvement écologique begréisst ginn, och wa se net grad all esou formuléiert waren, wéi dat vun hinne virgeschloen gouf.

Här President, et ass mer en Uleies, heizou e puer Saache kloerzestellen. Ech mengen, jiddferengem vun eis ass et bewosst, dass mir an Zukunft nach besser op eis Ëmwelt, op eis Natur oppasse mussen wéi dat bis elo de Fall war, well mir soss d'Zukunft vun de kommende Generatiounen, d'Zukunft vun eise Kanner an deenen hiert Recht op eng liewenswäert Welt zolidd verbaue géifen.

Op där anerer Säit, an dat ass déi ekonomesch Säit vun der Medail, hu mir, d'Politiker, awer och eng Verantwortung par rapport zu der Wirtschaft hei am Land ze droen. Mir mussen och kënnen Décisiounen huelen, déi d'Land du point de vue économique weiderbréngen sollen. D'Politik huet nun eben déi verdammte Pflicht ze kucken, dass de Grand-Duché och an Zukunft capable ass déi sëllege Leit opzehuelen, déi all Dag bei eis schaffen kommen. Si, déi all Dag iwwer eis Grenze bei eis schaffen kommen, hunn dofir och wesentlech zur Croissance économique hei am Land bäigedroen.

D'Croissance économique bedeit nieft allen Nuisancen, déi ee sech ka virstellen, awer och Wuulstand. Dëse Wuulstand ze halen a wa méiglech och nach auszubauen, och dass d'Zukunft fir déi heiteg Generatioun an och fir déi zukünftg Generatioun.

Dowéinst hu mir als Politiker och d'Veantwortung, fir Stroossen an Eisebunnstrassebauen ze bauen, déi dofir néideg sinn; an

dëst an enger Aart a Weis, dass d'Ëmwelt esou mann wéi méiglech belaaucht gëtt. Mir hunn awer och derfir ze suergen, dass d'Prozedur fir ze baue sech net onendlech laang hinzéien. Duerch dëst Gesetz hu mer elo en zolitte juristesche Kader an deem mer eis bewegen. Wieren awer all Fuerderunge vum Mouvement écologique - bei allem Respekt awer fir dës Organisatioun - an den Text opgeholl ginn, da wär et bal net méi méiglech an engem uerdentlechen a vernünftegen Délai Stroossen- oder Eisebunnslinnen hei am Land ze bauen.

» **Mme Anne Brasseur (DP).** - Et ass elo schonn net méiglech.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Et ass elo scho bal net méiglech; do ginn ech lech Recht, Madame Brasseur.

Et kann elo net sinn, dass wichteg Stroossebauprojekte méintelaang, wann net souguer jorelaang blockéiert gi wéinst nach zousätzleche Recoursméiglechkeeten. Ech kommen nach dorobber zrëck. Déi Recoursméiglechkeeten, déi mer elo am Text fannen, ginn an eisen Aen absolut duer a sinn och e gudder Kompromëss tëschent der Méiglechkeet e Recours ze maachen op där enger Säit, an der Garantie, dass a rasonabellen Délaië ka gebaut ginn anerersäits.

De Mouvement huet sech och um Artikel 4 vum Projet de loi gestéiert. Dass den Artikel, deem déi Projete definéiert, déi d'office enger Impaktstudie ënnerleien. Hei gëtt bei Stroossen eng Längt vu mindestens zéng Kilometer verlaangt - an ech mengen, d'Rapportrice huet dat och en long et large explizéiert - eier eng Impaktstudie gemaach gi muss. Heimadder, mat deemem Text, si mer absolut konform mat der EU-Direktiv.

#### (Interruption)

Wa mer heibäi méi streng wären...

Sidd Dir net där Meenung, Här Gira?

» **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Net 100%eg. Neen.

» **M. Lucien Clement (CSV).** - Dann hutt Der se net gelies.

Wa mer heibäi méi streng gewiescht wären an eng Längt vu just engem Kilometer an den Text ageschriwwene hätten, esou wéi dat vum Mouvement écologique gefuerdert ginn ass, da misst bei der klengster Verbreederung vun enger bestehender Strooss oder beim Neibau vun engem klengen Contournement gläich eng Étude d'évaluation gemaach ginn. Do mussen mer jo awer verstänneg bleiwen a bedenken, dass all déi Studien, nieft der Zäit, déi verluer geet, och nach vill Geld géife kaschten. Iwwerhaapt ass e grouss Problem bei verschiddene Bauprojeten hei zu Lëtzebuerg, dass immens vill Zäit verluer geet bis gebaut ka ginn.

En anere Grond dofir ass déi aktuell Législatioun vun der Expropriatioun. Wann do eenzel Propriétaires sech queschstellen, da si ganz Projete behënnert. Als negatiivt Beispiel kann een do - muss ee souguer - d'Saarautobunn nennen. Och wann de Besëtzer vun eenzelne Bierger absolut respektéiert muss ginn, sollte mir eist Gesetz awer esou ofänneren, dass Enteeignungen, wa se dann am Wuel vun der Allgemengheet sinn, méi einfach kënnen iwwert d'Bühn goen.

An deem Sënn si jo och d'Aarbechten amgaangen, wat sécherlech net vu Muttwëll ass. Wann den Artikel 16 vun eiser Constitutioun bis ëmgeännert ginn ass, kann och d'Expropriatiounsgesetz ugepasst ginn. Wann dat bis geschitt ass, dann hu mer zesumme mat deem neien Text, iwwert dee mer elo gläich hei ofstëmme, uerdentlech Instrumenter an der Hand, fir an Zukunft méi séier, méi effikass an och méi am Respekt vun eiser Ëmwelt ze bauen.

Ee Wuert nach, Här President, zum Recours en annulation an zum Recours en réformation. De Mouvement hat hei éischter eng Präferenz fir de Recours en réformation. Als Argument huet gedéngt, dass bei engem Recours en réformation net méi déi ganz Prozedur misst nei gemaach ginn, et awer dem Geriicht géif operleien, den Tracé vun enger Strooss, vun enger Eisebunn ze änneren an nei festzeleeën. Wann een elo eleng d'Facteuren Zäit a Prozedur a Betruecht zitt, kann een dat jo nach in etwa novollzéien. Mir an der Kommissioun waren awer majoritairement der Meenung beim Regierungstext ze bleiwen, dass heescht beim Recours en annulation.

Mir waren a mir sinn och haut nach der Meenung, dass et ëmmer nach der Politik hir Kompetenz ass, muss sinn an och muss bleiwen, wou, wéini a virun allem wéi muss gebaut ginn, an dass dës Décisioun net ënnert d'Kompetenz vun de Gerichter hei zu Lëtzebuerg gehéiert. Mir hu mat deemem Gesetz, denken ech, kloer Regele geschaf; an

un dës Prozedur muss d'Politik sech bei hire Bauvorhaben an Zukunft halen. Ass dat net de Fall, ass e Recours en annulation méiglech. Et ass dann un de Gerichter festzestellen, ob d'Prozeduren, déi d'Gesetz virgesäit, agehale goufen oder ob se net agehale goufen.

Dat gesot, Här President, bréngen ech zum Schluss nach den Accord vun der CSV zu deemem Projet de loi a soe Merci fir d'Noauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Clement. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Calmes.

Den Här Calmes ass wéinst anere Verflüchtungen zrëckgehalen. Seng Interventioun gëtt vum Här Goerens virgedroen.

» **M. Charles Goerens (DP), en remplacement de M. Emile Calmes (DP).** - Et ass alles net esou einfach, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5198 ass am August 2003, deemno nach ënnert där viregter Regierung, déposéiert ginn. Dëse Gesetzesprojet, deem eigentlech en Ëmweltgesetz ass, gouf net vum Ëmweltminister, mä vum Bauminister déposéiert, an ass duerfir och net an der Ëmwelt-, mä an der Bautekommissioun diskutéiert ginn.

Op den éischte Bléck kéint een dat bedauern, mä ech mengen awer net, dass d'Diskussiounen an der Bautekommissioun bedeitend anescht verlaf sinn, wéi wann dëse Projet an der Ëmweltkommissioun diskutéiert gi wier. D'Tatsaach, dass e Beamte vun der Ëmweltverwaltung derbäi war, ënnersträicht, dass hei e Konsens bestanen huet, dee vun engem Groupe de travail vu Vertrieeder aus de Ministère vun de Bauten, dem Transport, der Landesplanung an der Ëmwelt zustane komm war.

Et kann een awer net ofstreiden, dass et am Virfeld vun deemem Konsens e gewëssent Kompetenzgerangel ginn ass. Vläch, well déi Responsabel vun den Travaux publics an dem Aménagement du Territoire gefaart hunn, falls dëst zum Kompetenzberäich vum Ëmweltministère géif ginn, et zu enger ähnlecher Problematik kéint komme wéi mer se viru kuerzem am Artikel 17 vum Naturschutzgesetz haten, andeems se hei aner, voire ze vill streng Interpretatioune geholl hätten. Oder war et einfach nëmme prinzipieller Natur, dass en Ëmweltgesetz soll an den Ëmweltministère kommen?

Ech mengen awer, dass bei deemem Projet, bei deem et sech jo ëm d'Transpositioun vun enger Direktiv handelt, jiddfereng seng Responsabilitéit geholl huet. Dëse Projet de loi geet a verschiddene Punkte méi wäit wéi d'Direktiv dat eigentlech verlaangt hätt. An dat war jo och nëmme méiglech, well et engenk Concertatioun tëschent Travaux publics, Aménagement du Territoire, Ëmwelt an Transport ginn ass.

D'Décisioun, ob Jo oder Neen eng Impaktstudie muss duerchgeze ginn, läit jo finalement beim Conseil de Gouvernement, wou den Ëmweltminister, momentan jo gestärkt duerch den Transportminister, seng Meenung verdeedege kann.

Mat deenen zwee Gesetzesprojeten, dem Projet de loi 5198 an dem 5446, gi mer eis weider Instrumenter a Mëttelen, fir d'Ëmweltverträglechkeet vu gréisseren Infrastruktureprojeten ze iwwerpräiwen.

Et handelt sech ëm en Iwwerpräiwen dovunner, wat den Impakt op d'Natur an d'Ëmwelt vun engem Bau oder Aménagement kéint sinn, dat heescht, wat d'Risiken an d'Gefahren op d'Ëmwelt kéinte sinn a wat fir irripärrabel Schied hei entstoe kënnent.

D'Iddi vun esou enger Etüd am Virfeld huet sech an den 80er Joren duerchgesat. Vir-drin ass sech net weider ëm d'Ëmwelt gekëmmert ginn, an de Schued, deem duerch deem een oder anere Bau entstanen ass, ass dann eréisch duerno erkannt ginn an héchstens bedauert ginn.

Hei huet sech um europäeschen Niveau zumindest e Mentalitéitswiessel vollzunn, deem ze begréissen ass, mengt den Här Calmes. Eng Impaktstudie, wéi se jo schonn a verschiddene vun eise Gesetzestexter a Reglementer virgeschriwwen gëtt, kann natierlech dozou féieren, dass d'Ulaf vun engem Projet sech erauszögert an oft kostbar Zäit, ech wëll net soe verluer geet, mä versträicht. Dass ass allerdingens de Präis, dee mer mussen bezuelen, wa mer gäre respektvoll mat eiser Ëmwelt ëmginn.

Et ass op jidde Fall besser et kuckt een am Virfeld, wou eventuell e Konfliktpotenzial tëschent Natur an Agréiff vum Mënsch besteet, wéi dass en cours de route op eemol de ganze Projet gestoppt muss ginn. Wat de Stroossebau betrëfft, esou ass sécher-

lech an der Vergaangenheet net ëmmer alles optimal gelaf, wa mer un d'Nordstrooss oder un d'Saarautobunn denken. Et bleift ze hoffen, dass mat deemem Projet de loi an Zukunft déi Feeler net méi gemaach ginn.

Ee Wuert zu de Kompensatiounsmoossnamen: D'Nordstrooss huet bewisen, dass esou Mesuren net ëmmer evident sinn duerchzéien. Ech denken do un d'Renaturéierung vun der Uelzecht tëschent Luerenzweiler a Lëntgen.

E wichtegen Aspekt an deem heite Kontext ass d'Informatiounspflicht vun der Bevëlkerung, gemäss der Konventioun vun Aarhus. Dëst Gesetz gesäit vir, fir dës Öffentlechekeetsaarbecht an engem relativ fréie Stadium ulafen ze loossen.

Et ass an eisen Aen awer kloer, dass esou Impaktstudien net mat iwwerdrüwwene Kriterien daerfen ausgeluecht ginn, well soss risikéiere mer an en Immobilismus ze verfallen, well all mënschlechen Agréiff an d'Natur, sief dat de Bau vun enger Strooss oder engem Flughafen, huet natierlech ëmmer en Impakt op d'Ëmwelt. Et géllt awer drop ze uechten, dass deem Impakt sech a Grenzen hält. Et geet also schlicht ëm d'Fro vun der Nohaltegkeet vun esou engem Projet.

Wär e vläch méi nohalteg, wann den Environnement eleng d'Soen hätt? Wär et nohalteg, wann extrem strikt Kriterien applizéiert géife ginn an esou Projeten net kënnent realiséiert ginn, oder et zu iwwerdrüwwen laange Prozedur kéim?

Dat si Froen, déi sech an deemem Zesammenhang stellen, net déi, ob ëmmer d'Ëmwelt muss dru gleewen, mä déi, wou de Kompromëss an de Sënn vun der Nohaltegkeet läit, mengt den Här Calmes.

#### (Interruption et hilarité)

Ma Dir kënn lech jo dann herno, wann den Här Calmes erëm ass vu senger Obligatioun, mat him auserneesetzen, Här Body.

Wat de Recours betrëfft, esou sinn an der Kommissioun verschidde Meenunge vertrat ginn, wéi ee Recours dann elo ubruucht wär - Recours en annulation oder Recours en réformation. Deen éischten ass zrëckbehalen ginn. An der Gesetzgebung vun den Établissements classés ass nach wie vor de Recours en réformation virgesinn. Mir hunn deemno zwee Poids, zwou Mesuren.

Nei dobäi komme mat deemem Projet véierspüreg Stroossen a Wandkraaftwierker. Ech hoffen, dass d'Liewen eis net nach méi schwéier gemaach gëtt, wann et heescht nei Wandparken opzerrichten, wann et eis escht gemengt ass mat der Wichtigkeet vun der erneierbarer Energie.

Net op de Wee vum Statsrot ze goen, fir d'Gesetz iwwert d'Gesetz vun den Établissements classés deementsprechend ëmzeänneren, ass menger Meenung no richtig, vu dass jo de Gemengen hir PAGE keng Genehmegung vun Infrastrukture wéi dem Bau vu Stroosse virgesinn. Dëst hätt zu engem totale Blocage gefouert, engem Blocage pur et simple, wéi et am Rapport steet.

Och kann et net sinn, dass den Ëmweltminister an den Aarbechtsminister hei Kompetenzen am Beräich vum Urbanismus kréien an de Gemengen hei och nach op d'Fangere klappen.

Ech mengen, hei ass en Équilibre fonnt ginn, deem d'Strooss hält - mengt den Här Calmes -, wat eis awer net soll dovun ofhalen, fir no enger gewësser Zäit de Bilan vun der Ëmsetzung vun deemem Projet ze zéien.

Ech ginn och heimat den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är geschätzten Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert. Dir drot Är eege Ried vir.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Ech wäert mech beméien, Här President, fir meng eege Ried virzedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld soen ech der Madame Rapporteuse Merci. - Ech wollt lech soen, Här President, dass d'Francophonie sech géeneegt huet, fir Rapportrice ze ersetzen duerch Rapporteuse.

» **M. le Président.** - Elo mussen mer dann nach kucken, Här Scheuer, ob och d'Académie française sech deem ka ralléieren.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Dat schéngt esou ze sinn, mä awer Rapporteuse ass en Terme consacré a Frankräich, fir de Moment op jidde Fall.



Félicitatiounen un d'Madame Andrich. Merci och fir de Courage fir dat hei unzegoen. Si huet e gudden schrëfleche Rapport gemaach an e gudden mëndleche Rapport; vläicht och, well se net virbelaascht ass an den Diskussiounen, wéi dat vill Leit heibanen hätte kënne sinn, wa se Rapporteur vun dësem Projet gewiescht wären.

De Projet 5198 ass a mengen Aen net onbedéngt en technesche Rapport, mä et ass e komplexe Rapport. En huet dräi grouss Volen.

Den éischte Volet transposéiert d'Direktiv 97/11, déi sougenannt Impaktstudiendirektiv.

Den zweete Volet ass dann d'Ëmännerung vum Fonds-des-routes-Gesetz aus dem Joer 1967.

Den drëtte Volet d'Modifikatioun vum Gesetz vun 1995 iwwert d'Gestioun vum Eisenbahnnetz.

Dëst Gesetz ass also net d'Ëmsetzung vun enger Direktiv eent zu eent, mä d'Lëtzebuurger Parlament an d'Lëtzebuurger Regierung, d'Lëtzebuurger Politik also bréngt eegestänneg Ännerungen an dëst Gesetz mat an.

De Projet 5198 schreift eng Serie vu Mësuren, vu Prozedur vir am Beräich vum Ëmweltschutz bei grousser Bauprojekt. E regléiert Matière an Domänen, déi an der Vergaangenheet äusserst sensibel waren, an déi, mengen ech, och an Zukunft extrem sensibel wäerte bleiwen a munch politeschen a gesellschaftleche Sprengstoff regelrecht a sech droen. Ech mengen, et kënnt een dat hei soen: Iwwert dee Projet hei soll d'Nohaltegkeet vun Investissementer a vu grousser Projekte verbessert ginn.

Wourëm geet et? D'Flichte vum Stat als Bauhär bei grousser Bauprojekt ginn opgezielt, an déi grouss Bauprojekt ginn och definéiert. A wann Dir lech d'Annexen ukuckt, déi zwou Annexen, da stellt Dir fest, dass dat - a mengen Aen - prezis ass. Do geet et ëm d'Charakteristike vun deene Projeten, et geet ëm d'Lokaliséierung vun deene Projeten. Dat heescht de Spillraum, deen eng Verwaltung huet, wann esou Projeten entworfen ginn, dee gëtt heimat kloer definéiert.

D'Flichten, déi de Bauhär huet, ginn och definéiert, an zwar bestinn déi Flichten doranner, fir d'Ëmwelt, déi natierlech an déi mënschlech Ëmwelt, maximal ze schounen, respektiv, fir Schued ze kompenséieren, och wann dat munchmol oder meeschtens net esou sécher an honnertprozenteg méiglech ass. Kuckt nëmmen déi ganz Serie vun Études d'impact a vun Etüden, déi mussen ofgeschloss ginn, éier e Bauprojekt ugefaange gëtt.

Den zweete Volet ass, dass d'Rechter vun de Bierger an och d'Rechter vun den Organisatiounen an dësem Projet festgeschriwwen ginn: D'Rechter, fir en Abléck an d'Dossieren ze kréien, fir en Avis ofzeginn. Also ass d'Asprochrecht vun de Bierger an dësem Fall ee vun den Haaptakzenter aus dem Projet 5198. De Bierger kritt d'Recht och fir eng Plainte ze maachen an hie kritt d'Recht op en Droit de recours virun der Verwaltungsjustiz. A gutt ass och, dass Organisatiounen, déi am Ëmweltberäich tätig sinn, en Droit personnel kréien, fir dee recours ze maachen.

De Projet, hunn ech gesot, wier net esou technesch, well e faasst zesumme wat schonn haut an enger Serie vun anere Gesetze steet, respektiv wat hätt kënne nei an deene Gesetze formuléiert ginn. Dat erkläert och wahrscheinlech dem Statsrot seng Positioun, dee jo eng Präferenz huet, fir d'Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung un dëse Projet unzepassen oder ëmgedréint.

Dat féiert dann awer zréck un d'Urspréng vun dësem Projet. Dee Projet huet e laange Baart. E féiert zréck an d'Geschicht an e féiert zréck an d'Geschichten, an d'Geschichtercher, déi zu heroeschen Diskussiounen hei an der Chamber gefouert hunn. Erënnert lech un d'Saarstrooss, wou mer zwee Mol légiféiert hunn, 1995 an 2001. Erënnert lech un d'Nordstrooss, wou procedural och vill diskutéiert ginn ass, obscho mer schonn deemools net méi déiselwecht Schwierigkeeten haten...

#### (Interruption)

...- net méi déiselwecht Schwierigkeete wéi bei der Saarstrooss, bestëmmt net -, mä dat ass Schnéi vu gëscher. A mir kucke genau sou wéi déi gréng Kolleegen no vir a mir si frou, dass mat dësem Gesetz endlech déi Rechtssécherheet besteet, déi mer eis allegeren erhofft hunn, an d'Zukunft gesäit also anescht aus wéi d'Vergaangenheet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een dat Gesetz hei liest, huet een d'Impressioun, dass een alles schonns eng Kéier gelies

huet, dass alles iergendwou steet, dass et quasi en Texte coordonné ass vun enger ganzer Serie vun anere Gesetze.

An ech wollt de Minister froen, ob hie mat dësem Text elo iwwert déi Rechtssécherheet verfügt, déi seng Virgänger net haten an déi dofir hu misse vill experimentéieren. Ass dat hei elo d'Krénung vun der legislativer Aarbecht an deem Beräich, deen dem Bauteminister an dem Ëmweltminister - virun allem dem Bauteminister - esou um Häerz läit? An zu där Krénung gehéiert dann awer och den Artikel 28, wou d'Expropriation ugeschwat gëtt. Wa mer dann och nach an eiser Aarbecht un der Konstitioun virukommen, da misst jo haut e gléckleche Bauteminister do ënne setzen?

#### (Interruption)

Ech wollt nach ee Problem opwerfen, fir op d'Komplexitéit hinweisen: An dësem Projet si ganz verschidde Ministere implizéiert an et sinn och eng ganz Serie vu Verwaltungen implizéiert, an et taucht niewent dem Ministère des Travaux publics eng Aart Superministère op, den Aménagement du Territoire, deen hei eppes soll chaperonnéieren, wou ech mer d'Fro stellen, ob dëse Ministère équipéiert ass, fir dat ze maachen.

A wann ech dann och dee leschten Avis vum Mouvement écologique kucken, dee jo awer - an ech mengen en ass am Novemmer erauskomm - am Fong d'Zefriddenheet vun där Bewegung zréckspigelt, da steet dran, an et gëtt bedauert, dass hei am Fong quasi eng Abdication vum Ëmweltministère stattfënn zu Gonschte vum Ministère de l'Aménagement du Territoire. Wann een d'Annexen duerchkuckt, da gesäit een, wéi déi Nohaltegkeet virun allem am Beräich vun der natierlecher Ëmwelt soll spillen.

En anere Problem, d'Implikatioun vun de Gemengen, kënnt och zu prozedurale Schwierigkeete féieren. Wann een e bëssen Erfahrung huet an dem Gemengewesen, da weess een, wéi schwierig et oft ass, wann d'Gemenge vum Stat verschidde Chargé kréien. Dës Chargé sinn oft net esou richtig an de Käpp an an der Mentalitéit vum de Gemengepolitiker verankert, a si ginn och oft vun de Beamten a klengere Gemengen net esou richtig beherrscht. Do kënnt sech dann d'Fro vun de Formfeeler aschläichen oder akut stellen.

An da si mer och bei där Remarque, déi de Mouvement écologique gemaach huet, iwwert d'Recoursrecht. Et kann ee jo nëmmen e recours maachen en annulation an net en réformation. Do wollt ech awer vläicht, vu dass ech jo awer e komplette Laien a juristesche Froe sinn, den Ennerscheid tëschent der Annulation an der Réformation vum Minister besser erkläert kréien.

Ech mengen ze wëssen, dass bei engem recours en annulation net onbedéngt nëmmen op d'Prozedur vun de Riichter gekuckt gëtt, mä och de Fong ka gekuckt ginn. Mä dann ass awer wichteg, dass d'Riichter de Projet zréckschéissen un lech, Här Minister, an da musst Dir nei untrieden. Dir kritt awer vun de Riichter net gesot, dass Dir sollt maachen oder dass Dir maache misst. Sidd Dir frou doriwwer oder dass dat eng Belaaschtung fir de Ministère? Also dat dierft jo awer net de Fall sinn, mengen ech, no deene puer Informatiounen an deem klengen Wëssen, wat ech doriwwer hunn.

Déi wichtegst Fro, déi sech stellt, ass, ob hei mat dësem Projet och d'Natur - d'natierlech Ëmwelt an d'mënschlech Ëmwelt - besser geschützt ass géint de Raubbau, deen awer wierklech oft bedriwwen ginn ass bei esou grousser Projeten, wou d'Exécutioun vum Projet Virrang hat a wou de Begrëff Nohaltegkeet iwwerhaupt keng Roll gespilt huet.

Tatsaach ass, dass dëse Projet hei zu Lëtzebuerg viles regelt an d'Fro, déi sech stellt, ass: Ass dee Projet nach néideg? Wat geschitt nach alles am Beräich vun de grousser Bauprojeten? Et ass hei net de Moment, fir all Är Kaarten opzedecken, Här Bauteminister, mä trotzdem, mengen ech, hu mer am Bau déi grouss Jaloné gesat éier mer dëse Projet gestëmmt hunn. Et gëtt nach Séquelen dovunner do, déi musst Dir och droen, an ech ginn dovunner aus, dass dat och geschitt. Ech hoffen, dass Dir op déi puer Froen, déi ech gestallt hunn, äntwerte kënnt an et ass esou, dass selbstverständlech meng Partei, d'LSAP, mat Begeescherung dëse Projet stëmmt.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Scheuer. Nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

» **Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Dir Dam-

men an Dir Hären, den 3. März 1997 huet den Europäesche Conseil eng verbessert Direktiv aus dem Joer 1985 deponéiert. Den Inhalt vun der Direktiv - ech wäert dat haut nach e puer Mol rappeléieren, fir dass Dir och richtig wësst ëm wat et haut hei geet - ass d'Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Sechsanenhalft Joer duerno huet d'Lëtzebuurger Regierung dann endlech de Projet de loi an der Chamber deponéiert, fir dës Direktiv, oder och Impaktstudie-Direktiv genannt, a lëtzebuergesch Recht ëmzesetzen.

Dräianenhalft Joer duerno, dass heescht haut, gëtt dann elo séier séier dëse Projet de loi gestëmmt, um leschte Stéppel quasi. Dass heescht am groussen Ganzen zéng Joer Gestatioun, fir dëse Projet de loi ze stëmmen.

D'Ursach, dass dëse Projet de loi elo an engem anere Rhythmus duerch d'Verwaltungen an d'Institutiounen gerutscht ass, ass, dass eng fatzeg Facture vu Bréssel gewénkt huet an dass dann och nach de Bauteminister, wéi hien eis et verzielt huet, dass heescht d'Regierung, huet misse fir Chrëschttag e Courier op Bréssel schécken an deene matdeelen, dass mer awer da ganz séier séier elo de Rapport gestëmmt hätten an dass mer an där éischter Sitzung dann dee Projet de loi och wäerte stëmmen. Ech denken, dass dat och déi eenzeg Ursach war, firwat et op eemol esou séier goug.

D'Ursach oder d'Ursachen, firwat et esou laang gedauert huet, kënne der e puer sinn, méi oder manner objektiver, méi oder manner sachlecher. Eent awer steet fest: Vun Ufank un hat d'Ëmsetzung vun dëser Direktiv et zimlech schwéier an dësem klengen Land, wou vill Béton laanscht d'Uelzecht gezu ginn ass.

Déi laang Verzögerung, déi laang Zäit tëschent dem Dépôt vun der Direktiv an dem Vote haut vum Projet de loi, deen d'Direktiv da soll ëmsetzen, huet zumindest de Virdeel eis drop opmierksam ze maachen, dass an där Zäit d'Welt ausserhalb vu Lëtzebuerg weidergedréint huet, an dass, zumindest um europäeschen Niveau, déi politesch Prioritéiten, déi och hei an dësem Projet de loi sollten eng Prioritéit sinn, weidergedriwwen gi sinn.

Gott sei Dank fir Lëtzebuerg gëtt et eng EU, déi sech ëm eis Ëmwelt an eisen Ëmweltschutz këmmert. Ech zitieren zum Beispill nëmmen d'Convention vun Aarhus, déi mir direkt, eben duerch déi vill Verspéidung, konnten an de Projet de loi mat integréieren, an déi dem Bierger an der Biergerin notament den Accès zur Informatioun gëtt. D'Madame Andrich hat et scho gesot: Et ass elo knapp ee Joer hier säit déi Convention de Aarhus och a Kraaft getrueden ass.

Eng wichteg Komponent, well se den engagéierten Associatiounen, notament den ONGen oder de Privatleit, déi sech fir d'Erhalen an de Respekt vun der Ëmwelt an den Ëmweltschutz setzen, eng ganz Rei vu wichtegegen Outilen, fir net ze soe Rechter, gëtt: e Recht op Informatioun, op Partizipatioun op dee ganze Processus décisionnel, an zulescht den Accès op d'Justice, notament en matière d'environnement.

Domadder kéint ech bal behaupten, dass de Public, notament duerch déi Convention d'Aarhus, scho bal méi Matsproochrecht an dëser Affär hei huet wéi den zoustännegen Ëmweltminister, well - an ech wëll dat am Numm vun der grénger Fraktioun soen, där, déi haut hei sëtzt, awer och där, déi déi lescht Legislaturperiod hei souz; déi war jo och schon domadder beschäftegt - ech wëll domadder expressément ënnersträichen, dass et hei reng ëm Ëmweltpolitik an Ëmweltschutzpolitik geet.

Et ass scho bemierkenswäert, dass trotz deem dach awer kloren Intitulé, souwuel an der Direktiv wéi och hei am Projet de loi concernant l'évaluation des incidences (...) sur l'environnement, d'Regierungen - dës an déi virdrun - an déi concernéiert Ministeren a Ministere et fäerdeg bruecht hunn d'Verwaltunge vum Aménagement du Territoire a vun den Travaux publics mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv ze beoptragen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Méi kloer ka jo eigentlech en Titel net sinn, an awer ass den Ëmweltministère nëmmen „unter ferner liefen“ mat där Ëmsetzung beschäftegt gewiescht. A vläicht ass den Ëmweltministère och weinst dem Titel mam Projet de loi befaasst ginn. En ass dann och an deem Groupe interministériel vertrueden, deen notament säin Avis doriwwer ofgëtt, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder net. A vläicht ass et och weinst dem Titel, dass d'Ëmweltkommissioun eng Kéier, an enger eenzeger Sitzung iwwert dëse Projet de loi informéiert ginn ass. A si war emol net

esou wäit komm oder zougeloss ginn, fir en Avis dozou ze schreiwen.

D'Form, wéi dëse Projet de loi behandelt ginn ass, wäert sécherlech och en Impakt hunn op de Fong a virun allem op déi praktesch Ëmsetzung vun den Impaktstudien, wéi se elo definéiert gi sinn. Et bleift ze hoffen, dass déi nächst Ëmweltministeren da vläicht och zegläch Bauteminister wäerte ginn, an notament d'Stroossebauverwaltung sech dann iergendwéini enger obligatorescher ekologescher Weiterbildung ënnerzéie misst. Esou gëtt et an dësem Projet de loi eng ganz Rei vu Kontradiktiounen tëschent dem Titel an der Manier wéi dës Direktiv an nationaalt Recht ëmgesat gëtt.

Ech géif dann och gären e puer Remarqué maachen zu der Diskussioun an där dann éischter net zoustänneger Chamberskommissioun vun den Travaux publics zum Droit de recours bei den Tribunaux administratifs, an zwar iwwert de Choix, deen am Gesetz verankert gëtt iwwert de Recours en annulation, an do explizit de Recours en réformation ausschléisst.

E puer Memberen aus verschiddene Fraktiounen vun der Bautekommissioun haten och d'Bemierkung gemaach d'Juristen dach awer nach eng Kéier mat där Analyse ze befaassen, ob e Recours en réformation net och eng adequat Méiglechkeet wär, mä wahrscheinlech huet de Stress, de Wénk vun der Facture vu Bréssel kommend, dozou bäigedroen, dass de Rapport awer huet missen ofgestëmmt ginn, an dass mer keng Zäit méi haten, fir dann nach eng Kéier mat den zoustännege Juristen diskutéieren ze kënne.

D'Erklärung vum Minister, dass et net ubruecht ass, dass e Gericht iwwer politesch Décisiounen eppes ze bauen entscheede kann, kënne mir definitiv net gëlle loosse. Do och, Här President, gi mir definitiv d'Gefill net lass, dass versicht ginn ass - aus wat fir enge Grënn och ëmmer - all potenzieller Schwierigkeet aus dem Wee ze goen an d'Diskussioun an den Accès zur Justice vum Public sech ausschliesselech wäerten op d'Form reduzéieren.

Här President, ech brauch lech bestëmmt net ze erklären, dass e Recours en annulation sech net oder kaum mam Fong ausenarnersetzt, weder mam Bien-fondé nach mat der Opportunitéit vun enger Décisioun, ob eng Impaktstudie soll gemaach gi respektiv ob e Bauprojekt oder kee Bauprojekt realiséiert gëtt.

Duerfir ass dem Bauteminister säin Asaz den ëmweltbesuergten Associatiounen a Persounen entgéintzekommen an och en Droit de recours bei der Décisioun, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder eben éischter net gemaach gëtt, dass heescht schonn zimlech vir am ganze Processus réaliséiert gëtt, der Saach hei praktesch wéineg gehollef. Eng Impaktstudie analyséiert d'Inzidenzen op d'Ëmwelt, vun zum Beispill engem Stroossebauprojekt; an e recours en annulation beschäftegt sech reng mat Prozedur vun engem bestëmmte Projet, dass heescht vum Bauprojekt an definitiv net iwwert d'Inzidenzen vum Projet op eis Ëmwelt.

E recours en réformation, zumindest op deem Niveau vun der Décisioun, ob eng Impaktstudie gemaach gëtt oder net, wier eigentlech déi eenzeg éierlech Méiglechkeet gewiescht e Projet op ekologesche Kritären hin ze analyséieren, dass heescht, d'Opportunitéit vun engem Projet ze analyséieren unhand vun ekologesche Kritären an doriwwer ze jugéieren, ob e Projet kann oder soll réaliséiert ginn.

Ech muss och heibanne soen, Här President, dass et fir eis dach awer onverständlech bleift a mir dat och héich irresponsabel fannen, dass d'Politik vun der Regierung an dësem Land nach ëmmer net verstanen huet, dass Ëmweltkritären ze considéieren sinn, wéi all aner technesch Kritären. Eigentlech misst et dach ganz einfach ze verstoen an ëmzesetze sinn.

Et géif jo och kee Bauteminister op d'Iddi kommen eng Bréck do bauen ze loosse, wou de Buedem net dofir géeeegent ass, well physikalesch Kritären dat géife beweisen. Dass huet dann och näischt méi mat enger politescher Décisioun vun enger Regierung ze dinn, mä dass huet da reng mat poli-



tescher Verantwortung vun enger Regierung ze dinn. Hei geet et genau ëm déiselwecht Attitud, just, amplaz dat mer physikalesch Kritären huelen, huele mer ekologesch Kritären.

Wann een net kann um Stade vun enger Décisioun decidéieren, ob misst eng Impaktstudie gemaach ginn, an dës Décisioun och esou um Verwaltungsgeriicht ka realiséiert ginn, nämlech iwwert de Wee vun engem Recours en réformation, da riskéiere mer - an dat ass och haut schonn hei gesot ginn - irréparabel falsch Décisiounen ze huelen. Da sinn déi Leit, déi e Recours en annulation maachen, gläichzestellen - ech polemiséieren elo e bëssen - mat engem Patient, deen d'Zänn wéi huet, deen awer da bei den Aendokter geschéckt gëtt.

Mir bedauern et zudéifst, dass an deem Projet de loi den Ëmweltvolet esou vill wéi méiglech versicht ginn ass an den Hannergrond ze drécken. Ech wëll lech och soen: Mech erstaunt, dass dann awer trotzdeem, wa mer hei iwwer Ëmweltkritäre schwätzen, de President vun der Travaux-publics-Kommission seet, dass mer mussen oppassen op engersäits d'Ëmweltneuisancen an anersäits de Wuelstand. Mir denke bien au contraire, dass dat matenee geet, d'Nuisancë souwuel wéi de Wuelstand, an dass een net kann dat eent géint dat anert ausspülen. Et kann een och net déi Suen, déi eng Impaktstudie kascht, géint déi Suen, déi een dofir asetzt, ausenanersetzen. Ech denke wuel, dass dat alles zesummegeet.

Mir bedauern et och, dass schlussendlech herno am Projet de loi festgehale ginn ass, dass de Rapport vum Ministère ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions et un comité interministériel dont la composition et l'organisation sont déterminées par règlement grand-ducal iwwert d'Opportunitéit decidéieren eng Impaktstudie ze maachen. Et ass also net den Ëmweltminister, deen eng Impaktstudie proposéiert iwwert d'Incidence vun der Ëmwelt, mä et ass den Innenminister, deen d'Regierung dann erkläert iwwert d'Opportunitéit eng Impaktstudie ze maache respektiv e Projet ze maachen. Den Ëmweltminister kann da gegebenefalls d'Mesure-compensatoires ausschaffen.

A wa mer net schonn een oder souguer méi traureg Prezidenzfäll hätte vun engem Stroossebauprojet, da kéinte mer der Regierung natierlech net esou séier e schlechte Wëllen ënnerstellen. Mir wëssen awer pertinemment wéi et der Ëmweltschutzpolitik, den Incidences sur le milieu naturel et humain, de Mesure-compensatoires, déi net déi vun haut sinn, Här Scheuer, well wann ech d'Nordstrooss kucken an d'Mesures compensatoires, dann huet dee Schnéi nach ze falen...

#### (Interruption)

...an och wéi et ëm verschidde Variante gaangen ass, a mat wat fir enger Nonchalance, souwuel a Saache Budgetpolitik, a Saachen Ëmweltpolitik a schlussendlech, wann ech d'Nordstrooss kucken, och a Saachen Aménagement-du-Territoires-Politik, dese Projet vu knapp 14 Kilometer Stroossebau gehandhaabt ginn ass, da gëtt et eis éierlech gesot ellen, wa mer gesi wien herno zoustänneg ass fir d'Ëmsetzung vun deem Projet de loi.

Da géif ech nach gär ganz kuerz op déi Eent-zu-eent-Ëmsetzung agoen, wou jo gesot ginn ass: Mir si souguer méi wäit gaangen. Bon, ech hunn lech och scho gesot, dass um Niveau vun der Impaktstudie an dem Droit de recours en annulation wahrscheinlech dat kee gréisseren Impakt wäert hunn.

Mä ech wëll awer och eng kuerz Remarque maachen iwwer eng Direktiv, déi iwwer zéng Kilometer Stroossebau schwätzt, wat souwuel géllt fir Polen, Spuenien, Frankräich a wat och géllt fir d'Lëtzebuurger Land. Ech wëll just eng Fro opstellen, ob et effektiv net eng Reflexioun wéinstens derwäert gewiescht wär, fir eng Direktiv ze adaptéieren, géing ech emol soen, op d'Moosse vun eisem Land. Well ech denken, dass zéng Kilometer Autobunn zum Beispill an eisem Land eng ganz aner Inzidenz op de Milieu naturel et humain hu wéi zéng Kilometer Autobunn, déi vläicht duerch en anert Land ginn, wat vill méi grouss ass a wat net esou a Zones vertes agedeelt ass, wéi mir et hei sinn.

Dës Direktiv stellt zum Beispill eng West-Tangente, déi manner wéi zéng Kilometer hätt, mat engem Tram gläich, deen da soll duerch eng Stad fueren, wéi och mat enger Verduebelung vun enger Zuchlinn, déi da soll zum Beispill op Péiteng fueren. Dat alles gëtt op ee Level gestallt. Déi dräi Projeten zum Beispill kënnen eventuell le cas échéant enger Impaktstudie ënnerleien, mä sinn net obligatoresch enger Impaktstudie ze ënnerleeën. Dat fanne mir absolutement disproportionéiert.

Mir denken, dass do eng Chance verpasst ginn ass, fir d'Kilometer an d'Gréisst, déi an den Direktive virgi sinn, op d'Gréisst vun eisem Land ze adaptéieren.

Mir wënschen deem Projet de loi, deen elo haut gestëmmt gëtt, wou eis Fraktioun sech och wäert aus deene Grënn, déi ech lech elo opgeziet hunn, enthalten, trotzdeem déi beschtméiglech Chance eppes ze maachen um Niveau vun der Ëmwelt an ze probéieren ee fir allemol déi Disproportion tëschent Stroossebauten a Schinnebauten ofzebauen. Mir hoffen, dass dee Projet de loi eis schlussendlech awer kann herno e bësschen hëllef bei allem, wat mer eigentlech un Hausaufgaben hei an deem Land nach ze maachen hunn am Sënn vun der Ëmwelt.

Ganz zum Schluss géif ech gären der Madame Andrich Merci soe fir hire Rapport. Si huet de Rapport kritt, well si nei an der Kommission war, a well, denken ech, awer jiddereen frou war, dass mer ee fonnt haten, fir sech dësen techneschen Dossier ze huelen. Ech fannen, si huet dat ganz flott gemaach.

Ech soen lech Merci.

#### » Plusieus voix.- Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll mech dem Merci gläich uschléissen an d'Rapporteuse, déi eng excellent Aarbecht hei ofgelievert huet, déi eis och e relativ techneschen a komplexe Projet hei erkläert huet. Ech mengen, een, deen nogelauschert huet, dee weess zimlech am Detail ëm wat et geet. Duerfir wäert ech mech och hidden nach eng kéier dorop anzegoen. Ech wëll hei just an där awer relativ limitéierter Zäit e puer politesche Iwwerleeungen ustellen.

Ech wollt ufänken, Här President, et ass vläicht e bëssen ongewéinlech, mä wéi 1860 hei zu Lëtzebuerg decidéiert ginn ass, d'Land mat engem Eisenbunnsnetz ze iwwerzeien, do huet nach keen dru geduecht, fir op d'Inzidenzen op d'Ëmwelt ze kucken an iwwer Kompenséierungsmoosnamen...

#### (Interruption)

...ze schwätzen. Do ass gebaut ginn. An an enger fir déi deemoleg Verhältnissen an déi deemoleg Moyenen, déi zur Verfügung stoungen, erstauentlech séierer Zäit war dat Eisenbunnsnetz gebaut.

Haut si mer an enger anerer Zäit. Et ass entre-temps vill gebaut ginn. An et ass och richtig, dass ee sech muss Gedanken driwwer maachen, wat fir eng Infrastrukturen an Zukunft nach solle gebaut ginn. Ob se solle gebaut ginn, a wa mer d'Décisioun geholl hunn, dass se solle gebaut ginn, wéi mer se bauen, an dass mer se och esou bauen, dass se esou e mann wéi méiglech negativen Effekt op d'Ëmwelt hunn.

Et muss een och soen, dass mer e bëssen an där Beziung hannert dem Zuch hierlafen, well déi grouss Infrastrukturen, ganz besonnesch, wat Autobunnen ubelaangt, déi sollte gebaut sinn, déi si praktesch fäerdeg oder sinn amgaang fäerdeg gestallt ze ginn. Déi entspreche Gesetze si gestëmmt an déi entspreche Kompenséierungsmoosnamen sinn och an deene Gesetze dran.

#### » Une voix.- Theoretisch!

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Ech muss soen, ech hu menger Virriednerin gutt nogelauschert. Si huet hei vun de physikalesche Kritäre geschwat a gesot, et géing jo kengem afalen, eng Bréck do ze bauen, wou d'physikalesch Kritären et net géifen zouloossen. Dat ass richtig. An ech mengen, dat ass och eng exakt Wëssenschaft.

Mä wa mer bis an de Beräich vun der Ekologie ginn, da kënnen mer eis zwar am Kader vun enger Etüd virrechner loossen, wat fir een Impakt, dass de Bau vun där Strooss oder där Eisenbunnsstreck oder deem Flughafen op d'Natur huet, mä et bleift awer dann dem Pouvoir politique iwwerlooss, fir ze jugéieren, ob hien déi Nuisancen a Kaf hält. Well et gëtt keen esou ee Bau, deen

net Nuisancen op d'Natur huet. Dat wär illusoresch ze mengen, et géif esou eppes ginn. An ech mengen, et wier och illusoresch fir ze mengen, et kënt een dat komplett kompenséieren. All Quadratmeter, däärs si mer eis jo awer bewosst, dee mer zoubétonéieren, ass zoubétonéiert. An dee kréie mer net op iergendeng aner Manéier, et sief da mir géinge soss eppes ewechrapen, erëm eng kéier duerch e Quadratmeter Natur ersat.

Duerfir hunn ech och meng Bedenken, wat heiansdo ganz deier Renaturéierungsmoosnamen ubelaangt, déi als Kompenséierungsmoosname fir d'Nordstrooss virgesi sinn. Ech weess net, ob, wa mer am Kader vun der Nordstrooss - soe mer emol einfach iwwert den Daum, well e groussen Deel geet jo awer duerch de Buedem - 20 Hektar mat Makadam zoumaachen, ob mer dann dat kompenséiert kréien doduerch, dass mer am Uelzechtdall, wou Naturfläche sinn, wou Wise sinn a wou ech Hecken dra wuessen, wa mer déi dann op eng kéier iwwerschwemmen an dann do Fräschen a Jinken zillen, ob dann e grouse Kompenséierungseffekt erreecht ass.

Wéi gesot, och dat ass eng Saach, iwwert déi ee kann diskutéieren a wat einfach am Ermessensberäich läit a wat keng exakt Wëssenschaft ass, contrairement zu deem, wat d'Physik hiergëtt, wann een eng Bréck baue wëllt.

lech schéngt et wichteg ze sinn, dass, wann een esou eppes realiséiert, an dat ass leider an der Vergaangenheet zu engem groussen Deel verpasst ginn, dass ee wierkelech net nëmme Etudes d'impact op enger spezieller Variant mécht, mä dass ee wierkelech eng Etüd mécht iwwer verschidde Varianten, fir ze kucken, wat fir eng Variant dann elo déi ass, mat där mer der Natur am mannste Misär undoen.

Da muss een natierlech och erëm eng kéier, an do si mer als Législateur gefuerdert, d'Fro stelle vun der Verhältnisméissegkeet par rapport zu de Käschten.

An der Nordstrooss - ech mengen, do sinn der vill heibanne menger Meenung - ass ganz sécher net déi glécklechsten Décisioun geholl ginn. An ech mengen mech erënneren ze kënnen, dass déi Diskussioun iwwert déi verschidde Varianten net déi Diskussioun war, déi et eigentlech hätt misse sinn en pleine connaissance de cause. Wat dozou féiert, dass mer haut heimlich, still und leise d'West-Variant dann awer iergendwéi probéieren hinzekréien, ouni dass dat elo als grouse Projet dobaussen duergestallt gëtt.

Datselwech ass bei der Saaraubunn geschitt, wou et eng Nord-Variant ginn ass an eng Süd-Variant. Mä leider muss een och erëm eng kéier soen, sinn déi zwou Varianten net regelrecht zueneen a Konkurrenz gesat ginn an et ass net gekuckt ginn, wat dann déi eng Variant bewierkt a wat dann déi aner bewierkt. Och do sinn am Ministère d'Weihe virgestallt ginn, an de Misär huet eis jo duerno ageholl.

Ech deelen net alles, wat virdu gesot ginn ass, well et muss een d'Virgeschicht kennen, fir dat ze verstoen, wat sech do um Terrain de Moment ofspillt. Dat kënt och net ganz vun nâischt. A wann een do no där richteger Manéier virgaange wär, a mer hätten och deemools eis Législatioun esou an der Rei gehat, wéi dat hätt solle sinn, da wär eis wahrscheinlech en Deel dovunner erspuert bliwwen.

Här President, ech wollt nach eng grundsätzlech Iwwerleeung hannendrunhänken, an dat ass déi, dass den Ëmweltschutz op där enger Säit, an d'ekonomesch Entwécklung op där anerer Säit, hei am Land natierlech ëmmer, egal wéi mer probéieren déi zwou Notiounen mateneen ze conciliéieren, wäerten am Widersproch zueneen bleiwen. An do stellt sech d'Fro vun der weiderer ekonomescher an demographescher Entwécklung vun deem Land.

Wa mer stramm esou virginn op de 700.000-Awunner-Stat oder nach vläicht doriwwer eraus, dann ass et evident, dass mer nach weider Infrastrukture brauchen. An ech wëll an deem Zesammenhang un e legendären Aussproch vum Statsminister erënneren, dee gesot huet: „Dese staarke Wuesstem, dee mer all déi Joren elo haten, generéiert just esou vill Rächtrum, fir hannendrun d'Folgekäschten ze finanzéieren.“

Wann dat de Fall ass, da muss mer eis och Iwwerleeungen driwwer maachen, wéi mer dat Land hei an Zukunft wëllen entwéckelen, well dovunner - wéi gesot nach eng kéier - hänt dann och de Besoin vun de groussen Infrastrukturen of.

Här President, déi Remarquë gemaach, wëll ech mäin Discours ofschléisse mat dem Accord vun eiser Fraktioun. Et kann en iwwer eenzel Detailler an deem Projet anerer Meenung sinn, mä am grouse Ganze fanne

mir, dass et e gudde Projet ass, an dofir wäerte mer en och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

#### » Une voix.- Très bien.

» **M. le Président.** - Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Claude Wiseler.

» **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Merci, Här President. Ech wëll och ufänken andeem ech der Madame Andrich villmoos Merci soen. Ech weess elo net, ob ech soll nom Här Scheuer sengen Ausführungen der Rapporteuse oder der Rapportrice Merci soen. Als fréiere Franséischproff war et fir mech nach ëmmer d'Rapportrice, mä der Madame Andrich villmoos Merci.

Si huet dat ganz gutt gemaach. Et war keng einfach Aarbecht, well et e schwéieren Text war, deen och schonn eng ganz laang Geschicht huet. Et ass virdu rappéléiert ginn, eng Direktiv, déi 1997 ugehall ginn ass, wou den Dépôt vum Gesetzestext 2003 no villen Diskussiounen gemaach ginn ass, wou den Avis vum Conseil d'État 2005 komm ass an duerno nach zwee supplémentaire Avisé mat all deene juristeschen, techneschen Diskussiounen, déi dat beinhalt huet.

Well eng Rei Froen hei gestallt gi sinn, wollt ech am Fong kuerz ufänken, andeem ech nach eng kéier déi néng Punkte rappéléieren, déi d'Direktiv eis am Fong gefrot huet ëmzesetzen. An déi Punkte weisen eis am Fong, wat d'Basis ass vun där mer ausginn a wat mer en fin de compte just hätte misse maachen.

Den éischte Punkt ass, dass déi Direktiv engem am Fong ganz einfach zwou Lëschte gëtt. Déi éischt Lëscht ass déi vun deene Projeten, déi d'office mussen enger Evaluatioun ënnerleien. Déi zweet Lëscht beinhalt déi Projeten, déi kënnen, mä net mussen enger Evaluatioun ënnerleien, déi nëmme enger Evaluatioun mussen ënnerleien, wa bewise gëtt, no enger Rei Kritären, déi dann och an der Direktiv an der Annex stinn, dass se notabel Inzidenzen an alle Fäll op d'Ëmwelt kënnen hunn.

Den zweete Punkt an där Direktiv ass, dass déi Direktiv obligéiert eng Procédure d'évaluation an eng Procédure d'autorisation ze fixéieren, wat d'Inzidenzen op d'Ëmwelt, mä awer och wat d'Inzidenzen op d'Sécherheet uginn.

Den drëtten Punkt ass, dass de Maître d'ouvrage, dat heescht deen, dee baut, obligéiert ass eng Rei Informatiounen virum Bau hierzustellen an och weiderzeginn.

De véierte Punkt ass, dass ee bei enger ganzer Rei gréisser Projeten obligéiert ass, wann ee seng Choixen a seng Décisiounen mécht, dat net eleng einfach esou ze maachen, mä dat am Fong an Alternativé virzeleeën an iwwer Alternativen ze diskutéieren, notamment och iwwert d'Alternativ nâischt ze maachen; dat, wat een d'Nullvariant nennt.

De fënnfte Punkt ass, dass déi Autoritéiten, déi och nach concernéiert sinn, zum Beispill d'Gemengen, an där ganzer Prozedur mussen d'Méiglechkeet kréien, fir hir Meenung ze soen.

De sechste Punkt ass, dass d'Leit dobaussen, de Public, mussen informéiert ginn, an dat éier d'Autorisatioun ausgestallt gëtt.

De siwente Punkt - dovun ass haut net geschwat ginn an deen ass awer fir Lëtzebuerg och net onwichtig - ass, dass mer mussen virgesinn, dass bei Projeten, déi grenziwwerschreidend sinn, sech op der Grenz befannen, och eng zwëschstaatlech Consultatioun stattfënnst an dass déi eenzel State mussen am Kader vun hire Procédures d'autorisation deem anere Stat déi outwendeg Informatiounen, déi si gesammelt hunn, och zur Verfügung stellen, fir d'Décisiounen ze huelen.

Een néngte Punkt ass deen, dass de Public muss informéiert ginn iwwert d'Konditiounen an d'Modalitéiten an där eng Décisioun geholl ginn ass. Dat ass am Fong dat, wat hei an der Direktiv steet, an dat ass am Fong dat, wat mer gefrot gi waren ëmzesetzen.

Nodeems déi Zilsetzung kloer ass, wëll ech op eng Rei Diskussiounen agoen, déi elo hei évoquéiert gi sinn.

Mir haten eng Diskussioun virun enger Rei: véier, fënnf Joer. Fir d'éischt emol eng mam Conseil d'État, dee gesot huet: Mä et wär gradesou gutt, mir géingen alles dat, wat Dir an deemem Text elo wëllt maachen am Kader vun den Établissements classés, zesammen an een Text ëmsetzen, well et gutt ass, wa mer juristeschen een Text mat enger ganzer Prozedur dran hunn, deen eis am Fong déi Autorisationsprozedur gemeinsam beschreift an dohinnerstellt.



Do huet d'Regierung sengerzäit eng Rei Argumenter ugefouert, firwat dat an den Ae vun der Regierung net sännvoll wär.

Dat éischt Argument huet geheescht, dass d'Décision vum Bau vun deene groussen öffentlechen Transportstrukturen dann zu engem groussen Deel an der Hand vun de Gemenge géinge leien an do misst opgepasst ginn, dass an deenen eenzelne Gemengen och déi Pläng richteg klasséiert géife ginn; dass wär mat 118 PAGen net evident gewiescht.

Dat Zweet war, dass et am Fong eng Démarche war, déi anescht sollt gemaach ginn. Hei ass nämlech gesot ginn, contrairement zu deem, wat an den Établissements classés steet, dass ee sollt eng Consultation publique maachen an engem ganz fréie Stadium, an zwar dann, wann et nach méiglech ass fir dee ganze Projet ze reorientieren; ganz anescht wéi bei den Établissements classés, wou dat eben net de Fall ass a wou et méi spéit geschitt, dann, wann de Projet scho ganz ausgeschafft ginn ass an zur Autorisation virläit.

Dat drëtt Argument war, dass et e ganz aneren Typ vu Planifikatioun war. D'Établissements classés sinn a sech Gebaier oder Chantieren, déi an enger ganzer Schlussprozedur erauskommen, klasséiert ginn, während mer hei och am Kader vum IVL wollten d'Méiglechkeet ginn, fir d'Definitiv vum Korridoren ze maachen, vläicht scho wäit eier de Projet an de Bau kënn, dass ee kann am Kader vu Plans sectoriels och Tracé festleeën.

Dat véiert Argument war, dass, well och de Conseil d'État akzeptéiert huet, dass een a Konformitéit vun den Dispositiounen, notamment vun der Konvention vun Aarhus, sollt sinn, wou am Stade précoce vun der Planifikatioun den Avis du public mat den Alternativé sollt kënnen gefrot ginn, wou d'Alternativen also nach eng reell Diskussioun wäeren, also net nëmmen iwwer méiglech Kompensatiounen sollt diskutéiert ginn, mä och iwwer Alternativen.

Meng Konklusioun och doranner war, dass et sech am Fong an deem enge wéi an deem aneren Dossier ëm verschiddenen Zorte vun Approchen, och ëm verschiddenen Zorte vu Problemer géing handelen, déi een also noutgedronge besser hätt anescht unzefänken an hinnen eng aner Prozedur ze ginn. Dofir war et och a mengen Ae keng wesentlech Diskussioun, ob mer hei een oder zwee Texter géingen oder sollte maachen.

Déi zweet Diskussioun, déi haut ugeschwat ginn ass, ass déi zwëschen op där enger Säit dem Ministère des Travaux publics an op där anerer Säit dem Ëmweltministère.

Ech soen och ganz gär fir d'éischt, dass déi Fro do, wat elo de Choix vun der Kommissioun ugeet an där se an der Chamber traitéiert ginn ass, ënnert der Responsabilitéit selbstverständlech vun der Regierung läit, mä dass awer dee Choix, dass de Ministère des Travaux publics deen Text hei gemaach huet, sécher emol ganz am Ufank e Choix war, deen aus historiesche Grënn eraus komm ass, well d'Transpositioun vun där virreger Direktiv, der 85/337/CEE, déi am Gesetz vum Fonds des routes ëmgasat ginn ass, och sengerzäit vum Ministère des Travaux publics gemaach ginn ass an hei déi Kompetenz also weider aus historiesche Grënn esou gedroen ass. Dass ass elo déi formell Saach.

An da soen ech awer inhaltlech, dass déi Aart a Weis, wéi deen Text hei virbereet ginn ass a wéi déi Aarbechten haaptsächlech an deene leschten zwee, dräi Joer, wou ech et ka jugéieren, gemaach gi sinn, dass déi Zesummenaarbecht, déi mer an deem Aarbechtsgrupp, dee säit 2002 existéiert huet, wou d'Travaux publics, den Transport, d'Ëmwelt an den Intérieur - den Deel vum Aménagement du Territoire - zesummege-schafft hunn a wou all déi Décisionen, an alles, wat an deem Text hei steet, awer aus enger gemeinsamer Fieder komm ass, dass een net do ka soen, dass eent oder dat anert wär benodelegt oder bevirdelegt ginn.

Mir hunn hei probéiert eng équilibréiert Aarbecht ze maachen, déi déi verschiddenen Departementer an déi verschiddenen Zilsetzungen, déi d'Regierung sech gëtt, fir déi an en Text eranzebréngen, fir do am Praktische weiderzoukommen, a fir och en Text dohinnerzeleëën, deen deenen engen an deenen aneren Nécessitéit géif Rechnung droen. Mir hunn eis eng Aarbechtsaart a -weis ginn, déi sännvoll a logesch ass.

Ech wëll awer nach eng Kéier déi fundamental Équilibrium vum deem Text hei duerstellen, well et ass jo d'Resultat, wat zielt, an net deen, deen elo federführend an deem Text war; mä fir sech d'Fro ze stellen: Wat ass dann an deem Text do erauskomm? Da wëll ech soen, dass mer déi Équilibrium, wa mer se eng Kéier kucken, da muss ee soen,

dass et jo evident ass, dass op där enger Säit d'Travaux publics oder den Transport, deemno wat fir eng Infrastruktur et dann eben ass, d'Maîtres d'oeuvre sinn. Dass ass jo net contestéiert; dass sinn déi Ministèren, déi bauen.

Wat d'Prozedur ugeet, hu mer drop gehalten, dass et ebe just net déi zwee Ministèren, déi bauen, sinn, déi och responsabel sollte fir d'Prozedur sinn, mä dass dat sollt en anere Ministère sinn. Duerfir ass do de Ministère de l'Aménagement du Territoire geholl ginn, deen op Basis vun Notices d'impact, déi ee schonn an engem ganz fréie Stadium zur Verfügung gestallt kritt, dann och sollt der Regierung - an net eleng décidieren, mä da sollt der Regierung - proposieren, ob Jo oder Nee bei verschiddene Projeten, wou et net souwiso obligatoresch ass, esou eng Etüde gemaach ginn.

Déi Étude d'impact comparative gëtt dann och vum Ministère de l'Aménagement du Territoire gemaach, net vum Maître d'oeuvre, net vum Bauminister, net vum Travaux-publics-Ministère. An et kommen nach eng Rei Études d'impact détaillées dobäi, déi da vun deenen anere Ministèren, ënnert deenen hirer Tutelle an hirer Regie, gemaach ginn. Dass ass den Ëmweltministère, wat den Environnement humain ugeet a wat den Environnement tout court ugeet.

Déi Etüden, déi zu deene wichtigsten Deeler vun deem Dossier gehéieren, ginn evidenterweis ënnert der Tutelle vum Ëmweltministère hiergestallt. Et ass och den Ëmweltministère, deen an deem ganze Kontext hei d'Definitiv vum de Mesures compensatoires mécht. D'Fixation vum Tracé, wat fir een definitiven Tracé bäibehale gëtt, gëtt och vun der Regierung geholl op Rapport vum Ëmweltministère. Dobäi kënn nach, dass d'Informatioun vum Public a vum Bau selbstverständlech vun Transport- a vum Bauministère gemaach gëtt, wat jo an der Logik vun der Saach ass.

Wann een dat Ganzt kuckt, wann een also déi ganz Prozedur vu vir bis hinnen eng Kéier duercheet a wann ee gesäit, wien a wat fir engem Moment vun där Prozedur do muss agräifen, da mengen ech kann een awer soen, dass mer hei eng Prozedur geschaf hunn, wou dat, wat ech „checks and balances“ géif nennen, vun deenen engen a vun deenen aneren - vun deenen, déi bauen, vun deenen, déi et analysieren, vun deenen, déi d'Etüde maachen, vun deenen, déi d'Décision duerno proposieren an huelen - awer engem Konzept entsprécht, wou all déi verschidde Facetten, déi bei den öffentlechen Infrastrukture sinn, dann, wann et grouss sinn, dann, wann et wichteger sinn, müssen, fir eng Décision ze huelen, erafléissen, dass dat awer hei ofgeséichert ass.

Déi aner Fro, an dofir hunn ech virdu gesot, wat d'Direktiv eis an de Prinzipien a sech operluecht hätt; an ech wëll soen, dass mer am Fong schonn déi ganzen Zäit an deene leschte Joren nach eng Prozedur téschent deenen eenzelne Ministèren haten, fir eis an där leschter Zäit déi grouss Projeten autorisieren ze loosseren, déi duerchaus scho fonctionnéiert huet an déi duerchaus scho Realitéit war. Mir hu probéiert alles dat, wat an der Direktiv hei stoung, och esou ëmzesetzen, dass mer déi Prozedur konnte bäibehalen an ausbauen, well déi Prozedur, déi mer elo haten, och schonn zu engem Deel méi wäit gaangen ass wéi dat wat d'Direktiv eis virgeschloen huet.

Esou seet zum Beispill d'Direktiv ganz einfach, dass d'États membres „déterminent si le projet doit être soumis à une évaluation conformément aux articles 5 à 10“. Et ass natierlech d'Fro: Wéi determinéiert een dat? Dofir hu mer gemengt, dass déi Missioun vun engem interministerielle Grupp misst determinéiert ginn, wou all déi verschidde Ministère sollten drasetzen. An dat war dee Grupp, deen dann och scho säit 2000 age-sat ginn ass, dee fonctionnéiert.

Eppes anescht, dass ass, dass mer eng ganz Rei spezifesche Etappen virgesinn hunn, dass zum Beispill eng vun deenen Etappen déi ass, dass de Ministère de l'Aménagement du Territoire och seng Plaz dran huet, an dat och hie mat an déi Diskussioun erakënn. D'Direktiv seet just «une esquisse des principales solutions de substitution qui ont été examinées par le maître de l'ouvrage et une indication des principales raisons de son choix, eu égard aux effets sur l'environnement». Dass ass dat, wat mer am Fong gefrot ginn. Wann een awer elo kuckt, wat mir an den Text drasetzen, da muss ech soen, dass dat awer vill méi konsequent a mengen Aen a vill méi logesch wéi dee Minimum, dee mer gefrot gi waren an den Direktiven.

En drëtten Punkt wier nach ervirzehiewen, dass ass deen, dass d'Direktiv am Fong ganz einfach seet, wat d'Mesures compensatoires ugeet, dass «une description des

mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs importants du projet sur l'environnement» ze liwwere wär. Mir soen awer hei am Gesetz am Artikel 11: «Les mesures compensatoires qui font partie intégrante du projet, doivent être reprises dans le plan parcellaire des terrains à inclure et sont déclarées d'utilité publique.» Och do ass ganz kloer, wat mer maachen, wéi mer et maachen a wéi wäit mer ginn.

An dat hätt och nach net, wa mer e strikte Minimum hei vun der Direktiv gemaach hätten, tel quel missen esou prezis am Gesetz drastoen. Dofir mengen ech, dass mer déi Aarbecht, déi mer eis gemaach hunn, déi Prozedur, déi mer eis hei gemeinsam ginn hunn, an déi och schonn ugewannt gëtt, awer dobausse kënnen weisen.

Dann d'Fro, d'Obligatioun vun den Impaktstudien, déi jo och contestéiert ginn ass vun der Madame Loschetter dobaussen. Ech wëll just soen, dass dee leschten Amendement, dee mer gemeinsam an der Chamberkommissioun gemaach hunn, awer klerstellt, dass bei deene Projeten, déi net obligatoresch enger Direktiv ënnertleien, et awer net einfach esou ass, dass een elo kann egal wéi decidieren, ob oder ob net esou eng komparativ Studie da gemaach gëtt, mä dass et muss sinn.

Dee leschten Amendement prezisieret dass ganz kloer, obwuel mir och gemengt hunn, dass et virdu schonn dragestanen hätt. Mä fir keng Diskussioun ze kréien, hu mer et nach méi prezis kloergestallt, dass déi Décision no prezise Kritären - esou wéi se an der Annex stinn, „incidences notables sur l'environnement“ - festzestelle wär, och wann de Projet méi kleng wär, dass dann awer esou eng Etüde gemaach géif ginn.

Schon eleng géint déi prezis Décision, wa géif gesot ginn et bräicht keng esou eng Etüde gemaach ze ginn, ass schonn an deem Moment direkt eng Recoursméiglechkeet an deem heiten Text virgesinn, dass scho kann, wann ee mat der Décision, keng ze maachen, net d'accord ass, e Recours um Gericht gemaach ginn. D'Gericht kann déi Décision annullieren. A wa se annulléiert gëtt, ass et nu jo awer ganz kloer wat dat heescht.

Sou! Ech wëll also soen, dass mer do awer och relativ kloer an däitlech Saache gemaach hunn.

Wat d'Recoursméiglechkeeten ugeet an déi Diskussioun iwwer d'Recours en annulation an d'Recours en réformation, esou wëll ech emol fir d'éischt soen, dass déi Convention d'Aarhus, déi jo hei ganz vill zitéiert ginn ass, néierens an a kengem Moment virgesäit, dass d'iergendwou e Recours en réformation misst gemaach ginn. Do steet dran, dass d'Possibilitéit muss existieren de contester «devant une instance judiciaire (...) la légalité, quant au fond et à la procédure (...)». Dass ass dat, wat d'Convention d'Aarhus hei virgesäit. Dofir ass natierlech de Recours en annulation dat, wat absolut suffisant ass, fir deem do Rechnung ze droen.

Da wëll ech awer och soen, dass de Recours en réformation am Fong, notamment an enger Prozedur, wou mer mat Alternativé schaffen a wou eng Rei Alternativen um Dësch leien, jo awer dem Riichter d'Méiglechkeet géif ginn zwëschen dräi, véier, fënnf Alternativen, déi proposéiert wäeren, dann eng Décision ze huelen, an ech considéieren awer, dass dat nu wierklech eng Saach vun der Politik, vun der Regierung a vun der Chamber ass, fir eng eminent politesch Décision zwëschen Alternativen ze huelen. Dofir mengen ech, dass de Recours en annulation an deem Fall dee richtegen ass. An dofir hu mer och drop gehalten, fir et dobäi ze loosseren.

Mir hunn och déi zwou Etappen aus deem Grond agefouert, fir am Fong Rechtssécherheet ze ginn: Eischtens, d'Recoursméiglechkeet, wann da gesot gëtt et misst keng Etüde d'impact ginn - dass hunn ech scho virdu gesot -; an zweetens nach eng Kéier déi Recoursméiglechkeet, wann déi decisiv an déi definitiv Décision geholl ass, fir dann do och nach eng Kéier Recours ze huelen an déi Décision och nach eng Kéier a Fro ze stellen.

Ech weess net, Här Scheuer, ob dat hei elo d'Krëinung ass an ob ech haut den Owend glécklech soll sinn. Ech si just frou haut den Owend, dass mer deen Text hei duerch hunn.

#### (Interruption)

An ech sinn haaptsächlech frou, dass mer eis heimadher kënnen eng Prozedur ginn, wou ee Rechtsweg kloer ass, wou mer wësse wéi mer déi Projeten do sollen duerchféieren a bis zum Schluss bréngen a wou ech och mengen, dass mer hei weiderkomme mat enger Prozedur, déi effikass ass an déi awer dem Naturschutz an dem Aména-

gement du Territoire Rechnung dréit, deene mer och wëlle bei esou wichtige Décisionen Rechnung droen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir kommen elo zum Vote iwwer de Projet de loi 5198.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugehall mat 52 Jo-Stëmmen, bei 7 Abstentionen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hettogaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Oberweis), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour, zum Projet 5446, enger Ofännerung vun der Konvention vun Espoo. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri. Et sinn agedroen: den Här Oberweis, den Här Calmes an den Här Gira.

### 10. 5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004 (Décision III/7)

#### Rapport de la Commission de l'Environnement

» **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, hätt sengerzäit, wéi d'Atomzentral vu Cattenom gebaut ginn ass, d'Espoo-Konvention scho bestanen, dann hätte mir als Lëtzebuurger Land bei engem Projet, deen esou no un eis Grenz gebaut ginn ass, jo, dann hätte mer eis um internationale Plang mat adequate juristesche Moenen besser géint Cattenom wiere kënnen.

Den Objet vun der Espoo-Konvention ass, den Impakt op d'Ëmwelt vu bestëmmte festgeluechte Projeten ze evaluieren, déi e grenziwwerschreidende Kontext hunn.



De Projet de loi 5446, deen den zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun beinhalt, ass den 23. Februar 2005 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 5. Juli 2005 ofginn; de 27. September 2005 gouf ech als Rapporteur genannt.

De Projet de loi ass an der Ëmweltkommission an de Réuniounen vum 27. September 2005 a vum 20. September 2006 analyséiert ginn. Mä Rapport zum Projet de loi gouf de 24. Januar 2007 unanime adoptéiert.

Här President, d'Zil vum Projet de loi 5446 ass, wéi gesot, d'Approbativ vum zweeten Amendement vun der sougenannter Espoo-Konventioun, deen am Juni 2004 zu Cavtat ugeholl gouf.

Fir deen zweeten Amendement an dee richteg Kontext ze setzen, wëll ech awer fir d'éischt op d'Basiskonventioun vun Espoo an duerno op déi zwee respektiv Amendementer ze schwätze kommen.

D'Espoo-Konventioun iwwert d'Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt vu bestëmmte festgeluechte Projete, déi an engem grenziwerschreidende Kontext stinn, gouf de 25. Februar 1991 a Finnland ugeholl. Si ass vun de Vereenten Natiounen ausgehandelt ginn am Kader vun der ekonomescher Kommission fir Europa.

De Contenu selwer vun der Espoo-Konventioun kann ee folgendermoossen erklären: Wann e Land e Projet wëllt realiséieren, dee méiglecherweis e seriösen Impakt op d'Ëmwelt an d'Liewensqualität vum engem vu sengen Nopeschlänner huet, mussen déi Nopeschstaten an déi betraffe Bierger an enger fréier Planungsphas doriwwer informéiert ginn.

Duerfir muss obligatoresch - an ech betounen: obligatoresch - eng Impaktstudie gemaach ginn. D'Informatiounen vun där Impaktstudie mussen alle Beträffenden zougänglech sinn. Dat ass ganz am Geescht vun der Aarhus-Konventioun, wou mir hei jo schonn des Öfteren doriwwer ofgestëmmt hunn, fir eng maximal Informatioun un de Public ze ginn am Sënn vun enger méi partizipativer Demokratie.

D'Leit an der Region müssen d'Méiglechkeet kréien hiren Avis dozou ofzeginn. Duerno verhandelen déi zwee State mateneen, ier da ka schliesslech eng Décisioun getraff ginn. Et kann no der Realisatioun vum Projet och nach eng Evaluatioun vun de reellen Auswierkungen op d'Ëmwelt gemaach ginn, an et steet all Land fräi, sech nach méi streng Regeln zousätzlech opzeerleeën.

Wéi gouf d'Konventioun ëmgesat? D'Europäesch Gemeinschaft huet d'Konventioun vun Espoo ënnerschriwwen an huet se iwwert d'Direktiv 85/337/CEE respektiv iwwert d'Direktiv 97/11/CE ëmgesat, wéi mer dat hei scho virdru beim Projet de loi 5198 vun der Rapporteuse, der Madame Sylvie Andrich-Duval, hei esou gutt virgestallt kruten.

Dës Direktive bezéie sech allerdéngs net nëmme op e grenziwerschreidende Kontext, mä betreffen all Projete, déi am Unhank vun der Konventioun opgeléicht sinn.

Fir e Land wéi Lëtzebuerg, dat keng Grenz zu Net-EU-Länner huet, bedeit dat, dass mer d'Konditiounen vun der Konventioun vun Espoo erfëllen, wa mir déi virgenannten EU-Direktiven ëmsetzen an applizéieren an dobäi iwwer eis Grenzen eraus déi betraffe Partei mat an d'Prozedur abannen.

Lëtzebuerg huet d'Espoo-Konventioun den 29. Juli 1993 a Lëtzebuurger Recht ëmgesat. Nodeem déi éischt 16 Staten d'Konventioun ratifizéiert haten, ass si den 10. September 1997 a Kraaft getrueden. Haut hunn 43 Länner plus d'EU selwer d'Espoo-Konventioun ugeholl.

Här President, en éischten Amendement zur Konventioun gouf de 27. Februar 2001 zu Sofia ugeholl. Dësen éischten Amendement huet zwou Neierunge bruecht: Fir d'éischt ass kloergestallt ginn, dass d'Definitioun vum Public, deen e Matsproochrecht huet, och ONGen an aner Interessengruppen mat einschléist. Zweetens gouf decidéiert, dass och Länner ausserhalb vun Europa dës Konventioun kéinten ënnerschreiwen. Lëtzebuerg huet de 7. März 2003 den éischten Amendement vu Sofia a Lëtzebuurger Recht ëmgesat.

Dësen éischten Amendement ass de Moment nach vu sechs anere Länner ëmgesat ginn an ass domat international nach net a Kraaft, well e muss vu 75% vun de Länner ugeholl ginn, déi d'Espoo-Konventioun ratifizéiert hunn.

Den zweeten Amendement, iwwert dee mer haut jo ofstëmme, gouf am Juni 2004 zu Cavtat a Kroatien ugeholl. E preziséiert, dass déi betraffe Parteien e Wuert kënnen matschwätze bei der Definitioun vun der Envergere vun der Impaktstudie.

Den Amendement gesäit och vir, dass Rapporté mussen gemaach ginn, déi solle weisen, ob d'Prozeduren, déi an der Konventioun festgeschriwwen sinn, och agehale ginn.

Virun allem gouf d'Lëscht vun de Projete iwwerschaaft, fir déi eng Impaktstudie muss gemaach ginn. E puer Aktivitéiten op där Lëscht goufe méi exakt beschriwwen. Fënnf nei Aktivitéiten sinn dobäikomm.

Här President, wat fir eng Projete sinn also elo vun dësem Projet de loi betrafft? D'Konventioun enthält eng Annex, déi 22 Aktivitéiten opléicht, fir déi d'Prozedur muss ugewannt ginn. Dozou zielen ënner anerem d'Pétrolraffinerien oder déck Pipelinen a Pétrol, Gas oder Chemikalien, déi dovunner transportéiert ginn. Mä awer och Atomzentralen - wéi Cattenom a Chooz - a Pabeierfabrikatiounsanlagen, déi méi wéi 200 Tonnen dobaussen an der Loft dréchnen, wéi zum Beispill Cellardennes zu Harnoncourt bei Virton, wou duerno, deemno wéi d'Loft geet, e Geroch vu waarem Kabes iwwert de Süden an de Weste vu Lëtzebuerg läit. Ëmmerhi läit dës Betrib net méi wäit wéi 30 km Loftliinn vun der Lëtzebuurger Grenz ewech.

Och Héichspannungsleitungen vun 220 kV, déi méi laang wéi 15 km sinn, zielen dozou - deen neie Projet vun Aubange léisst gréissten. Och Wandkraaftanlagen an de Parcs d'éoliennes, fir Elektresch ze maachen, falen ënner dës Gesetz. Do konnt ee jo déi lescht Deeg an der Zeitung liesen, wou d'Prozedur zu Mompech de Moment leeft. Wat soen dann d'Nopeschlänner dozou? - Och dat gehéiert dozou!

Mä dozou gehéieren awer och Autobunnen vu méi wéi zéng Kilometer Längt - wéi et och elo scho beim viregte Projet virgestallt ginn ass -, Zuchstrecke fir de Fernverkéier, oder Flughäfen mat enger gewässer Längt vu Landepist - nämlech vun ab 2.100 Meter.

Genau dorop huet am Kontext vun dësem Projet de loi och de Statsrot higewisen a sengem Avis. A fir dass kee juristesche Vide an Onsécherheet sollten entsto, hat de Statsrot proposéiert, fir d'Projets de loi 5198 a 5446, also déi vun haut, deeselwechten Dag an der Chamber zum Vote ze bréngen.

D'Ëmweltkommission huet deem zougestëmmt a gemaach bis de Projet de loi 5198 fäerdeg war. Dat erkläert firwat zwéischent dem Dépôt vum Projet de loi 5446 an haut relativ vill Zäit vergaangen ass. Et wier einfach net gutt gewiescht, wa mir eis mat der Ratifizéierung vun deem zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun zu eppes verflucht hätten, wat eréischt Méint méi spéit säin Nidderschlag an eiser Législatioun fonnt hätt.

Haut hu mir elo also déi zwee Projete virleien a kënnen eis Responsabilitéit a voller Transparenz huelen. Fir komplett konform zu dësem Projet de loi ze sinn, mussen nach zwee Règlements grand-ducaux iwwert de Remembrement vun de Biens ruraux an den Aménagement urbain approuvéiert ginn.

Wa mir haut dësen zweeten Amendement vun Espoo stëmme, si mir niewent Albanien, Eisträich a Schweden, dat véiert Land op der Welt, dat dës Impaktstudiegesetz komplett ëmgesat huet. Bis et international a Kraaft ass, mussen ebenfals do 75% vun de Ratifizéierungslänner dëscht och nach no eis maachen. Domat leie mir un der Spëtzt op der Welt, wat d'internationaalt Recht zur Evaluatioun vum Impakt op d'Ëmwelt bei bestëmmte Projete uegt. Dëscht soll och eemol ganz kloer gesot ginn. Domat wëlle mer weisen, dass dës Regierung d'Ëmweltproblemer erkannt huet, an dass d'Chamber an deem Sënn handelt an Neel mat Käpp mécht.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soenlech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Rapporteur. Den honorabelen Här Marcel Oberweis huet als éischte Riedner d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Marcel Oberweis** (CSV). - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen,

Här Minister, erlaabt mer am Ufank wéi ëmmer dem Roger Negri, dem Rapporteur, Merci ze soe fir de schrëftlechen an och de mündleche Rapport, dee mer hei virgeluecht kritt hunn.

Mir hunn et hei mam Amendement vu Cavtat am Zesummenhang mat der Konventioun vun Espoo ze dinn. Kuerz e Rappel: D'Konventioun vun Espoo, déi de 25. Februar 1991 ënnerschriwwen ass, stellt a sech dat éischt internationaalt juristescht Element duer am Zesummenhang mat dem Impakt op eis Ëmwelt, an dat am Kader vun der nohalteger Entwécklung, déi mer eis haut permanent op de Fändel schreiwen. Am Spezielle gëtt do den Ëmweltimpakt op den nationalen, awer hei nach vill méi, op den internationalen oder grenziwerschreidenden Niveau geluecht.

Dass dës Konventioun eng héich Bedeitung huet, ass duerch déi Tatsaach begrënt, dass am Artikel 17 vun der Rio-Deklaratioun aus dem Joer 1992 - also ee Joer méi spéit - den Impakt op eis Ëmwelt als e wichtegen Deel zréckbehalde ginn ass.

An dem Amendement vu Cavtat aus dem Joer 2004 stoung de grenziwerschreidenden Impakt op d'Ëmwelt am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen. Et si Projete, déi am Beräich vun de Grenzen tëschen de Länner duerchgefouert ginn, déi duerch eng Evaluatioun op Grond vun Informatiounen eng Consultatioun hannerfroen.

Dat op alle Fall, wann e Land eng Infrastruktur opbauert am domadder d'Liewensqualität an d'Ëmwelt vun de Mënschen, déi op där anerer Säit vun der Grenz wunnen, eventuell schuede kéint.

Duerch den Amendement an der Konventioun vun Espoo kënnen dann d'Matbierger op deenen zwou Säite vun der Grenz en Abléck an den Dossier kréien, fir sech en connaissance de cause mat dem Dossier auserneezen. Dat ass speziell de Fall bei Infrastrukture gréisserer Aart oder bei Industriekomplexer. Si kënnen souguer Récksprouch vun Experten huelen, fir sech e bessert Bild ze maachen. D'Matbierger kënnen sech deemno am Geescht vun der Aarhus-Konventioun aus dem Joer 1998 bewegen, déi den Accès zur Informatioun an der Partizipatioun wéi och den Accès à la Justice regelt.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer eis awer e relativ grouse Kader opgespaant mat Ëmweltgesetz, fir all Kéiers den Impakt op d'Ëmwelt ze hannerfroen, fir erauszefanne wou d'Natur- oder eis Liewensressourcen attackéiert ginn.

Här President, an deem virleiende Gesetzestext sinn déi Infrastrukturen opgeléicht ginn, déi dann eben hei ënnersicht solle ginn. Ech maachen et ganz kuerz hei, mä fir vläicht emol e Beispill ze ginn: eng Twinerg, wéi mer se zu Esch opgebaut hunn, mat 300 Megawatt fält och hei drënner; oder d'Autobunnstzettel mat 2,1 km; eis nei SIDOR-Anlag zu Leideleng, déi mer elo baue wäerten, fält och hei drënner; Kläranlagen, wa se méi wéi 150.000 Awunnergläichwäerter hunn, falen och hei drënner; a souguer Tanklageren, déi mer zur Zäit diskutéieren, wéi mer se eventuell an engem Hafen hei am Land plangen, falen och do drënner. Dann, wat immens iwwerrascht, och d'Wandparken.

D'Avisé vun de Chamberen, déi waren duerchwees positiv agestallt. Si hunn alleguer um Charakter vun der Grenziwerschreidung festgehalten an och de juristesche Kader ënnerstrach. D'Ëmweltverträglechkeetsstudie ass eben e wichtegt Instrument vum Ëmweltschutz, an dat am Zesummenhang mat der Planung an dem Bau - wéi ech gesot hunn - vun Infrastrukturen an Industriekomplexer, wéi mer se haut de Mëtte schonn eng Kéier gestëmmt hunn.

Et geet ganz einfach drëm, wann een d'nohalteger Entwécklung wëllt seriö huelen - an ech mengen, mir stinn ënner dem Androck vun e puer Konferenzen, d'Aarhus-Konferenz, muer fänkt de GIEC zu Paräis un -, da gesäit ee jo, dass d'Ëmwelt ëmmer méi staark an de Mëttelpunkt réckelt. Dat gëtt souguer mëttlerweil iwwert dem grouse Pull erkannt, wou mer ëmmer gemengt hatten, do géif et net gräifen; och do gräift et mëttlerweil.

Mir wëlle gären erausfannen awéiwäit dem Mënsch seng Liewensqualität beschiedegt gëtt; an net nëmme seng, och fir d'Déieren an d'Planzen, déi hei keen Deputéierte setzen hunn, mussen mer dann de Respekt weisen. Des Weidere ginn och an deem Gesetz hei d'Agrëffer an d'Loft, d'Waasser an d'Klima hannerfrot.

Et geet awer net duer, dass dës Etüd gemaach gëtt. Vill méi mussen d'Bierger och hir Kloen areeche kënnen, fir gelauschert

ze ginn. Duerch dës Projet de loi zum zweeten Amendement vun der Espoo-Konventioun kréien d'Matbierger nämlech d'Recht sech weider aktiv am Beräich vun der Ëmweltpolitik ze bedeelegen. Dat ass ee Prozess, dee mer amgaange sinn ze begleeden.

A well der CSV d'Suerg ëm d'Sécherheet oder d'Ëmwelt vum Mënsch an och iwwert d'Planzen- an d'Déierewelt eng ganz grouse Suerg ass, bréngen ech och dofir den Accord vu menger Fraktioun eran a soe Merci fir d'Nolauschteren.

» **M. le Président.** - Merci, Här Oberweis. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gira.

» **M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG). - Jo, Här President, ech ka mer zwar ënner engem frëndleche Rapport net esou richtig eppes virstellen, mä ech wëll awer dem Rapporteur félicitéieren fir dee Rapport, deen hie gemaach huet, a just bäifügen, dass déi gréng Fraktioun dës Projet selbstverständlech och wäert stëmme.

Merci.

» **M. le Président.** - Voilà! Den Här Goerens.

» **M. Charles Goerens** (DP). - Här President, ech wollt och den Accord vu menger Fraktioun bréngen a just op ee Punkt hiweisen, Här Bodry, dat ass dee vum Artikel 24bis vum Remembrementsgesetz, op dat och de Rapporteur zu Recht higewisen huet. Ech sinn och frou, datt dee Projet de règlement grand-ducal endlech um Instanzewege ass, an do kënnen mer enger Incertitude och bei där doter Zort vu Projete en Enn setzen, wann deen eng Kéier adoptéiert ass.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Domadder gesinn ech, dass mer um Enn vun der Debatt ukomm sinn. Vill Accord op alle Säiten, och vun der Regierung, an dofir komme mer elo zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmme, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstention.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement (par Mme Martine Stein-Mergen), Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. François Maroldt), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir sinn dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.21 heures)



Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
Mme Lydie Err, Doyenne

## Ordre du jour

- 5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base électorale  
(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
  - Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole  
(Discussion générale - Motion - Vote)
- Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.  
(Début de la séance publique à 14.30 heures)

» M. le Président. - D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Négation)

Mir kommen dann direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass de Projet 5612 iwwert d'Chambres professionnelles. Ech ginn direkt dem Rapporteur d'Wuert, dem honorabelen Här Paul-Henri Meyers.

## 1. 5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base électorale

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5612 huet als Zil fir d'Gesetz vum 4. Abrëll 1924 iwwert d'Berufschamberen ofzeänneren. Allerdéngs ass et keng ganz wäit Reform. Si betrëfft nëmmen d'Berufschamber vun de Staatsbeamten. Et ginn och nëmmen e puer technesch Problemer geléist, déi sech bei deene leschte Wahlen vum März 2005 gestallt hunn. Souwuel de Conseil d'État wéi och d'Berufschamber selwer si mat deenen Ännerungen d'accord. De Conseil d'État huet allerdéngs e puer kritisches Bemierkunge gemaach, déi awer zum Deel net der juristescher Realitéit entsprechen.

Ech wëll kuerz op déi Texter agoen. Eng éischt Ännerung betrëfft den Artikel 43bis-2. An deem jëtzege Artikel ass virgesinn, dass ee Fichier permanent vun dem zoustännige Minister vun der Fonction publique misst opgestallt ginn. An deem Saz gëtt den Ausdrock „permanent“ aus zwou Ursache gestrach: well et éischters opwänneg wär, fir esou ee Fichier permanent ze etabléieren, an zweetens well d'Lëschtten op den 31. Oktober vun deem Joer virun de Wahlen definitiv opgestallt ginn. Et ass also deen Datum, dee wichteg ass, an net de Fichier permanent. Den Term „permanent“ kann hei zu juristesche Schwierigkeete féieren, an huet et och an der Vergaangenheet gemaach, esou dass d'Regierung proposéiert huet deen Ausdrock ze sträichen.

De Conseil d'État huet awer gemengt, et misst een den „permanent“ eventuell bäibehalen, well et awer kéint zu virgezunnene Wahlen oder zu Deelwahlen kommen. A justement do läit de Conseil d'État net richtig, well d'Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles gesäit am Artikel 21, Alinea 2 vir, dass et keng esou Deelwahlen oder virgezunne Wahlen gëtt, well bei de Berufschamberen ginn et Effektiv-Memberen a Membres suppléants. Wann ee Poste vacant gëtt, da gëtt dee vun Suppléant ageholt. Et ginn also keng nei Wahlen gemaach. Also ass déi Remarque och an den Ae vun der Kommissioun juristesche net ganz richtig. D'Kommissioun war och der Meenung, dass een op de Wee vun der Regierung goe soll an den Ausdrock „permanent“ sträiche soll.

Eng zweet Ännerung betrëfft deeselwechten Artikel, den Alinea 4, wou de Geburtsdatum duerch d'Matricule nationale ersat gëtt, déi nach méi prezis ass wéi de Ge-

buertsdatum, a well och d'Matricule nationale bei allen administrativen Donnéeë gebraucht gëtt.

Eng drëtt Ännerung gesäit vir, wat de Recours ugeet géint d'Wahlleschten - listes des électeurs -, dass och ee Vertrieeder, deen d'Regierung kann nennen, esou e Recours ka maachen. Dat war bis elo net méiglech. Wann d'Lëscht definitiv arrétiert ass an et gesäit een, dass eventuell nach eng Ännerung misst gemaach ginn, da kann déi nëmme gemaach ginn opgrond vun engem Recours, dee beim Friddensriichter gemaach gëtt. Wann d'Regierung dat géif feststellen, da muss d'Regierung och d'Méiglechkeet hunn esou e Recours ze maachen. Dofir ass och virgesinn, dass d'Regierung eng Persoun kann designéieren, déi dee Moment, niewent allen anere Leit, déi déi Recoursméiglechkeet hunn, och dee Recours kéint virhuelen.

D'Recoursé kënnen da gemaach gi bis den 21. Dezember vun deem Joer iert d'Wahlen stattfannen. Ech hu gesot, dass d'Wahlleschten Enn Oktober definitiv etabléiert sinn. Wa Reklamatiounen do sinn, kënnen déi gemaach gi bis den 21. Dezember, an de Friddensriichter misst dann an enger kuerzer Zäit seng Décisioun huelen. Déi fällt dann awer, oder ass an der Vergaangenheet an d'Chrëschtvakanz gefall. Mat deene Feierdeeg waren dat Schwierigkeeten. Den Délai, wou de Riichter ka seng Décisioun huelen, gëtt da verlängert bis op den 10. Januar vun deem Joer duerno.

Eng lescht Ännerung betrëfft eng Kategorie vu Wieler oder Gewielten. Dir wësst, dass déi Statsbeamtekummer opgedeelt ass no verschiddene Kategorië vu Leit, déi gewielt gi kënnen. An do gëtt et eng Kategorie, déi sech Schoulmeeschteren oder „Catégories d'instituteurs“ nennt, an eng zweet, déi vun de Volontairé vun der Arméi. Or, an deene leschte Jore sinn niewent de Schoulmeeschteren nach derbäikomm: d'Maîtres de cours pratiques an d'Maîtres de cours spéciaux.

Well awer den Ausdrock „instituteurs“ do steet, gëtt dee geännert. Dee soll an Zukunft esou sinn: „les autres catégories de fonctionnaires de la carrière moyenne de l'Enseignement“. Domat sinn dann och d'Maîtres de cours pratiques an d'Maîtres de cours spéciaux mat abegraff. Ausser de Volontairé vun der Arméi hu mer och Volontairé bei der Police. Déi kommen hei am Text derbäi, esou dass déi an Zukunft och mat kënnen wile goen an an där Kategorie vu Wieler mat abegraff sinn.

Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dat si kuerz gesot déi Ännerungen, déi hei virgesi sinn. D'Kommissioun huet sech eestëmmeg fir déi, wéi ech gesot hunn, méi technesch Ännerungen ausgesprach. Ech géif och d'Chamber bidden der Kommissioun ze follegen an dee Projet hei esou ze stëmmen, wéi mer e proposéiert hunn.

Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Ech wollt froen, ob een den Ausféierung vum Rapporteur eppes zouzefügen huet?

### (Négation)

Wann dat net de Fall ass an d'Regierung och mat all deem d'accord ass, wat den Här Meyers eis hei ausféierlech rapportéiert huet, da géif ech lech proposéieren, fir zum Vote vun deemem Projet ze kommen.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval (par M. Norbert Hauptert), Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt (par Mme Christine Doerner), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Weiler), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. John Castegnaro), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, MM. Charles Goerens (par Mme Anne Brasseur), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech géing dem Här Oberweis Folgendes proposéieren: Ech wollt d'Motioun, déi hie gëschter abruucht huet, elo de Moment zur Diskussioun stellen. Énnert den Émstänn, wéi se sinn, géing ech awer proposéieren, datt mer dee Vote géingen op muer reportéieren.

» Une voix. - Très bien.

» M. le Président. - Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun vun Här Carlo Wagner iwwert d'Entwécklung vum Secteur viti-vinicole. Den Här Wagner huet d'Wuert.

## 2. Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur. - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Juni d'lescht Joer huet d'EU-Kommissioun dem Europaparlament an dem zoustännige Conseil des Ministres eng Proposition fir eng déif gräifend Reform vum europäesche Wäimarché zoukomme gelooss. An deemem Pabeier, deen nach kee legislative Charakter huet, mécht d'Kommissioun eng Rei Virschléi, wéi den europäesche Marché an Zukunft sollt geregelt sinn.

Vill vun dese Propositionen hu fir Beonrouegung a Veronsécherung bei de Betraffenen am Wäibausecteur gesuergt. An d'Reaktiounen op hir Virschléi hunn déi zoustänneg Kommissärien, eegenen Aussoen no, esou iwwerrascht, dass se den ursprüngelechen Zäitplang, deen se sech gesat hat, net méi anhale kann.

Ursprüngelech war nämlech virgesinn, dass des Reform bis Enn 2006 sollt stoen. Elo gesäit et éischer duerno aus, wéi wann d'Reform fréistens am spéide Fréijoer vun deemem Joer oder souguer nach méi spët kéint ofgeschloss ginn.

Dat vun der Kommissioun formuléiert Zil soll doranner bestoen, eng nei Dynamik an den

europäesche Wäisecteur eranzebréngen. Eiser Meenung no ass awer mam Pabeier, esou wéi e vun der Kommissioun virgeliicht ginn ass, keng dynamesch Politik fir dese Beräich méiglech.

An hire Propositionen vum 22. Juni 2006 schreift d'Kommissioun, dass den Iwwerschoss an der Wäibauproduktioun sech op ronn 15 Milliounen Hektoliter géif belafen, wat 8,4% vun der jährecher Produktioun ausmécht. Der Kommissioun no handelt et sech bei deemem Iwwerschoss ëm e strukturelle Problem.

Mir an der DP sinn awer der Meenung, datt d'Grondanalys, vun där d'Kommissioun ausgeet, falsch ass. Den europäesche Wäimarché ass net mat engem strukturellen Iwwerschoss konfrontéiert, mä - menge mir - mat engem konjunkturellen.

D'Zuelen, op déi d'Kommissioun sech berëfft, fir hir Argumenter ze beleeden, sinn déi vun Joer 2004. Et muss een awer wëssen, dass 2004 en aussergewöhnlech gutt Joer fir de Wäibau war, an dass an deem Joer wierklech Rekordresultater konnten erziilt ginn.

Welleche Schwankungen des Zuelen ënnerleien, léisst sech ganz einfach mat den Zuele beleeden. Goufe beispillsweis 2004 nach ronn 156.000 Hektoliter op der Musel gelies, esou waren et der 2005 nëmmen nach 138.000. D'Lies 2006 ass mat ongeféier ronn 125.000 Hektoliter allerdéngs bei enger gläich gudder Qualitéit 20% méi kleng ausgefall wéi beispillsweis am Referenzjoer 2004. D'Moyenne vun deene leschten zéng Joer läit bei ronn 135.000 Hektoliter, also 13% énnert dem Ertrag vun 2004.

Jiddfereen heibanne weess, dass de Wäibau extrem vum Wieder ofhänkt. En Iwwerschoss vun zéng bis 20 Milliounen Hektoliter an der Union européenne sollt een éischer, menge mir, als eng Marge de manœuvre, fir méi schlecht Jore iwwerbrécken ze kënnen, ugesinn, an net als e strukturellen an dauerhafte Problem ugesinn.

An deene leschte 15 Joer sinn an der Union européenne ronn 1 1/2 Milliounen ha Wéngerte verschwonnen. Vu ronn 4 1/2 Milliounen existéieren der haut nach just ronn 3 Milliounen. Weltwäit gesinn ass d'Fläch vun de Wéngerten awer net zréckgaangen. An anere Wieder: All Hektar, deen an der Union européenne mat Subventiounen vun der Union européenne verschwonnen ass, gouf an engem anere Land, wéi zum Beispill an Argentinien, Chile, Australien oder anerer, nees nei ugeplant.

Et ass also net zu engem Réckgang vun der weltwäiter Wäiproduktioun komm, just den Undeel vun den europäesche Wäiner um Weltmarkt ass vill méi kleng ginn.

D'Kommissioun proposéiert am Kader vun hire Reformvirschléi den Arrachage vu weidere 400.000 ha iwwert déi nächst fénnef Joer. Dofir solle ronn 2,4 Milliarden Euro zur Verfügung gestallt ginn.

Ofgesinn dovunner, dass ee mat desen Zuelen op eng Prime vu just 6.000 Euro den Hektar géing kommen, wat net immens vill ass, mécht den Arrachage an eisen Aen absolut kee Sënn.

An dofir gëtt et nieft der Tatsaach, dass op déi Manéier keng weltwäit Reduktioun vun der Wäiproduktioun ze errechen ass, eng Rei vu Grënn, op déi ech elo méi detailléiert wëllt agoen.

Parallèle zu deemem Arrachage soll nämlech 2013 de Verbuet, nei Wéngerten unzeplanzen, opgehuewe ginn. Dat géing bedeuten, dass also an der éischer Phase 400.000 ha géinge verschwannen, déi dann duerno nees dierften nei ugeplant ginn. Ech brauch lech jo wuel net extra hei ze betounen, dass hei e grouse Widersproch am Rasonnement vun der Kommissioun läit!

Souwäit ech weess, huet och keent vun deene betraffene Länner sech fir déi vun der Kommissioun proposéierte Mesure ausgeswat. Au contraire! Nieft deenen héije Käschten, déi domadder verbonne sinn, spillt virun allem mat, dass et doduerch zu engem massiven Agréff a bestehend Wäilandschafte géing kommen.

Fir nëmmen ee Beispill ze nennen: Fir d'Wachau, e Wäibaugebitt an Eisträich, dat viru kuerzem eréischet zum Patrimoine culturel



vun der UNESCO erkläert ginn ass, wärend esou Agréffer verheerend an net ze vertrieben, wann se hire Statut als Patrimoine culturel behale wëllen.

Beim geplangten Arrachage stelle sech awer och nach aner Problemer:

Éischtens, mat Rumänien a Bulgarien sinn zwee weider grouss Wäilänner Member vun der Union européenne ginn. An dese Länner gëtt et Wéngerten, déi zënter zéng bis 15 Joer net méi bewirtschaft ginn, déi also broochleien. Et kann awer net sinn, dass Subventionen ausbezuegt gi fir den Arrachage vu Wéngerten, déi jorelaang net méi bewirtschaft gi sinn.

Zweetens, et kann net sinn, dass d'Kommission de Länner den Arrachage regelrecht géif imposéieren. Et dierf net sinn, dass d'Kommission beispillsweis seet, mir deelen déi envisagéiert 400.000 ha ënnert de Länner op, an all Land muss dann e bestëmmt Prozentsatz vu senger Wéngerten ausmaen. All Land, dovunner si mer fest iwwerzeegt, muss kënnen selwer decidéieren, ob et des Mesure fir sennvoll hält, a wa Jo, a wéi engem Ëmfang se soll ëmgesat ginn.

Dës féiert zu engem weidere Problem, deen duerch der Kommission hir Reformvorschläg opgeworf gëtt. D'Kommission ass nämlech der Meenung, dass an Zukunft d'Kompetenzen a puncto Wäibau misste quasi integral u si falen.

Mir mengen awer, dass déi meescht Kompetenzen onbedéngt musse beim Conseil des Ministres bleiwen, an dass, wat d'Kommission ubelaangt, déi héchstens kéint zoustänneg si fir allgemeng Rahmbedingungen.

Wat déi zukünfteg Opdeelung vum europäesche Budget ugeet, esou menge mir, dass all Land sollt eng Enveloppe nationale kréien. All Land soll dann och selwer kënnen entscheeden wat fir Mesuren dat Land mat deene Suen ëmsetze wëllt.

An hire Propositione schléit d'Kommission e Verbuet vun der Uräicherung vu Wäi mat Saccharos an e Stopp vun der Subventionierung vun der Uräicherung mat konzentriertem Moscht respektiv Moût concentré rectifié vir. Wat sech op den éischte Bléck gutt unhéiert, ënnert den Ae vu ville Leit och gutt kléngt, dat erweist sech awer, wann een deen Aspekt méi genau analyséiert, als zimlech problematesch fir de Lëtzeburger Wäibausektor. Well och hei mécht d'Kommission eiser Meenung no en entscheidenden Denkfeeler. Ech wëll dat unhand vun engem Beispill illustréieren.

Esou hunn ech mer soe gelooss, fir eng Erhéijung vum Zockergehalt ëm zwee Volumeprozent, brauch ee fir 1.000 Liter Wäin ongeféier 35 Kilogramm Saccharos. Dat Ganz kascht de Wénzer ongeféier 45 Euro. Wann de Wénzer datselwecht Resultat, nämlech eng Verbesserung vun zwee Volumeprozent, wëllt mat konzentriertem Moscht erreechen, da brauch hien dofir ongeféier 45 Liter. De Käschtpunkt awer an deem Fall läit mat 200 Euro ronn véier bis fënnf Mol esou héich, wéi bei der Uräicherung mat Saccharos.

Wann d'Kommission also den Enrichissement mat Saccharos an Zukunft wëllt verbidden an nënnen nach de mat konzentriertem Moscht wëllt zouloossen, da wäert dat selbstverständlech indirekt zu enger Verdeierung vum europäesche Wäi féieren. Schonn haut kritt den europäesche Wäi awer haaptsächlech iwwert de Präis de Konkurrenzdruck par rapport zu Wäiner aus Net-EU-Länner ze spieren. Gitt emol nëmmen a Supermarché kucke wat eng Fläsch aus Südafrika oder Südamerika kascht.

Och géif et zu enger Benodeelegung vun deenen nördleche Wäibaulänner vis-à-vis vun deene südleche Länner wéi Italien, Spuenien oder Griichenland féieren. D'Wénzer aus dese Länner sinn am Géigesaz zu hire Kollegen aus den nördleche Länner net op eng Uräicherung ugewisen. Während déi eng also op verdeierten, well net méi subventionéierte Moscht, missten zréckgräifen, hätten déi aner keng Produktivitätsaboussen ze verkraaften.

An nach e Problem stellt sech am Zesummenhang mat der Uräicherung. D'Kommission wëllt nämlech, dass nënnen nach eng Verbesserung vu maximal zwee Volu-

meprozent sollt erlaabt ginn. Bis elo konnten all Wäibaugebieder aus der Zon A a B, dat heescht déi nördlech Gebieder, zu deene beispillsweis och Frankräich, Eisträich, Däitschland an och Lëtzebuerg zielen, hir Wäiner ëm maximal 3 1/2 respektiv 2 1/2 Volumeprozent verbessern.

An deene leschte Joren - dat stëmmt - war dës opgrond vun de Qualitätsverbesserungen a verännerte klimatesche Bedingungen net méi néideg. Et ass awer net sécher, dass dës och an Zukunft esou bleiwe wäert.

Et ass also net verwonnerlech, dass eng Rei vu Länner, déi vun dese Mesurë betraff wäeren, sech géint dese Vorschlag vun der EU-Kommission wieren.

Virun zéng Joer konnt a puncto Enrichissement en Accord - ech géif bal soen, en historischen Accord - zwëschen deenen nördlechen an deene südleche Länner erreecht ginn. Firwat also desen Accord, deen no méi wéi fënnf Joer haarden a schwierige Verhandlungen an Diskussionszustane komm ass, elo einfach opginn? Eiser Meenung no probéiert d'Kommission mat Hëllef vun deem marginale Punkt - well dorëmmer handelt et sech trotz allen Diskussionen - vun anere vill méi wichtige Punkten ofzelenken.

Bedeitend méi wichteg an eisen Aen ass nämlech folgende Punkt: eng méiglech, wéi vun der EU-Kommission proposéiert Verschneidung vun europäesche Wäiner mat Wäiner aus anere Länner. Praktesch all Länner hu sech, souwäit ech reiseignéiert sinn, géint d'Méiglechkeet vun esou enger Verschneidung ausgeschwat. Et besteet de Risiko, dass de Konsument herno iwwerhaapt net méi weess wat an der Fläsch ass, déi hie kaaft huet. Dobäi kënn nach, dass de kulturelle Wäert vum Produkt Wäin bei esou enger Mesure géif komplett verluer goen.

A méi bilaterale Verträge, déi am Kader vun der OMC ofgeschloss gi sinn, ass esou eng Verschneidung jo praktesch zougestane ginn. Et dierf awer net esou sinn, dass déi Klausel elo einfach géif generaliséiert ginn. Der Kommission hir Haltung besteet doranner ze soen, si kéinten do net méi zréckruderen, well dat schonn an deene Verträge géif drastoen. Dozou muss een awer wëssen, dass des bilaterale Verträge de Moment zu engem groussen Deel op Äis leien.

An deem Punkt gëtt ee vun de Grondproblemer sichtbar, an zwar den Dissens tëschent de Wäiproduzenten, also haaptsächlech de Wénzer op där enger Säit an de grouse weltwäit aktive Wäinhändler op där anerer Säit. Während d'Produzente sech ganz däitlech géint des Propositionen ausschwätzen, sinn déi aner derfir, well dës hinnen eng quasi industriell, fir net ze soe chemesch Wäiproduktion erlabe géif. Et muss een allerdéngs hei soen - an ech wëll dat och ennersträchen -, dass de Lëtzeburger Wäinhandel sech an deem Punkt och kloer géint esou eng Verschneidung ausgeschwat huet.

D'Kommission proposéiert an hirem Pabeier och eng Vereinfachung vum Etiquette. Esou eng Vereinfachung ass mat Sécherheit ubruecht, well et de Moment fir de Consommateur net ëmmer ganz einfach ass sech erëmzefannen. Et muss zu enger Vereinfachung kommen, déi op där enger Säit de verännerte Gewunnechte vum Konsument Rechnung dréit, déi awer op där anerer Säit net derzou féieren dierf, dass keng Ennerscheeder méi tëschent qualitativ héichwäertge Wäiner a sougenannten einfache Vins de table méi méiglech wäeren. Mir schwätzen eis kloer dofir aus, dass de Konsument op den éischte Bléck erkenne muss, wat hie kaaft huet. Duerfir dierf et och net derzou kommen, dass beispillsweis d'Zortenangab vun der Etikett verschwanne géif.

Mir sinn der Iwwerzeugung, dass d'Kommission virun allem an der Promotion vum europäesche Wäi misst nei Weeër aschloen. An eisen Ae wär et vill méi sennvoll, wann een déi 2,4 Milliarden Euro, déi fir den Arrachage ageplangt sinn, géif zumindest deelweis fir Mesurë fir eng besser Vermarktung a Promotion vum europäesche Wäin asetzen.

Aktuell si pro Joer nëmme fënnf bis zéng Milliounen Euro fir d'Promotion vum europäesche Wäi virgesinn. Bei engem jährleche Budget vu ronn 1,3 Milliarden Euro stellt dese Chiffer nëmme Peanuts duer. Mir sinn dervun iwwerzeegt, dass den europäesche Wäin, an dat géllt och fir de Lëtzeburger Wäin, net nëmmen am Wéngert an am Keller ka verdeedegt ginn, mä virun allem och um Marché. An duerfir brauche mer endlech eng offensiv Promotionspolitik, déi och op déi néideg finanziell Mëttele muss kënnen zréckgräifen.

Weltwäit sinn och grouss Potenzialen do. China, Indien a Russland beispillsweis si

Marché mat engem grouse Wuesstempotenzial. Et géllt den Undeel um Konsum vum europäesche Wäin an dese Länner auszubauen.

Och innerhalb vun der Union européenne selwer ass awer nach villes ze dinn. De Moment geet de Konsum vum Wäin an der Union européenne all Joer ëm ronn 750.000 Hektoliter zréck. Dese Trend ass virun allem drop zréckzeféieren, dass déi jonk Konsumenten haut en anert Verhältnis zum Produkt Wäin hu wéi déi eeler Generatioun. Nei Konsumprofiller hu sech an deene leschte Joren entwéckelt, an et géllt elo deene Rechnung ze droen.

Ech wëll awer och nach op déi spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg agoen. De réckleefegen Trend a puncto Konsum vu Wäi mécht selbstverständlech och net zu Schengen op der Grenz Halt. 2003-2004 konnten nach 62.000 Hektoliter Lëtzeburger Wäin exportéiert ginn. Am Exercice 2004-2005 ass des Zuel schonn op 55.000 Hektoliter zréckgaangen. Parallell dozou huet an deemselwechten Zäitraum och den Inlandsverbrauch ofgehall vu 87.000 Hektoliter an de Joren 2003-2004 op 81.000 Hektoliter an de Joren 2004-2005.

D'Situatioun am Export vum Lëtzeburger Wäin gesäit momentan folgendermoossen aus: 92% vun den Exporter lafen iwwert d'Vinsmoselle a jeeweils 4% iwwert d'Privatwénzer an de Wäinhandel. Bei den Sorten, déi mer exportéieren, dominiert ganz kloer de Rivaner, während Lëtzeburger Qualitätswäiner kaum an d'Ausland verkaaft ginn.

#### (Interruption)

Gelif?

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Ass de Rivaner kee Qualitätswäin?

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- Ech gesinn de Rivaner als e Konsumwäin un. Ech hunn nach kee Rivaner gesinn...

#### (Interruption)

...mat engem Grand premier cru.

Selbstverständlech, Här Scheuer, wann ee Rivaner konsuméiert, da kann ee fir déiselwecht Sue méi Rivaner konsuméiere wéi Riesling, dat ass richtig!

» Plusieurs voix.- Ah!

#### (Hilarité)

» Une voix.- De Rivaner ass also de Wäi vum klenge Mann, Här Wagner!

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- Wann dat sollt Äert Argument sinn, dann hunn ech Verständnis fir Är Meenung.

Et ass eben net vill wat vun deem, wat ech enner Qualitätswäin verstinn, dat heescht Grand premier cru, an d'Ausland verkaaft gëtt. Dat ass a mengen Aen haaptsächlech eng Fro vum Präis a vun ongenügender Promotionsstrategie.

#### (Interruptions)

Den Här Scheuer kënn duerno drun.

#### (Hilarité)

Nëmmen ee Beispill vun engem Marché mat grousem Zukunftspotenzial: De 6. Oktober beispillsweis war am „Wort“ folgend Ausso vum chineseschen Ambassadeur zu Lëtzebuerg ze liesen, ech zitieren: „Mir persönnlech schmeckt er...“ - geduecht war natierlech de Lëtzeburger Wäin - „...sehr gut, und ich denke, er entspricht auch unserem Geschmack in China.“

Et sinn also nach Marchéen do, déi kënnen erschloss ginn a wou nach Konsumente fir de Lëtzeburger Wäin ze fanne wäeren. An enger verstärkter Promotioun vun eisem Wäin am Ausland läit e groussen Deel vun der Zukunft.

Mir mengen, dass fir eng besser Vermarktung vum Lëtzeburger Wäin eng Reform vum Fonds de solidarité viticole néideg ass. D'Féiere vun engem Comité interprofessionnel, wat jo scho jorelaang aus ennerschiddlechen Ursache schleeft, wär och wichteg an onbedéngt noutwendeg.

Och muss een driwwer nodenke wéi een déi aktuell Veronsécherung oder deelweis Veronsécherung beim Konsument kann ugoen. D'Diskussionen beispillsweis ëm d'Utilisatioun vun Holzspéin amplaz vun Holzfässer oder awer d'Diskussion iwwert déi industriell Wäiproduktion ginn net spurlos laanscht de Client.

Opgrond vun deser Veronsécherung kéint een eventuell, ähnlech wéi beispillsweis dat an Däitschland de Fall mam Béier ass, emol driwwer nodenken och de Lëtzeburger Wäin mat engem Reinheitsgebot ze schützen. Dee regionale Charakter vum Lëtze-

burger Wäi muss op alle Fall, wéi dat beim Crémant de Fall ass, nach méi ervirgehuewe ginn.

Här President, et ass ausseruerdentlech bedauerlech, dass laang Zäit bal näischt vun der Regierung respektiv vum zoustännege Minister a senger Statsekretärin zu deem Thema ze héiere war. Et huet bis den November gedauert bis de Minister am Kader vun enger Réunion mat der Lëtzeburger EU-Kommissärin mat de Lëtzeburger Wénzer op verschidde Punkte vun där Reform agaangen ass.

Wéi gesot, déi éischt Stellungnahme vun der Regierung war eréischt ufanks November an der Lëtzeburger Press ze liesen, bal fënnf Méint no der Ukënnung vun der Kommission hire Propositionen.

An ech muss soen, Här Minister: Wie weess, ob zu deser Reform iwwerhaapt eppes vun der Regierung komm wär, wann d'Demokratesch Partei net déi heite parlamentaresch Initiativ ergraff hätt?

#### (Interruption)

An deem Zesummenhang géing ech, Här President, awer och gären drop hiweisen, dass mir et gäre gesinn hätten, wann des Interpellatioun scho vill méi fréi hätt kënnen evaküiert ginn. Ech wëll drun erënneren, dass d'Interpellatioun...

» Une voix.- U wem huet dat da gehaangen, Här Wagner?

» Une autre voix.- Net um Här Wagner!

» Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.- Och net um Här Boden!

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- U mir doudsicher net. Ech war vum Oktober u bereet, Här Minister!

» Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.- Mir haten Datumer am Oktober an am November virgeschloen!

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.- Ech hat Datumer am Oktober an am November virgeschloen. Et ass awer net dozou komm.

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- Am Büro oder ech weess net wou hutt Dir vläicht méi Vertrieber sätze vun de Regierungsparteie wéi dat de Fall bei den Oppositionsparteien ass.

» Une voix.- Aha!

#### (Interruptions)

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- Wéi gesot, bal fënnf Méint huet et gedauert.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

» M. le Président.- Här Bettel, mir streiden net iwwer Klenggeketen hei.

#### (Interruptions)

» M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.- Mä ech wollt dat awer just nach ennersträchen, fir dass d'Leit wëssen, Här President, wéi laang et gedauert huet. Ech hat déi Interpellatioun hei den 20. September, also scho viru laanger Zäit, ugefrot.

Erlaabt mer duerfir awer och nach op ee Punkt aus dem CSV-Wahlprogramm vun 2004 hinzeweisen. Do kann een op Sait 33 liesen, ech zitieren: „Die CSV ist sich bewusst, dass der Weinbau ein immer noch unverzichtbarer Wirtschaftszweig ist. Der Weinbau ist nicht nur wirtschaftlich relevant, er spielt eine überaus wichtige Rolle in der Erhaltung einer einmaligen Kulturlandschaft und er prägt die ganze Moselgegend.“ - Ech ka mech deene Wieder eigentlech nëmmen unschléissen.

Mä, wann een also wéi d'CSV dat vu sech selwer behaupt, a sech der Wichtigkeet vun eisem Wäibau bewosst ass, just dann hätt ee sech an deem Dossier, denken ech, vill méi proaktiv verhalte misse a vill éischer op d'Propositionen vun der Kommission reagéiere misse.

Sécher, eng Rei vu Punkte wéi beispillsweis d'Ofschafe vun der Distillatioun, eng Mesure vun där zu Lëtzebuerg jo kee Gebrauch gemaach gëtt, betreffen de Lëtzeburger Wénzer net direkt; aner Propositionen awer ëmsou méi.

Eng iwwerdriwwer Vereinfachung vum Etiquette, d'Kräize vun europäesche Wäiner mat Wäiner aus Net-EU-Länner, d'Zouloosse vun der industrieller, jo souguer der chemescher Produktioun, oder d'Ännerung vun



der aktueller Uräicherungsregel kéinten awer d'Existenz vum Lëtzebuenger Wäibau méttelfristeg a Fro stellen.

Ech wëll dem Här Minister just mat op de Wee ginn, dass d'Verschwanne vun e puer honnert Wéngertstracuren dem Här Lux seng Kyoto-Bilanz net géing entscheedend oppbesseren, an dass awer och eng Léisung wéi am Beräich vum Logement - „Da loosse mer d'Leit am Ausland bauen.“ - an dësem Fall fatal wär.

Grad fir e klengt Land ass et wichteg, dass mer aktiv ginn, ier den definitive Pabeier vun der Kommissioun um Dësch läit. Grad als klengt Land muss mer kucken, fir Alliéierter ze fannen, déi déiselwecht Interesse vertrieben a mat deenen een dann zesumme ka kucken, fir d'Propositione vun der Kommissioun ze veränneren.

Wéi gesäit et an dësem konkrete Fall aus? Wat fir Länner sinn zum Beispill géint den Arrachage? Wat fir eng Länner si géint oder fir d'Bäibehaltung vun der Uräicherung? Wéi vill Länner wëllen an Zukunft eng Kräizung vun europäesche Wäiner mat net europäesche Wäiner erlaben?

Huet Lëtzebuerg scho Gespréicher mat anere Länner gefouert? Wa jo, mat wéi enge Länner? A wat sinn d'Resultater vun deenen Diskussiounen? Wie sinn also d'Alliéierte vum Lëtzebuenger Wäibau an dësem Dossier?

Ech wär frou, wann den Här Minister eis haut kéint eng Äntwert op all dës Froen ginn.

Zil muss et sinn e staarken europäesche Wäibausektor ze behalen. Eise Lëtzebuenger Wäibau ka sech nëmmen am Kader vun engem europaweit gesonden a stabile Wäibausektor weiderentwéckelen. D'EU-Kommissioun muss de verschiddene Wäibauregiounen méi Flexibilitéit erlaben, fir esou eng besser Wettbewerbsfäegkeet, eng besser Vermarktung an domadder insgesamt besser Perspektive fir de Wäibau ze garantéieren.

De Reformpabeier, esou wéi en den 22. Juni vun der Kommissioun virgeluecht ginn ass, erméiglecht keng Entwécklung an dës Richtung. Och wann et sech dobäi de Moment nëmmen ëm Propositionen handelt an nach net ëm e konkret Reglement, esou géifen dës Propositionen éischter zu engem weidere Recul vum europäeschen an domadder och vum Lëtzebuenger Wäin um weltwäite Marché féieren.

De Secteur vum Wäibau gesäit sech - weltwäit gekuckt - mat enger ganzer Rei vun Erausforderunge konfrontéiert. Et wäert schwierig genuch sinn, sech all dësen Erausforderungen ze stellen a se méiglechst erfollegräich ze bestoen. Dofir muss mir eis net nach selwer zousätzlech Problemer schafen, an eise Wénzer net nach zousätzlech Knéppelen tëschent d'Bee geheien.

Dëst riskéiert scho kuerzfristeg ze kommen, sollt hei zu Lëtzebuerg beispillsweis d'Promill-Grenz vun 0,8 Promill op 0,5 Promill erfogsat ginn, wat éischter, géif ech soen, op eng traureg Lobby zréckzeféiere wär, wéi op effikass Mesuren am Kader vun der Verkéierssécherheet. Och an dëser Problematik wär ech frou, fir d'Positioun vum Wäibau-minister a senger Statssekretärin ze héieren.

Här President, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech kann nëmmen hoffen, dass déi irrealistesche Propositione vun der Kommissioun ni wäerte Realitéit ginn.

Ech soen Iech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien!

» **M. le Président** - Merci, Här Wagner. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Lucien Clement.

(*Interruption*)

Här Bettel, hutt Dir d'Wuert gefrot?

» **M. Xavier Bettel** (DP) - Neen.

» **M. le Président** - Här Clement!

**Discussion générale**

» **M. Lucien Clement** (CSV) - Sou! Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et haut mat enger Interpellatioun iwert déi geplangten zukünfteg Ausriichtung vun der europäescher Wäibaupolitik ze dinn souwéi iwert d'Erausforderunge vun der Lëtzebuenger Wäibaupolitik am europäeschen an och am internationale Kontext.

Obwuel de Wäikonsum pro Kapp par rapport zu de Joren '83 bis 2003 liicht an d'Luucht geet, gëtt an Europa ëmmer mander europäesche Wäi gedronk; am Duerchschnitt eng 750.000 Hektoliter aus Joer. Dobäi kënnt, dass d'Wäinimporter aus de sougenannten Drëttlänner wéi Australien, Chile, Neiseeland oder och Amerika a Südafrika

ëmmer méi zouhuelen. Dëst bedéngt ënner anerem, dass mer an Europa beim Wäi mat enger Iwwerproduktioun, engem sougenannten Iwwerschoss, ze kämpfen hunn.

De strukturellen Iwwerschoss fir d'Joren '83 bis 2003 gëtt op eng 15 Milliounen Hektoliter geschat; dat wiere ronn 8,4% vun der Gesamtproduktioun vun deenen elo 27 Memberstaten. Fir elo awer eng gewësse Präisstabilitéit kënnen ze assuréieren, muss all Joer den Iwwerschoss vum Maart geholl ginn, an dat duerch verschidde Moossnamen, wéi zum Beispill d'Distillatioun. Fir dës Zort vun Entsuerung bezillt d'EU Subventionen an der Héicht vu plus/minus 600 Milliounen Euro, wat méi oder wéineger 60% vum Gesamtbudget fir de Wäin ausmaachen.

Opgrond vun enger detailléierter Analys ass d'Europäesch Kommissioun der Meenung, dass déi gemeinsam Maartorganisatioun vum Wäin, d'GMO, enger déif gräifender Reform ënnerzu gi muss. Déi aktuell Maartorganisatioun fir de Wäin ass méttlerweil zu engem Instrument verkomm, dat d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Prozeduren net méi dauerhaft assuréiere kann, an och net méi wesentlech verbessere kann. Dofir huet d'Kommissioun den 22. Juni 2006 hir Pläng fir eng fundamental Reform vun der GMO presentéiert.

D'Ziler vun dëser Reform sinn a groussen Zich:

1. D'Kompetitivitéit vun de Produzenten ze steigere, de Ruff vun den europäesche Wäiner als déi bescht vun der Welt ze stäerken, verluere Maartundeeler zréckzegewannen an neier um Weltmaart ze besetzen;

2. eng Wäiregelung ze schafen, déi mat einfachen a klaren Instrumenter d'Gläichgewicht tëschent der Offer an der Demande vum Wäi sécherstelle soll;

3. déi sozial Kohesioun am ländleche Raum ze stäerken an den Ëmweltschutz sécherstellen.

Fir dës Ziler elo ze errechen huet déi Europäesch Kommissioun véier Reformoptiounen op den Dësch geluecht, a sech schlussendlech op eng grondleeënd Reform vun der Wäiregelung géeneegt.

Uni elo ze vill an den Detail wëllen ze goen, géif ech awer gären d'Haaptpunkte vun där Reform erläutere:

Et ass virgesinn als Éischt erëm, d'Gläichgewicht tëschent der Offer an der Demande hierzestellen, a sech dann ëm d'Verbesseerung vun der Kompetitivitéit ze këmmere. Fir dat ze erreche si folgend Mesurë virgesinn: D'Wénzer sollen duerch finanziell Ureizer animéiert gi fräiwëlleg onrentabel Wéngerten opzeginn an ofzehlolen. D'Zil ass et innerhalb vun den nächste fénnef Joer d'Gesamtfläch vun de Wéngerten an Europa ëm 400.000 ha ze verklengere. De Wénzer soll awer d'Wiel kréien, ob ofgeholzt gëtt oder net.

Mir sinn der Meenung, dass dës Mesure net onbedéngt dozou wäert bäidroen den Iwwerschoss u Wäin ze stoppen an de Problem vum Déséquilibre tëschent der Offer an der Demande ze léisen. Et ass éischter ze fäerten, dass duerch dës Mesure de Paysage viticole wesentlech verschlechtert gëtt. Zum Beispill dierft op kee Fall matzen am Wäibauperimeter ofgeholzt ginn. Dat géif enorm Problemer mat sech bréngen. Zum Beispill kënnte sech op dësem Broochland ganz schnell Krankheeten a Pilzer breetmaachen, déi sécherlech schiedlech fir déi ëmleied Wéngerten a Betriber wieren. Wéi dës Rodung schlussendlech duerchgefouert misst ginn, an ob all Land en Deel vun dëse 400.000 ha iwwerhuele misst, dat ass nach net gewosst. Do besteet souwisou nach Klärungsbedarf.

Des Weidere si mer der Meenung, dass eng wesentlech méi offensiv Approche géif méi bréngen. Ech mengen, dass déi vill Suen - et geet hei ëmmerhin ëm déi stattlech Zomm vun 2,4 Milliarden Euro, déi esou eng Rodung géif kaschten - besser opgehuewe wieren am Marketingsberäich fir de Wäin, an der Promotioun fir de Wäin, an an der Informatioun fir de Consommateur selwer. A wann eng Rodung oder Eliminatioun vun Wéngerten déi sozial Problemer am ländleche Raum soll matléisen, andeems et eelere Produzenten mat Geld soll schmackhaft gemaach ginn éischter a Pensioun ze goen, esou si mir als CSV der Meenung, dass dat net dee richtege Wee ass, an dass esou eng Mesure nëischt mat Marktordnung ze dinn huet, an dofir och net an den éischte Pilier gehéiert, mä an den zweete Pilier vun engem Agrargesetz.

Zur Distillatioun, Här President, wëll ech soen, dass ech der Meenung sinn, dass hei ganz zolidd Abus mat europäesche Gelder gedriwwen gëtt. Héich subventionéiert Distillatioun gëtt einfach en Ureiz fir d'Produk-

tioun ze vergréisseren. Mir kennen dat aus anere Landwirtschaftsberäicher zur Genüge. Wat ech méi produzéieren, desto méi Subventionsgelder kréien ech. Ëm déi 60% vum Gesamtbudget fléissen an dës Distillatioun. Dës 60% si gläichzestell mat där enormer Zomm vu 600 bis 650 Milliounen Euro pro Joer. Hei gëtt et Géigenden, déi reng a gelleg fir Distillatiounszwecker produzéieren; an dat a Wéngerten, déi och nach zum Deel illegal ugeplanzt sinn.

Et huet nach net all Memberland, Här President, e Wäibauperimeter, wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen. Mir soen dofir Jo zur Distillation de crise, mä Neen - ganz entscheedend Neen - zur Distillation permanente.

Des Weidere soll deen aktuelle System vun de Planzungsrechter bis 2013 verlängert ginn; an dann awer auslafen. Déi am manns-te kompetitiv Wénzer géifen Ureizer kréien hir Planzungsrechter ze verkafe. Et gëtt domadder gerechent, dass duerch dës Mesure de kompetitive Betriber hir Konkurrenzfähigkeit gesteigert ka ginn, well d'Planzungsrechter dann der Expansioun vun deene Betriber net méi géifen am Wee stoen.

Hei, Här President, gëtt awer näischt iwert de Präis vun dëse Planzungsrechter gesot, ob et iwwer e Reglement oder e Gesetz soll festgeluecht ginn, ob se um fräie Marché verhandelt solle ginn, oder ob déi Planzungsrechter zum Nulltarif - deemno gratis - weider solle verdeelt ginn. Ech warnen awer: Et dierft op kee Fall esou wéi bei de Mëllechquoten, dem Recht fir Mëllech ze strächen, wou en fin de compte deen, deen d'Kéi net méi gestrach huet, méi Sue verdéngt huet, wéi deen, deen d'Kéi gestrach huet.

Mir mengen awer, dass dat alles nach zimlech vag ass. Déi zukünfteg Gestiou vun de Planzungsrechter muss nach méi déif gräifend prezisiéiert ginn. Ausserdeem stelle mer eis och nach d'Fro, ob d'Ofschafe vum System vun de Planzungsrechter effektiv zu méi Kompetitivitéit féiert an zu enger qualitativ besserer Produktioun bäidroe soll. Et kann ee sech wuel virstellen, dass et esou kéint sinn, mä dann nëmmen ënner klore Regeln an ënner klore Prozeduren.

Mam Ewechfale vun de Planzungsrechter dierft et net esou sinn, dass d'Wénzer am Géigesaz zu haut d'Recht kréien egal wou a wat unzuplanzen. D'Perimeteren, wou Wäi produzéiert dierft ginn, muss weiderhi kloer an däitlech definéiert sinn. Et soll all Land fir sech d'Recht hunn ze soe wat fir eng Wäinzorten a wéi vill bei sech selwer ugeplanzt dierft ginn. Et muss een dat am europäesche Kontext gekuckt op Regione festleeën.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg nëmmen eng Regione, mä grouss Länner wéi Frankräich, Spuenien oder Däitschland hu ganz ënnerschiddlech Regione. An duerfir muss och den Transfert vun de Planzungsrechter vu Regione zu Regione méiglech sinn an anescht festgeluecht ginn.

Mir mussen och an Zukunft de Wäibau op déi Regione beschränken, déi am géeeentsten dofir sinn. Dat heescht déi, déi déi héchste Qualitéit assuréiere kënnen. Et mécht wierklech kee Sënn a gudde Lagen de Wäibauperimeter restriktiv ze kucken, an op manner gudde Lagen eng Auswäitung ze autoriséieren. Sënnvoll wier et schonn, dass een hei géif Transferté méiglech maachen.

Kënnt et allerdéngs 2013 zu enger kompletter Liberalisatioun vun den Uplanzungsrechter, esou wéi d'Kommissioun dat virgeschloen hat, wier dat mat Sécherheet den Doud vu ville Wénzerbetriber heiheem an och soss.

Fir méi Transparenz elo ze schafen, soll och déi bestehend Klassifizéierung an Etikettéierung vun de Wäiner reforméiert ginn. Et gëtt duerfir virgeschloen, de Wäin an zwou Kategorien anzedeelen: Engersäits a Qualitéitswäiner mat geographescher Angab, wou se hierkommen, dat heescht Wäiner aus bestëmmten Ubaugebidder wéi zum Beispill Bordeaux, Rioja, Médoc; an anersäits Tafelwäiner onni Angab vum Pays d'origine.

Bei den Tafelwäiner heescht dat konkret, dass zwou oder dräi Zorte Most och aus ënnerschiddleche Länner matenee kënnen vermëscht ginn. Do ass och keng Indication de cépage an och keng Indication vum Joergang méi virgesinn.

Duerch dës Etikettéierung soll méi Transparenz an den Dschungel vun deene verschiddenen Dénominatiounen vu Wäi kommen. D'Etikettéierung vun den europäesche Wäiner soll heimadder harmoniséiert a vereinfacht ginn. Wann een dat esou liest an héiert, ass dat sécherlech eng begrëssenswäert Initiativ, déi virun allem de Consommateur ze schätze weess.

Den Text heizou brauch awer - sinn ech der Meenung - nach e ganz zolitte Feinschliff. Et dierft, an dat ass eis Meenung, och an Zukunft net méiglech sinn, dass een australeschen oder chilenesche Wäi mat franséischem Wäi vermëschen dierft, onni dass dat op der Fläsch steet. Steet et op der Fläsch, och dann ass d'Fro nach erlaabt, ob et wierklech Sënn géif maachen, fir dat ze erlaben. Wann esou e Verschnitt iwwerhaupt soll Sënn maachen, da soll een et allefalls fir europäesch Wäiner zouloossen, an dat ëmmer nëmmen innerhalb deene verschiddene Länner oder innerhalb deene verschiddene Regione.

Lëtzebuerg ass nun emol en Héichlounland. Mir kënnen bei Tafelwäiner net konkurréiere mat Länner, wou wesentlech manner héich Léin bezuelt gi wéi hei zu Lëtzebuerg. Tafelwäin aus ënnerschiddleche Länner aus Europa matenee verschneiden dierft eréischet en Thema sinn, wa mir och eng europäesch Harmoniséierung vun de Mindestléin hunn. Bis dohinner, an dat wësse mer alleguerten, ass et nach e laangen, ech géif soen, souguer e ganz laange Wee.

Ech hunn zoufälligerweis gëschter, wéi ech heimgefuer sinn, um Radio eng Emissioun iwert d'Mindestléin héieren. Bulgarien läit mat 90 Euro pro Mount hannen um Wupp, an dat geet weider iwwer 300 Euro - Däitschland huet guer keen -, 400 Euro, 750 Euro, dat si scho bal déi bescht. An da kënnt Lëtzebuerg mat 1.580 Euro, wat de Mindestloun ubelaangt.

Dat heescht net, dass ech deene Leit hei dat net wëll vergonnen, mä wann een dat an de Kontext setzt, dass een domadder muss Wäin zillen an de Lëtzebuenger Wéngerten an iergendwou a Bulgarien kann es gezillt gi mat praktesch 90 Euro Mindestloun, dann ass dat schonn e Risenënnerscheed,...

» **Une voix** - Wie soll de Wäin da kafen?

» **M. Lucien Clement** (CSV) - ...wann een dovunner Tafelwäiner muss maachen.

» **M. John Castegnaro** (LSAP) - Wie soll de Wäin da kafen, wa mer keng Suen hunn?

» **Une voix** - Genau!

(*Interruption*)

» **M. Lucien Clement** (CSV) - Här Castegnaro, wann Dir elo alles nogelauschert hätt, wat ech gesot hunn,...

» **M. John Castegnaro** (LSAP) - Mir hunn! Mir hunn! Jo, jo!

» **M. Lucien Clement** (CSV) - ...dann hunn ech gesot, dass huet näischt domat ze dinn, dass ech deene Leit hei am Land dat net vergonne wëll. Ech wëll et just an de Kontext setzen, dass wann déi Wäiner aus Bulgarien kommen, dass déi zu anere Produktiounskäschten zu Lëtzebuerg als Tafelwäi kënnen verkaaft gi wéi dee Wäin, deen hei zu Lëtzebuerg gezillt gëtt.

(*Interruption*)

Och Dir, Här Bettel, hätt elo besser gehat roueg ze sinn, well och de Rivaner gëtt mat deene Mindestléin gezillt, déi zu Lëtzebuerg bezuelt ginn.

» **M. John Castegnaro** (LSAP) - Do hu mer de Problem. Voilà!

» **Une voix** - Dat ass awer keng Äntwert.

» **M. John Castegnaro** (LSAP) - Neen, et war eng Bestätegung.

(*Interruption*)

» **M. le Président** - Jo, loosse mer elo den Här Clement schwätzen, net dass d'No-lauchterer herno mengen, mir hätten de Rivaner scho geschmaacht haut de Mëtteg.

(*Hilarité*)

Här Clement, fuert weider.

» **M. Lucien Clement** (CSV) - Merci, Här President.

Géif awer Lëtzebuenger Wäi mat Wäin aus Länner, wou d'Produktiounskäschten da wesentlech manner héich si wéi heiheem, verschidde Linn an ënner der Dénominatioun „Vin du Luxembourg“ verkaaft ginn, da



wier dat mat Sécherheet den Ennergang vu vülle Wénzerbetreiber heiheim.

Et geet dréms, dee spezifesch Charakter vun der Region, dem Land oder der Produktiounsmethod ze erhalen an och deem Rechnung ze droen.

E leschte Punkt, deen och bei eis am Land zu Problemer ka féieren, ass dat geplangte Verbuet vun der Zockeruräicherung. Nieft dem konzentrierte Most gétt jo och Zocker gebraucht, fir den Alkoholgehalt vun de Wäiner eropzesetzen. Dës Prozedur gétt am Fachjargon Chaptalisation genannt. Zockeruräicherung gétt virun allem an deene Wäibaugebidder bedriwwen, déi net esou vun der Sonn profitéiere wéi anerer.

Wou läit elo de Problem? Firwat soll d'Zockeruräicherung verbuede ginn? Duerch déi europäesch Zockerreform ass den Zocker méi bëlleg ginn. En ass méi bëlleg gi wéi de Moût concentré, dee scho subventionéiert gétt. Wéi awer elo duerch déi geplangte Reform vum europäesche Wäimaart Subventiounen fir de Most gestrach solle ginn, soll den Zousaz vun Zocker oder Saccharos ganz ënnersot ginn. Als Alternativ fir d'Uräicherung vun Wäin géif dann nëmmen nach de konzentrierte Drauwmost a Fro kommen.

Och wann een a priori näischt dogéint kann hunn, fir mat engem drauweneegene Konzentrat unzeräicheren, esou bréngt et dach awer vill Problemer mat sech. Dëst Produkt ass, eemol net méi subventionéiert, vill méi deier - an ech mengen de Carlo Wagner huet d'Chiffere gesot -, vill méi deier wéi den Zocker. An dat bedéngt och zum Deel eng Rei vun neien Installatiounen an Dépensen an de Wénzerbetreiber selwer. Investitiounen a Gestiounen, déi sech am klengen Privatbetrieb, esou wéi mir en hei zu Lëtzebuerg kennen, kaum lounen. Dës Betriber wäerten och e Problem mam Handling vum Moût concentré, beim Verdeelee vum Moût concentré kréien.

Mir sinn deemno der Meenung, dass d'Uräicherung duerch Zocker och weiderhi soll erlaabt bleiwen. Et soll een deem eenzelen Betrieb oder där eenzelen Kellerei de Choix loossen, ob en oder se mat Zocker oder mat Moût concentré wëllt uräicheren.

Och wa mir an de leschte Joren opgrond vun enger favorabler Wiedersituatioun méi alkoholeräich Wäiner konnte produzéieren, an zum Beispill wéi beim Pinot gris ganz oder bal ganz op den Zousaz vun Zocker konnte verzichten, esou gétt et awer en Deel vu Riefzorten, wou den Alkoholgehalt ze niddereg ass oder ze niddereg war a wou huet missen ugeräichert ginn. En ze nidderegen Alkoholgehalt féiert zu engem Geschmaachsverloscht an deemno och zu enger manner gudder Qualitéit.

Eng qualitéitsorientéiert Produktioun ouni Méiglechkeet vun enger Zockeruräicherung ass an eisen Aen an deene méi nördlech geleeeene Wäibaugebidder nëmme schwieereg ze realiséieren.

Bleift et awer bei der Kommissioun hirer Astellung, den Zocker duerch de Moût concentré ze ersetzen, deen dann och nach net méi géif subventionéiert ginn, wäert dat d'Produktionskäschte vum Wäin an den nördleche Länner zolidd an d'Luucht dreien. Eng Begrenzung vun den Uräicherungsspanne géif d'Spezifisitéit vun de Wäiner aus dese Regione selbstverständlech och nach zolidd beeinträchtigen.

Här President, de Lëtzebuurger Wäibau huet sech an deene leschten zéng bis 15 Joer ganz staark gewandelt. Déi Richtung, déi deemools ageschloe gouf, war aus heiteger Sicht betruecht net falsch. Sämtlech Akzenter, déi an den 90er Joren op der Musel gesat goufen, hunn d'Verbesserung vun der Produktqualitéit viséiert. D'„Guideline“ war ewech vun der Quantitéit hin zu enger besserer Qualitéit.

D'Hauptmesurë waren deemools de Rendement pro Hektar ze limitéieren, an no an no qualitativ méi héichwäerteg Drauwenzorten unzebauen. Esou gouf vun dem Beispill den Ubau vu méi einfache Wäiner wéi Elbling oder Rivaner zugonschte vun neie Wäiner reduzéiert wéi dem Gewürztraminer, dem Pinot noir oder säit kuerzem och dem Char-donnay.

Och dierf net vergiess ginn, dass verstärkt a sougenannten Nischeproduiten inves-

téiert gouf. Esou gétt et haut eng ganz Gamme vun exzellente Crémanten a Spezialwäiner wéi de Vin de paille, d'Vendange tardive, de Pinot noir, rouge oder rosé oder och nach den Äiswäin.

Ausserdeem hu sech an deene leschte Joren et nach Produktiounsmethoden wesentlech verbessert, an zwar am Wéngert an an de Wénzerbetreiber selwer, a selbstverständlech och nach an de Kellereien. Hei huet dee ganze Secteur vill geschafft an huet sech vill missen ëmstellen, moralesch a finanziell, wat net ëmmer esou einfach war.

Wann ech soe moralesch, da muss ee wëssen, dass et fir déi eeler Generatioun Wénzer net grad esou einfach war, wou se op eemol hu missen Drauwen am Wéngert hänke loossen, well de Rendement/Hektar komm ass. Déi Leit hunn och missen an hirem Häerz, an hirer Séil domadder eens ginn, an dat ass alles net grad esou einfach gewiescht.

Och a Saache Vermaartung vun de Wäiner ass esou munches geschitt. Hei ass de Rôle vun der Commission pour la promotion des vins et crémants luxembourgeois, soen ech, wann och net alles perfekt ass, dach awer net ze négligéieren.

Eng Tendenz, déi ee leider Gottes muss feststellen, ass déi, dass den Undeel u Lëtzebuurger Wäiner um Gesamtmarkt lues a lues zréckgeet. Elo kéint ee jo unhuelen, dass d'Lëtzebuurger manner Wäi géifen drénken. Dat stëmmt awer net esou. D'Consumatioun vum Wäi geet weider lichter an d'Luucht. Dëst ass awer haaptsächlech bedéngt duerch eng Präferenz beim Consommateur vun anere Wäiner, wéi dem roude Wäin a Wäiner aus Frankräich, Südeuropa an esouguer den Importer aus der sougenannter neier Welt. Et sinn zum Deel si, déi fir d'Croissance u sech verantwortlech sinn. Mat deem Ist-Zoustand muss mer ebe liewen. Wat mer awer kënnen oder souguer mussen an de Grëff kréien, ass, dass de Réckgang bei der Consumatioun vun de Lëtzebuurger Wäiner net weidergeet, dass een dee gestoppt kritt.

Un der Qualitéit kann et jo sécherlech net leien. Déi sëllech Auszeechnunge bei international renommierte Concoursen ënnersträchen ëmmer erëm, wellech exzellente Wäiner a virun allem och Crémanten op eiser Musel produzéiert ginn. Hei muss d'Vermaartung vun de Wäiner nach verfeinert ginn an et muss méi eng offensiv Marketingpolitik ugepeilt ginn. Ech wëll net weider dorobber agoen. Et sinn nach Mäert do, déi ee kann erschléissen; och de Carlo Wagner war virdrun dorobber agaangen.

Als Konkursioun wëll ech awer festhalen: Eng Reform vun der europäescher Weinmarktordnung muss kommen. Drauwen ze zillen eleng fir an d'Distillatioun ass Onsënn a muss opheieren. Programmer fir eng Distillation de crise solle bestoe bleiwen. Dës iwwert dese Wee fräi gesate Gelder solle spezifesch fir d'Promotioun vun europäesche Wäiner agesat ginn an net, wéi schonns heiansdo zu Bréssel ugedeit ginn ass, horizontal fir de gesamte Liewensmittelberäich agesat ginn. Dës Gelder mussen spezifesch dem Secteur Wäin erhale bleiwen.

Et sollen, eiser Meenung no, och national Enveloppë ginn, deenen hire finanziellen Inhalt no bestëmmten, kloer Kriterien festgellecht gi soll. Dës Kriterien mussen eventuell kombinéiert gi mat den Hektaren, dem Aarbechtspowand pro Hektar, dem Coût de production an esou weider. Jiddefalls muss een drop uecht ginn, dass net eleng de Critère historique als eenzege Kriter hei geholl gétt, soss kréichen déi Länner, déi haut schonns 65% vun der Subventioun fir Distillatioun vum Gesamtbudget kréien, erëm nees dee gréissten Undeel u Subventiounen zougeschouert.

Weider soll ee sech Gedanken driwwer maachen, ob net en Deel vun deenen agespuertene Gelder sollen an d'Recherche investéiert ginn, mam Zil fir a méi schlechte Lagen awer nach kënnen eng Drauweproduktioun ze maachen an ze erlangen. Eng Drauweproduktioun, déi aneren Zwecker zougefouert kéint ginn. Ech denken hei haaptsächlech an eng Produktioun vu Softdrinks wéi Drauwejus oder aner Mixgedrénker. Vläch ass am Domän vun der Energie mat Drauwen och eppes méiglech. Ech weess et net, mä an der Wëssenschaft ass jo haut schonns villes méiglech, wat virun zéng Joer praktesch ondenkbar war. Wichtig ass op jiddfer Fall, dass en Deel vun deenen agespuertene Gelder vun der Distillatioun och an d'Recherche géife fléissen an dofir verwennt ginn.

Et ass och wichteg, dass déi ganz Marktreform sech net allze laang hinzitt. De Wénzer an d'Betriber brauche Planungsécherheet. Si mussen wëssen, wou se an de Bounen dru sinn. Dat dierf sech net iwwer sechs, siwe

Joer erëm hinzéien, bis do en Accord fonnt ginn ass.

Wat Lëtzebuerg elo speziell ugeet, muss weider un der Qualitéit geschafft ginn. Do hunn d'Wénzer an d'Wénzerbetreiber ewell Villes gemaach a vill Sacrificer op sech geholl. Do si mer mat Sécherheet um richtege Wee.

D'Restrukturéierung vun de Betriber muss weidergefouert ginn. Déi dozou néideg Instrumenter a Bähillefe mussen an deem neien Agrargesetz niddergeschriwwen ginn.

Datselwech géllt och fir de Remembrement. Och dee muss ouni wenn und aber weidergefouert ginn. Nëmme duerch e méi einfach Schaffen am Wéngert ass et dem Wénzer méiglech, esou käschtereduziert wéi méiglech produzéieren ze kënnen.

Mir hu beim Neijoersempfang an der Wäibaustation zu Réimech vum Direkter Raymond Weydert gesot kritt, dass d'Schmaachen esou wéi d'Schmaachkommissioun an d'Raimlechkeeten, wou se dra kommen, nei gemaach ginn oder d'Kommissioun enger Reform ënnerzu gétt. Hei soll ënner anere d'Zuel vun de Membere vun der Schmaachkommissioun vu 14 op siwe reduzéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, wëll ech zum Schluss awer nach soen, dass et mer a sech net baang ass fir de Wäibau hei zu Lëtzebuerg. Och wann et ëmmer manner Wénzer gétt, esou sinn ech dach der Meenung, dass mir herno nach ausräichend Betriber hunn, Betriber an enger Gréisst vun aacht bis zéng Hektar en moyenne, fir dee ganzen Areal ze bewirtschaften.

Et ass un der Politik, heiheim an och an Europa, fir des Betriber esou ze encadréieren, dass si eng gesond an eng stabil Struktur opweise kënnen. De Reformpabeier, deen elo virält, dass sinn eréischt Propositionen. Verschiddener vun hinnen, hunn ech gesot, kann een novollzéien, et kann een och mat op dee Wee goen; bei aneren net. Mir als CSV jiddefalls hu vollt Vertrauen. Anerer och, wéi den Här Wagner gesot huet; d'DP. Mir op jidde Fall hu vollt Vertrauen an de Minister Fernand Boden a seng Statssekretärin, dass si déi Verhandlungen...

» M. Robert Mehlen (ADR). - Et wär jo awer schlëmm, wann et net esou wär!

(Hilarité)

» M. Lucien Clement (CSV). - Also wann ech eng Kéier net mam Här Minister d'accord wär, dann hätt ech souguer de Courage dat och hei ze soen. Also et ass net esou wéi Dir dat mengt, Här Mehlen. Esou ass dat net!

Jiddefalls, mir als CSV hu vollt Vertrauen an d'Verhandlungsgeschéck vun hinne fir bei dese Verhandlungen, wou si jo do dobäi sinn, dass Beschit fir Lëtzebuerg oder fir de Lëtzebuurger Wäibau erauszézéien.

» Une voix. - Här Clement, Dir sidd dem Här Minister scho bal héireg, héiert!

(Hilarité)

» M. Lucien Clement (CSV). - Dann hutt Der nees de leschte Saz net héieren, deen ech gesot hunn!

» M. le Président. - Merci, Här Clement. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Jos Scheuer. Här Scheuer.

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all Joer oder all dräi Joer treffe mir eis hei op der Chambertribün, d'Museldeputéierten - normalerweise si se ënner sech; haut ass eng Ausnahm, haut si mer zu ganz vill. Dat wäert Ursachen hunn. D'Lëtzebuurger Musel huet nei Frënn gewonnen ënnert den Deputéierten, esou wéi et ausgesäit. Mir trieden dann op als Lobbyiste vun Lëtzebuurger Wäin a vum Lëtzebuurger Wäibau an ëmmer ass et deeselwechte Minister, deen eis dodrop äntwert.

(Hilarité)

» M. le Président. - Här Scheuer, et sinn och ëmmer d'Deputéierten aus dem Osten, déi ageschriwwen sinn. Déi sinn och haut allegueren hei gemellt.

(Hilarité)

» M. Jos Scheuer (LSAP). - Esou ass et.

An da „bléimelen“ déi eng dem Minister; déi streeën dem Minister Blummen a Rousen, an déi aner ginn e bësse méi kriddeleg mat him ëm. Zum Schluss si mer eis allegueren eens, dass op der Musel alles gutt geet, soulaang wéi Eiser Härgott d'Hand iwwert d'Musel hält. 40% vun Lëtzebuurger Wäi sinn ofhängeg vun der Protektioun vum Himmel, mä 60% vun der Qualitéit gi jidde-

falls zréck op d'Wëssen, op d'Kënnen vun deene Leit, déi aus den Drauwe Wäi maachen. Haut diskutéiere mer also nach eng Kéier driwwer.

Ech wëll awer elo dem Kolleg Carlo Wagner félicitéieren; et ass jo och d'Roll vun der Opposition fir ze interpelléieren.

Mir diskutéieren déi nei europäesch Wäimaartuerdung a Wäibaueerdnung a mir maachen et emol eng Kéier virun der Zäit. Normalerweis zéie mer d'Konklusiounen aus Décisionen. Dës Kéier verschafe mer eis, mat engem klengen Retard, en Iwwerbléck iwwert d'Propositionen, déi vun der Kommissioun komm sinn, a mer ginn dem Wäibauminister e puer Rotschléi mat op de Wee oder mer soen him, wat d'Lëtzebuurger Chamber an och d'Lobby, déi mir eben duerstellen, well mer eben aus dem Oste sinn, dem Wäibauminister wëlle soen.

Ech maachen a menger Interventioun dräi Etappen. Fir d'éischt e puer Wuert iwwert d'europäesch Wäibaureform; zweetens d'Situatioun, esou wéi se sech duerstellt an den Impakt, deen d'Reform op Lëtzebuerg sollt hunn a kéint hunn; an drëttens maachen ech dann awer e puer Propositionen, déi onofhängeg vun der neier Wäibaueerdnung, esou wéi se dann herno sech ergëtt, awer trotzdem kéinten Denkestéiss fir de Lëtzebuurger Wäibau ginn.

Et ass schon impressionant wann een déi Zuele liest, déi an de Pabeiere stinn, déi vun der Europäescher Kommissioun publizéiert gi sinn. Ech hunn dat duerchgekuckt, do ginn et ganz flott Résuméen, et gi ganz flott Tabellen, déi einfach weisen, dass eng Wäibaureform noutwendeg ass, an dass mer net sollte soen: Si ass iwwerflësseg a mir fueren esou weider wéi et bis elo gelaf ass. Europa huet 45% vun de Wäibaupläche vun der ganzer Welt a 60% vun der Wäiproduktioun weltwäit kommen aus Europa.

Et soll ee sech déi Zuelen, déi virgelleucht ginn, emol eng Kéier ullauchteren: 180 Milliounen Hektoliter, déi féieren zu engem Revenu vu 15 Milliarden Euro, zu engem Wäert vu 15 Milliarden Euro! Wann Dir deem entgéinthaalt, wat hei zu Lëtzebuerg produzéiert gétt: 130.000 bis 150.000 Hektoliter, da sinn dat verhältnisméisseg Drëpsen. Vun där onheemlecher Quantitéit vun 180 Milliounen produzéiert Frankräich eleng 55 Milliounen. Da verstitt Dir de Rapport de force, wéi en an där Kommissioun an Europa eben do ass a mat deem ee liewe muss. Frankräich eleng erwirtschaftet vun deene 15 Milliarden Euro aus dem Wäibausector 7,7 Milliarden Euro.

D'Perspektiven, déi vun der Kommissioun gezeecht sinn, sinn denkbar düster fir den europäesche Wäibau. Am Joer 2010 bis 2011 solle mer grouss Excédenté produzéieren, déi mer net méi lassginn, bis 15%. Dat wär an de Paragë vu 25 Milliounen Hektoliter. Den Export bedréit fir de Moment nach 13 Milliounen Hektoliter, mä den Import schonn 12 Milliounen Hektoliter.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

E Chiffer, deen a och impressionant ass: 40% vun eiser Produktioun si Vins de table a 60% si Vins de qualité. An et gétt beim Vin de table a beim Vin de qualité eng Onmass vun Dénominatiounen, déi zu enger grousser Konfusioun bei de Konsumente féieren. Och op deem Plang wëllt a muss d'Europäesch Kommissioun intervenéieren.

D'Proposen, déi d'Kommissioun mécht, bezéie sech op ganz Europa. Fir d'éischt proposéiert se, fir d'Uplanze vun neie Wéngerten ze beschränken, zweetens fir d'Aushaen ze förderen, a si fuerdert, an all meng Virriedner hunn et gesot: Déi absurd Prozedur vun der Distillatioun soll opheieren. D'Distillatioun gétt jo gemaach, fir de Präisverfall ze verhënneren a fir Wäiner, déi sech eben net klasséieren oder klassifizéiere loossen, vum Maart erfrohuelen.

Neierdengs hu mer och de Problem vun de Variétés à double classement an et ginn och scho Vins de qualité distilléiert. Ech mengen, do sinn d'Alarmluuchten ugaangen. Wann een d'Qualitéitswäiner distilléiere muss, fir de Präisverfall ze verhënneren, da gétt et héich Zäit, dass eppes Neies geschitt.

Zu de Konklusiounen, déi um europäesche Plang gezu ginn: D'Consumatioun hält of, europawäit, net grad ëm 1%, mä knapp drënner. D'Distilléierung bedréit 15%. D'Importer huelen zou, a virun allem entstinn nei Wäibaugebidder op der ganzer Welt a virun allem an der Neier Welt. Och mir kréien nei Wäibaugebidder an der Europäescher Union dobäi. Dorop hu mir null Impakt.

Ech weess net, ob de Minister eis vläch déi Zauberformel soe kënn, wéi een d'Uplanze vun neie Wéngerten an och d'Vinification fir héich qualitativ Wäiner an Chile oder an Amerika verhënnere kéint. Wien dat maache kënn, hätt den „Stein der Weisen“ fonnt.



An da gëtt an deenen europäeschen Texter esou unterschwellig eng Parallell tëschent dem Wäin op där enger Säit an dem Botter- a Mëllechiwwerfloss viru Jore gezunn. A genau dat soll net méi virkommen. Ee Wäisai soll net entstoen. En ass en fait do. Mir ware mat dem Mëllechsai geplot, mir ware mat de Botterbierger geplot, a genau dat soll beim Wäin verhënnert ginn.

Wann ee kuckt, wat de Budget fir de Wäibau an Europa ausmécht, da sinn dat 1,269 Milliarden. Dat ass vill! Mä hei si mer am Fong vun der Diskussioun: Déi 1,269 Milliarden Euro, déi solle bäibehale ginn. Dat heescht also, datt muss gekuckt gi wéi dat Geld nei affektéiert gëtt. Dee Match muss ebe gemaach ginn.

Hei huet Lëtzebuerg seng Roll esou ze spillen, datt mer behalen, wat mer zegutt hunn. Et ass och net enorm vill. Mir dierfen och an der Gestiou vun eise Wäibauareal, an eiser Vinificatioun net ageschränkt ginn. De Lëtzeburger Wäin ass ouni Zweifel am Laf vun deene leschte 15 Joer zu enger „success story“ ginn. Dat muss een esou soen, dat hunn och meng Kollegeen hei uewe gesot. Am Laf vun deene leschte 15 Joer huet de Lëtzeburger Wäin e Qualitéitssprong gemaach duerch d'Zesummewierke vu ganz ville Facteuren.

D'Propositione vun der Kommissioun bedeite fir mech Pisten oder Figuren, déi op engem Schachbriet hin- an hierbougéiert ginn. An do muss mer oppassen, datt dat Schachspill esou gespillt gëtt, datt eise Wäibau net drënner ze leiden huet.

Arrachage vu 400.000 ha: Wat heescht dat fir eis? Mir sinn alleguer der Meenung, datt mir zu Lëtzebuerg net erfoll solle goe vun eisen 1.300 ha, déi mer hunn. Mir brauchen déi. Mir ginn eise Wäi lass.

Den Här Clement huet geschwat iwwert de Verbuet vun Zockerung a Moût concentré. Och dat hätt en Impakt an en immensen Impakt op eise Lëtzeburger Wäibau. D'Distillatioun gëtt ofgeschaf an den Enrichissement soll och ofgeschaf ginn, ganz, oder héchstens nach zu engem bestëmmten, ganz klengen Prozentsaz bäibehale ginn? Ech mengen zu 2%.

Mir hunn iwwerregens ni zu Lëtzebuerg distilléiert. Dat betrëfft eis also net. D'Distillatioun war kee Problem fir eis.

D'Fro, déi sech also stellt, ass: No wat fir enge Kritäre gëtt déi nei Wäibauerdnung opgestallt? Si muss esou opgestallt ginn, datt och mir eise Profit dovun hunn, an datt d'Lëtzeburger Musel ënner kengen Ëmstänn dorënner ze leiden huet.

Wat zéie mer aus der jëtzege Wäibauerdnung eraus? Net extra vill, mä hei geet et och ëm de Prinzip. Mir kréien eng Bähilëf, wann ugeplanzt gëtt no de Kritäre vun der Maartuerdung, dat heescht, wa Wéngerten am Ertrag ausgehaen an neier ugeplanzt ginn, well eben déi Zort keng Zukunft méi um Maart huet. Mir haten am leschte Joer 80.000 Euro dofir kritt. Dat ass häerzlech weíne, mä et geet eben ëm de Prinzip. Beim Moût concentré, do gëtt et jo och eng Bähilëf.

Ech stellen d'Fro no de Kritäre bei der Ëmstrukturéierung an ech sinn iwwerzeegt, datt de Minister dorop äntwere kann. A wat fir eng Richtung gi mer? Kritären, déi der Promotioun vun Lëtzeburger Wäin zegutt kommen an och Kritären, wat d'Informatioun vun de Konsumenten iwwert de Lëtzeburger Wäin ugeet?

E puer Wuert dann, ech hat dat ugekënnegt, zur Ëmstrukturéierung vu Lëtzebuerg an zur sougenannter Rekonversioun vun eise Wéngerten. An domadder wär ech da bei deem, wat ech ugekënnegt hat, wéi den Här Wagner e bëssen ofwärtend iwwert de Lëtzeburger Rivaner geschwat huet.

#### (Interruption)

Op Däitsch heescht e Müller Thurgau, fréier war et de Riesling Silvaner. Et kéint een an deemem Kontext och iwwert den Elbling schwätzen. Fir mech stellt sech beim Rivaner virun allem eng zentral Fro vun der Ëmstrukturéierung.

Rivaner an Elbling, dat sinn déi sougenannt kleng Wäiner. Or, et huet keen Önolog mir nach bäibruucht, wat e sougenannte kleng Wäin ass. Dee Beweis huet nach kee bruecht, weder op organoleptescher Basis nach op chemescher Basis, datt de Rivaner e mannerwärtet Produkt wär, am Verhältnis zu engem Auxerrois zum Beispill. Vlächicht vun der Quantitéit hier. Fréier wéi d'Leit hu misse méiglechst vill Quantitéit zille fir kënnen iwwert d'Ronnen ze kommen, dunn hu mer Elbling a Rivaner ugesat, well een do den Ertrag extrem héich steigern konnt. Déi Zäite sinn eriwuer. Dohier vlächicht de Begrëff kleng Wäin.

Or, wat fir eng Roll spillt de Rivaner haut an eise Lëtzeburger Wäibau? Mir exportéieren

61% vun eise ganzen Export a Form vu Rivaner, 30% vun eise Areal ass Rivaner. An déi sougenannt Cépages nobles, déi stellen nëmme 13% vun eise ganzen Export duer. Ergo si mer drop ugewisen, fir den Export vun Rivaner bäizebehalen.

An dann hu mer verschidde Marchéen. Et gëtt ee Marché, deen ass eis verluer gaang, ech hunn e weider net méi erëmfonnt a grësseren Zifferen. Dat ass de Marché aus Holland. Firwat ass dee verluer gaang?

De Marché an der Belsch, deen de Gros ofänkt vun eise Export, deen ass, wéi ee seet, „gefährdet“. An et muss ee sech folgend Fro stellen - ech hunn awer net déi Recherche bei den Exportateuren gemaach: Wat geet vun Exportwäiner eraus bei eis? Vu wat fir enger Qualitéit sinn déi Wäiner, déi eis Land verloossen? A wat geschitt domadder an deem Exportland?

Ech hu viru Joren ëmmer plädéiert fir Qualitéit beim Kleng Wäin. Dat ass den Ambassadeur vun Lëtzeburger Wäibau bei den Touristen. Een Tourist, dee sech e Glas Wäi bestellt an dee schlecht zerwéiert gëtt, drénkt duerno och kee Cépage noble méi. Eng Kéier ugeschass, da peekt en an, da wëllt hie kee méi. Ergo mussen déi Produits de base - a richteg, de Rivaner ass eist Basisprodukt - gefleegt ginn a si mussen ëmsou méi gefleegt ginn, wa se eraus an d'Ausland ginn, wann et eist Exportprodukt par excellence ass.

Mir kënnen elo iwwer China schwätzen. Dat ass gutt gesot. Mäi Gott, de chineseschen Ambassadeur, deen drénkt bestëmmt gare Lëtzeburger Wäin. Hien drénkt och gar de Wäi vun der chinesescher Mauer. Deen Export ass net de grouse Créneau. Mir mussen fest Abnehmer hunn, déi méiglechst no bei eis wunnen.

An da stellt sech d'Fro vun der Qualitéit. Déi beschte Qualitéit muss mer fäerdeg bréngen an de Créneuen Elbling a Riesling-Silvaner. Et ass och ze begrëssen, datt probéiert gëtt, wat dobaussen an Däitschland schonn de Fall ass, fir aus verschiddenen aneren Drauwenzorten e Crémant ze maachen. D'Versucher lafen am Institut vitivinicole, fir aus Rivaner Crémant ze maachen. Ech si ganz gespaant dorop, wann déi Auswärtung geschitt ass.

Ech soen elo meng Meenung iwwer e Problem, dee keen anere bis elo nach ugeschwat huet: Ech sinn der Iwwerzeegung, datt de Fonds viticole mat deem Geld, wat hie kritt - zu engem Drëttel vun de Wéngerten iwwert den Hektarbäitrag, plus dann d'Coleretten, déi d'Wéngerten bezuelen, dat mécht en Drëttel, vlächicht e bësse méi wéi en Drëttel; de Ministère bezilt dann déi aner zwee Drëttel oder 60% -, datt de Fong also déi Campagne am Ausland maache muss am Intérêt vun dem Verkaf vun Rivaner, ouni deen eis Lëtzeburger Musel net auskënnert an ouni deen och eis ganz Wäilandschaft net auskënnert. De Rivaner muss salonfäeg sinn a salonfäeg bleiwen. Hie stellt en Ambassadeur fir de Lëtzeburger Wäibau duer.

D'Exportatioun gëtt zu 92% vun de Genossenschaft gemaach, a mir kënnen eis et net leeschten dat ze ignoréieren.

Ech froen also, wéi et mat enger spezifischer Campagne ausgesäit an no enger Initiative, fir deen Image vun Rivaner opzopulieren. Et ass net gutt, wa mer dës grouss Produktioun ënnert den Dësch rieden an esou niewebäi mat duerchhuelen.

Zweete Volet, mir schwätzen iwwert d'Promotioun. Ech wollt an deem Kader e bëssen iwwer integréierte Wäibau schwätzen an iwwer biologesche Wäibau. Wann ee sech e bësse schlaumécht an der Grenzregioun, da stellt ee fest, datt d'Wéngerten sech zesummendinn, fir no Labels de qualité ze sichen. Si sichen no Dénominatiounen, si sichen no Nimm a si sichen no Wäertkritären, déi hinnen hëllef, hir Wäiner ze vermaarten, a woubei si dann eppes Spezifisches op d'Etikett schreiwe kënnen.

Dobei gëtt et dann staark Tendenzen. Déi eng, déi schreiwe biologesche Wäin op d'Etikett. Anerer sinn um Wee fir den integréierte Wäibau ze promovéieren. Mengen Informatiounen no lafen do ganz grouss Initiativen am Elsass, wou d'Wéngerten schonn méi Hektaren integréierte Wäibau bedriewen, an och de Sigel dovun hunn, wéi mir hei zu Lëtzebuerg Gesamtareal hunn.

Den integréierte Wäibau ass soss näischt anescht wéi, op eng Formel bruecht, eng Harmonie tëschent der Natur an deene Mëtelen, déi een asetze muss, fir e proppert Produkt ze kréien. Dat heescht, ech schützen d'Natur esou wäit wéi méiglech, setzen nëmme Saachen an, déi nët biologesch sinn, wann ech se brauch, fir meng Qualitéit respektiv och meng Quantitéit ze halen. Ech siche virun allem fir den Ënnerbau, d'Struktüre vun Buedem, fir d'Geologie ze respek-

téieren, maachen eng Begréngung vun Buedem, etc.

An et gëtt esou kleng Tricken, déi ugewannt ginn, an déi äusserst interessant sinn, si héieren sech u wéi Spillereien, sinn et awer net. Zum Beispill de Fait, datt Steng an de Wéngerten geluecht ginn, wou sech dann Déiercher zillen, déi dann d'Schädlinge bekämpfen, etc., esou datt een ëmmer méi op Pestizide verzichte kann. Dat géllt fir den Elsass, wou déi Tendenz virgedriwwen gëtt. Et géllt och fir Däitschland.

An ech stellen dann als zweet Fro déi hei: Ass et net méiglech, fir de Begrëff integréierte Wäibau och hei zu engem Label de qualité opzebauen? Dat géif eis ofsetze vis-à-vis vu Masseproduktiounen, déi dee Label net hunn.

Ech wollt an deemselwechte Kontext och d'Fro stellen no verschiddene Reglementer, besonnesch no engem Reglement, dat mir perséinlech um Häerz läit, Här Minister, nodeem ech e puermol Wäi gedronk hunn, deen esou atypesch fir Lëtzebuerg war, datt ech mech gefrot hunn: Vu wou kënnst deen? Hien huet mech erënnert un Wäiner, déi nëmme op där anerer Säit vun der Musel produzéiert gi si virun enger gewässer Zäit. Ech froen nom Reglement iwwert de Reschtzocker.

Do gëtt et munchmol Wäiner um Maart, déi drénkt een ewéi Drauwejus. Et mierkt een eréischt datt et Wäin ass, wann ee voll ass - virdu kriss de et net mat -,...

#### (Interruptions)

...well se esou vill Reschtzocker hunn, datt se sech...

#### (Interruption)

Dat kënn alt vir, Här Gira.

#### (Interruptions)

» M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Ass et wouer?

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Mä dach. Da si mir d'Affer vun eise Beruff.

#### (Brouhaha général)

» Une voix.- Dir sidd dach net méi Buergermeeschter.

» Une autre voix.- Déi Excuse ass gutt!

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Zum Begrëff Reschtzocker: Wann een elo higeet, esou wéi et wahrscheinlech och proposéiert gëtt, fir de Reschtzocker unzeginn op der Etikett...

#### (Brouhaha général)

Et gëtt Deputéiert, déi interesséiere sech terribel fir Zocker. Si sinn am Ënnerzocker.

#### (Hilarité)

Kuerz gesot: Ech wär frou, wann et méiglech wär, fir de Reschtzocker exakt op d'Etikett ze schreiwen oder weinstens kloer Normen anzeféieren an déi Norme fir de Verbraucher daitlech ze maachen. Ech fannen, datt e Begrëff wéi Vin moelleux net duergeet, fir d'Typicitéit vun engem Wäin ze bezeichnen. Et kann ee wahrscheinlech méi Nuancen erabrénge wéi just déi do.

Just nach ee Wuert zum Biowäibau: E Begrëff, dee jo och vill strapazéiert gëtt an deen oft zu engem Argument an der Vente ginn ass. Mir hunn zu Lëtzebuerg sage und schreibe 4,5 ha biologesch ugebaute Wéngerten, an et ass ganz kloer, datt et zu Lëtzebuerg eng Demande vun de Konsumenten gëtt no Bioprodukten. Et streide sech d'Geeschter, ob mir 20 oder 25 ha verkaafte kënnen zu Lëtzebuerg, oder nach an d'Luucht gi bis op 60 ha. Déi zwou Proposé si wahrscheinlech extrem. Do kann een eng Étudé maachen, eng Étudé du marché, an da wäert ee sech wuel an der Mëtt erëmfannen.

De Biowäibau zu Lëtzebuerg solle mer fördern, a wann een déi Pist vun integréierte Wäibau suivéiert als Promotiounslabel an déi vun Biowäibau fir Alternativproduktioun, da kréie mer doduerch keng zousätzlech Nischeproduktioun, mä Wäiner, déi eis differenzéiere vun de Produkter aus anere Länner a virun allem vun de Produkter, déi iwwert d'Mier bei eis kommen.

Mä ech wëll awer elo dem Här Kox net virgräifen, well hie seet et ganz bestëmmt. De Begrëff „Biowäibau“ ass äusserst problematesch. Wa Wéngerten do leien, wou den Helikopter laanschflit, da fällt déi Britt vu Sprézmëttel op d'Biowéngerten erf. Wann een dat wëllt verhënnere, a wann ee wëllt virukommen...

» Une voix.- Den Helikopter muss 20 km derlaanscht fléien dee Moment.

» M. Jos Scheuer (LSAP).- Jo, wann ee wëllt déi Pist vun Biowäibau suivéieren, da muss een och de Courage hunn, fir se ze gruppéieren op Plazen, wou een no deene festgeluechte Kritäre vun Wäibau dann och eng Bioproduktioun maache kann.

Et gëtt awer nach ee Fait, dee gëtt och vun der Kommissioun ënnerstrach a laanscht dee komme mer net: Et kann een eng Bioproduktioun vun Drauwe maachen. Mä dann huele mer dës Drauwen an de Keller, an do gëtt et keng Kritären, fir Biowäin ze maachen. Déi Kritäre sinn net festgeluecht, dat ass eng Lacune am europäesche Wäibau, eng Lacune an der europäescher Uerdnung. D'Kellerwirtschaft muss der Produktioun vun der Drauf ugepasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Musel an de Wäin sinn ouni Zweifel en Deel vun eiser nationaler Identitéit. Mir hu fir de Moment eng Produktioun, déi mer verkafe kënnen. Ech hunn awer op eng Schwieregkeet am Export higewisen.

Mir hunn eng Wéngerschaft, déi eppes entdeckt huet, wat virun net esou de Fall war, nämlech d'Wéngert hunn entdeckt, datt een Entrepreneur ass, wann ee Wéngerten huet a wann ee säi Wäi mécht oder wann een un der Wäiproduktioun bedeelegt ass. Dat géllt och fir d'Kellereiwéngert, fir d'Genossenschaftswéngert.

Deen Engagement, deen e Wéngert, e jonke Wéngert bréngt, ass ouni Zweifel positiv ze wäerten um gesellschaftleche Plang. De Wéngert ass eng Perséinlecheit, deem säi Beruff hien an eis Gesellschaft integréiert an op en héijen Niveau setzt. Dat erkläert och, firwat ewell esou vill - oder relativ vill am Verhältnis zu deene leschte 15 Joer - jonk Leit nees bereet si, Betriber ze iwwerhuelen. Mä et geet net duer. Et mussen der méi ginn.

Da stellt sech natierlech d'Fro vun der Formatioun. Ech mengen, datt zu Ettelbréck ee jonke Mensch amgaangen ass, eng Ausbildung ze maachen. Also muss mer Synergie maachen am Ausland, wou déi jonk Leit, déi munchmol eng ganz héich Formatioun hunn ier se Önologie studéieren, eng fachlech Ausbildung kréien. Och d'Formation continue muss op engem héijen Niveau da regelméisseg vu Lëtzeburger Säit respektiv och vun däitscher oder vu franséischer Säit assuréiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, vu datt jidderee fir seng Partei schwätzt, war dëst en Apport vun de Sozialisten zum Lëtzeburger Wäibau, mat engem Plädoyer fir d'Promotioun vun deem klengem Wäin; dat ass de Rivaner nämlech net!

#### (Interruptions)

Et kënn e ganz grouse Wäi sinn, esou sollte mer en zillen, esou sollte mer en bauen an esou sollte mer en dann och vermaarten.

Merci fir d'Nolauschteren.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» Mme la Présidente.- Merci, Här Scheuer. Deen nächste Riedner ass den Här Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

» M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als véierten Ostdeputéierte schwätzt, ass jo munches virdu scho gesot ginn. Duerfir wëllt ech och net ausféierlech op déi Wäibaureform agoen, mä punktuell verschidde Saachen opwerfe respektiv dann de Lien zu der Lëtzeburger Musel maachen.

Wéi Dir wësst, waren et jo bekanntlech d'Réimer, déi de Wäin op Lëtzebuerg bruecht hunn. Et ware si, déi laanscht d'Musel, an net nëmme laanscht d'Musel, d'Wéngerten ugeplanzt an domat och d'Kultur vun Wäin a ronderëm de Wäin matbruecht hunn.

Am Kader vun der europäescher Kulturhauptstad 2007 Lëtzebuerg a Groussregioun presentéiert d'Land Rheinland-Pfalz zesumme mam Bistum Tréier an der Stad Tréier eng bedeutend kulturhistoresch Ausstellung „Konstantin der Große“. D'Ausstellung zu Tréier wäert sécherlech ee vun de kulturellen a geschichtlechen Héichpunkte vun Kulturjoer 2007 duerstellen. Dës Ausstellung ass d'Häerzstück vun Projéit „Straßen der Römer“, e Projéit, dee säit Januar



2007 als historisch Stroossennetz eng ganz Region matenee verbënnt. De Kulturprojet bréngt deemno och eis Musel besonnesch an d'Rampeliicht. A wa mer Musel soen, da sinn eis Wéngerte respektiv de Miseler Wäin net méi wäit.

Wéi heescht et zum Beispill op hirem Site: „An der Nahtstelle des Dreiländerecks Deutschland, Luxemburg und Frankreich ist die Freude an guter Küche und erlesenen Weinen der Mosel- und Saar-Ruwer-Region überall zu spüren.“ Alles noliesien op [www.konstantin-ausstellung.de](http://www.konstantin-ausstellung.de).

Madame Presidentin, Dir Dammen an Hären, wat huet dës Ausstellung dann elo mat der neier Wäibaureform vu Bréssel ze dinn? Ech menge ganz vill. D'„Straße der Römer“ ass eng vun den Äntwerten op d'Problematiken, déi am Zesammenhang vun der Wäibaureform opgeworf goufen. Souwuel de Vorschlag vun der Kommissioun wéi och d'Europaparlament a sengen Diskussiounen gesinn d'Promotioun an d'Veermaartung vun Wäin als eng vun deene wichtegsten Aufgaben un.

Wien haut e Wäi verkafe wëllt, dee kann net nëmmen eleng an ausschliesslech d'Produkt Wäi verkafen. Et muss een eng Region, hir Leit an hir Kultur, hir Liewensphilosophie a viles méi vermaarten. Grad a Wäibauregion leéist sech déi Synergie exzellent koppelen. Dës Strategie ass zwar net nei, mä hei zu Lëtzebuerg bei Wäitem nach net ausgebaut. Mir dinn eis nach ëmmer schwéier, d'Region als Ganzes ze verkafe. Och den eenzelne Wäiproduzent deet sech nach ëmmer schwéier, dës Synergien anzegoen.

En éischte positive Worf an déi Richtung ass sécherlech de Projet vu LEADER+ Musel, fir d'Region als Ganzes ze vermaarten an d'Region nämlech ënnert engem Numm „Miseler Land“ optrieden ze loosse.

Mir dierfen eis awer näischt virmaachen: D'Landwirtschaft an domadder och de Wäibau stiechen an engem Strukturwandel. D'Globaliséierung mécht och net virun dem Wirtschaftssektor an dem entspreche Produkt halt. Eng ganz Rei vun Indikatoren schwätzen do eng eendeiteg Sprooch: Réckgang vum Verbrauch, staark Zounahm vun den Importer, strukturell Iwwerschoss, systematesch Destillation. Den europäesche Wäibau kënnt deemno net laanscht eng Reform. Den europäesche Wäisektor huet eng ganz Rei vu Stärkten; en huet awer och beträchtlech Schwächen. Zu de Stärken gehéieren - wéi virdu scho gesot - sécherlech d'Traditioun vun engem méi wéi dausend Joer alen Know-how, wat d'Hierstellung vun héchster Qualitéit garantéiert.

Do dergéint schwätzt awer e strukturellen Iwwerschoss u Wäin ouni Ofsatz, deen zu drasteschen Akommesverloschter fir d'Wénzer féiert. Dësen Iwwerschoss bréngt mat sech, datt de Wäin deier gelagert respektiv destilléiert muss ginn. Vun dësem Moosname si mir bis elo hei zu Lëtzebuerg gréisstendeels verschont bliwwen, well mir praktesch nëmme Qualitëitswäibau ubaue respektiv e konstante Wäibauperimeter opweisen ouni illegal Uplanzungen, vun deenen et der an de sädleche Länner eng etlech ginn, an déi haaptsächlech zur Iwwerproduktioun bäidroen.

Dobäi kënnt, datt déi europäesch Wäiner insgesamt ëmmer méi u Wettbewerbsfähigkeit vis-à-vis vun de Wäiner aus der Neier Welt verléieren. Déi ginn als méi bestänneg ugeholl an hu sech eendeiteg besser op de Geschmaach vun engem Deel vun de Konsumenten hei an Europa ausgerichtet: d'Generatioun Vanille, Wäiner also, déi e Passepartout duerstellen; de Chardonnay als Paradebeispill vun dëser Geschmacksrichtung; Einheits-Goût par excellence, sief dat e Wäin aus Australien, Chile oder och nach Kalifornien.

Eis Gesellschaft wëllt sech scheinbar net méi mat der Komplexitéit vun de Wäiner auseenansetzen: Wäiner, déi un d'Region ugepasst sinn; Wäiner, wou een den Terroir erausschmaacht. All Region huet säi Wäin a seng Typicitéit. Do läit d'Stärkt vun Europa. Mir dierfen dës Traditioun net opginn a mussen alles drusetzen dës Trémp auszeespillen.

Bei dëser Aufgab mussen mer de Konsument och méi verstärkt zréck an d'Boot kréien.

D'Geiz-ist-geil-Mentalitéit ass och am Beräich vum Wäikonsum sécherlech net dénglech. Global denken a regional handelen, muss d'Devise sinn. Fir dës émssetzen, a besonnesch och zu Lëtzebuerg, muss de Wäiproduzent awer och op si fir nei Experimenten. Hie muss op d'Leit duergoen a se mathuelen an eng Welt vun Traditioun an Innovatioun, Qualitéit an Transparenz.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'EU-Kommissioun huet eng ganz Rei vu Virschléi presentéiert, wéi déi strukturell Schwächte vum europäesche Wäibau kënne behuue ginn. Och fir déi Gréng sinn eng ganz Rei vun dësen Zilsetzungen ze ënnerstëtzen. Den europäesche Wäi soll och an der Zukunft fir Qualitéit a regional Besonderheete stoen. Déi momentan Villfalt u Wäinzorte respektiv Wäiner a Wäikulturen dierf net verluer goen.

Déi wichtegst Fro ass awer: Wéi wäit kënne mer a mussen mer d'Liberaliséierung vun Wäibau dreiwien? Awéiwäit dierfe mer d'Maartöffnung fir Wäiner aus onorthodoxer Hierstellung akzeptéieren? Awéiwäit erlabe mer den Zousatz vu Waasser, Holzspéin oder och nach Wäifractionéierungen, wéi dat schonns a ville Länner Praxis ass? Wichteg aus grénger Siicht ass, datt fir de Verbraucher erkennbar ass wou de Wäin hierkënt a wéi de Wäin hiergestallt gouf.

Ech wëll da kuerz op déi eenzel Reformvirschléi vun der Kommissioun agoen. D'Kommissioun schléit zum Beispill, fir de strukturellen Iwwerschoss u Wäi kënne an de Gréff ze kréien, eng massiv Rodung vir; also en Aushae vu bal 400.000 ha Wéngerten. Dës Moosnam ass sécherlech a südliche Länner punktuell néideg, besonnesch do wou illegal Planzungen duerchgefouert gi sinn. Am grousse Ganzen dierf et awer net zu dëse massiven Aschnëtter kommen, besonnesch well d'Ausha-Primmen e grousse Undeel vum EU-Budget verschlängen an domat a Beräicher, wou se méi néideg wären, wéi zum Beispill der Promotioun, feelen.

D'Dier vu punktuellen Ausha-Moosnamen dierf awer net ganz zougeseh ginn. Och mir hei zu Lëtzebuerg hu schonns deelweis dovun profitéiert; dës zum Beispill a Randgebied vum Wäibaureal. Wann awer muss ausgehae ginn, dierf den Droit de plantation net ganz verluer goen, well d'Gefor vun Dréischenen innerhalb vum Wäibaureal grousst ass, wat dann zousätzlech Problemer schafft.

De Subsidiaritätsprinzip bei der Uwendung vun Ënnerstützungsgelder ass sécherlech begréissenswäert. Esou kënne d'Länner besser op hir spezifesch Situatioun agoen. D'Gefor ass awer och do grousst, datt mer erëm zréckfallen an eng ze staark Zerstéckelung vun der gemeinsamer Agrarpolitik. Besonnesch déi grousst Länner kéinte sech hei op Käschte vun deene kleng Länner besser Virdeeler verschafen.

Zur Entwécklung vun ländleche Raum: D'Kommissioun schléit vir den Transfert vu Gelder aus der éischer Sail - also Gelder, déi fir d'Ëmstellungs- an d'Ëmstrukturéierungsmoosname genotzt ginn - an de Beräich vun der zweeter Sail ze integréieren; eng zweet Sail, déi d'Verbesserung vun der Ëmwelt respektiv vun der Landschaft ënnerstëtze soll.

Dës Reform gétt zwar vun deene meeschten europäesche Wäibauregionen ofgelehnt, déi Gréng mengen awer, datt d'Koppelung u méi spezifesch Ëmweltmoosname längerfristeg net opzehalen ass. Dës Moosname si jo schonns laang e Bestandteil vun der allgemenger Agrarpolitik, an hunn do zu méi oder manner positivem Verständnis bei de Bauere vis-à-vis vun der Ëmwelt bäigedroen. Derbäi kënnt, datt déi eenzel Länner Méiglechkeeten hunn zousätzlech Hëllefstellung ze ginn.

Zu der Qualitëitsproblematik an der geographescher Appellatioun: Fir déi Gréng ass et wichteg, dass d'Liewensmittelproduktioun d'Qualitéit an de Vierdergrond stellt. Nëmme héich qualitativ Produkter, besonnesch hei zu Lëtzebuerg, kënne dobäi iwwerliewen. D'Wäibauproduktionsmethoden, oder besser gesot déi ònologiesche Verfahren, sinn dobäi e wichtige Bestanddeel. D'Liberaliséierung vu Wäibauproduktionsmethoden ass scho wäit fortgeschritt; och déi industriell Wäinhierstellung. Déi traditionnell Wäinhierstellungsverfahre mussen dofir méi ënner Schutz gestallt ginn.

D'Beispill vun den Holzspéin weist, datt d'Methoden ëmmer méi originell ginn. Déi europäesche Regelen erlaben deen Asaz jo och scho bekanntlech hei zu Lëtzebuerg respektiv an Europa. Et wär un der Zäit och hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun iwwert deen Asaz ze féieren. Ass d'Verbot generell oder erlabe mer den Asaz punktuell? A Frankräich respektiv Däitschland sinn déi Diskussiounen scho gelaf a si hu sech een-

deiteg fir e Verbot vum Asaz vun Holzspéin a Qualitëitswäiner ausgesprach.

Mir dierfen eis awer och do net an d'Täsch léien. Och hei zu Lëtzebuerg ginn et schonns eng ganz Rei vun Hëllefstoffen, fir d'Wäiproduktioun ze ënnerstëtzen: sief dat am Ufank, während oder och nach no der Gärung, sief dat fir de Goût oder d'Faarf oder och nach d'Feeler bei der Wäiproduktioun ze beaflossen. Duerfir kritt an huet den Étiquetage eng besonnesch Roll vis-à-vis vum Konsument ze spillen.

Och d'Veerschaffe vu Moscht oder Wäin aus Dréttlänner schafft Problemer; e Wäin also, deen op Basis vum importéierten Drauwemoscht oder Wäin entstanden ass. Dës ass contraire zum Gedanke vun enger Stärkung vum ländleche Raum mat sengen Traditiounen a Produkter, wat jo besonnesch fir de Wäi géllt. Engersäits stelle mer gären d'Wichtigkeet vun der Wäibauregion op kulturellem a politeschem Feld an de Vierdergrond, op där anerer Säit loosse mer respektiv ënnerstëtze mer d'Veerarbechtung vun net europäeschem Moscht zu engem europäesche Wäin. Dës kann an dierf a sech net sinn. Mir wëssen awer allegueren, datt dat haut scho gängeg Praxis ass.

D'Globaliséierung mécht jo awer net beim Wäin halt. Och haut kritt en chileneschen, australeschen a mar vläicht chinesischen Moscht oder Wäi fir en Apel an e Stéck Brout, fir dann a grousse industrielle Kellereien zu europäeschem Wäi verschafft ze ginn. Duerfir kritt och hei den Étiquetage eng besonnesch Bedeitung. D'Gefor vun enger Banaliséierung vum Goût ass grousst. Eng Banaliséierung, déi et mat sech bréngt, datt eng Upassung vun europäesche Wäin un international Goüten d'Folleg ass. Wou bleift do de Charakter vun der Region, vum Terroir respektiv vun där aus der Region spezifischer Wäinzort?

Mir kënne awer nëmmen da bestoen, wa mer et fäerdeg bréngen de Konsument erëm méi mat den ënnerschiddleche Goüten ze begeeschten. Dës ass sécherlech net einfach, mä et ass déi eenzeg Chance, besonnesch hei op der Musel, wou mer eis dach gären op de Qualitëitswäi berufen.

Dofir ass d'Reform vun der Marke nationale eng wichteg Erausforderung. Déi Reform ass awer dann eréischt vollstänneg a richtig, wa mer endlech eng raimlech getrennte Sëtzuordnung duerchféieren, ouni datt deen een oder aner beim Wäin-Schmaachen an d'Glas kuckt.

#### (Interruption)

Mir brauchen keen Eenheitswäin. Mir brauchen e Wäin, deen et fäerdeg bréngt d'Kliantell ze begeeschten an unzeseien. Dës Aufgab ass virun allem eng Aufgab vun de Wäiproduzenten.

Och d'geographesch Appellatioun ass e weidere wichtige Punkt fir den europäesche Wäibau. Wann d'Regionen nach e Stellerwäert sollten hunn, muss d'Typicitéit vun der Region och oprechterhale ginn. Grad den Zesammenhang vu regionale Produkter a regionalem Tourismus ass eng wichteg Tromp fir den europäesche Wäin.

Och fir Lëtzebuerg stellt sech d'Fro vun enger méi optimaler geographescher Appellatioun. D'Lagebezeichnung ass sécherlech e wichtige Atout an dëser Iwwerleeung. Vläch kann de Minister eis iwwert de Stand vun den Diskussiounen ëm eng Lagebezeichnung op der Lëtzebuurger Musel opklären?

Dass den Étiquetage e wichteg Instrument fir d'Transparenz vis-à-vis vun de Klienten ass, hunn déi Gréng schonns oft op dëser Plaz hei ënnerstrach. Besonnesch am Beräich vun de Liewensmittelen huet den Étiquetage eng grousse Roll ze spillen. Niewent der Transparenz ass awer och d'Éierlechkeet an d'Eendeitegkeet vum Étiquetage vu Wichtegkeet.

Ouni Promotioun an Informatioun ass och dee beschte Wäin oder Crémant net un de Mann oder un d'Fra ze kréien. Wéi aganks schonns emol gesot, mussen iwwert de Wee vu gemeinsamen Aktiounen Synergie gesicht ginn, fir eng optimal Vermaartung bedriewen ze kënne. Dofir muss och op europäeschem Plang méi an de Beräich vun der Promotioun investéiert ginn. Hei muss de Sektour awer och selwer nach méi Ustrengunge maachen.

Fir Lëtzebuerg géllt virun allem, eng gemeinsam Visibilitéit no baussen opzebauen. D'„Miseler Land“ ass een éischte Schrëtt an déi Richtung a soll dofir och ënnerstëtzt ginn. Duerch déi nei Wäibaureform ginn och d'Comités interprofessionnels méi staark gefördert. Dofir misst a sech de Comité interprofessionnel, wéi virdu och scho vun Här Wagner gesot, hei méi staark ënnerstëtzt ginn. D'Kompetenzgerangel am Beräich vun

der Promotioun an der Informatioun ass och hei sécherlech kontraproduktiv.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger Ausféierung wëllt ech nach op e puer Punkten agoen: Dës sinn de Biowäin, den Ëmweltschutz an d'Klimaproblematik. Et ass virdu scho kuerz erwähnt ginn, dass de Biowäin hei zu Lëtzebuerg och e grousst Potenzial huet. Et dierft och mëttlerweil an de Käpp vun de Wénzer respektiv dem Wäibauminstitut an dem Minister ukomm sinn, dass den Ubau vu Biowäin och hei zu Lëtzebuerg méiglech ass. D'Nofro no biologesche Produkter gétt nämlech ëmmer méi grousst. D'Produktioun kënnt der Demande bei Wäitem net no.

Sécherlech dierf net laanscht de Maart produzéiert ginn. Dës géllt jo awer net nëmme fir de Biosektor, mä fir sämtlech Produkter. An der konventioneller Landwirtschaft ass d'Iwwerproduktioun schonns bal d'Regel. Dofir gétt jo bekanntlech och dës Wäibaureform duerchgefouert.

Datt de Biowäin och hei zu Lëtzebuerg funktionéiert, brauch jo elo net méi bewisen ze ginn. Datt mer awer nach ëmmer nëmme bei engem professionnelle Wénzer sinn, ass schonns erstaunlech. D'Demande ass bei Wäitem vill méi grousst, wat dozou féiere géif, dass ëmmer manner, wa méi géif ugeplazt ginn, auslännesche Wäin do importéiert kéint ginn.

D'Virdeeler leien net nëmmen am Beräich vun der Vermaartung, mä och a besonnesch am Émgang mat der Ëmwelt. D'Beleaschtung vu Buedem a Loft ass bekanntlech ganz kleng, well op synthetesch Sprétmittel a Konschtdünger verzicht gétt. Och gétt duerch d'Uplanze vun ënnerschiddleche Kraider a Grieser eppes fir d'Planzvillfalt an de Wéngerten ënnerholl. Hei kann och déi konventionell Landwirtschaft nach munches opuelen.

Datt d'Produktioun vu Biodrauwe méi Opwand bedeit, dat ass bekannt. Och am Biowäibau muss gesprézt ginn. Déi natierlech Mëttele sinn och bei Wäitem net esou staark an dofir och net esou wierksam. D'Wierksamkeet gétt awer duerch de richtigen Zäitpunkt vun der Sprézung ëmsou méi verstärkt. Dofir ass am Biowäin d'Feststellung vun richtigen Zäitpunkt ee vun de wichtegste Punkten. Mä och fir de konventionelle Wäibau ass den Zäitpunkt vun der Sprézung ee vun de wichtegste Punkten.

De Klimawandel bréngt mat sech, dass mer am Ufank vun der Vegetationsphas, datt heescht Mee-Juni, scho relativ héich Temperature mat héijer Fiichtegkeet hunn, idealen Nährbuedem also fir Pilzkrankheeten. Dës war besonnesch d'lescht Joer an der Gemeng Schengen de Fall. Staarke Pilzbefall war a sämtleche Wéngerten opgetruden. Duerch eng effikass Wiederstation mat Pilzpreventiounssystem loosse sech vill Kränkten an och vill Sprétmittel aspueen. Dofir geet et net duer, een oder zwee esou Systemer opzestellen, mä op der ganzer Musel mussen esou Systemer opgestallt ginn. D'Ëmwelt an déi nokommend Generatiounen danken.

Ech kommen zum Schluss. De Lëtzebuurger Wäibau ass net an der Kris, mä och mir mussen eis strukturell upassen. E puer vun deenen Upassungen hunn ech hei genannt. Och d'Diskussiounen an der Kommissioun respektiv am Europaparlament si bei Wäitem nach net ofgeschloss. Wëschenswäert wär op jidde Fall, dass de Minister méi fréi a méi konzertéiert mat dem ganze Sektour, méi oft an am Virfeld vun deenen Diskussiounen zesummekënn.

Global denken a regional handelen oder wéi an dësem Fall éischer regional Produkter drénken ass fir déi Gréng d'Devise. Esou wéi virdu scho gesot, muss de Lëtzebuurger Wäisektor awer de Konsument mathuelen. Mathuelen an eng Welt vun Traditioun an Innovatioun, Qualitéit an Transparenz.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix** - Très bien.

» **Mme la Présidente**.- Merci, Här Kox. Den nächste Riedner ass den Här Mehlen. Dir hutt d'Wuert, Här Mehlen.

» **M. Robert Mehlen (ADR)**.- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'europäesche Agrarpolitik, an do ziele mer d'Wäibaupolitik jo och dozou, déi zeechent sech doduerch aus, datt eng Reform déi aner jot. Kaum, datt déi eng duerchgesat, émgasat ass, da gétt schonns erëm vun där nächster geschwat. Dat ass eppes, wat d'Leit, déi hir Betriber mussen géréieren a laangfristeg an hire Betriber plange mussen, viru grousse Problemer stellt.

De Wäisektor an Europa kriselt scho laang an en ass an enger déiwer Kris. Mir kënne



iwwert d'Grenz kucken. En traditionell Wäil-land wéi Frankräich, do sinn traditionell Familljebetriber, déi iwwer vill Generatiounen bewirtschaft gi sinn, déi vir bäi an hanne widder sinn an net méi wëssen, wéi et soll weidergoen. An dofir kann een och grond-sätzlech d'accord sinn, datt de Wäisecteur hei an Europa eng Reform brauch, datt eppes muss passéieren.

D'Virschléi allerdéngs, déi d'EU-Kommissioun den 22. Juni d'lescht Joer gemaach huet, kënnen eis Zoustëmmung net fannen. Déi Virschléi hunn natierlech e konkreten Hannergrond. Et gétt strukturell Iwwerschëss. Dat léisst sech net ewechdiskutéieren. Dat ass och net nei.

Ech hunn aus Ärem Rapport, Här Minister, erausgeholl, datt d'lescht Joer, 2005, d'Demandes de distillation an der EU 15,4 Milliounen Hektoliter betraff hunn, datt d'Kommissioun dovun 8,4 Milliounen Hektoliter accordéiert huet, an datt dat insgesamt e Käschtel vum 185 Milliarden Euro bedéngt. Déi Destillatioun, wa se dann ëmmer an ëmmer erëmkënn, ass eng onsënneg Moosnam. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens. Do muss dann eng strukturell Reform kommen.

Mir bréngen et och vläicht fäerdeg, d'Leit ze iwwerzeegen, datt se aus gesondheetleche Grënn e bësselche Wäi sollen drénken, déi, déi déi Gewunnecht net hunn. Da wär de Problem sécher séier geléist. Oder mir sollen dat, wat do un Energie produzéiert ginn ass, well dat ass och en Aspekt, dann enger sënnavoller energetescher Notzung zouféieren. Mä d'Destillatioun ass sécher net déi sënnavoll energetesch Notzung, well do gétt praktesch méi Energie verbraucht derbäi, wéi der netto erëm ënnen iwwreg bleift.

Et kann een och, wann ee Lëtzebuerg kuckt, soen, datt de Klimawissel, dee mer alleguer spieren, sech an deene leschte Jore positiv op d'Ertragssituatioun, op d'Ertragssécherheet ausgewierkt huet. Mir brauchen nach net esou schrecklech wäit zréckzedanken, fir eis u Joren ze erënneren, wou praktesch ganz Récolten erkaalt waren oder verhagelt gi sinn. Dee Problem si mer zwar haut och nach net lass, mä et gesäit een awer, datt an där leschter Décennie a souguer e bësse méi wäit zréck praktesch net méi richteg op der Musel eppes erkaalt ass.

D'Kommissioun schléit, aus Lëtzebuerg Siicht wichteg, zwou Mesur vir. Dat ass hei scho gesot ginn. 400.000 ha erausrappen. Dat géif 2,4 Milliarden Euro kaschten. Dat géif Sënn maachen, wann d'Europäesch Unioun ee protegéierte Maart hätt. Dat ass awer net de Fall! De Maart ass op. An dat, wat anerer och scho vun deser Plaz aus gesot hunn, nämlech datt dat, wat mir selwer reduzéieren, automatesch duerch Importer erëm ausgeglach gétt an duerch méi Produktioun, méi Usetzen ausserhalb der EU méi wéi kompenséiert gétt, dat trëfft ganz sécher zou.

Dat Zweet ass de Problem - dee jo och hei net nei ass - vun der Uräicherung mat Saccharos, déi verbuede gi soll. D'Kommissioun hätt gären, datt dat da soll mat konzentréiertem Most geschéien. Dat ass eng Ingérence an d'Aart a Weis, an d'Traditiounen, fir Wäin ze produzéieren, déi een net toleréiere kann. Do geet eiser Meenung no d'Kommissioun ganz eendeiteg ze wäit.

Dat géif d'Typicitéit vum Lëtzebuerg Wäin, a just dat ass jo awer säin Atout dobaussen, esou verfälschen, datt just déi Chancen, déi mer awer gesinn, doduerch géinge futti gemaach ginn. Duerfir kann dat absolut net akzeptéiert ginn.

Mir sinn hei en face vum generelle Problem vun der Liberaliséierung, wou mir an engem Land, wou vill verdéngt gétt, wou d'Käschte relativ héich sinn, enger Konkurrenz ausgesat sinn, wou kee frett enner wat fir enge Konditiounen, datt déi Importwäiner da produzéiert gi sinn, wéi héich d'Aarbechtsléin an deene Länner sinn, wéi héich d'sozial Protektioun vun deene Leit ass, déi an deene Wéngerte an an deene Kellere schaffen, an no wat fir enge Methoden d'Vinificatioun do virgeholl gétt.

Och muss een d'Fro opwerfe vun den Transporter haut, an dat ass ee reellen a generale Problem, datt nämlech déi wierklech Transportkäschten, wann een d'Ëmweltbe-laschtung an d'Auswierkungen op d'Ëmwelt mat a Betracht ziit, einfach net realistesch sinn.

Et kann och net logesch sinn, Madame Presidentin, datt zum Beispill d'Servicer an der EU protegéiert ginn - mir hunn eng Risen-diskussioun gehat iwwert d'Bolkestein-Direktiv, wou mer eis Gott sei Dank eens gi sinn, datt dat net esou ka goen, wéi den Här Bolkestein sech dat virgestallt hat -, an datt awer aner Beräicher der fräier Konkurrenz gnadenlos ausgeliwert ginn, oni datt mer

et fäerdeg bréngen an deem fräien Handel e Minimum u sozialen a ekologeschen Normen ze etabléieren.

Mir als ADR si jiddefalls kategorieesch géint esou eng Approche am Kader vun der WTO.

Madame Presidentin, et ware Leit viru mir hei, déi sech beklot hunn, an net zu Onrecht, datt de Ministère sech bis elo relativ roueg verhalen huet vis-à-vis vun de Propositionen vun der Europäescher Kommissioun. An ech ka mech deem och nëmmen uschlëssen.

Ech erlabe mer mat Ärer Genehmigung hei aus enger Lëtzebuerg Zeitung ze zitéieren. Do stoung den 23. Januar - dat ass jo nach net laang hier -: „In Luxemburg hat sich das zuständige Ministerium für Weinbau, genauer Minister Boden und Staatssekretärin Modert - beide CSV -, nur zurückhaltend und relativierend geäußert. Engagierte Stellung bezogen hat dagegen schon früh die Europaabgeordnete Astrid Lulling - CSV -, Vorsitzende der Intergruppe ‚Wein, Tradition und Qualität‘.“

Ech géing, Madame Presidentin, mat Ärer wohlwollender Genehmigung eisen zwee Regierungsmemberen un d'Häerz leeën, sech un hirer Parteikolleegin e gutt Beispill ze huelen.

#### (Interruption)

Do hu se jo ganz sécher näischt dergéint.

Zréck vum internationalen Terrain op Lëtzebuerg. Ech géing soen, mir hätten als Wäibaugebitt prinzipiell grouss Chancen, eis géigeniwwer der internationaler Konkurrenz ze behaupten.

Allerdéngs ass d'Situatioun net roseg. Wann een d'Consummatioun hei am Land kuckt, an dat si Statistiken, déi ech aus Ärem leschte Rapport geholl hunn, da gesäit een, datt nëmmen 32% vun deem, wat hei am Land verkaaft gétt, Lëtzebuerg Origine huet - Wäin, Crémant a Mousseux -, datt 22% Wäisswäiner aus dem Ausland a 46% Routwäiner a Rosé aus dem Ausland sinn. Dat heescht, manner wéi een Drëttel vun deem, wat hei gedronk gétt, ass d'origine luxembourgeoise. An dat muss eis ganz staark ze denke ginn.

D'Exporter. Et sinn, wéinstens an deem Berichtjoer, 55.000 Hektoliter an den Export gaangen. Dat bedeit vis-à-vis vun deem Joer virun e Réckgang vun 10,5%. D'Explicatioun ass, datt den Export u Vin de table no Däitschland an an d'Belsch e Réckgang vu 45% ze verzeechne gehat hätt.

Madame President, dozou muss ech umieren, datt déi däitsch Wënzer, déi sécher och darselwechter Konkurrenz ausgesat si wéi d'Lëtzebuerg Wënzer, et fäerdeg bruecht hunn an Däitschland deen Trend ëmzedréieren, datt an Däitschland de Consummateur erëm méi däitsche Wäin drénkt, wéi dat virun de Fall war. Ergo kann een dovunner ausgoen, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach e gutt Stéck Terrain wettzemaachen hunn an datt dat och misst méiglech sinn. Quitte datt hei d'Populatioun e bëssen anescht zesummesat ass. Ech mengen, dat wësse mer alleguer.

40% vun eiser Produktioun ginn an den Export. Dovunner gi 87% an d'Belsch, traditionell eise gréissten Abnehmer. Nëmme 6% ginn an Däitschland, 6% a Frankräich, an d'ëinescht ass d'Fro hei opgeworf ginn - 0,3% an Holland, wou ee géif mengen, do wär effektiv e Marché, deen ee misst opbaue kënnen.

Och nach e Wuert iwwert d'Exporter. Aus de Chiffere geet ervir, datt eis Genossenschaftskellereien 92% vun den Exporter ausmaachen, d'fräi Wënzer an den Handel 8%. Ech mengen, och dat weist drop hin, wéi wichteg datt de perséinleche Kontakt mam Consummateur ass.

D'Stocker vum Wäin op den 31. Juli 2005 waren 194.000 Hektoliter. Dat bedeit eng Couverture vu 17 Méint vun der Vente vun den einheimische Wäiner.

Et muss een awer och soen, datt mer eng ganz Partie intern Problemer hunn, déi mer duerch eng gutt national Politik besäitege kënnen. Engersäits sinn d'Konditiounen fir ze produzéiere schwierig. Si si generell schwierig. Dat ass bedéngt duerch den Terrain, wat awer och op där anerer Säit en Atout duerstelt, well eis Wäiner doduerch eng Qualitéit hunn, déi net esou liicht mat aneren, besonnesch am wäisse Wäin, Gebidder ze vergläichen ass. Duerfir ass et noutwendeg, datt déi Hëllef, déi fir d'Steil-lage gewährt ginn, weiderhin erhale bleiwen.

Et ass och ganz kloer, datt d'Léin an d'Käschte méi héich hei si wéi an anere Länner. Wesentlech méi héich. D'Vergläichs-akommes ass wesentlech méi héich wéi an eisen direkten Nopeschlänner. Dat mécht

eise Wënzer et esou schwéier, fir kënnen mat-zehale mat den Akommessen hei am Land.

Ee Wuert zum Remembrement. En ass natierlech noutwendeg, fir déi ëmmer méi grouss Betriber an d'Lag ze versetzen hir Terrain kënnen mat engem Minimum u Aarbechtspand, well d'Léin jo esou deier sinn, hir Betriber kënnen ze bewirtschaften. Et muss ee bedauern, datt deen Hickhack, deen an der Vergaangenheet war, deen elo Gott sei Dank schéngt iwwerwonnen ze sinn, esou laang gedauert huet an iwwer esou eng laang Zäit zu Blocagé gefouert huet, déi sech awer op déi Betriber schiedlech ausgewierkt hunn.

An ech erlabe mer hei d'Fro ze stellen: Hätt dat elo geännert, wäre mer endlech iwwert dee Punkt ewech, wann net esou massiven Drock vu bausse komm wär?

Madame Presidentin, d'Regierung hat virun e puer Joer d'PriceWaterhouse-Etüd ordonnéiert. Déi ass vum Steierzueler bezuelt ginn. Ech hat dowéinst eng Interpellatioun de 6. Juni 2002 hei, fir ze kucken, wat dann elo ëmgesat ginn ass vun all deene Konklusiounen, well dat ass e ganz Konzept! An et muss een och leider haut feststellen, wat ech schonn deemools gesot hunn: „Außer Spesen nicht viel gewesen.“ Et si partiell kleng Deeler ëmgesat ginn, mä dat ganz Konzept net, an et muss een déi Etüd vu vir bis hannen am Detail gelies hunn, fir ze verstoen, wat gemengt ass. Dat ganz Konzept ass leider nach net ëmgesat.

Dann zum Schluss nach, well meng Riede-zäit geet zu Enn,...

» Mme la Présidente - Allerdéngs.

» M. Robert Mehlen (ADR) - ...de Problem - en ass hei schonn ugeschnidde ginn - vum Erofsetze vun de Promille bei de Verkéierskontrollen. Den Transportminister seet eis hei, hien hätt keng Donnéeën iwwert dat, wat d'Influenz wär vun deenen, déi tëscht 0,5 an 0,8 Promill hätten, well déi Donnéeën net géingen zréckbehale ginn. Wann en Accident geschitt gétt selbsterständlech eng Blutprouf geholl, mä wann een dann net iwwer 0,8 ass, da géing dat net zréckbehale ginn. Et si keng Donnéeën do. An trotzdem seet hien, hie wéilt dat mordicus esou séier wéi méiglech ëmsetzen.

Mir sinn der Meenung, datt dat eng onverantwortlech Haltung vun der Regierung ass. Well, wann een net ka beleëen, woufir een esou eng Mesure wëllt aféieren, da soll een et och net maachen.

Eleng d'Argument fir ze soen: „Ma déi aner hunn et awer scho gemaach.“, dat kënnen mir net akzeptéieren, well am Sënn vun der Subsidiaritéit ass dat do e Problem, deen all Land soll kënnen bei sech esou léise wéi et et fir richteg fénnt.

Ech wëll och hei de Kolleegen aus der CSV soen, datt et net geet, fir sech hannert dem sozialisteschen Transportminister ze verschanzen an dobaussen ze erzielen: Oh neen, mir sinn och net domat d'accord. D'Regierung setzt sech aus zwou Parteien zesummen, a se droen allen zwou déiselwecht Verantwortung an deem Beräich.

Madame Presidentin, ech sinn domadder fäerdeg.

» Mme la Présidente - Très bien.

» M. Robert Mehlen (ADR) - Ech hunn awer eng Motioun.

» Mme la Présidente - D'Zäit ass eriwuer, Här Mehlen.

» M. Robert Mehlen (ADR) - Jo, ech weess dat. Sidd elo net esou kriddelech.

Ech hunn eng Motioun hei, wou et just ganz konkret...

» M. Gast Gibéryen (ADR) - Hien huet heiansdo esou gelungen Naupen.

» M. Robert Mehlen (ADR) - ...ëm déi Problematik do geet, wou mir froen, datt d'Regierung fir d'ëischt emol soll eng Etüd driwwer maachen, wat da wierklech den Impakt ass tëscht deene vun 0,5 bis op 0,8 Promill. An da kënt Der jo emol eng Décisioun en pleine connaissance de cause huelen. Ech hu se nëmmen eleng ënnerschriwwen, ech hoffen, datt d'Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen och déiselwecht Meenung hunn, an duerfir bereet sinn hir Ënnerschrëft drop ze setzen.

#### Motion 1

La Chambre des Députés,

- soucieuse de la sécurité routière d'une part et de la viabilité des secteurs vitivinicole et gastronomique d'autre part;

- considérant la détermination du Gouvernement d'abaisser le seuil légal d'alcoolé-

mie au volant de 0,8 à 0,5 g d'alcool par litre de sang;

- estimant que toute disposition contraignante devrait être fondée sur une base solide de données et d'arguments qui justifient la mise en vigueur d'entraves légales;

- constatant la déclaration du Ministre compétent que des statistiques sur les accidents routiers causés par des conducteurs présentant un taux d'alcoolémie entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang font défaut;

- considérant que le seul fait que la plupart des autres États membres de l'Union européenne ont déjà abaissé le taux légal d'alcoolémie ne constitue en soi pas un argument assez valable pour justifier cette mesure;

invite le Gouvernement

- à faire établir dans les douze mois à venir une base statistique solide, renseignant sur les accidents routiers causés par des conducteurs ayant présenté un taux d'alcoolémie entre 0,5 et 0,8 g d'alcool par litre de sang;

- à procéder à une étude fiable, démontrant l'impact positif de l'abaissement du seuil légal d'alcoolémie dans d'autres États de l'Union européenne sur les accidents de la route.

(s.) Robert Mehlen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech soen Iech Merci.

» Une voix - Très bien.

» M. le Président - Voilà! Dir Dammen an Dir Hären, dann ass d'Wuert elo un der Regierung. Den zoustänneg Minister Fernand Boden huet d'Wuert.

» M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei enger Interpellatioun iwwert de Wäibau mierkt een ëmmer, datt d'Lëtzebuerg Musel vill Frënn huet, datt vill Leit hei frou mam Wäin sinn, an domadder och mat de Wënzer a mam Wäibau.

Ech stellen och ëmmer fest, dass hei eng relativ grouss Eestëmmegkeet herrscht iwwert dat Wesentlech, wat d'Politik vum Wäibau insgesamt - e europawäit, wat haut diskutéiert ginn ass, awer och national - ugeet. Dass dann esou Scharmützel sinn iwwer manner Wesentlech, ech mengen, domadder kann ee liewen.

Wéi gesot, ech si frou, datt mer haut eng gutt Diskussioun haten. Et mierkt een, datt d'Deputéierten, déi hei geschwat hunn, gutt dokumentéiert sinn. Dat erlaabt dann och, fir Akzente ze setzen a fir och gemeinsam de richteger Wee ze sichen an ze fannen.

Ech stelle fest, datt e puermol vu verschidene Leit gesot ginn ass, datt de Lëtzebuerg Wäibau an de leschte 15 Joer en Erfolleg, eng „success story“ war. Dat ass net vum selwe gaangen. Do haten oni Zweifel d'Wënzer dee gréisste Mérite drun, mä ech mengen, och d'Politik huet et erméiglecht, datt d'Wënzer konnten an engem gudden Ëmfeld gutt Aarbecht leeschten. Ech géif mengen, déi Qualitéitspolitik, déi hei an de leschte Jorzénge gemaach ginn ass, déi huet wesentlech derzou bägedroen, datt de Lëtzebuerg Wäibau och a schwierigen Zäiten awer nach besser do steet wéi anerer.

Et ass drop higewise ginn, datt de Wäibau an der Europäescher Unioun eng ganz wichteg an eng ganz grouss Roll spillt. Der wësst, datt zënter dem 1. Januar 2007 zwee nei Länner derbäikomm sinn: Rumänien a Bulgarien. Déi hunn zesummen 340.000 ha Wéngerten. Dat sinn also och zwee grouss Wäiproduzenten. Domadder sinn insgesamt elo 3,7 Milliounen Hektar an der Europäescher Unioun, déi mat Wéngerte beplant sinn, a mer hunn 1,8 Milliounen Betriber, déi Wäi produzéieren.

Schonn ier dese Baitrëtt komm ass, war d'Konkurrenz um europäesche Bannemaart ganz grouss. Et ass drop higewise ginn, datt ëmmer méi Wäiner aus Drëttlänner an d'Europäescher Unioun erakommen. Den Här Scheuer an anerer hu mat Zuelen hei gedéngt wéi d'Importer geklomm an d'Exporte erofgaange sinn. De Konsum vun de Wäiner ass an de leschten zéng Joer an Eu-



ropa relativ drastesch zréckgaangen. Et besteet also e Problem. Dee kann een net verkenneen. Am Agrarministerrot op jidde Fall an och bei villen Experten ass grouss Eestëmmegeket, datt eng EU-Wäibaureform néideg ass, datt eng muss kommen. D'accord sinn ech, datt se net esou däerf komme wéi déi éischt Kommunikatioun vun der Kommissioun ausgesinn huet.

Ech hu grad vum Réckgang vum Konsum vun de Wäiner an der Unioun geschwat. Dat ass besonnesch ausgeprägt bei den Tafelwäiner; manner bei de Qualitéitswäiner, do ass de Konsum souguer éischer an d'Luucht gaangen. Dat weist also, datt viru 35 Joer, 1970, wéi deemools de gesamte Lëtzebuurger Wäibauareal als Qualitéitswäibauareal dekretéiert ginn ass, dat de richteg Wee war. Ech soen et nach eng Kéier, datt déi Qualitéitspolitik, déi gemaach ginn ass, sech gelount huet, datt dat de richteg Wee ass. Da muss mer alleguer kucken, fir och gemeinsam op deem Wee do virunzefueren.

Wéi gesot, datt eng Reform néideg ass, dorwäer besteet Eenegkeet. Ech hu just héieren, datt d'DP der Meenung ass, mer wäeren nëmmen an engem konjunkturelle Problem, an net an engem strukturelle. Ech mengen, do steet d'DP zimlech eleng do, well allgemeng stellt ee fest, datt schonn zënter Jore ganz vill Suen - an et ass och hei gesot ginn - an d'Interventioun, an d'Distillatioun an an aner Interventiounsmechanisme gestach gi sinn. Den Här Scheuer huet gesot, dat géif 15% ausmaachen.

Dat kascht all Joer en Heedegeld. Wann ech lech dat elo aus dem Kapp muss soen, mengen ech, sinn dat 600 Milliounen Euro, déi pro Joer an d'Distillatioun gestach ginn, bei engem Gesamtbudget pro Joer an der EU vun 1,2 Milliarde fir de Wäibau. Dat sinn also praktesch 50% vum europäesche Wäibaubudget, déi an Interventiounsmechanisme gestach ginn. Déi Suen, déi sinn am Fong fir eng gutt Politik verluer.

» **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Tëschefro?

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Ech wär zwar frou gewiescht, wann ech mäi Gedanken hätt kënne fäerdeg formuléieren.

» **M. le Président.** - Da formuléiert Äre Gedanke fäerdeg, an duerno huet den Här Wagner d'Wuert, fir eng Fro ze stellen.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Déi 600 Milliounen Euro pro Joer, déi si fir eng gutt Politik verluer, well et ass mat Recht hei gesot ginn, datt a gewësse Regiounen produzéiert gëtt, fir ze distilléieren. An dat mécht jo kee Sënn! Dofir mengen ech schonn, datt mer e Problem hunn, an datt et wichteg ass, datt a gewësse Regiounen, wou de Wäibau nëmme gemaach gëtt, fir ze distilléieren, a wou e keng Konsumente féint, datt een do besser huet déi ze encouragéieren domadder opzehalen an en anere Wee ze sichen.

» **M. le Président.** - Här Wagner!

» **M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.** - Ech mengen, Här Boden, Dir hutt dat e bëssleche falsch verstanen, déi Argumentatioun, déi ech bruecht hunn. Ech hu jo d'Chiffere genannt, dass effectivement 15 Milliounen Hektoliter pro Joer ze vill sinn, wat 8,4% ausmécht. Ech hunn awer och gesot, dass d'Referenzjoer 2004 geholl ginn ass, an dass dat en Exceptionsjoeer war. An ech hunn et beispillsweis mat deem verglach, wat hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn ass zwëschen 2004 an 2006; datt 2006 d'Produktioun ongeféier 20% méi déif louch wéi dat 2004 de Fall war.

Ech hu gesot, do gi se also vum engem falsche Chiffer aus, mä bei deem konjunkturelle bleiwen ech. Et ass och deelweis do d'uech bedéngt - an Dir hutt et elo grad selwer gesot -, dass ëmmer méi Wäin importéiert gëtt aus Drëttlänner. Ech gleewen awer net, dass ee ka soen, dass mir e strukturelle Problem hei à l'intérieur vum Wäibau hunn, wann effectivement e groussen Deel d'uech d'Importer aus den Drëttlänner bedéngt ass.

» **M. le Président.** - Här Wagner, wéi ass dann elo Är Fro?

» **M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.** - Ech wollt den Här Minister froen, ob e mat där Ausenansetzung averstane wär.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Et ass e Fait, datt an de leschte Joren - net nëmmen an engem Joer - ronn 600 Milliounen an d'Distillatioun gestach gi sinn. Dat si ganz vill Suen, an dat mécht kee Sënn. Do mierkt een also, datt a gewësse Regiounen Problemer sinn. Mir liewen an engem Weltmaart. Mir kënnen net verbidden, datt Wäiner aus den Drëttlänner hei an d'Land kommen. Dat wäert och an Zukunft esou bleiwen. Wat mir maache müssen, datt ass, datt d'Qualitéit an d'Konkurrenzfähigkeit vum europäesche Wäin auschlaggebend sinn, datt mer nei Exportmäert gewannen. A mir hunn do Chancen! Eisen europäesche Wäin huet jo e gudder Ruff an e gudden Numm an Drëttlänner. An ech mengen, dat ass déi Politik, déi och soll geschéien.

Dofir sinn ech d'accord mat den Objektiv, déi d'Kommissioun upeilt. Jiddferen ass d'accord dermat, datt mer muss kucken, fir erëm nei Mäert ze gewannen a verluer Mäert zréckzeereweren, kucken, datt méi Publicitéit gemaach gëtt, an datt méi Ofsaz gemaach gëtt an den Drëttlänner. Dofir mengen ech, datt eng Reform néideg ass. Do ass jiddferen dermat d'accord.

Et ass jo hei ënnerstrach ginn, datt d'Kommissioun nach keng Virschléi gemaach huet, mä datt se eng Kommunikatioun ergusinn huet, wou se véier Optionen d'uech geluecht huet, no Diskussioun mat ville Secteuren, och mat de Leit aus dem Secteur selwer. Den Här Wagner ass jo am Detail op dat agaangen, wat d'Kommissioun am Fong elo an hirem Dokument festgehalten huet. Ech muss soen, datt mir och net mat deem d'accord sinn.

An ech hunn och vun zwou Persounen héieren, déi gesot hunn, d'Regierung wär spéit erausgaangen. Ech kann lech nëmme soen, datt mer all Kéiers, wann e Ministerrot war, e Communiqué gemaach hunn iwwer datt, wat mer als Stellungnahm am Agrarministerrot gesot hunn. Et kann och jiddferen elo nach dat op dem Internet-Site noliesen, wat d'Stellung vun der Lëtzebuurger Regierung war. Mir haten och eng Réunioun mat der europäescher Kommissärin Viviane Reding a mat de Wénzer zesummen. An, wéi gesot, et ass jo nach guer näischt geschitt. Et sinn nach guer keng Propositionen do, a mir hunn eis Meenung ëmmer a kloer gesot am Agrarministerrot. Déi ass bekannt an déi ass gréisstendeels jo och déi, wat hei vun den Deputéierte praktesch alleguer gesot ginn ass.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Aushae vu 400.000 ha kee Sënn mécht. Datt ee punktuell, wéi gesot ginn ass, doruechter soll aushaen, do sinn ech d'accord domat, do, wou et néideg an onëmgängelech ass, mä dat generell Aushae vu 400.000 ha a fënnf Joer ass net richtig.

Ech wëll awer och derbäi soen, datt dat, wat d'Kommissioun gesot huet, net heescht, datt obligatoresch soll ausgehae ginn, mä fräiwëlleg. Dat heescht, d'Länner selwer soen elo: Do si Regiounen, do hu mer besser, mir halen op mat dem Wäibau. Et ass also net virgesinn, datt mer missten zu Lëtzebuerg aushaen. Ech hoffen och, datt dat ni komme wäert. Mä et huet ee besser vun Ufank un dergéint ze wieren.

Well och bei der Zockerreform sinn ähnlech Virschléi gemaach ginn. Dat Resultat, wat se sech erwaart haten, ass awer net age-tratt. An elo gi wahrscheinlech lineär Kierzung gemaach bei de Quoten am Zockersecteur. Dofir ass et wichteg, datt ee seet, dat do ass op jidde Fall ëmmer op fräiwëlleg Basis, an d'Memberstate sollen decidéieren, wou se wat aushaen a wou se net aushaen wëllen.

Och si mer eens mateneen,...

(**Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence**)

...datt déi önologesch Verfahren, déi traditionell an den Nordländer ugewannt ginn, weiderbestoe sollen. Do sinn all d'Nordländer d'accord, an ech mengen och d'Südländer sinn d'accord. Si hätte gären en contrepartie - an dat sinn dann déi Alliiéiert, déi mer sichen -, datt den RTK, also de konzentrierte Moscht, weider ka subventionéiert ginn. An ech denken och, datt d'Kommissioun dee Message do verstanen huet. Also wann Der gefrot hutt: Wou sinn d'Alliiéiert? Mä alleguer d'Länner, praktesch alleguer, si géint d'massiv Aushae vu 400.000 ha einfach esou. Alleguer d'Nordländer sinn dergéint fir an d'öologesch Verfahren anze-gräifen.

Et ass och kontradiktorech, well d'Kommissioun jo wëllt d'OIV-Regelen akzeptéieren, déi vum OIV unerkannten önologesch Verfahren wëllt generaliséieren. Ech mengen, mir kommen och net derlaanscht, fir dat ze maachen. Dat gëtt och e puer Leit eng Äntwert hei, déi vun Holzspéin oder esou geschwat hunn. Ech mengen, mir kommen net derlaanscht, fir déi önologesch Verfahren, déi am OIV festgehale sinn, ze akzeptéieren.

Mä ech sinn awer, wéi gesot, der Meenung, datt d'grouss Majoritéit am Conseil - alleguer déi nördlech Länner an och anerer - d'accord ass domat, datt d'Uräicherung d'uech Saccharos weider erlaabt bleift. En contrepartie hätten d'Südländer gären, datt si och kënne weider konkurrenzfähig bleiwe mam konzentrierte Moscht an datt deen och weider ka subventionéiert ginn.

Also wat ech hei gehéiert hunn u Meenungen an un Ureegungen, do kann ech nëmme soen, datt dat och d'Positioun war, déi d'Lëtzebuurger Regierung am Agrarministerrot verteidegt huet. An ech denken och, datt d'Kommissärin an d'Kommissioun déi Bemerkungen do zur Kenntnis geholl hunn, an datt bei deene Virschléi, déi kommen,...

(**Coups de cloche de la Présidence**)

» **M. le Président.** - Ech géif awer em e bëssen Opmierksamkeet bieden!

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - ...datt bei deene Virschléi, déi kommen, an déi wäerte wahrscheinlech am Juni kommen, denken ech, datt do och deene Bemierkung Rechnung gedroe wäert sinn. Iwwregens kënnt d'Kommissärin, d'Mariann Fischer Boel, Enn Mee op Lëtzebuerg, a si kënnt och do mat de Wénzer zesummen. Da kann also do, wahrscheinlich schonn ier Virschléi offiziell um Dësch leien, nach eng Kéier iwwer déi Problematik diskutéiert ginn.

Also mir maachen alles, fir Stellung ze bezéien, fir ze soen, wat eis Meenung ass, fir Alliiéierter ze sichen am Agrarconseil a fir och bei der Kommissioun ze intervenéieren a se op dee richteg Wee ze bréngen, datt d'uech déi EU-Veruerdnung net de Lëtzebuurger Wäibau zu Schued kënnt. Dat also zu deenen Diskussiounen, déi do gefouert gi sinn.

Da wëll ech kuerz Stellung bezéien zu enger ganzer Rei vu Problemer, déi och nach hei ugeschwat gi sinn. Den Här Wagner huet sech praktesch konzentriert op d'Problematik vun deser EU-Wäibaureform. Anerer hunn och eng ganz Rei vun nationale Problemer ugeschwat, an ech wëll dann och, wéi gesot, op déi Saachen do agoen.

Den Här Wagner huet nach d'spezifesch Situatioun vu Lëtzebuerg ugeschwat, wat d'Exporter ubelaangt, an och den Här Scheuer an nach anerer sinn dorobber agaangen. Och den Här Clement. Et ass gesot ginn, datt 92% vun den Exporter iwwer Vinsmoselle lafen. A mir wësse jo, datt mer méi produzéieren, wéi hei am Land konsuméiert gëtt. Mir kënnen Efforté maachen, fir de Konsum hei am Land an d'Luucht ze driewen, mä mir müssen exportéieren. Also muss mer kucken, datt mer och nei Mäert kréien. Mir si praktesch ausschliesslech um belsche Maart present. An dat ass keen einfache Maart. An dat gëtt ëmmer méi schwierig.

Mir müssen nach weider Standbeen kréien, an d'uechfir sinn ech och frou, datt déi Commission de promotion sech eng Strategie ginn huet, fir ze versichen, fir méi aggressiv Marketing, Publicitéit fir d'Lëtzebuurger Wäiner am Ausland ze maachen. An och denken an hoffen ech, datt doduerch Resultater kommen.

Et gi vill Suen doranner gestach, dat well mer déi Commission de promotion virun e puer Joer geschaf hunn a se finanziell substanzuell ënnerstëtz gëtt. Si huet praktesch 900.000 Euro, souguer e bësse weider pro Joer zur Verfügung, fir Publicitéit a Propaganda fir de Lëtzebuurger Wäin ze maachen, souwuel am Inland wéi och am Ausland. An hire Budget ass konstant an d'Luucht gaangen, wat d'Publicitéit am Ausland ubelaangt.

De Rivaner ass do den Hauptexport-Cépage, an ech gi verschidde Leit Recht, wa se soen, mir sollen de Rivaner net schlecht rieden, mä e valoriséieren. Et ass e Wäin, dee séffeg ass, dee gutt schmaacht, deen och qualitéitsméissig net schlecht ass. An d'uechfir soll een, mengen ech, aktiv Publicitéit dofir maachen.

Ech wëll lech soen, et gëtt net méi einfach fir den Export vu Rivaner an der Belsch esou héich ze halen, wéi mer en elo hunn. Well déi Däitsch maachen och vill Efforten, fir méi Rivaner unzebauen. An déi wäerten

och op deene Mäert an op deem Maart, wou mir present sinn, eis Konkurrenz maachen. Dofir muss een aner Moosnamen ergräifen, fir datt och hei zu Lëtzebuerg méi käschtegenschteg Rivaner ka produzéiert ginn. Deen ass jo oft op Flächen ugebaut, déi méi flaach sinn. Do muss ee kucken d'Mechanisierung virunzedriewen, esou datt grouss Arealer kënne méi käschtegenschteg bewirtschaft ginn.

Dat féiert mech dann zur Strukturpolitik. Et ass hei gesot ginn, mat Recht, datt de Strukturwandel grad wéi dee vun der Landwirtschaft rasant virugaangen ass. Mir hunn och am Wäibau praktesch all 20 Joer d'Halbschent vun de Betriber, déi verschwannen. Wann een awer déi Betriber kuckt, déi méi wéi 5 ha grouss sinn, do gesäit dat e bëssen anescht aus. Déi Betriber maachen e groussen Deel vun eiser Produktioun aus.

Dat sinn 107 Betriber, déi bewirtschaften zesummen 893 ha vun deene ronn 1.250, déi mer bewirtschaften. Dat sinn also méi wéi zwee Drëttel vun der Gesamtfläch. Do läit d'Betribermoyenne bei 8,3 ha. An et gesäit een och, datt an deene Betriber d'Nofolleg vill besser assuréiert ass, wéi an anere Betriber. Also et ass net grad esou schlecht, wéi dat heiansdo gesot gëtt. An deene Betriber do si Leit, déi bereet sinn, d'Nofolleg ze iwwerhuelen. Mir müssen déi och encouragéieren, déi Nofolleg ze iwwerhuelen. An et wäert och sécher sinn, datt déi Betriber an Zukunft nach méi grouss wäerte ginn.

Et ass berechent ginn, datt déi nächst 20 Joer esou ongeféier 350 ha fräi gi vu Betriber, déi net haaptberufflech Wäibau bedriewen, déi ophale wäerten. D'Betriber wäerten also méi grouss ginn. Wesentlech ass also, datt mer d'Mechanisierung, de Remembrement, d'Emstrukturéierung geziilt weiderféieren.

D'Agrargesetz, och dat neit - dat aalt huet dat scho gemaach -, wäert do Jaloné setzen, datt déi Betriber, déi investéieren, zolidd ënnerstëtz ginn, datt mer de Remembrement weider wäerte staark encouragéieren. Deen huet et erméiglecht, datt mer haut keng Dréischen an eise Wéngertarealer hunn, datt mer haut och op méi schwierige Lage gudder Wäin nach kënnen zillen, datt déi nach bewirtschaft ginn, a mir wäerten och déi Emstrukturéierung weiderféieren.

Mir hu gesinn, datt Cépagen do ugebaut ginn, déi dem Konsument senger Demande méi staark entsprechen. Mir hunn och versicht, fir do den Intervall tëschent de Reien esou ze maachen, datt d'Wéngerte kënne mechanesch beschafft ginn. Mir hunn eng Landschaftsfléegeprime ageféiert, déi besonnesch fir Steillagen, déi am meeschten a Gefor sinn, fir broochleien ze bleiwen, ganz héich ass an déi wäert nach eng Kéier an deem neien Agrargesetz wesentlech an d'Luucht gehuewe ginn, fir datt mer net Situatiounen kréie wéi an Däitschland, datt déi schéinste Plazen, och wou dee beschte Wäin am Fong wiisst, wat awer mat ganz vill Aarbecht verbonnen ass, broochleie bleiwen.

Dat huet sécher och eng Inzidenz op d'Qualitéit vum Lëtzebuurger Wäin, dee jo, an dat erkennt jiddferen un, ausgesprache verbessert ginn ass an de leschte Jorzéngten an dee sech haut d'uech weisen a moosse ka mat all deenen anere Wäibaugebidder.

Mir wäerten och, wéi gesot, weiderfueren, fir jonk Leit ze encouragéieren, fir e Betrib ze iwwerhuelen. Mir ginn de Maximum vun der Betriberprime, vun der Éischtinstalléierungsprime, dee méiglech ass. An och do wäerte mer d'Ufuerderunge vun der Ausbildung, fir e Betrib ze iwwerhuelen, an d'Luucht hiewen, wéi an der Landwirtschaft, fir datt een en CATP huet.

Haut gëtt e Betrib féieren ëmmer méi schwierig, besonnesch wann d'Betriber méi grouss ginn an ëmmer méi innovéiert gëtt. An do si mer jo ganz gutt dran an hu vill a gutt Resultater opzeweisen. Da muss ee méi Kënnen a méi Wëssen hunn. Mir wëllen also d'Ausbildung op en CATP erop-schrauwen. An déijéineg, déi nach méi eng héich Ausbildung kréien, déi kréien och nach 5.000 Euro zousätzlech als Unerkennung fir déi Efforten, déi se gemaach hunn, fir sech weiderzebilden, wa se sech installéieren.

Also och do gëtt eng Politik gemaach, fir d'jonk Leit ze encouragéieren, e Betrib ze iwwerhuelen. Si kréien och 5% weider wa se investéieren, wéi deen normale Wénzer, deen net e Betrib iwwerhëlt.

Ech hunn elo net d'Zäit, fir op d'Resultater vum alen Agrargesetz anzegoen, mä et gesäit een, datt an de Wäibau ganz vill investéiert ginn ass, datt déi Bähëllefen och d'Leit encouragéiert hunn, fir ze investéieren, fir ze moderniséieren, an der Kellerwirtschaft, an do ass Wesentlech ver-



bessert ginn. Ech menge schonn, datt mer och an där Richtung sollen a musse weiderfueren.

Ech sinn och frou, wat de Remembrement ubelaangt, datt mer do eng Eenegung fonnt hu mam Ëmweltministère, och mat der Mathëllef hei vun den zoustännige Chamberskommissiounen - an dofir wëll ech och Merci soen -, esou datt de Remembrement ka weidergefuert ginn, datt ee wuel muss ekologesche Considérations vläicht méi staark Rechnung droe wéi an der Vergaangeneheet, mä datt et awer virun allem och muss esou gemaach ginn, datt de Wënzer kann dra schaffen an datt hien och méi llicht kann dra schaffen, wéi wann net remembréiert gi wär. Soss wäerte mer de Strukturwandel net esou weiderféiere kënnen wéi mer dat gären hätten.

Dann ass gefrot a gesot ginn, mir solle weiderfuere mat der Qualitätsverbesserung. De Rendement à l'hectare, dee mer jo agefuert hunn, ass sécher nach verbesserungsbedürftig, well d'Wënzer méi wäit ginn, wéi dat am Fong reglementaresch festgesat ass, fir d'Qualitéit ze verbessere.

An der Marque nationale ass de Prozentsaz vun deene Wäiner, déi déi héchst Mentioun kréien, de Grand premier Cru, méi wéi verdeubelt ginn. Zënter der Aféierung vum Rendement à l'hectare, vum Hektarhéchst-ertrag, ass do eng wesentlech Steigerung vun der Qualitéit komm. Dat wäert och, wéi gesot, weidergefuert ginn an et hunn och Leit drop higewisen, datt mer bei der Marque nationale amgaang sinn, kleng Reformen ze maachen, fir d'Schmaachkommissiounen anescht ze organisieren, och d'Konditiounen fir ze schmaachen ze verbessere, mä datt mer och Ureugunge gemaach hunn, déi iwwereng an der Price-waterhouse-Etüd virgesi waren, fir e Spätzewäin ze kréien, deen d'Image de marque vun de Lëtzebuerger Wäiner, am Inland an am Ausland nach weider géif stäerken.

Mir wëssen, datt d'Wënzer amgaange si selwer un esou enger Charte ze schaffen, déi se Charte de Schengen wëllen nennen. Ech hat proposéiert, fir dat souguer ze verallgemeinere an eng Aart Grande réserve anzeféieren, wou also méi streng Kritären a Konditiounen däerfen agefuert ginn; wou och de Prozentsaz vun de Wäiner, déi déi Mentioun géife kréien, limitéiert wär; an datt och de Präis géif stëmme fir dee Méi un Efforten.

Bis elo hunn ech nach keng Eenegkeet bei de Wënzer fonnt, fir dat anzeféieren. Mä ech mengen och bei hinnen ass awer d'Erkenntnis do, datt Spätzewäiner, déi ee ka wierklech gutt vermaarten, och e wichteg Instrument wären, fir kënnen, wéi gesot, d'Positioun vun de Lëtzebueger Wäiner am In- an am Ausland nach ze stäerken an ze verbessere.

Ech sinn och frou, datt d'Ëmweltbewosstsi vun de Lëtzebuerger Wënzerbetriber ganz staark gewuess ass. Dat spigelt sech erëm an deem Areal, wou d'Wënzer matmaachen, bei der Landschaftsfléegeprime, wou eng ganz Rei vu strenge Kritären a Konditiounen operluecht ginn. An, wéi gesot, mir wäerten d'Landschaftsfléegeprime wesentlech erhéije fir d'Steillagen, fir d'Leit ze encouragéieren do weider Wäibau ze maachen. Mir hunn och praktesch elo d'ganz Musel, déi matmécht, beim RAK, dat heescht, wou de Sauer- an Heewuerm, mengen ech, sexuell verwirrt gëtt. Amplaz also chemesch Agrëffer virzehuelen, fir deem Meeschter ze ginn, wenne mir biologesch Methoden un.

Och do gesäit een, datt wann d'Wënzer en Ugebuert kréien, datt se matmaache bei engem méi ëmweltschouende Wäibau. Mir stellen och fest, datt den Intérêt um Biowäibau, dee jo och hei ugeschwat ginn ass vu verschiddene Leit, an d'Luucht gaangen ass. Mir hunn haut 5,84 ha, dräi Betriber, déi Biowäibau maachen. An do ass nach munches dran. Ech sinn d'accord mat deenen, déi dat gesot hunn.

Mir wäeren och frou, wa mer op 25 bis 30 ha géife kommen. Normalerweis, an eisen Nopeschlänner, läit d'Demande u Konsum fir Biowäin esou ëm déi 3 bis 4%. Mir kënnen also roueg 25 bis 30 ha hei zu Lëtzebuerg verkaften.

D'Ëmstellung op Biowäibau wäert och weiderhin am Agrargesetz gefördert ginn. Mir mussen natierlech déi Wënzer, déi bereet sinn dat ze maachen, och iergendwéi encadréieren. Am Wäibauinstitut ginn och schonn zënter dräi Joer Versich gemaach fir de Biowäibau: Ech mengen, et sinn 20 Ar Rivaner, déi se maachen. Et ginn och Versich gemaach, fir interspezifesch Sorten unzupflanzen, déi manner ufälleg si fir Pilzkrankheeten.

Mir hunn eng Zesummenaarbecht mat Rheinland-Pfalz a mat dem Saarland, wou

periodesch och eis Lëtzebuerger Biowënzer an déi, déi drun interesséiert sinn, zesumme komme fir en Erfahrungsaustausch, wéi een dat am Beschte maache soll, fir datt se och doranner an d'Bild gesat ginn. An den Här Kox huet drop higewisen, datt et wichteg wär, besonnesch fir d'Biowënzer, mä awer och fir déi aner Wënzer, fir Wiederstatiounen ze hunn.

Mir si mat dem Saarland a mat Rheinland-Pfalz amgaangen, fir och gemeinsam déi eng oder déi aner weider Wiederstatioun anzerichten, fir datt déi Daten do och bei d'Wënzer kommen, well et wichteg ass, datt een zum richtege Moment sprëtze geet.

Wéi gesot, och do sinn Efforté gemaach ginn, fir déijéineg, déi wëlle Biowäibau maachen, doranner ze ënnerstëtzen. Et ass net ëmmer ganz einfach; mir wëssen dat. Mir hunn hei d'Helikoptersprëtzung, dofir kann een net iwwerall Biowäibau maachen, quitte datt een och dorobber oppasse kann.

Et ass haut zwar net ugeschwat ginn, ech wëll awer e Wuert derzou soen, well jo heiansdo esou d'Gerücht geet, wéi wann d'Helikoptersprëtzung vun der Europäescher Unioun géif verbuede ginn.

Dat ass net de Fall. Et ass amgaangen iwwer eng Strategie, wat d'Pestiziden ubelaangt, europawäit diskutéiert ze ginn. Et ass amgaangen eng EU-Veruerdung iwwer d'Pestiziden diskutéiert ze ginn. Do ass virgesinn, datt d'Helikoptersprëtzung soll méi staark encadréiert ginn. Se gëtt net verbueden, mä se gëtt erlaabt fir speziell Situatounen. Do wäert de Wäibau ganz sécher hei zu Lëtzebuerg drënner falen, mä se soll besser encadréiert ginn.

Et däerf een net vergiessen, datt wann ee seet, dat muss besser encadréiert ginn, datt et vill Länner gëtt, wou mam Helikopter gesprëtzt gëtt, ouni datt Kontrollen a Kritäre fir Virsichtsmaosnamen ergraff gi sinn.

Dofir ass et scho richtege, mengen ech, a wichteg, datt dat europawäit encadréiert gëtt. Mä bei eis ass et schonn zimlech staark encadréiert an dofir hunn ech kee Problem fir kënnen do mat ze diskutéieren, dat mat ze ënnerstëtzen, well ech mengen dat huet absolut keng Inzidenz op d'Helikoptersprëtzung hei am Lëtzebuerger Wäibau.

Dann ass d'Problematik vun der Nischepolitik ugeschwat ginn. Och dat muss weidergefuert ginn an de Wäibauinstitut versicht jo fir do selwer verschidden Essaien ze maachen. Wann ee kuckt, wéi eng innovativ Akzenter an de leschte Joren am Lëtzebuerger Wäibau gesat gi sinn, ass dat scho keng encourageant a mir kënnen nëmme d'Wënzer weider encouragéieren op deem Wee virunzegoen.

Dat ass och eppes, wat d'Vermaarte vum Lëtzebuerger Wäin erlichtert, wa Crémanten do sinn, wat eng „success story“ ass. Ech mengen, dee stellt elo 15% scho vum Konsum duer. Mir hunn, wéi gesot: Vin de paille, Äiswäin, Vendange tardive, Pinot noir an aner flott interessant Essaië vu Wënzer kenne geléiert a mir wëllen si och weider encouragéieren an och beroden an ënnerstëtzen an deem Trend vun Innovatioun.

Och dat ass eppes Wichtige an do kann ee Präisser kréien, déi och méi héich sinn. Et kann een also eng besser Valorisation vun eise Produkter do maachen.

Vläicht awer nach ee Wuert, fir zrëckzekommen op d'europäesch Wäimaartuerdung: Ech wëllt drop hiweisen, dass déi europäesch Wäimaartuerdung sech an engem internationale Kontext mécht. Europa ass net eleng do. Mir si Member vun der WTO, der Welthandelsorganisatioun. Dir wësst, dass do Diskussiounen amgaange sinn, an et geet ganz sécher weider a Richtung vun der Liberalisatioun. Déi wäert net gebremst ginn, mä déi wäert weider ausgebaut ginn.

An ech géif soen, dat, wat elo um Verhandlungsdësch läit, wou driwwer diskutéiert gëtt, dat muss net zum Schued vum europäesche Wäibau sinn. Well et ass zu Recht gesot ginn: Mir hu jo en Intérêt drun, datt déi aner Länner, d'Drëttlänner, eis IGPen, also eis geographesch Indikatiounen, unerkennen, datt se déi akzeptéieren an esou déi beschte Marke vun den europäesche Wäiner besser zur Geltung kommen. Net datt Drëttlänner Etikette maachen, wou genee dat nämlecht dropsteet wéi dat vun den europäesche Wäiner, mä datt do eng Différenciation do ass, an datt een nëmme kann eppes op d'Etikett schreiwen, wann dat och der Wourecht entsprécht a kontrolléiert ass.

Also, mir hunn och vill dobäi ze gewinnen, wa mer an der WTO d'Dier méi opmaachen a versichen, fir och do méi Chancen ze kréien, fir den europäesche Wäi kënnen an Drëttlänner ze exportéieren an nei Mar-

chéen ze erueren. Wa mir d'Dieren zoumaachen, da sinn och do d'Dieren zou fir eis Wäiner. An dee Wäin, deen hei an Europa produzéiert gëtt, kréie mer net alleguer gedronk. Mir mussen exportéieren.

Dat heescht, mir hunn Intérêt drun och deen - géif ech soen - internationale Kontext net ze vergiessen. Dat, wat d'Kommissioun also virschléit, nämlech och déi ökologesche Verfahren vun der OIV, der internationaler Wäinorganisatioun, unzeerkennen, geet an déi Richtung, fir ebe wéi gesot méi Sécherheet fir de Konsument ze kréien. Och méi Sécherheet ze kréien, fir d'Etiketten esou ze maachen, datt de Konsument net trompéiert gëtt, wat wichteg ass, an datt dat allgemeng an international unerkannt gëtt, an datt mer eis och do drop verlooosse kënnen. An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, d'Etikette wiere wichteg, fir de Konsument richtege ze informéieren.

Wann de Lëtzebuerger an den europäesche Wäin da qualitativ gutt sinn, wann e kompetitiv ka gestalt ginn, a wa mer och eng gutt Vermaartung maachen - ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, et misste méi Gelder an d'Vermaartung gestach ginn -, da sinn ech der Iwwerzeugung, datt mer zolidd Chancen hunn, fir Wäiner ze produzéieren, déi beim Konsument ukommen an déi et och erlaben, fir nei Mäert ze erueren.

Dann ass och ugeschwat ginn, datt bei der Wäibaureform jo Gelder agespuert ginn, wann d'Distillatioun verschwënt. Déi Sue solle jo och da genotzt ginn, fir de Länner eng Enveloppe nationale zoukommen ze loosse. Do wäert natierlech vill driwwer gestridde ginn, well jiddfereen hält gäre méiglech vill vun deem Kuch, deen do verdeelt gëtt. Do geet et ëm ganz vill Suen.

Mir hoffen, datt net esou vill Sue mussen an d'Aushae gestach gi wéi vun der Kommissioun ugeduecht, dass also méi Sue bleiwe fir Propaganda an Drëttlänner an och fir déi Enveloppe nationale. Mir schwieft vir a mir wäerten och dofir plädéieren, datt een déi verdeelt, net no historesche Kritären, well, wann een déi uwennt, ass et esou, datt déi belount ginn, déi fir d'Distillatioun produzéiert hunn, déi also keng Qualitätspolitik gemaach hunn, mä datt déi verdeelt gëtt no dem Wäibauareal vun deenen eenzelen Länner. Ech mengen, dat wär en objektive Kritär, dee jiddferee misst kënnen novollzéien.

Dann ass dat, wat mer kréien, net immens, mä et erlaabt eis awer, weiderzefuere mat der Ëmstrukturierungspolitik, fir weiderzefuere mat enger Rei vu Politiken, déi och méiglech sinn duerch déi nei Wäimaartuerdung, well do kréien d'Länner Méiglechkeeten, fir am Kader vun där Enveloppe nationale och interessant Programmer ze maachen, déi fir hire Wäibau wichteg sinn. Si kréien do eng gewësse Flexibilitéit, a wéi gesot wäerte mir schonn dofir kämpfen, datt mer déi Enveloppe kréien, vun där mer mengen, dass se eis géif zoukommen an dass se och gerechtfaerdegt wär.

Voilà, ech denken, datt ech elo op déi meescht Problemer, déi ugeschwat gi sinn, och geäntwert hunn. Wéi gesot, ech soen och nach eng Kéier Merci lech alleguer fir déi interessant Diskussioun, déi gutt dokumentéiert a gutt fondéiert war. Ech kann, mengen ech, feststellen, datt mer hei net meilawäit auserneeelen, wat d'Orientierung vun der Politik ubelaangt, europawäit an och national.

Ech soen lech Merci fir déi Ënnerstëtzung.

» **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann huet d'Statssekretärin...

(*Interruption*)

Neen. Voilà. Den Här Wagner freet d'Wuert.

» **M. Carlo Wagner (DP), interpellateur.** - Ech hat dem Här Minister zum Schluss vu mengem Exposé trotzdem nach eng ganz wichteg Fro gestallt, an zwar ass dat déi, wéi seng Positioun à l'intérieur vun der Regierung wär zum Abaissement vun der Promill-Grenz vun 0,8 op 0,5 Promill. Ech mengen, et wär och flott, wa jiddferee Kloerheit doriwwer hält wéi déi zwee fir de Wäibau responsabel Regierungsmitglieder sech géifen am Kader vum Conseil des Ministres an där doter Fro behuelen.

» **M. le Président.** - Här Minister.

» **M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.** - Här Wagner, Dir enttäuscht mech e bëssen. Dir waart dach Member vun enger Regierung. Dir wësst, datt d'Regierung eng Meenung no bausse vertritt, datt een am Ënnere vum Conseil, am Regierungsrot, seng Meenung ka soen, fir seng Meenung ka streiden, mä datt no bausse eng Regierungsmeenung do ass. Dat ass och hei an deser Fro net anescht.

(*Interruptions diverses*)

» **M. le Président.** - Gutt. Mir sinn dann um Enn vun der Debatt ukomm. Mir hunn eng Motioun virleien, déi den honorablen Här Mehlen déposéiert huet.

**Motion 1**

Kënnen mer iwwert déi Motioun par main levée ofstëmme?

Den Här Schreiner freet d'Wuert.

» **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Ech kann eng ganz konziliant Propositioun vläicht maachen.

» **M. le Président.** - Wou ass da Sträit?

» **M. Roland Schreiner (LSAP).** - Et ass jo esou, dass de Virschlag, fir d'Promill-Grenz erofzesetzen, den Objet ass vun engem Projet de loi, deen de Moment um Instanzewee ass, dee beim Conseil d'État läit. Eng Diskussioun iwwert dee Projet de loi kréie mer souwisou eng Kéier an der Transportkommissioun, wann den Avis do ass. Mir wäere gär bereet, an der Transportkommissioun iwwert déi Propositioun do ze diskutéieren. Da kéinte mer dat ganz Thema do boucléieren am Kader vun deenen Diskussiounen an der Kommissioun. Ech wär domadder d'accord, fir déi Motioun an d'Transportkommissioun ze verweisen.

» **M. le Président.** - Eng ganz konziliant Propositioun vum Här Schreiner. Mir huele Kenntnis dovun.

An da komme mer elo zum Vote. Wien huet déi Motioun hei mat ënnerschriwwen? Ech hunn hei de Moment nëmme eng Ënnerschréft. Den Här Wagner. Wien nach?

(*Interruptions*)

An déi véier Deputéierte vun der ADR. Voilà.

De Vote électronique ass verlaangt.

(*Interruption*)

Ah, d'Propos, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen.

Wat seet den Auteur vun der Motioun? Wat ass d'Haltung vun der ADR?

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Mir sinn der Meenung, datt ee soll driwwer ofstëmmen. Jiddferee kennt d'Problematik. Et geet hei nëmme drëm, fir...

(*Interruption*)

» **M. le Président.** - Dach, et si fënnel Ënnerschrëften.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - ...onofhängeg vun der Diskussioun iwwert dee Projet de loi, deen ënnerwee ass, der Regierung ze soen, si soll alt ufänken, Donnéeën ze sammelen, fir datt ee wierklech kann en connaissance de cause iwwert dee Projet do diskutéieren.

Wat mer dee Vote hei méi fréi huelen an d'Regierung dozou opfuere, wat se och méi fréi kann ufänken, déi Donnéeën ze sammelen.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Also, Dir gitt dovun aus, datt d'Regierung näischt mécht, soulaang wéi mer se net opgefuerdert hunn.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An där heiter Fro, jo.

» **M. le Président.** - Den Här Scheuer.

» **M. Jos Scheuer (LSAP).** - Här Präsident, wann d'ADR drop besteet, datt ofgestëmmt gëtt, proposéiere mir, fir d'Motioun ofzelehnen. Dat verhënnert net, datt déi do Problematik an der Kommissioun diskutéiert gëtt. Et wär besser, wa se bereet wäeren d'Iwwerweisung vun der Motioun an d'Kommissioun guttzeheeschen, dann hätten se d'Garantie, datt doriwwer och diskutéiert gëtt.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass e Begrëfnis mat dräi Hären.

» **M. le Président.** - Sou, also ech gesinn, mir ginn eis hei net eens. Elo gëtt iwwert déi Motioun ofgestëmmt.



## Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen géint 14 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile

Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Alexandre Krieps), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-

Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Martine Stein-Mergen), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich (par M. Roland Schreiner), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia

Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.20 heures)**

## SÉANCE 21

Jeudi, 1<sup>er</sup> février 2007

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président

## Ordre du jour

1. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg  
(Discussion générale - Motion et Résolution - Votes)
2. Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien  
(Exposé - Vote)
3. 5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore  
(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

» M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Neen, Här President.

» M. le Président. - Merci, Madame Jacobs. Da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Dat ass d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Et si bis elo ageschriwwen bei dëser Debätt: den Här Schaaf, den Här Bettel, d'Madame Spautz, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, d'Madame Flesch an den Här Diederich. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Adam. Här Adam!

**1. Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg**

» M. Claude Adam (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur.* - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mir eis de 25. Oktober 2006 mat engem Bréif un d'Regierung adresséiert haten, wou mir dës Interpellatioun ugefrot haten, war dat un éischter Stell eng Reaktioun op déi nei Statistiken, déi am Rapport travail et cohésion sociale vum Statec am September 2006 publizéiert goufen an zum Welttag géint Honger a Misär rappéléiert goufen.

Do geet Rieds vun engem däitlech méi grouse Risiko, aarm ze sinn oder aarm ze ginn an dësem räiche Land. Mir ginn dovun aus, datt, wann et em de sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft, em d'Zesummeliwwen haut an och an Zukunft vun alle Mënschen hei am Land geet, genausou gutt eng nohalteg a laangfristeg Politik verlaangt ass, wéi wa mer iwwer Energiepolitik a Klimapolitik schwätzen.

Mir sinn natierlech frou, datt eis Interpellatioun ugeholl gouf, a mir ginn dovun aus, datt dës Debätt iwwer aarm sinn an aarm ginn net eng Eintagsfliege gëtt, mä den Ufank vun engem laangfristegen an nohaltege Projet zur Bekämpfung vun der Aarmut an eisem räiche Land. Lëtzebuerg ass ee räicht Land. Mir hunn ee vun deenen héchste PIBe weltwäit. Mir hunn een héije Wirtschaftswuesstum vun iwwer 4%, an dat schonns 20 Joer laang; zurzäit schwätze mer souguer vu 6%.

Dat ass mat d'Ursach, firwat mir zu Lëtzebuerg een héije Liewensniveau hunn, an och eng héich Liewenserwaardung. Am Joer 2003 war déi bei der weiblecher Populatioun bei 81 Joer, bei der männlecher bei 75 Joer. Mir si ganz frou, datt mer eng nidreg Kannerstierflechkeetsrat hunn, déi kontinuéierlech vun 11,4 am Joer 1980 op 7,3 am Joer 1990, an op 3,9 am Joer 2004 erogaangen ass.

Ee besonnesch interessanten Taux, oder besser ee ganz däitlechen a brutalen Taux, wann iwwert déi international Situatioun vun de Kanner Rieds geet, ass den TMM5, den Taux de Mortalité des Moins de 5 ans. Hei läit Lëtzebuerg - wéi mir et eis net anescht erwaart haten - mat deenen aneren europäesche Länner am Spëtzelopelton mat nach ëmmer tragesche fénnef doudege Kanner op dausend. An Niger an am Mali - zwee vun de Pays cibles vun eiser Kooperationspolitik - läit deeselwechten TMM5 bei 256 respektiv 218. Dat heescht, an dëse Länner, déi zu de Pays les moins avancés zielen, stierft ee Kand vu véier viru sengem fénnefte Gebuertsdag.

Mir hunn et zu Lëtzebuerg also, wéi an allen EU-Länner, net mat enger direkt liewensbedrohlecher Aarmut ze dinn, an awer ass et eigentlech erstaunlech an engem Land, dat schonns zënter méi wéi 60 Joer a Fridden a Fräiheet leeft, an engem Land, dat zu deene rächste vun der Welt zielt, an eisem Land, datt mindestens 13% vun den Awunner aarm sinn oder riskéieren et ze ginn. Mir hunn et och zu Lëtzebuerg net fäerdeg bruecht, mat engem permanente Wuessstum, mat enger permanenter Reform vun den Aarbechtsméttelen, mat enger permanenter Evolutioun vun der Aarbechtsorganisatioun, trotz enger ganzer Rei Efforten op nationalem an internationalem Plang, och net mat enger Serie vun Anti-Aarmutsp-

grammer, d'Aarmut aus der Welt ze schaffen, emol net aus Europa, emol net aus Lëtzebuerg.

Europawäit stelle mer fest, datt 5 bis 10% vun der Populatioun ëmmer méi räich ginn, an engem Wuulstand liewen, dee schwéier novollzéibar ass, eng Majoritéit vu Leit an engem relative Wuulstand liewen - dee Wuulstand, deen awer éischter stagnéiert oder no enne weist -, an en Deel vun der Populatioun et opginn huet op eng Verbesserung vun hirer Situatioun ze hoffen, mä sech mat enger miserablerer Situatioun schéngt mussen ofzefannen. An de Risque, datt dësen Deel vun der Populatioun nach méi grouss gëtt, ass reell.

Grad wéi mir hunn eng ganz Rei westlech Länner et fäerdeg bruecht, am Laf vun der Zäit gesellschaftlech Verännerungen ze realiséieren, déi dem Gros vun der Populatioun zu engem relative Räichtum verhollef hunn. Waren nach am Ufank vum 20. Jorhonnert och hei zu Lëtzebuerg d'Leit am Allgemengen éischter aarm wéi räich, esou hu sech déi héich industrialiséiert Länner spéitstens zënter dem Enn vum Zweete Weltkrich esou entwéckelt, datt d'Aarmsinn als ee marginaalt Phenomeen definéiert ginn ass. Déi aarm Leit si stigmatiséiert ginn, als sozial Fäll betitelt ginn. Sou ass de Phenomeen vun der Aarmut vun enger Majoritéit an der Gesellschaft mat Hëllef vun engem staarken ekonomesche Wuessstum, an net ze vergiesse dem Engagement vu soziale Politiker a Gewerkschaftler, zu engem éischter méi marginale Problem ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Phenomeen aarm sinn zu Lëtzebuerg nëmmen eng Minoritéit betrëfft, ass d'Aarmut u sech an engem esou räiche Land ee Skandal an en Zeechen derfir, datt d'Politik versot huet. Den Taux de risque de pauvreté monétaire ass international definéiert, wat dann och Vergläicher erméiglecht, déi interessant kënne sinn.

Den Taux de risque de pauvreté, deen 2003 hei zu Lëtzebuerg bei 11,5% louch, ass 2005 op 13% geklommen. Wann ee weess, datt dësen Taux sech an deene leschten zéng Joer ëmmer tëschent 10 an 13% beweegt huet, a wann ee weess, datt et bei esou Evaluatiounsrechnungen och ëmmer eng gewësse Marge d'erreur gëtt, da kéint ee soen, datt dësen Taux relativ konstant bliwwen ass. Mir mengen allerdéngs, datt villes drop hindeit, datt den Taux de risque de pauvreté eng däitlech Tendenz no uewe weist, an datt dës Tendenz no uewen an Zukunft nach méi grouss wäert ginn.

Do ass et wichteg ze wëssen, datt de Risiko aarm ze ginn als reell ugesi gëtt, wann de Revenu vun engem Erwuessenen ënner 60% vum Revenu médian, dem mëttleren Akommes, läit. Fir d'Mathematiker ënnerlech ass dat alles kloer; fir déi aner nach eng zousätzlech Erklärung: De Revenu médian, dat ass net d'Moyenne vun de Revenuen, mä dat ass dee Revenu, wou ee ka soen, déi eng Halschent vun de Leit verdéngt méi an déi aner Halschent verdéngt manner wéi dëse Revenu médian. Den Avantage vum Medianwäert, dem Zentralwäert, ass, datt déi extrem Héich- an déi extrem Déifwäerter net weider an d'Gewiicht falen. D'Millionären driewen zum Beispill d'Moyenne an d'Luucht, awer net de Median.

» Une voix. - Haha!

» M. Claude Adam (*DÉI GRÉNG*), *interpellateur.* - Am Joer 2004 louch de Seuil vum risque de pauvreté monétaire relative bei engem Revenu vun 1.362 Euro de

Mount fir eng eenzel Persoun. Am selwechte Joer - 2004 - louch den RMG fir eng eenzel Persoun bei 970 Euro Netto an de Mindestloun bei 1.230 Euro Netto. An da gëtt et Leit, déi mengen, de Mindestloun wier ze héich zu Lëtzebuerg!

Fir d'EU insgesamt läit dësen Taux vun der Veraarmungsgeforgrenz bei 16%. Mir stinn zu Lëtzebuerg also nach relativ gutt do. Mä och 13% ass vill ze vill, an et gëtt all Ursach, wéi gesot, fir mussen dovun auszegoen, datt den Taux nach eropgeet.

Ee regelméisseg Revenu ass - wie wonnert et? - eng éischt Noutwendegkeet, fir net aarm ze sinn an engem räiche Land. Eise Chômagetaux louch 2005 bei 4,5%, wat op europäeschem Niveau nach ëmmer relativ gutt ass, wat net verhënnert, datt sech hei e puer ganz bedenklech Tendenzen bemierkbar maachen. Den Taux vum Chômage huet sech an deene leschte sechs Joer verduebelt.

Vun der Aarbechtslosegkeet si méi Fraen - 5,9% - wéi Männer - 3,5% - beträff. Do ass awer nach ze bedenken, datt 2005 d'Beschäftigungsquot bei de Frae bei 53,9% louch. Dat ass ee relativ déiwe Prozentsaz, an dat ass e Problem, wat d'Chancéglichheet vu Mann a Fra betrëfft. Dat ass ee Risikofacteur wat aarm sinn oder aarm gi fir Frae betrëfft. Den Taux vun de Laangzäit-chômeuren ass an deene leschte sechs Joer vun 0,7 op 1,2% eropgaangen. Ee bedenklichen, ee geféierlechen Trend. Den Taux vun deene jonke Chômeuren hält relativ krass Ausmoossen un, vu 6,9 op 13,8%; op dëse Punkt kommen ech nach eng Keier zrëck.

Wa mir d'Aarmut bekämpfen, da musse mir de Chômage bekämpfen. Mir musse feststellen, datt wirtschaftleche Wuessstum zwar nei Aarbechtsplaz schafft, mä datt d'Aarbechtslosegkeet doduerch net automatesch erofgeet. Zu Lëtzebuerg ass éischter de Géigendeel de Fall.

Mir brauchen eis net ze wonneren, wann all Mënsch wëllt bei de Stat oder d'Gemeenge schaffen goen. Ech ginn hei net op de Verdéngscht am öffentleche Secteur an, mä ech wëll just däitlech maachen, wéi wichteg haut d'Sécherheet vun der Aarbechtsplaz am öffentlechen Déngscht ass. Engersäits geet d'Zuel vun de Salariéen, déi e Contrat à durée déterminée hunn, permanent erop. 2004 hate 4,8% vun de Salariéen esou ee Kontrakt, 2005 waren et der 5,3%.

Mä och e Contrat à durée indéterminée hält net méi ëmmer dat, wat e versprécht. Virun e puer Joer konnt een nach d'Gefill hunn, mat engem Contrat à durée indéterminée an der Privatindustrie hätt een eng gewësse Garantie. Mä et gëtt genuch Beispiller, déi eis soen, datt e Contrat à durée indéterminée net onbedéngt indéterminé muss sinn: TDK, Villeroy, Monopol, Technicolor an esou weider.

Wann et dann esou ass, datt all Joer eng Rei Aarbechtsplaz verschwannen, da muss et politesche d'Prioritéit sinn, de befafene Leit all erdenklech Hëllef ze ginn, op enger neier Schaff Fouss ze faassen.

Bedenklich ass och, datt eng ganz Rei Betriber d'Tendenz hunn, keng ganz Aarbechtsplaz méi auszeschreiwien, mä zum Beispill nach just 30 Stonnen/Woch-Tächen. Wann dat dann nach Aarbechtsplaz sinn, déi zum Mindestloun bezuelt ginn, dann ass de Misär virprogramméiert. Dat huet näischt domat ze dinn, datt ee Salarié fräiwëlleg eng véirels, eng hallef oder eng dräivéirels Tache wëllt, well et en arrangéiert oder well e sech et ka leeschten.



Leider ass dat net nëmme eng Pratique vun deem engen oder anere Supermarché. Och Gemenge maache bei deem Spill mat. Ech hu schonns gesot, e regelméissege Revenu ass eng éischt Noutwendegkeet, fir net aarm ze sinn an engem räiche Land. Mä e regelméissege Revenu eleng geet net duer. Et kënn natierlech och nach drop un, wéi héich dese Revenu ass. Mir hu jo Gott sei Dank e garantéierte Mindestloun zu Lëtzebuerg. Mä domat sinn nach net all d'Problemer geléist.

Zu Lëtzebuerg hunn am Joer 2005 ongeféier 32.000 Leit dese Mindestloun verdéngt. Dat sinn iwwer 12% vun de Salariéen, ouni d'Fonctionnairen. An och hei erëm eng Kéier: D'Frae si mat 17,7% iwwerrepresentéiert. Den Taux bei de Männer läit bei 8,8%.

Fir e bëssen dättelech ze maachen, wat dat bedeit, hei e Beispill:

Ech gi vun enger Famill aus, Fra, Mann, zwee Kanner. Ee Partner schafft a verdéngt de Mindestloun. Dat sinn haut 1.570 Euro de Mount Brutto. Bleiwen nach Netto knapp 1.400 Euro. Ech hu mech beim Fonds national de Solidarité iwwer de Plaffong RMG a Fräibetrag informéiere gelooss. Ech erspueren lech d'Berechnung. Ech soen lech just d'Konklusioun: Dës Famill kréich 875 Euro Brutto complément RMG, a wa si muss Loyer bezuelen, da kann dës Zomm nach ëm 123 Euro eropgoen. D'Famill a mengem Beispill huet e Recht op e Revenu vun ongeféier 2.250 Euro, mat der Majoratioun Loyer vu bal 2.400 Euro.

Do kënn selbsterständlech och d'Kannergeld nach derbäi. A schonns mierkt een, datt d'Décisioun, fir d'Kannergeld ze desindexéieren, net fir all Famill déiselwecht Konsequenzen huet. Et ass, besonnesch wann ee ganz enk muss mat de Finanzen rechnen, net ëmmer méiglech, do ze wunnen, wou de Loyer eventuell nach e bësse méi niddreg ass. Dat ass ganz oft eng Fro vu Mobilitéit. Wann d'Famill Loyer bezilt, da muss se mat 1.000 Euro Loyer fir en Appartement vun 80 m<sup>2</sup> rechnen, an 80 m<sup>2</sup> si fir véier Leit wierklech kee Luxus. En Haus lounen ass meeschtens net méi dran.

Den Observatoire de l'Habitat schwätzt hei eng dättelech Sprooch. Ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geet Rieds vun engem Duerchschnittsloyer vun 1.154 Euro fir en Appartement vu ronn 80 m<sup>2</sup>. D'Moyenne fir d'ganz Land läit bei 1.029 Euro. Den Duerchschnittsloyer fir en Haus läit bei 2.564 Euro respektiv 2.041 Euro, virun allem well d'Haiser dättelech méi grouss sinn. Dat mécht dann och de Loyer vill méi héich. Dës Zuele si bal net ze gleewen, leien an der Realitéit vläicht och e bëssen drënner. Et dréint sech jo hei ëm d'Präisser, wéi se an den Annoncé stinn, an awer kréie mer hei en Androck vun der Situatioun um Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg, deen erschreckend ass.

Elo fänkt et u fir d'Famill an eisem Beispill enk ze ginn. Wa gutt Infrastrukture vu Kannerbetreuer bestinn, da geet selbsterständlech och deen zweete Partner mat schaffen. Wann een dann elo seng Taxé bezuelt huet, stellt sech d'Fro, ob ee sech een Auto ka leeschten oder net. Déi Fro ka sech natierlech och anescht stellen. Deemno wou a wat ee schafft, brauch een einfach en Auto. Deemno wou ee wunnt, brauch een och en Auto. Haut gétt vu ville Patronen eng permanent Mobilitéit, am beschte 24 Stonnen op 24, verlaangt. Datt et mat deem Revenu fir zwee Autoen duergeet, ass schwéier virstellbar.

Da kommen déi kleng Extraen: d'Wunneng ariichten, Téléfon, Tële. Bei staark strapazéiertem Budget kann dee klengsten Imprévu e grouse Problem ginn. Wann dann en Auto do ass, da muss deen an d'Revisioun. Do steet emol eng gréisser Reparatur un. Schonns eleng de Führerschäi maachen ass eng Dépense, déi enger Rei Leit Kappzerbrieches mécht. Da gétt d'Tëlee oder de Frigo de Geescht op, de Mazout gétt méi deier, d'Schong gi méi kleng. Da kënn d'Schoul a seet: Mir fueren an d'Kolonie an d'Eltere maachen eng minimal Participatioun vun zum Beispill 100 Euro. A wann d'Schoul an d'Schivakanz fiert, da gétt et nach vill méi deier.

Mir hu ganz oft net genuch Gefill fir d'Situatioun vun deene Leit, deenen et an eisem räiche Land finanziell net esou gutt geet. Wann eis Famill dann elo enk rechent, sech keng Extravaganze leescht, da kënn se iwwer d'Ronnen. Wat geschitt dann awer elo, wann et an der Partnerschaft net méi klappt? Wann et zu enger Trennung kënn? Wann aus engem Haushalt vu véier Persounen op eemol en Haushalt vun enger Persoun an ee vun dräi Persounen gétt?

Da ginn d'Fraisën erop an de Revenu kann net mathalen. Et ass duerfir och net iwwerraschend, datt de Risque, aarm ze sinn oder aarm ze ginn, bei den Elengerzéier

iwwerduerchschnëttlech héich ass. D'Statistike schwätze vun 21%. Gutt Betreuerstrukture sinn net nëmme kanner- a familje-frëndlech, si si fir vill Elteren einfach eng Noutwendegkeet. Den Ausbau vun öffentliche Transport ass net nëmme eng ëmweltpolitesch Noutwendegkeet. Dësen Ausbau ass och eng Noutwendegkeet fir déi Leit, déi finanziell net mat der automobiler Gesellschaft mathale kënnen. Energieeffizient bauen ass net nëmme eng ëmwelt- a klimapolitesch Erausforderung, mä grad just déi Leit, déi finanziell schwach sinn, d'ärfen net och nach duerch gewaltge Heizkäschtchen erschloe ginn.

Dat géllt natierlech besonnesch, awer net nëmme fir de soziale Wunnengsbau. Leider gétt hei nach ëmmer net genuch no Niddreg-Energie-Standard gebaut.

Dir Dammen an Dir Hären, zu Lëtzebuerg gétt et vill ze mann Wunnengen. Eng staark Nofro an zum Deel och Spekulation mécht d'Terrainen deier. Déi wirtschaftlech Attraktivitéit vun eisem Land dreift d'Loyeren an d'Luucht. Eng Rei Donnéeë regelt de Marché selwer, zum Beispill d'Gréisst vun de Bauplazen. Bei deene Präisser ginn déi Bauplazen natierlech vun selwe méi kleng. Et ginn och ëmmer méi Appartementer gebaut wéi Eefamilljenhaiser. Mir sinn och frou, datt de Minister Boden endlech säin Avantprojet de loi zum Pacte logement an de Regierungsrat bruecht huet a mir waarde mat Interessi op d'Debatten zu deem Projet an der Chamberskommissioun an doriwwer eraus.

Ech erënnere nach eng Kéier un eisem Premier seng Ried vum 12. Oktober 2005: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net wéi se kënnen matmaachen. Ech“ - den Här Juncker - „fanne mech net mat där Feelentwécklung um Lëtzebuerg Wunnengsmaart of. Duerfir hält ech gären, dass mer alleger zesummen eis der Wunnengsproblematik zu Lëtzebuerg objektiv-orientéiert un huelen.“

D'Entwécklung um Wunnengssektor deet ganz ville Leit wéi. Fir verschidde Leit ass déi Entwécklung awer einfach fatal. De Fonds du Logement misst nach vill méi Wunnenge bauen, wéi dat am Moment de Fall ass, well d'Waardelëschte sinn nach ëmmer ze laang. Do derbäi stellt sech och d'Fro, ob d'Kritären, wien iwwer de Fonds du Logement zu enger Wunneng kënn, nach ëmmer korrekt sinn oder eventuell missten iwwerschafft ginn. Eng Rei Leit hu keen Urecht op eng Wunneng, well se, loosse mer emol soen, ze schwierig sinn. Aneerer leie just iwwer dem maximale Revenu.

Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwerduerchschnëttlech vill Propriétaires. Nëmme ronn 30% vun de Leit bezuelen e Loyer, a mir froen eis, ob déi Politik nach ze halen ass. Wann ee weess, datt d'Banken haut schonns op 30 Joer Sue léinen, fir en Haus ze kafen; wann ee weess, wéi knapps oft gerechent gétt, fir en Haus kënnen ze kafen - déi meescht Haiser gi verkaaft, well de Propriétaire gestuerwen ass oder well e gescheet gétt -, misste mer net endlech och emol eeschlech kucken, fir dättelech méi Wunnengen zu faire Loyeren op de Wunnengsmaart ze kréien?

Wa mer en Haus kafen, da bezuele mer eng Zäit laang op d'Schold an da si mer Här a Meeschter, dann hu mer en Eegentum, da si mer onofhängeg, da si mer schlussendlech Gewënner. Mir zweifelen ob dës Rechnung ëmmer opgeet. D'Avantagen, wann ee Propriétaire vun enger Wunneng ass, leien op der Hand. Et brauch ee kee Loyer ze bezuelen. Et huet een am Alter, wann ee seng Schold bezuelt huet, manner Käschtchen. An et ass ee sécher, datt een net gekënnegt kritt.

Mä besonnesch déi éischt Joren, wou een eng Wunneng keeft, kënnen zu kritesche Situatiounen féieren. Déi éischt Jore gi bal nëmme Zënse un d'Bank zréckbezuelt. Wann d'Zënse klammen oder wann de Propriétaire sech muss vu sengem Haus trennen, da riskéiert en ee Verloscht ze maachen. Da riskéiert en net nëmme ouni Haus dozestoen, mä och nach mat engem Bierg Scholden. Wann e ganz enk muss rechnen, fir sech en Haus ze kafen, huet en eventuell och net méi déi néideg Finanzen, fir déi néideg Investitiounen a Reparaturen ze maachen, fir datt d'Propriétéit hire Wäert behält.

Et gétt och nach ëmmer déi ganz miserabel Wunnengen iwwer de Caféen, wou mer d'Aen zoumaachen, well mer keng Alternativen unzebidden hunn. Hei hëllef gutt gemengten Appelen, d'Leit sollen hire Wunnengsraum zu soziale Präisser zur Verfügung stellen, ongeféier genau esou vill wéi dem Premier säi Wunsch, d'Leit sollen hir Bauplazen net ze vill deier verkafen. Hei ass d'öffentlech Hand, hei ass d'Politik gefuerdert.

Well Déi Gréng iwwerzeegt sinn, datt d'Wunnengsproblematik hei zu Lëtzebuerg esou Ausmoosse kritt huet, datt se d'Effikasitéit vu ganz ville soziale Mesuren a Fro stellt, proposéiere mir der Chamber eng Resolution ze stëmmen, déi d'Recht op eng Wunneng als ee Mänscherecht betruuecht. A mir wëllen, datt d'Recht op eng Wunneng an d'Constitutioun opgeholl gétt. Ech ginn dann och dem President déi Resolution.

### Résolution 1

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*- que la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 déclare dans son article 25.1. que: «toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires»;*

*- que la Charte sociale européenne révisée le 3 mai 1996 précise dans sa*

*Partie I, article 31, que: «toute personne a droit au logement»;* et dans sa

*Partie II, article 31, intitulé «droit au logement», que: «En vue d'assurer l'exercice effectif du droit au logement, les Parties s'engagent à prendre des mesures destinées: 1) à favoriser l'accès au logement d'un niveau suffisant; 2) à prévenir et à réduire l'état de sans-abri en vue de son élimination progressive; 3) à rendre le coût du logement accessible aux personnes qui ne disposent pas de ressources suffisantes.»;*

*estimant*

*- que le logement est un instrument clé de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté;*

*- que le droit au logement est un droit fondamental;*

*décide*

*- de charger la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle d'étudier l'inscription du droit au logement dans la Constitution luxembourgeoise.*

*(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.*

Mir erwaarden eis keng Wonner vun esou enger Mesure. D'Recht op eng Aarbecht steet an der Constitutioun an de Chômage geet awer an d'Luucht. An trotzdeem, de Problem vun Chômage ass allgemeng unerkannt. Et gi vill Mesuren ergraff. An och wa se net ëmmer zu deem erwünschten Erfolg féieren, solle mer eis awer och emol heiansdo d'Fro stellen, wéi et um Aarbechtsmarché ausgeséich, wann net all déi Efforté géife gemaach ginn.

Wunnen ënner mënschewierdege Konditiounen ass eng Aufgab, där mir eis alleguerte mussen stellen. A well et eis vill ze vill lues weidergeet, muss mer eis selwer ënner Drock setzen. Duerfir eis Resolution.

Et ass net eist Zil, d'Recht op eng Wunneng als en Droit absolu a sans conditions anzeféieren. Et geet net drëm, deene Leit, deenen et schlecht geet, e gratis Logement zur Verfügung ze stellen. Fir d'Leit ze responsabiliséieren, muss ëmmer ee Loyer gefrot ginn, mä deen d'ärf vu Fall zu Fall ganz kleng sinn.

Et geet net drëm, datt ee sech vun haut op muer decidéiert, iergendwou hinzeplënnen an da säi Wunnengsrecht anzekloen. Et muss schonns Klausel festgehalen ginn, déi eng gewësse Wunndauer viraussetzen, ier ee ka säi Recht op eng Wunneng reklaméieren.

E Recht op ee Logement fir all Persoun, déi regelméisseg an dauerhaft zu Lëtzebuerg wunnt an net selwer déi néideg finanziell Mëttelen huet, sech eng anstänneg Wunneng ze leeschten, setzt d'Méiglechkeet viraus, datt déi betreffend Leit kënnen eng Kommissioun mat hirer Demande befaassen an, ab engem bestëmmten Zäitraum, dee mer brauchen, fir déi Mesuren, vun deene mer ëmmer schwätzen, ëmzesetzen, och hiert Recht kënnen akloen.

A Frankräich ass esou ee juristesche Recours virgesi fir d'Sans-abri; fir déi Leit, déi riskéieren aus hirer Wunneng erausgesat ze ginn; fir déi, déi just ee provisoereschen Ënnerdaach hunn; a fir déi, déi an enger net mënschewierdeger Wunneng ënnerdaach kommen. Mir sollen och zu Lëtzebuerg an déi Richtung schaffen.

Mäi Beispill vun der Famill mam Salaire social minimum huet dättelech gemaach, datt eng Trennung kann ee Risiko sinn, aarm ze ginn. Mä och Famillje mat vill méi engem héije Revenu riskéieren duerch eng Trennung a grouss finanziell Schwieeregkeeten ze geroden. D'Liewenskäschte passe sech jo ëmmer dem Revenu un, a wann ee mat engem héije Revenu zum Beispill en héijen

Emprunt fir en Haus mécht, da kann am Fall vun enger Trennung ganz viles zesummebriechen.

Am Rapport de stratégie national sur la protection sociale et sur l'inclusion sociale vum 23. September 2006 heescht et...

**(Interruptions et hilarité)**

**(Coups de cloche de la Présidence)**

» **M. le Président.** - Kommt loosse mer dem Här Adam nolauschteren!

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Am Rapport de stratégie national sur la protection sociale et sur l'inclusion sociale vum 23. September 2006 heescht et, datt de Risque aarm ze gi speziell héich ass bei den Elengerzéier.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt dat och ee Problem ass, well mir eis esou schwéier vun dem traditionelle Familljebild „Papp a Mamm a Kand“ trenne kënnen. Och wann haut nach 35% vun eiser Populatioun an esou enger Famill liewen, wäit méi wéi an deenen aneren EU-Staten - do sinn et nëmme 24,5% -, dann ass dat sécher gutt a positiv, mä et ass awer noutwendeg d'Individualiséierung vun eisem Renten- a Sozialsystem endlech decidéiert unzegoen.

All Mënsch, deen aus der Schoul erauskënn, huet e Recht op seng perséinlech Sozialversécherung. Dat muss fir de Stat eng Pflicht sinn. Et geet net duer, sech derhannert ze verstoppen, datt vläicht déi eng oder aner Grupp eppes Klenges verléiert, wa mir individualiséieren, a fir dann näischt ze maachen.

Thema Gesondheet: Och räich Leit hu keng Garantie op eng gutt Gesondheet. Mä Leit, déi finanziell schlecht dru sinn, fille sech oft krank. Leit, déi finanziell Problemer hunn, riskéieren och éischer krank ze ginn.

Esou ass zum Beispill Obésitéit vill méi verbreet bei de Kanner, deenen hir Eltere wéineng verdéngen. An dat huet wéineg mam Präis vun de Liewensmëttel ze dinn; éischer mat Sensibilitéit, mat Opklärung, wat gesond lessen an Drénke betrëfft.

Direkt mat de Suen huet awer d'Bedeelegung un de Käschtchen vun de Medikamenter a vun den Dokteschrechnungen ze dinn. Wann dës Participatioun fir déi meescht Leit och kee finanzielle Problem ass, fir déi Leit, déi e klengt Akommes hunn, stellt dat schonns e Problem duer. A wien et net wëllt gleewen, dee soll emol eng Kéier an den Office social vu senger Gemeng nofroen goen!

Ee Problem ass och fir eis deen Deel, deen d'Krankekeese bei Zännprothesen a bei Brëller rembourséieren. Loost lech emol eng Kéier vun Ärem Optiker dee Krankekeessmodell weisen. Frot emol eng Kéier Ären Zännokter, wéi eng Kroun datt en lech zum Tarif vun der Krankekeess verkeeft. An dobäi ass gutt Ausgesi kee Luxus; spéitstens wann een an engem Ustelligsgespräch bei engem potenziellen neie Patron ass, stellt een dat fest.

Genau wéi bei der Gesondheet, ass och bei der Bekämpfung vun Aarmut an Ausgrenzung d'Preventioun dat Wichtigst. D'Zuelen an den Alldag beleeden et. Eng zolidd Ausbildung ass déi beschte Viraussetzung, net op e soziaalt Ofstellgleis ze geroden.

Fir eis ass eng gutt Ausbildung fir déi Jonk besser, wéi all Beschäftigungsinitiativ heron, wa se keen Job fonnt hunn.

Déi Etüd, déi esou oft ernimmt gétt, datt ech hiren Numm schonns net méi héiere kann, huet fir d'x-te Kéier festgestallt, datt de Lëtzebuerg Schoulsystem sozial net gerecht ass. Dës Etüd huet awer bis haut nach net bewierkt, datt sech eppes un eisem Schoulsystem verännert huet. Am Géigendeel.

Mir sinn der Meenung, datt den Enjeu fir Lëtzebuerg an den Enjeu fir eis Kanner a Jugendlech nach ëmmer net erkannt ginn ass. Wéi soss ass et ze verstoen, datt d'Diskussioun ëmmer nëmme iwwer d'Angscht vun Nivellement vers le bas dréint?

Dobäi ass et erweisen, datt all Hëllef, déi mer deene schwache Schüler zoukomme loosse, sech automatesch och positiv op déi gutt Schüler auswierkt. Eis Schoul huet och vill Defiziter, wat déi staark Schüler ueget. Well dat haut net den Thema ass a well ech



an der Zäit scho knapp wäert sinn, maachen ech déi Klammer haut net op; mä ech hunn d'Gefill, ech kréien nach oft d'Geleeënheet hei am Haus, iwwert déi Defiziter ze schwätzen.

Besonesch héich ass de Risque de pauvreté bei Kanner vun 0 bis 15 Joer - 18% steet am Rapport iwwert d'Inclusion sociale -; aarm Kanner an engem räiche Land.

Hei ass et kloer, hei ass d'Familljen- a Sozialpolitik gefuerdert. Mä déi beschten, vläicht souguer déi eenzeg Méiglechkeet, aus dem Däiwelskrees vun der Aarmut - Aarmut verierft sech bekanntlech - erauszekommen, ass d'Schoul.

Wa mir iwwer eng Schoulreform diskutéieren, da muss d'Cohésion sociale ee ganz wichtegt Kapitel vun der Diskussioun sinn. All Statistike beleëen et. De gréisste Risiko fir e Jugendlechen, an de Chômage ze geroden, ass keng oder eng schlecht Ausbildung.

Et ass leider och esou, datt Elteren, déi keng Ausbildung hunn, ganz oft Kanner hunn, déi keng Ausbildung hunn.

Wat de Risque de pauvreté betrëfft, esou soen d'Statistiken, datt et net esou wichteg ass, wéi eng Formatioun déi Jonk hunn, mä datt se eng hunn.

An der Etüd iwwert d'Schouloufbriecher vum Oktober 2005 steet fir 322 jonk Mënschen „ne font rien“. Dat ass eng Katastroph!

Den Taux vun deene jonke Chômeuren ass eropgaangen. Dat huet och ganz vill mat eiser Schoul ze dinn. Mir brauchen eng Schoul, déi méi en individualiséierten Unterricht ubitt; eng Schoul, déi d'Schüler besser motivéiert; eng Schoul, déi d'Schüler fördert a fuerdert; eng Schoul, déi mat den Eltere schafft; an eng Schoul mat kloren Ziler a klere Strukturen.

Déi Gréng wëllen all Beméiungen op dem Wee zu esou enger Schoul ënnerstëtzen, a wien dës Beméiunge mat engem Nivellement vers le bas résuméiert, huet näischt vum gewaltege schouleschen a gesellschaftlechen Enjeu, ëm deen et hei geet, verstanen an deem kënne mir och net méi weiderhëllefen.

D'Cohésion sociale ass an eisen Ae kee politesch Gespills an ideologescht Gespréich, mä eng gesellschaftlech Noutwendegkeet. D'Cohésion sociale ass net nëmme eminent wichteg fir déi Leit, déi relativ ënnen op der sozialer Leeder sinn, mä och fir déi Leit, déi an der Mëtt oder méi wäit uewe setzen. D'Cohésion sociale ass d'Bedingung fir eng gerecht a liewenswäert Gesellschaft.

Déi Gréng sinn duerfir och, an anscheinend nach ëmmer, déi eenzeg Partei, déi warnt, ëmmer wëlle politesch Kapital doraus ze schloen, datt mer de Leit Steierreduktiounen versprechen. Steiergelder, déi gutt ugeleecht sinn, dengen der Allgemengheet. Steiergelder, déi net méi do sinn, feelen der Allgemengheet.

Mir plädéiere fir en transparente Stat, net fir e schlanke Stat. Well ouni Sozialstat wier d'Situatioun vill méi grave. Eise Système socio-fiscal huet als Zil, öffentlech Ausgaben ze finanzéieren an d'Transferten tëschent den Haushälter ze géréieren, andeems déi ekonomesch Donnéeë berücksichtegt ginn. Sou ass jo de Revenu disponible deen, deen iwwer bleibt nodeems de socio-ekonomesche System gespilt huet.

Mer eis iergeren, datt mer mussen esou vill Steiere bezuelen, mussen mer bedenken, datt duerch de System vun sozialen Ëmverdeelungen en Deel méi sozial Gerechtheit entsteet: De Revenu initial vun deenen 20% räichste Leit am Land ass 5,7-mol méi héich wéi dee vun deenen 20% ärmsten. De Revenu disponible vun deenen 20% Räichsten ass dann nach just - oder ëmmerhin - 3,4-mol esou héich. Dobäi ass et den Impôt sur les personnes physiques, dee mat 51% zu der Reduktioun vun den Inégalitéite bäidréit. Logesch! Wa mer deene Leit, déi en héije Revenu hunn, eppes ewechhuelen, an deenen eppes ginn, déi en niddrege Revenu hunn, dann hu mer eng Ëmverdeelung gemaach.

Zweetwichtigste Punkt bei der Ëmverdeelung sinn d'Familljeleeschungen. Si droen zu 38% zu der Reduktioun vun den Ongläichheete bäi. Datt d'Familljebäihëllefen esou wichteg sinn, berout dorop, datt Fa-

millje mat méi wéi zwee Kanner iwwerdurchschnëttlech oft Famillje mat klengem Revenu sinn - 18% -, an datt natierlech déi Hëllefe bei Famillje mat niddregem Revenu vill méi an d'Gewiicht falen, wéi bei anere Familljen.

Déi Gréng sinn der Meenung, datt d'Desindexierung vum Kannergeld net de richtege Wee ass, fir zu Geld ze kommen; Geld, dat mer onbedéngt brauche fir den noutwendegen Ausbau vun de Betreuungsstrukturen. Déi Gréng sinn och der Meenung, datt e gestaffelt Kannergeld ee falsche Message wier. Mir sinn éischter bereet, en indexéiert Kannergeld mat an d'Berechnung vun der Steier ze huelen, an dat am Kader vun enger grouss ugeluechter Redefinitioun vun den Ziler vun eiser Sozial- a Familljepolitik.

Wéi ech dës Interpellatioun preparéiert hunn, hunn ech och mat Interesse ënner anerem d'Ausféierungen am Kader vun enger Aktualitéitsstonn iwwert den nationalen Aktiounsplang géint d'Aarmut an de sozialen Ausschloss gelies, déi am Mee 2001 op Ufro vun der LSAP hei am Haus um Ordre du jour stoung. De Problem ass zënter 2001 net geléist an net entschäerft ginn. Deemoos ass nach vun enger Erhéijung vum Kannergeld geschwat ginn; haut ass d'Kannergeld desindexéiert. Eis Positioun dozou hunn ech jo elo grad gesot.

Opgefall ass mir virun allem awer, datt dem honorabele Kollege Camille Gira säi Ruff, datt mir sollen dezentral virgoen, leider net zu deene Konsequenze gefouert huet, déi dese Ruff verdéngt hätt. Mir kënne eis net virstellen, datt eng zentral staatlech Bürokratie et fäerdeg bréngt, eleng fir eng preventiv Sozialaarbecht ze suergen. Mir sinn der Meenung, datt ee méiglechst no bei de Leit, an de Leit hirem normale sozialen Ëmfeld a mat de Leit zesumme muss schaffen, am beschte wann d'Problemer nach kleng sinn.

Fir dës dezentral Aarbecht ze maachen, brauche mir selbstverständlech eng Rei ONGen, déi gutt um Terrain implantéiert sinn, mä mir brauchen awer och d'Gemengen. Wann iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen diskutéiert gëtt, a wa Reformen an d'Haus stinn, da muss een och iwwert d'Roll vun de Gemenge bei der Aarmutsbekämpfung schwätzen. An deem Sënn géif et eis och interesséieren, wéi dann haut d'Erfaahrung sinn, nodeems deene eenzege flächendeckende preventive Service, nämlech dee vun de Centres médico-sociaux, opgespléckt ginn ass. Ech schwätzen hei vun der Scheidung tëschent der Ligue an der Croix-Rouge.

Ee Punkt, an deen ass eis och eng Motioun wäert, sinn d'Offices sociaux vun de Gemengen. D'Législatioun vun den Offices sociaux datéiert op d'19. Jorhonnert, op den Arrêté royal-grand-ducal concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance vum 11. Dezember 1846, an d'Gesetz iwwert den Domicile de secours vum 28. Mee 1897, enger Zäit, wou et wierklech de Problem vun de Gemenge war d'fir ze suergen, datt d'Leit net sollten erhéngere. Zënterhier ass d'Zäit net stoe bliwwen. Déi soziologesch Donnéeën hu fundamental geännert. Mir mengen, datt mer d'Problemer vun haut net méi mat den Instrumenter vu virgëschter léise kënne.

Haut ass et éischter e Problem, datt d'Leit „am Konsum ersaufen“ - ech zitieren den Här Gira aus senger Ried vum 2001 - respektiv eng Rei Leit net méi kënne mathale mat deem Drock vu Konsum, deen op se duerkënnt. Duerfir si mer och der Meenung, datt d'Preventioncampagnen, wéi déi vun Familljeministère an Zesummenaarbecht mat Interaction an der Ligue médico-sociale, wichteg sinn an och an Zukunft verstäerkt a gezielt mussen duerchgefouert ginn. An deem Kontext sief nach eng Kéier un d'Diskussiounen an der Familljekommission iwwert d'Gesetz géint d'Iwwerscheldung ernënnert, an iwwert de breede politesche Konsens, datt eng Prozedur vun enger Faillite civile sollt installéiert ginn.

Et gëtt eng ganz Rei vun Hëllefen, wou et net ëmmer einfach ass den Iwwerbléck ze behalen, an d'regional Ënnerscheeder sinn och relativ grouss. D'Offices sociaux setze sech nach genausou zesummen, wéi et am Arrêté royal-grand-ducal viru laanger Zäit festgehale gouf.

Och wa mir der Meenung sinn, datt net alles, wat al ass, automatesch schlecht ass, si mer awer der Meenung, datt hei dringend Handlungsbedarf besteet. Dat fänkt beim Domicile de secours un, geet iwwert d'Recetté vum Office social - a menger Gemeng ass dat nach zum Beispill d'Keelebunntax, e Pourcentage vun der Kierfechtax, e wäit aus méi e grouss Bättrag vun der Loterie nationale, de gréissten Deel kënn vum Stat -, an och d'Dépenses - de gréissten Deel vun Office social geet drop fir eng Participatioun

bei de Käschten, wann e Kand oder e Jugendlechen an engem Foyer placéiert ass -, iwwert de Fonctionnement an iwwert d'Richtlinien, oder méi wichteg: de Mangel u Richtlinien, hin zu der méi oder manner gudder Zesummenaarbecht mat den Assistenten vun der Ligue an/oder der Croix-Rouge.

Mir brauche richteg Sozialämter, déi eng Plattform zu den nationale Gremië sinn, déi eng kloer Struktur hunn an erkennbar sinn an déi och mat qualifiziertem Personal kënne schaffen. Fir datt mer net Gefor lafen, erëm eng Kéier no e puer Joer mussen feststellen, datt sech näischt beweegt huet, déposéieren ech am Numm vun der grénger Fraktioun eng Motioun, wou d'Chamber d'Regierung opfuert, dat, wat se an der Regierungserklärung ugekënnegt huet, och ëmzesetzen an d'Reform vun den Offices sociaux op de Leescht ze huelen.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant le programme gouvernemental du 4 août 2004 déclarant que: «Le Gouvernement procédera à la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et l'Arrêté royal-grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance d'après les principes arrêtés au rapport du 3 juin 2003 qui a été soumis pour approbation au Ministres de la Famille et de l'Intérieur.»;*

- *considérant le rapport du 30 septembre 2003 de la Commission des Affaires intérieures dans le cadre du débat d'orientation sur la répartition des compétences et des responsabilités entre l'État et les communes (document parlementaire N°4906) qui propose de réformer la législation sur les offices sociaux, afin de l'adapter aux réalités actuelles;*

- *considérant que le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté est passé de 11,5% en 2003 à 13% en 2005 et que cette situation confronte les offices sociaux à de nouveaux défis;*

*invite le Gouvernement*

- *à présenter dans les meilleurs délais un projet de loi portant réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'Arrêté royal-grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance en tenant compte des recommandations formulées par la Chambre des Députés dans son rapport susmentionné.*

*(s.) Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.*

Ech hunn am Ufank schonn drop higewisen, datt mir zu Lëtzebuerg an an den EU-Länneren vun enger relativer Aarmut schwätzen, am Géigesaz zu de Pays les moins avancés oder den Entwécklungslänner am Allgemengen, wou et och eng wäit verbreet absolut Aarmut gëtt. Dat heescht, wou et de Mënschen un der liewensnoutwendeger Kleedung, de Liewensmëttel, dem Daach iwwert dem Kapp, oder enger minimaler medezinescher Versuergung feelt.

Bei eis sinn duerch eis sozial Sécherungssystemer d'Leit prinzipiell virun der absoluter Aarmut geschützt, mä et gëtt och bei eis Ausnahmen. Wann ee vun de Pilieren Aarbecht-Wunneng-Famill ewechfält, a wann dann nach e bësse Pech am Liewe matspillt, riskéiert de Mënsch och zu Lëtzebuerg säi sozialen Ënnergang. Leit ouni feste Wunnsätz, Leit, déi oft suchtkrank sinn oder psychesch Problemer hunn, Leit, déi op inoffizielle Weeër an d'Land komm sinn, ginn aus deene verschiddensten Ursachen net ëmmer vun eise sozialer Netz erfaasst a riskéieren och zu Lëtzebuerg vun absoluter Aarmut betraff ze sinn.

Datt d'Zuele vun dese Leit zouhuelen, kann ee schonns aus de Statistiken, déi d'Stëmm vun der Strooss fir all Interesséierte parat huet, feststellen. Zënter 2001, wou dës Statistike gefouert ginn, geet d'Zuel vun de Leit, déi d'Stëmm vun der Strooss besichen, permanent an d'Luucht. 2006 ware ronn 1.000 Leit Client bei der Stëmm; just hei an der Stad. Ronn 80% ware Männer. 2006 sinn all Dag duerchschnëttlech 74 Persounen bei d'Stëmm vun der Strooss komm; och dat sinn der däitlech méi, wéi jee virun. 16% vun de Leit, déi bei d'Stëmm vun der Strooss kommen, hu manner wéi 35 Joer. Dat heescht, dës 144 Persounen hunn am Prinzip kee Recht op den RMG.

Och wann déi existenziell Aarmut zu Lëtzebuerg marginal ass, et gëtt se a si kann eis net onberéiert loossen. Wéi kënne mir dës Form vun Aarmut bekämpfen? Ganz oft hu mir et hei mat Problemer vun Ofhängegkeet ze dinn, sief et Alkohol, Medikamenter oder aner Drogenofhängegkeeten. Ganz oft geroden d'Mënschen duerch perséinlech Mësserliefnisser an esou eng Situatioun: Di-

vorce, Krankheet, Aarbechtslosegkeet am Zesummenhang mat enger gewässer sozialer Isolatioun. Et schéngt eis duerfir ganz wichteg, datt eist Netz vun Hëllefstrukturen ausgebaut an dezentraliséiert gëtt. Mir brauche méi Leit, Sozialaarbechter, „street worker“, déi hei kënne en Encadrement bidden, déi Leit kënne opfänken a stabiliséieren.

Mir hunn och verschidde Lächer an eise sozialer Netz. Aus Zäitgrënn ginn ech just méiglechst kuerz op zwee an. Ech gesinn, meng Zäit leeft of. Wann ee Mënsch seng Aarbecht duerch Faute grave verléiert, dann huet hie keen Urecht op Chômage. Et dauert heiansdo e bëssen, bis dee Mënsch seng negativ Äntwert vun der ADEM kritt a versteet, datt hien eng Demande fir den RMG muss maachen, fir iergendee Revenu ze hunn, fir seng Liewenskäschten ze decken.

Wann ech haut eng Demande fir den RMG maachen, da kann et zwee, dräi oder véier Méint daueren, bis ech eng Äntwert vum Fonds national de Solidarité kréien. Wa sech dann erausstellt, datt ech keen RMG zegutt hunn, well ech d'Konditiounen vum Artikel 3a vum Gesetz vum 29. Abrëll 1999 net erfüllen, dann däerf ech eréischt eng nei Demande no dräi Méint erareeche, an zwar eréischt vun deem Datum un, wou ech de Bescheid vun Fong krut. Dat heescht, ech riskéieren net dräi Méint ouni Revenu, ouni Krankekeess ze sinn, mä fënnf, sechs oder siwe Méint.

Hei fanne mir, datt eis Sozialgesetzgebung duerch dës laang Délaié riskéiert, Mënschen an eng prekär Situatioun ze schécken, wou dann d'Leit vun den zoustännege Réseauen, ech denken un de Foyer Ulysse an d'Stëmm vun der Strooss, eng laangwierreg a schwierig Resozialisatiounsaarbecht mussen maachen.

Iwwert d'medezinesch Versuergung vun de Sans-papiers zu Lëtzebuerg ass an der rezenter Press och geschwat ginn. Mir bedauern déi Diskussiounen an déi Zoustänn. Mir sinn eis bewosst, datt d'Léisungen net einfach sinn, well mir erkennen och de méigleche Sogeffekt un.

Mir sinn awer der Meenung, datt een net däerf vergiessen, och wann et Leit ouni Pabeiere sinn, et sinn awer ëmmer Mënschen. An do mussen mer dann och wéinstens Richtlinien un eis Offices sociaux ginn, wéi mer do kënne hëllefen.

An dann zum Schluss, Här President, Dir Damm an Dir Härren, wollt ech nach eng Kéier drun erënneren, datt mer schonns eng Diskussioun haten. Virun allem 2005 war eng Plattform, wou allegueren d'Intervenanté vun der sougenannter Économie solidaire et sociale zesumme waren. Do waren eng ganz Rei Réuniounen. Et ass och esou dervu geschwat ginn, datt sollt eng interministeriell Aarbechtsgrupp vun Aarbechts-, Familljen- a Wirtschaftsministère gegrënt ginn. Et sollt och ee Comité de pilotage derbäikommen.

D'Madame Minister huet an enger Äntwert op eng Fro vum Här Castegnaro virun engem Joer festgestallt, datt et zu enger Mésentente komm ass, a gehofft, datt déi Mésentente vorübergehend wier.

Ech wollt am Fong geholl do just froen: War déi vorübergehend? Gëtt et do nei Momenter?

Mir sinn nämlech der Meenung, datt mat allen Efforten, déi mer maache mat Formatioun, mat Aarbechtsbeschafungsmessuren, ëmmer en Deel vu Leit bleiwen, déi keng Chance hunn op dem real existéierenden éischten an zweeten Aarbechtsmaart, dem privaten an dem öffentlechen, an datt mer e fest drët Standbee vun der Économie solidaire et sociale brauchen, datt mer dat musse unerkennen an ausbauen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf, Verrieder vun der CSV-Fraktioun.

#### Discussion générale

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, léif Regierungsmemberen, Kolleginnen a Kollegen, wann een zu Lëtzebuerg iwwer Aarmut schwätzt, géif ech emol mat engem klengen Exercice ufänken, fir ze soen, wat dat bedeit. Et kann ee sech folgend Fro stellen: Wann ech lech heibanen elo géif froen, jiddereen fir sech, wéi vill Suen dass hie pro Mount brauch fir seng Kleeder; wéi vill Suen dass hie brauch fir lessen an Drénken; wéi vill Suen dass hie pro Mount brauch fir säin Transport oder fir seng Wunneng oder fir d'Chargé vu senger Wunneng; wéi vill Suen hie pro Mount zur



Verfügung huet fir seng Kanner, da sinn ech iwwerzeegt, dass déi wéinegst heibannen - ech inklusiv - kéinten dorobber eng Äntwert ginn.

Et ass relativ einfach ze wëssen, firwat mer keng Äntwerte ginn: Well et Froe sinn, déi mer eis net stellen, well mer se eis net brauchen ze stellen. Wann een awer zu Lëtzebuerg un d'Grenz vun der Aarmut stéisst, da sinn dat doten déi Froen, déi ee sech stellt. Net eng Kéier, mä all Dag an all Mount. Duerfir ass deen Exercice gutt, fir sech eng Kéier virzustellen, wou mer dru sinn.

Ech hu selwer zéng Joer laang mat RMG-Bezéier geschafft hei am Land an ech weess duerfir relativ gutt wat et heescht zu Lëtzebuerg aarm ze sinn oder un der Aarmutsgrenz ze sinn. Ech hu mat ganz ville Famillje missen esou Budgeten opstellen, esou Haushaltsbudgeten, déi pro Woch gemaach ginn. Ech hu beispillsweis geléiert, dass e Mount net véier Wochen huet, mä e Mount huet der 4,3. Dat muss ee wëssen, wann ee sâi Budget wëllt opstellen an ee weess, wéi vill Sue kann ech pro Woch zu dësem oder deem Zweck ausginn. Dat sinn déi Klenggekeeten, déi am Alldag deene Leit, déi begrenzt finanziell Mëttelen hunn, Suerge maachen a Suerge maache mussen.

An da gëtt nieft deem, wat liewensnoutwendeg ass, alles dat, wat dodriwwer erausgeet - emol an de Kino goen, en lessen am Restaurant, engem e Kado maache bei iergendenger Geleeënheet, en neit Stéck Miwwel, Kleeder kafe fir d'Kanner -, all déi Saache ginn zu enger exceptioneller a be-laschender Ausgab, eng, déi een nimools ka spontan maachen, eng, déi een nëmmen da ka maachen, wann een op anere Pläng e Verzicht muss akzeptéieren. Dat ass d'Situatioun vun der Aarmut zu Lëtzebuerg. Dat ass d'Situatioun, déi net anescht ass wéi d'Aarmut an anere Länner. Et ass déi, déi sech eben duerch eng materiell Bescheidenheet muss auszechnen.

Do derbäi kënnt selbstverständlech nach eng aner Bescheidenheet, an dat ass déi fir sech kënnen anzebréngen an eiser Gesellschaft. D'Méiglechkeete vun deene Leit, déi materiell méi schlecht gestallt sinn, sinn anerer wéi déi vun deenen, déi materiell besser gestallt sinn, wann et drëm geet, fir sech kënnen anzebréngen, fir Unerkennung ze kréien op Plazen, wou een aktiv ass, fir kënnen seng Meenunge geltend ze maachen, fir Energië fräizesetzen, fir um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen. All déi Saachen do si fir déi eng anescht wéi fir déi aner.

Duerfir ass déi Interpellatioun vum Kolleeg Claude Adam, där eben dem Statec seng Etüd «Travail et Cohésion sociale 2006» zu Lëtzebuerg zugrund läit, sënnavoll haut, fir dass mer eis eng Kéier eng gemeinsam Suerg doraus maachen, wat et heescht, zu Lëtzebuerg aarm ze sinn, a wou mer histeieren.

Déi Publikatioun weist eng Tendenz op. Eng Entwécklung, déi en Auserneendrift vum der Gesellschaft befierchte léisst, wann een dat esou op den éischte Bléck kuckt. Et gesäit esou aus, wéi wann d'Aarmut substanzuell géif wuessen. Dee Rapport, vum Statec opgestallt mat Donnéeën vum Ceps, kann an dierf eis duerfir och net onberéiert loossen.

Ech wëll duerfir am Numm vun der CSV-Fraktioun dräi Elementer hei erabrénge: Fir d'éischt e puer Bemierkunge maachen zur Definitioun vun der Aarmut an zu der statistescher Entwécklung; dann e puer Remarques zum Sozialstat mat der Fro, ob hien da seng Verantwortung erfüllt huet oder net, an nach um Schluss e puer Iddiën ginn an e puer Piste fir d'Zukunft.

Fir d'éischt zur Definitioun vun der Aarmut. Et gëtt jo méi Modeller, fir d'Aarmut ze definéieren, monetär Aarmut oder op där anerer Säit och déi geliefte oder déi subjektiv Aarmut.

An dësem Kontext schwätze mer vun där europäescher Definitioun - de Kolleeg Adam huet et erkläert -, vun der monetärer Aarmutsgrenz, déi eis eben och erlaabt, justement den europäesche Verglach ze maachen. Ech kommen nach ee Moment dorobber zréck.

Wa mer déi Médiane do huelen, déi also d'Leit all an eng Rei stellt a wou mer soen, déi eng Halschent huet méi wéi déi Médiane an déi aner Halschent huet manner wéi déi Médiane, dann hu mer en objektive Kritär, dee läit de Moment bei 2.373 Euro pro Mount a pro Persoun. D'Halschent vun de Leit huet manner, déi aner Halschent huet méi. 60% vun deem Chiffer, dat sinn dann déi 1.424 Euro de Mount pro Erwuessene respektiv pro Unité de consommation, wéi et da statistesch heescht. Dat ass déi Grenz, vun där mer hei schwätzen.

Dat mécht dann och fir e Ménage vun zwee Erwuessener, eng Koppel, 2.136 Euro de Mount. Deen, deen dodrënner fällt, dee bezeeche mer zu Lëtzebuerg als vun engem Aarmutrisiko betraff - zumindest ass seng Situatioun prekär. D'Moyenne vun allen Akommesse läit bei 4.500 Euro pro Stot. Och do gesäit een den Ennerscheed, deen dat mécht, vun deenen enge par rapport zu deenen aneren.

Et ass awer net esou, dass, wéi een an der Interpellatioun konnt erausliesen, mer eng nette Hausse vun der Aarmut zu Lëtzebuerg hätten. D'Chercheuren an dëser Matière, déi schwätzen éischer vun der Stabilitéit. De Pourcentage vun der Aarmutsgrenz, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, dee louch beispillsweis 1995 bei 13,2%. E war also du méi héich wéi haut. Dat Joer duerno ass e gefall op 11%. Dunn op 11,1%. Haut - haut, dat sinn d'Statistike vun 2005 - läit e bei 13%. En ass ëmmer gewiescht tëschent 11 an 13% an de leschten zéng Joer.

Nach e Wuert zur Statistik. Et muss ee sech jo d'Fro stellen: Wat ass dann d'Zil? Ass dat 0%? Wou wëllt een dann hi mat der Aarmut? An da muss ee wëssen, dass reng mathe-matesch oder statistesch gekuckt et eng 0%-Grenz net gëtt. Et kann een net op 0% erofkommen. Et kéim een nëmmen dohin-ner, wann all Mënsch zu Lëtzebuerg genau datselwecht Akommes hätt. Dat ass also statistesch net wouer. Duerfir bleift engem, fir sech kënnen ze situéieren, just den europäesche Verglach, den EU-Verglach, fir ze wëssen: Sinn déi 13% dann héich? Si se net héich? Wou steiere mer do hin?

Zum Verglach e puer Saachen: Mat deenen 1.424 Euro ass de Seuil vun der Aarmutsgrenz zu Lëtzebuerg deen héchsten an Europa. Dat erfieret keen a verwonnert och keen heibannen. De Claude Adam huet gesot, Lëtzebuerg ass nun emol eent vun deene Länner mat deem héchste PIB-Produit.

Just eng Klammer opgemaach. Wa mer awer regional géifen denken, da fanne mer an Europa Regiounen, déi méi en héije PIB pro Awunner hu wéi d'Lëtzebuerg Land. Also och ëmmer do eng relativ Donnée.

Den niddregste Prozentsatz an Europa, wat d'Aarmut ubelaangt, huet déi Tschechesch Republik mat 8%. Duerno kënnt Slowenien mat 10%, da kommen Dänemark, Finnland, Schweden, dräi Länner, déi oft als Musterbeispiller jo a ville Kritäre geholl ginn. Déi hunn 11%, also dat wat mir och virun e puer Joer haten.

Den EU-Duerchschnëtt vum Aarmutrisiko läit awer bei 16%. Am europäesche Verglach, muss ee soen, steet Lëtzebuerg relativ gutt do. Am Verglach mat deenen neien EU-Länner, déi en niddregen Taux hunn - dat kënnt och wahrscheinlech dowéinst, dass eben eng relativ Gläichverdeelung nach vun de Revenuen do besteet an et manner déséquilibréiert Verdeelung sinn.

E weidere Facteur, fir d'Stabilitéit awer kënnen ze ënnermaieren, ass einfach déi subjektiv oder déi erliefte Aarmut, déi mer hunn. Do soen d'Statistiker eis, dass zu Lëtzebuerg 2005 bei deenen Donnéeën, déi eis hei zugrund leien, 14% vun de Gefroten hir finanziell Situatioun als schwierig erliefte hunn a 6% als ganz schwierig. Also an der Zomm 20%, déi soen, schwierig bis ganz schwierig. Dat ass e Chiffer, deen nach ni méi kleng war zu Lëtzebuerg. 1995 louch e bei 25%.

Dann ass et och esou, an dat ass gesot ginn, dass et opgrond vun Échantillon ass, wou déi Donnéeën hei errechent ginn, Échantillon, déi jo ëmmer eng Verléisslechkeet hunn, déi net 100% ass, mä déi gemengerhand bei 80% ugeholl gëtt, oder an anere Wieder ausgedréckt, dass d'Wourecht tëschent engem Prozent méi niddreg oder engem Prozent méi héich läit, iergendwou do dertëscht.

Et gëtt awer zwou aner Zuelen, déi zu Lëtzebuerg wichteg sinn, fir vun der Aarmut ze schwätzen. Dat eent, dat ass den RMG. 3% vun der Lëtzebuerg Populatioun, 3% vun den Awunner kréien RMG. 7.288 Ménagen, mat 13.800 Kanner an Erwuessener. Dat sinn der vill an et waren der nach ni esou vill. Graff gesot, stëmmt dat nach ëmmer, wat schonn zu menger Zäit gestëmmt huet, wéi ech do geschafft hunn. E Véierel sinn ongefier Kanner, e Véierel si Leit am Pensiounsalter. D'Kanner kréie jo net fir sech selwer RMG, si sinn an engem Stot, wou RMG bezuelt gëtt. D'Leit am Pensiounsalter kréien e Complément zu hirer Pensioun, well se niddreg ass.

An da bleift eng kleng Halschent, an do sinn nach ganz vill Leit derbäi, déi gesondheetlech net apte si fir den Aarbechtsmaart, deenen also déi Integratioun verwiert bleibt, an déi dann iwwer Aarbechtsbeschafungs-moosnamen aus dem RMGs-Gesetz, duerch individuell Projeten Hëllef kréien an

e Wee zréck an d'Aarbechtswelt respektiv an d'sozial Integratioun.

Déi aner Donnée, déi zu Lëtzebuerg wichteg ass, ass de Chômagetaux - et ass och gesot ginn -, dee relativ héich ass. An den Aarmutrisiko, de Risiko, an d'Aarmut ofzertuschen, läit bei Leit, déi Chômage kréien, bei 45%, während e bei engem, dee schafft, nëmme bei 8% läit. Et brauch een also do kee Bild ze molen, fir ze wëssen, dass d'Aarbecht - an de Claude Adam huet et hei ënnerstrach - eigentlech den éischten Integrationsfacteur ass an déi éischt Garantie ass, fir aus der Aarmut erauszekomme respektiv och net do erfzerutschen.

Déi aner Fro ass jo déi, wéi dann de Räich-tum zu Lëtzebuerg verdeelt ass. Hunn déi eng alles an déi aner näischt? Wou sti mer do? Do gëtt et zwee esou Koeffizienten, déi dofir benotzt ginn. Deen een, deen heescht Coefficient de Gini, ass eigentlech een, deen tëschent 0 an 100% schwankt, woubäi 0% géif heeschen, dass mer eng total gläich Verdeelung hunn an 100% eng total ongläich Verdeelung. Do leie mer zu Lëtzebuerg bei 36%, wat also e relativ gudden Taux ass, well 30% ass d'EU-Moyenne.

An dann ass et och esou, wann een déi 20% vun de Leit kuckt, déi déi meeschte Geld-mëttel hunn, par rapport zu deenen 20%, déi déi mannste Geldmëttel hunn zu Lëtzebuerg, dann hunn déi, déi am meeschten hunn, 3,8-mol esou vill, wéi déi 20%, déi am mannsten hunn. Den EU-Duerchschnëtt läit bei 4,8.

Déi Statistike soen eis also am Résumé, dass mer eng relativ Stabilitéit hu vun der Situatioun vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, wat net heescht, dass ee kann doriwuer ewechgoen, wat awer, mengen ech, heescht, dass ee sech méi geziilt muss domat ausernee-setzen a kucken, wat fir eng Risikogruppen eigentlech de Moment an der Situatioun vun der Aarmut sinn.

Dat sinn d'Elengerzéier mat Kanner à charge, dat si Koppelen mat dräi a méi Kanner, dat sinn d'Haushälter, wou nëmmen ee schafft, an dat sinn déi Haushälter schliess-lech, wou kee schafft a wou och keng Rent bezuelt gëtt. Déi hunn e ganz héijen Aarmutrisiko. Dat ass evident.

D'Suerg vun dëser Debatt soll et jo sinn, no Weeër ze sichen an ze kucken, wéi kann een déi Grundvoraussetzungen, déi d'Leit zu Lëtzebuerg hunn, verbessern. Ech wollt déi puer Remarques do zu der Statistik maachen, fir deen Débat an déi Richtung ze objektivéieren.

Wann ee vun Aarmut schwätzt, da kann een awer net nëmme vun de Sue schwätzen a vun der monetärer Aarmut, mä da schwätzt een och vun deem, wat mer als Exclusion sociale bezeechnen, eben deenen aneren Aspekt vun der Aarmut. Déi Leit, déi Geld-schwierigkeeten hunn, hunn och manner Méiglechkeeten oder méi Schwierigkeeten, fir sech an eiser Gesellschaft kënnen anze-bannen. Déi monetär Indicateuren déngen dozou, d'Exklusivatioun an d'Aarmut vun engem Land mat der Situatioun vun deem anere Land kënnen ze vergläichen. Déi aner Kritären, mengen ech, sinn och der Méi wäert. An do muss ee soen, dass d'Politik dat och erkannt huet.

Den Traité vun Amsterdam huet de Kampf géint déi sozial Ausgrenzung zu engem poli-teschen Zil vun der EU gemaach. De Conseil vun Lissabon huet d'Aarmut an Joer 2000 fir inakzeptabel erkläert an déi sozial Inklusioun, eben de Contraire vun der Exklusivatioun, zu engem vun de wichtegsten Elementer vun engem europäescher Strategie definéiert. De Kampf géint déi sozial Ausgrenzung an d'Aarmut reit sech dobäi an eng global Approche vun der Cohésion sociale an.

Déi Kohesioun kann awer net eleng eng poli-tesch Aufgab sinn. Déi Kohesioun ass net eleng d'Veantwortung vun der Regierung. De sozialen Zesammenhalt ass nun eemol eng Aufgab vun der ganzer Gesellschaft. D'Politik eleng kann dat net leeschten. Dofir wëll ech och hei ausdrécklech déi Initiative begréissen, déi elo um Terrain entstinn, zum Beispill d'Sozialwuert vun der Lëtzebuergier Kirch, zum Beispill de Projet clips vun der Caritas, zum Beispill d'Initiative vun EAPN Lëtzebuerg an anerer, déi sécherlech nach wäerte kommen an déi sech aktiv beméien em dat, wat een ënner Cohésion sociale ka verstoen.

Ech hunn et gesot, de Stat iwwerhëlt Verant-wortung. Do sinn ech bei mengem zweete Punkt, d'Aufgabe vum Sozialstat. D'Regie-rung, grad wéi déi europäesch Kommissioun, huet sech Ziler gesat an déi Ziler ganz kloer formuléiert, fir eben där sozialer Ausgrenzung entgéintzewierken. Dat heescht ënner anerem och, dass een net nëmme méi reaktiv do kuckt, wou ee muss agräifen, mä awer proaktiv sech och Ge-

danken doriwwer mécht, wéi ee muss un de Problem erugeen. De Lëtzebuerg Stat iwwerhëlt hei Verantwortung fir alle Bierger eng Existenzméiglechkeet ze assuréieren a fir ebe grad do anzegräifen, wou et noutwendeg ass.

De wichtegsten Outil - ech hunn et gesot -, dat ass den RMG, d'RMGs-Gesetzgebung, déi elo virun 20 Joer zu Lëtzebuerg age-fouert ginn ass. Dat Gesetz huet deemools nach Loi de lutte contre la pauvreté ge-heescht. Et ass no an no geännert ginn. Et sinn nei Méiglechkeeten definéiert ginn, och besonnesch fir de Leit de Wee an d'Gesell-schaft erëm zréck ze erméiglechen. An de Krees och vun deenen, déi dovunner kënnen profitéieren, ass no an no ausgeweit ginn.

D'Zuel vun den RMG-Bezéier, an dat ass eng logesch Konsequenz dovunner, klëmmt vu Joer zu Joer, an haut ginn eben 3% vun der Bevölkerung iwwert dëse Wee ënner-stützt. Et muss een awer wëssen, dass déi wesentlech Errungenschaft och doranner besteet, dass et e Recht ass, dass een net méi zu Lëtzebuerg deen ass, deen op de Knée muss kommen, fir eppes ze froen, mä dass et e Recht ass, ënner verschiddene monetären Zoustänn e Recht ass, fir kënnen eng Ënnerstützung vum Stat ze kréien.

Dat Wichtigst ass an dësem Kontext awer dann de Réckgrëff, deen am RMG ge-maach gëtt op all déi Mesuren, déi eigent-lech dozou féieren, fir de Leit den Uschloss un d'Aarbechtswelt erëm zréck ze erméigle-chen. Déi Transfers sociaux, déi de Stat or-ganiséiert op alle Plazen, vum Kannergeld iwwer RMG bis Pensiounen, Chômage an all déi Transfertleeschungen, déi féieren awer dozou, dass den Aarmutrisiko zu Lëtze-buerg wesentlech erfouert.

Uni déi Transfertleeschungen, soen d'Sta-tistiker eis, léiche mer bei engem Aarmutrisi-ko vu 40%. Mat den Transfertleeschunge si mer 27% méi déif. Duerfir, mengen ech, muss een hei d'Aktiounen vum Stat ganz be-sonnesch ervirhiewen an et muss ee selbst-verständlech Suerg droen, dass déi net kënnen zréckgeschrauft ginn.

De Claude Adam huet et negativ bewäert a vill vun eis haten och kee gutt Gefill do do-bäi, wéi hei am Haus eben och decidéiert ginn ass am Kontext vun den Accorden, déi fonnt gi sinn am Laf vun leschte Joer, fir den Index anescht ze organiséieren a fir och Kannergeld, Congé parental, Congé d'édu-cation aus dem Index do erauszehuelen. Déi Saachen do si jo gemaach gi virun engem Hannergrond vun enger laangfristeger Politik, fir ze soen, mir müssen d'Grund-strukturen änneren.

Mir müssen de finanzielle Spillraum erhalen, fir eben déi Basiskonditiounen kënnen ze schafen zu Lëtzebuerg, déi et dann awer deene Leit - deeneselwechten eigentlech, em déi et hei geet - méiglech maachen, fir no vir ze kucken a fir sech selwer déi Struk-turen an hirem Liewen ze ginn, dass se déi Objektivier, déi hinnen um Niveau vun der sozialer Integratioun gestallt sinn, kënnen errechen. Virun deem Hannergrond muss een d'Analys maachen, ob een dat erreecht respektiv wéi een an Zukunft domadder wei-derfiert. Et ass jo och ugeduecht, datt dat kënnt.

D'Regierung huet hirersäits am «PANincl» - wéi ech en ëmmer nennen -, dem Plan d'Ac-tion National pour l'inclusion sociale, deen elo vun 2006 bis 2008 leeft, véier haapt poli-tesch Objektivier festgeschriwwen. Et sinn der, déi och an där Strategie vun deem Plang fir d'Joren 2003 bis 2005 zréckbehalte gi sinn. Et sinn d'est - ech ka se nennen -: éischstens, d'Vollbeschäftegung versichen ze errechen; zweetens, den Echec sco-laire verhënnern an den Niveau vun de Kompetenzen eropsetzen; drëtens, Famill a Beruff mateneen ënner een Hutt ze bréngen; an dee leschten, de véierten, den Accès fir eng Wunneng ze erliichteren.

Dës Objektivier weisen och wéi wichteg eng fest Aarbechtsplaz, e gudden Ofschloss an eng adequat Beruufsformatioun, wéi och eng Wunneng am Kader vun engem Inte-grationsprozess sinn. Si weisen och, dass dës Objektivier ganz staark matenee ver-bonne sinn. Eng fest Aarbechtsplaz setzt als Alleréischten en Ofschloss an eng adequat berufflech Formatioun voraus. Et ass e Fakt, dass mer déi gréisst Schwierigkeeten um Lëtzebuergier Aarbechtsmaart ebe juste-



ment mat deenen hunn, déi fréizäiteg aus der Schoul ausgescheet sinn an d'Schoul ouni Ofschloss verlooss hunn. Dat si jo och déi, déi eisem Aarbechtsminister déi meeschte Suerge maachen.

Dat Instrument vun deem Plan d'Action National pour l'inclusion sociale ass eng ganz wäertvoll Démarche. An déi gëtt eigentlech de globalen Effort vun der Regierung zilorientéiert erëm, faasst deen zesummen. En interessant Dokument, awer virun allem och eng Guideline fir all déi, déi domadder schaffen. Do sinn eng ganz Hällewull vun Detailweeër opgezeechent. Et géif ze wäit féieren, fir déi hei opzezielen, duerfir wëll ech zum Schluss op e puer Iddien agoen, déi een deelweis doran erëmfënnt an deelweis och net.

Ech wollt awer vläicht nach dem Kollege Claude Adam op eng Remarque, déi hie gesot huet a puncto RMG, äntwerten, dass et menger Erfahrung no awer net esou ass, dass Leit e puer Méint mussen op eng Décisioun waarden, ob se RMG kréien oder net. Den Office social vun der Gemeng - ech kommen nach op den Office social zréck - huet gesetzlech d'Méiglechkeet, fir dat bannen 48 Stonnen ze tranchéieren. A souguer dann, wann e sech a senger Argumentatioun géiert hätt oder wann den Objektiv do net all Kritären erfëllt, kritt hien déi Sue vum Fonds national rembourséiert.

Zu de Moosnamen, déi ee sech zousätzlech zu all deem wat mer kenne kann afale loosse. Ech wëll e puer Remarquen zum Logement soen. De Wunnengsproblem mécht net direkt aarm, mä d'Aarmut féiert awer de Moment zu Lëtzebuerg zum Wunnengsproblem.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Duerfir ass dee Pakt, deen de Wunnengsbauminister definéiert huet, ee ganz, ganz wäertvolle Pakt. E wäert ganz sécher dozou féieren - ech sinn awer wierklech dovunner iwwerzeegt -, dass mer d'Zuel vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg eropkréien. A wa mer d'Zuel vun de Wunnengen eropkréien, da misste mer eng Stabilitéit an eng Verbesserung op der Präisfront errechen. Dat ass kloer, an et ass de Problem mat de Wuerzelen ugepaakt.

Wann ech just drun denken, dass 10% vun de Wunnengen, déi an neien a grouse Lotissementer entstinn, de soziale Kritäre vum soziale Wunnengsbau entsprechen an dofir och zu anere Präisser kënne verkaaft ginn, da sinn ech iwwerzeegt, dass mer och do op deem Niveau eppes kënne maachen. Et ass awer esou, dass et mäi Wonsch un de Logementsminister hei wier, de Gemenge berodend zur Sait ze stoen, well ech Angscht hunn, dass déi Villfalt vun de Moosnamen, déi am Wunnengspakt dran ass, d'Gemenge kann iwwerfuere.

Schonn an der Vergaangenheet - dat ass richtig - ware vill Moosnamen do a si sinn net alleguer an Ugrëff geholl ginn. D'Gemengen hunn net genuch dovunner Gebrauch gemaach, well dat och eigentlech eng proaktiv Haltung virussetzt. Et muss ee sech en Zil ginn an et muss ee soen: Dat dote wëlle mir elo hei ganz konkret upaken.

Mir brauchen do eigentlech um Niveau vun de Gemengen déi fachlech Begleedung vu Leit vum Logementsministère, déi deen Dossier in- an auswendig kennen, well ech fäerte soss, dass eng Rei Saachen e gudde Text sinn, awer dass en net genuch an Ugrëff geholl gëtt. Duerfir mäi Wonsch, fir do wierklech eng berodend Funktioun an eng aktiv Berodung vu Saiten vum Wunnengsbauministère ze maachen, esou wéi se jo och am Pacte Logement fir déi Gemengen, déi deen ënnerschreien, eigentlech virginn ass.

Fir eng aner Iddi wëllt ech eng Lanz brieden, fir eng nei Institutioun, déi heescht eng Agence immobilière sociale. Dat ass e Projet, dee vun EAPN Lëtzebuerg - dat ass de Lëtzebuurger Ofleever vum European Anti Poverty Network - virgeschloen ginn ass an deen eigentlech viséiert e System auszedehnen, dee verschidden Organisatiounen aus dem soziale Beräich haut schon, awer just fir hir eege Klientell, hunn; zum Beispill d'Jugend- an Drogenhëllef mat engem Projet «Niches», wou se Wunnraum zur Verfügung stellen, an d'Stëmm vun der Strooss mat engem Projet „Immo Stëmm“.

Hei geet et eigentlech drëm, dass déi sozial Institutioun - an deem Fall eng Agence immobilière sociale - eng Vermëttlerroll tëschent dem Propriétaire an dem Locataire ka spillen. Doduerch kritt de Propriétaire eng Garantie fir säi Loyer an hie kritt eng Garantie fir e Suivi vun deene Persounen, déi bei him wunnen. Ob dat e sozialen oder finanzielle Suivi ass, e kritt eng Garantie, dass e Suivi gemaach gëtt. De Loyer, deen de Locataire bezilt, dee kann dann dem Revenu ugepasst ginn. Dat féiert allerdéngs dozou, dass dann um Niveau vun der Agence immobilière sociale Feelbetrag ufalen, well net genuch bezuelt gëtt par rapport zu deem, wat een de Propriétaire muss rembourséieren.

Fir dass de System fonctionnéiert, mussen also Suen drakommen. Déi kënnen iwwer en einfache Wee drakommen, wou ech de Logementsminister géif bieden driwwer nozedenken, ob et zu Lëtzebuerg méiglech ass - am Ausland gëtt et dat -, wann ee kann esou enger Agence Wunnenge gratis zur Verfügung stellen, dass si se géiert. Da kann op deene Wunnengen ee Revenu produzéiert ginn duerch e Loyer, deen een dann huet. Domadder kann de Feelbetrag op anere Wunnenge vergréissert ginn. Den Avantage dovunner ass, dass ee ganz schwierig Leit - a mir hunn där op dem sozialen Niveau...

» **Une voix.** - An d'Gemengen?

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Selbstverständlech kënnen d'Gemengen déiselwech Démarche maachen. Ech géif souguer hoffen, dass si et géife maachen, fir och do Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Et gëtt och schon e puer Gemengen, déi dat bei deene genannten sozialen Institutiounen maachen. Et ass, mengen ech, eng Form, déi eigentlech ka punktuell de Leit hëllef, a wann een dat géif ausglidderen an eng neutral Organisation, da kënten an'Leit alleguer dovunner profitéieren.

Et gouf schon emol iwwer eng Garantie locative nogeduecht. Ech weess net, awéiwäit dee Projet Friichte gedroen huet. D'Garantie locative ass jo oft e Problem fir d'Leit, déi eng nei Wunneng bezéien an dann awer mussen dräi Méint a vläicht nach e Mount Garantie - véier Méint - virstrecken. Dat ass eng relativ schwierig a komplizéiert Notion. Iwwert de Wee vu sozialen Institutiounen misst een do kënnen, mengen ech, probéieren e Schratt weiderzokommen. Et wier e wesentlech Instrument, fir einfach den Accès zu der Wunneng méi einfach ze maachen. Et ass net vill gewosst an et gëtt mengem Wëssen no net ganz vill praktizéiert. Ech weess och net direkt firwat.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Et ass awer a Kraaft, an et si vill Leit, déi dat kréien an déi heivunner profitéieren.

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Ech weess, dass et a Kraaft ass, mä ech hunn awer wéineg héiere vum Gebrauch dozou. Et muss een déi Saachen och soen.

(*Interruption et hilarité*)

» **M. le Président.** - Här Schaaf, fuert weider!

» **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Eng aner Iddi, déi de CES 1999 scho proposéiert huet, gesinn ech net onbedéngt esou. Dat wier eng Allocation de loyer, déi deemools diskutéiert ginn ass, déi eigentlech de Problem net bei der Wuerzel paakt, nämlech dat - wéi den Här Bettel seet -: Mir hunn net genuch Wunnengen. Dat ass, mengen ech, net onbedéngt de Wee, dee flächendeckend eng Erliichterung ka ginn. Et kéint an den eenzelne Fäll selbstverständlech eng Hëllefstellung ginn.

Ech wëll awer nach en anert Wuert soen zu der Bedeelegung un der Gesellschaft an zu deem wat d'Ausgrenzung mat sech bréngt. An engem Workshop, deen am März 2006 hei ofgehale ginn ass mat Leit, déi ënner sozialer Ausgrenzung leiden, déi zesumme mat deene Leit aus hire sozialen Institutiounen do waren, gouf och de Wonsch no der Participatioun un de Strukture vun eiser Gesellschaft ausgedréckt. Et gouf och festgehalten, dass dat schwierig wier.

Ech denken do zum Beispill besonnesch un den Accès zu der Kultur. D'Fro stellt sech, ob een, dee vum Aarmutsrisiko betraff ass, et net misst méi einfach gemaach kréien, fir verschidden Accèsen ze hunn, sief et, dass e ka vu Sportsinfrastrukturen, vun enger Entrée an de Kino oder vun Theatermanifestatiounen an esou weider profitéieren, ob een do net kann Initiative fannen, fir Ënnerstëtzen ze kréien, fir dass deen Accès méi einfach gëtt an net déi Leit ausschléisst aus renger finanzieller Grënn. Datselwech be-

trëfft d'Foiren, Ausstellungen an esou weider.

Zweete Wonsch ass, dass déi Méthode ouch de coordination, déi jo besteet, fir eng partizipativ Gesellschaftsdiskussioun ze kréien, net an de Vergiess gerode soll. Déi soll ee weider förderen. Dat mécht de Familljeministère ganz gutt. An et soll een, mengen ech, och deenen Institutiounen, déi justament mat deser Populatioun ze dinn hunn, Méiglechkeete gi vun Diskussionsforen, fir déi Participatioun an déi Suergen a Wënsch, déi vun enne kommen, mat kënnen opzehuelen an och mat kënnen an de Politiken ze verschaffen.

E lescht Wuert nach zu der Kannerbetreierung an de sozialen Dëngschleeschungen, well mer aus der Statistik och erauslesen, dass et grad déi Leit sinn, déi am gréissten ënner dem Aarmutsrisiko leiden. Et muss ee soen, dass mer trotz alle Beméiungen ëmmer jo nach awer zu Lëtzebuerg ze wéineg Strukturen hunn de Moment, esou dass eigentlech do Theorie a Praxis nach ëmmer e bësselchen auserneeleien, wa mer och an engem Prozess dra sinn, deen extrem dynamesch ginn ass, dank dem Impuls vun dem Familljeministère an deene leschte Joren.

Dass d'Maisons relais e bësselche wéi Champignons aus dem Buedem schéisse lénks a riets, ass eng excellent Entwécklung. Mir sinn de Moment awer an enger Situatioun, dass nach 30 Gemengen am Land keng Maison relais hunn. Ech wëll awer d'Hoffnung hei ausdrécken, dass och do sech d'Leit der Verantwortung bewusst sinn an zesumme mam Familljeministère esou eng Démarche maachen, fir dass mer net herno en Netz hu mat Lächer dran, wou et ebe verschidde Plaze gëtt, wou déi Infrastrukturen net ugebuede ginn, an anerer, wou se dann ugebuede ginn. Sou dass mer dann eigentlech Leit kréien, déi jee nodeem wou se wunnen dann ebe méi oder manner Schwierigkeeten hunn, fir eigentlech hir Ënnerbeieneen ze kréien.

Begrëssenswäert sinn an deem Kontext selbstverständlech all déi aner Initiativen, wéi Dageselteren, Placement familial an eben och den Alternativmodell Ganzdagschoul, deen et versuchsweis jo de Moment gëtt.

Zu den Offices sociaux wëll ech soen, dass ech mech dem Wonsch vum Claude Adam géif uschléissen, fir déi Offices sociaux ze reforméieren. Ech bemierken dat, well mer op der Gemeng och en Office social hunn, deen ee probéiert ze professionaliséieren, auszestafféieren, well een einfach domadder e ganz aneren Zougang an eng ganz aner Aktivitéit am Intérêt vun de Leit kann dévelloppéieren. Mir mussen et also hirkéien, dass mer do déi Offices sociaux aus dem virleschte Jorhonnert an d'ëst Jordausend eriwuerkéieren. Well esou wäit leie se auserneen. Duerfir, mengen ech, ass dat schon eng wichteg Donnée an enger aktiver Roll vun Aarmutsbekämpfung op lokalem a regionalem Plang.

E lescht Kapitel ass d'Education. Dat ass och schon uegklongen, well bei niddreger Ausbildung de Risiko vun der Aarmut net bei 13%, mä wesentlech, wesentlech driwwer läit. Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier erënnere un déi Diskussioun iwwert de Projet de loi 5611, deen am Contraire zu deem, wéi en duergestallt ginn ass, awer eng Hällewull vu klengen prezisen a wichtige Aktiounen am Intérêt vun de Chômeuren a vun deene Leit, em déi et hei geet, beinhalten. Also, dat Instrumentarium steet do. Ech hoffen, dass d'Administration de l'Emploi et gutt émgesat kritt. Do ass fir mech déi wesentlech Erausforderung dran, well de Stat sech selwer hei eigentlech ganz vill op d'Hausaufgabeléicht geschriwwen huet. Dat ass extrem positiv.

Gradeso positiv ass d'École de la deuxième chance, eigentlech een Usaz, deen net soll eng Schoul bis ginn, mä deen awer, mengen ech, en zousätzlech Instrument fir jonk Leit duerstellt.

Et geet aus dem Statec-Rapport ervir, dass am Alter vu 16 bis 18 Joer nach 78% vun de Jugendleche scolariséiert sinn. Dat heescht an anere Wierder, dass 22% d'Schoul verlooss hu virun 18 Joer. Also, ech muss éierlech soen, dass ech dat relativ vill fannen an ech mer d'Fro stellen, ob dat nach adequat ass par rapport zu den Ufuerderungen, déi de Lëtzebuurger Aarbechtmarché un déi jonk Leit haut stellt.

An et muss een zumindest d'Fro hei dierfen opwerfen, an ech wëll se a mengem Numm awer hei maachen, ob d'Schoufflicht zu Lëtzebuerg nach um richtigen Niveau ugesiedelt ass.

Här President, ech kommen zum Schluss. Lëtzebuerg ass ganz sécher e räicht Land. A Lëtzebuerg huet och an trotzdeem eng ongläich Verdeelung vun deem Räichtum

an en Aarmutsrisiko - ech soen dat nach eng Kéier -, deen eng relativ Stabilitéit huet, mä dee mer mat Virsicht musse kucken, tëschent 11 an 13%.

Mir sinn duerfir gefuerdert, eigentlech op zwee Pläng Léisungen ze hunn. Dat eent, dat sinn all déi Kapitele vun den individuelle Léisungen, déi ze siche sinn, a permanent Verbesserungen un den Hëllefstrukturen am Land unzestriewen. Fir e konkrete Problem - esou ass et nun emol och an der Sozialaarbecht - brauch een eng konkret Léisung. An all déi sozial Servicer hei am Land leeschten an deem dote Kontext eng formidabel Aarbecht. Geziilt hinnen awer nei Méiglechkeeten ze bidden, do wou se se froen, a wou d'Besoinë sech stellen, dat soll eis all um Häerz leien.

Zweete Plang ass dee vun dem Stat senge laangfristige Politiken am Sënn vun deem, wat de Plan National d'Action pour l'inclusion sociale festleet. De Wunnengsmaart, den Aarbechtmarché, den Ausbildungsmaart an d'Vereinbarkeet vu Famill a Beruff - wa mer op deene Punkten aktiv sinn a weider esou aktiv sinn, wéi mer waren, a vläicht nach déi eng oder aner Iddi och aus deem Débat kënne mathuelen, mengen ech, si mer um richtige Wee. Mir hunn op alle Fall Vertrauen an eis Regierung, dass se den Norden net verléiert...

(*Hilarité*)

...an do déi richtig Décisiounen kann huelen.

Ech soen lech Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Schaaf. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - La misère ne se gère pas, elle se combat! Här President, Dir Dammen an Dir Härren, eng Diskussioun iwwer Aarmut oder Exclusion sociale ze féieren, ass keng einfach Saach. Et fänkt schon domadder un, dass et ëmmer nees Diskussiounen gëtt, wéi Aarmut iwwerhaupt ze definéieren ass respektiv ob sech Aarmut iwwerhaupt definéiere léisst.

Ech wëll elo net agoen op Zuelen. Ech mengen, den Interpellant an den Här Schaaf sinn elo schon op vill Zuelen agaangen, an ech fannen och, dass plakeg Chifferen eleng allerdéngs net d'Situatioun kënne beschreiwe vun engem Mensch, deen an esou eng Lag geréit oder scho méi laang dra leeft.

Wat kann ee maachen, fir an Zukunft ze verhënneren, dass manner Leit an eisem Land ënner d'Aarmutsgrenz falen? Wou leien d'Ursaache vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg a wéi kënne se bekämpft ginn?

Ech wëll net op aner Zuelen agoen, mä just vläicht déi eng oder aner erauspicken. Aarbecht ass e Schutz virun der Aarmut. 6,7% vun de Leit mat Aarbecht si vun der Aarmut bedroht, géint 14,4% bei deene Leit ouni Aarbecht.

Den Alter an d'Zesummesetzung vum Haushalt spillen och eng wichteg Roll. Sou riskéiere bal 15% vun de Fraen, déi eleng liewen, an d'Aarmut erofzerutschen, a ronn 13% vun de Leit iwwer 65 Joer. 18,3% vun de Locataire si vun der Aarmut bedroht, awer nëmme 8,1% vun deene Leit, déi sech eng Wunneng oder en Haus kaaft hunn. - Och wann hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer vill Leit un déi „heile Welt“ gleewen, well et der grousser Majoritéit gutt geet, an och wann et e Gefill vu Guttgoen hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Am Oktober 2002 ass nämlech vun der Eurostat am Kader vum Eurobarometer en Ënnerschied gemaach ginn tëschent der Pauvreté objective an der Pauvreté subjective, wou een dann d'Zuele gesäit vun de Prozenter vun de Ménagé vivant en dessous du revenu se situant vum Revenu médian 99, an do ass Lëtzebuerg mat 12% an der Statistik. A wann een awer d'Leit, déi sech als aarm considéieren, kuckt, da sinn et der nëmme 8%. A wann een déi ganz Zuele kuckt an déi ganz Länner kuckt, dann hunn an deene meeschte Länner méi Leit d'Gefill, dass se aarm sinn, wéi se iwwerhaupt aarm den Zuelen no ze considéieren sinn. Dat heescht, dass de Lëtzebuurger awer e groussen Optimist ass.

Et gesäit een awer och, dass déi Zuele vun deene Leit, déi als aarm considéiert ginn, déi lescht Joren net of-, mä éischer zougeholl hunn. An ech mengen, et gesäit een et och als einfache Bierger, deen op der Strooss ass. Et gesäit een, dass d'Zuel vu jonke Leit, déi op der Strooss heeschen, viru Joren net esou grouss war wéi déi Zuel haut. A beim Heesche muss een och nach ëmmer oppassen. Dir hutt eng ganz Räicht vu Leit, déi wierklech en désespoir de cause heesche ginn. An Dir hutt eng aner



Jeudi,  
1<sup>er</sup> février 2007

Rëtsch vu Leit, wou een dann enttäuscht gëtt, wann een dann eppes ginn huet, a gesäit, dass se mat deene Suen e puer Sekonnen drop hire Stoff kafe ginn, well se un der Nol hänken.

An der Debatt iwwert d'Aarmut kann een an deem Kontext och vu sozialer Exklusivoun oder Précaritéit schwätzen, well oft kënnen déi betraffe Leit och nëmmen ageschränkt um gesellschaftleche Liewen deelhuefen. Et geet virun allem ëm d'Würd vum Mënsch. Et geet och ëm d'Dignitéit vum Mënsch.

Alleguerten heibannen, wa mer duerch d'Stroosse ginn a mir gesinn een, deen heescht, kucke mer dohinner. Déi eng soe sech, komm ech ginn alt eppes. Déi aner soen: Oh, deen Aarmen! Deen anere seet, et ass douds'écher eng Ursaach, fir dass hien hei sëtzt. Hien huet sech vläicht selwer dohinner bruecht, et ass e Choix. Mä wie vun lech ass scho bei ee schwätze gaangen an huet gefrot, wat lass ass? Wien huet vläicht mat engem diskutéiert?

Stellt lech emol vir - kommt mir sinn och éierlech heibannen -, Dir begéint Ären Noper oder iergendeen, deen Der an Ärer Jugend kannutt, deen op der Strooss heescht. Da gitt Der net dohinner, fir ze froen: Wat ass geschitt? Mä da gitt Der heem an dann huet Der den Téléfon an de Grapp an da rufft Der un: „So, weess de schonn, hues de héieren oder weess de, wat ech gesinn hunn?“ An da gëtt gekuckt...

» **Plusieurs voix.** - Oohhhh!

(*Interruption*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Oh, kommt, Madame Ministesch!

(*Brouhaha général*)

Voilà! Hei ass nees Hypokrisie. Kommt, maacht d'Aen op! Kommt, mir sinn eis eens. Ech hu meng Meenung hei, Här President, an erlaabt, dass ech se soen. Ech sinn iwerzeegt heibannen, dass dat och d'Behuele vun deene meeschte Leit wier, a wann net heibannen, dann op jidde Fall hei an deem Land, wat soi-disant dat rächste Land jo op der Welt ass. Mir sinn alleguerte frou, hei an der Chamber iwwer Budget, iwwer Suen an iwwer grouss Pronkbaute kënnen ze diskutéieren. Mä wann et dorëms geet, de klenge Bierger op der Strooss...

Ausser lech, Madame Jacobs, dat muss ech lech loosse.

(*Interruptions*)

Dir hutt e groussen Engagement. Ech muss et soen. Als Oppositionsdeputéierte kann ee soen, dass Ären Engagement an der Sozialpolitik grouss ass. Ech hu just heiansdo d'Gefill, dass Der eleng an dëser Regierung sidd.

(*Hilarité et interruptions*)

Mir mussen awer och verstoen, dass Aarmut net nëmmen e materiellen an e finanzielle Problem duerstellt. Sécherlech ass dësen Aspekt dee sichtbarsten. Mä et gëtt och aner Zorte vun Aarmut, wéi zum Beispill den héijen Taux vu Suiciden an eiser Jugend. Kuckt d'Zeitung vu muer... Vu gëschter, pardon!

(*Hilarité*)

Oh, wësst Der, dat ka sinn hei am Land. Dat ka sinn.

(*Interruptions et coups de cloche de la Présidence*)

» **M. le Président.** - Kommt, loosst dat elo!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Mä kuckt d'Zeitung vu gëschter, wou eng Annonce ass vun engem jonke Kârel, deen nees säi Liewe geholl huet. Dat ass och e Sujet iwwert deen een am léifste guer net gäre schwätzt. Mä mir hunn hei zu Lëtzebuerg, an dat ass komm op eng Question parlementaire, déi ech der Ministesch gestallt hunn, och ee vun deenen héchsten Tauxë vu Suiciden! Dat muss een och eng Kéier agesinn.

Här President, ech hat et virdu schonn ugedeit. An eisen Ae wär et fahrlässeg, wann een d'Aarmut respektiv d'sozial Exklusivoun nëmme géif op hire materiellen a finanziellen Aspekt beschränken. Ech betounen nach eng Kéier, dass dësen Deel sécher dee mat Ofstand wichtigsten Aspekt vun der Thematik ass. Et gëtt awer dernieft och nach aner Beräicher. Ech wëll elo kuerz op e puer Punkten agoen.

Et gëtt, niewent deene Leit, déi opgrond vu finanzielle Schwierigkeeten ausgeschloss sinn, och nach Leit, déi ausgegrenzt ginn, well se keng Wunneng oder keng Aarbecht hunn. Dës Punkte sinn oft mat deem finanziellen Aspekt verbonnen. Oft zéie finanziell

Schwierigkeeten aner Problemer mat sech, respektiv duerch de Verloscht vun der Aarbecht geréit ee finanziell an d'Labrängen oder awer et kritt ee säi Loyer oder säi Prêt vum Haus net méi bezuelt. Dat entwéckelt sech da ganz oft zu engem Cercle vicieux.

A mir wësse jo dann, wéi et weidergeet. Wann een zu Lëtzebuerg näischt méi kritt, da liest een d'Luxpost oder de Weekend an da geet een op Baaschtenech an da mécht een do e Prêt mat horrenden Tauxen. An d'Boucle ass zou. An da geet et weider, bis een op eng Kéier guer näischt méi huet, an d'Saisie vun deem wéinegen, dat een nach hat.

Niewent dësem Punkt gëtt et och nach Leit, déi aus eiser Gesellschaft ausgeschloss sinn opgrond vu Problemer mat der Gesondheet oder opgrond vun engem Handicap. D'Feele vu soziale Kontakter an oft e Mangel u Bildung sinn aner méiglech Indicateure vu sozialer Exklusivoun. Well et an dëser Diskussioun awer méi spezifesch ëm d'Aarmut an déi domat verbonne Konsequenze geet, wëll ech dës Saachen nëmme kuerz uschwätzen.

Här President, oft gëtt behaupt, d'liberal Politik wär antisozial respektiv géif sech net genuch ëm déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft këmmen. Dat ass net richtig. D'liberal Politik ass och eng sozial Politik. D'liberal Politik bekennt sech zu enger positiver Diskriminierung vun deene Schwaachen, fir hinnen ze hëllefen.

Zum Beispill an der Schoul, an der Weiderbildung. Eist Educationssystem ass, an dat wësse mer elo scho méi laang, eng Hauptursach fir den Opbau vu sozialen Ennerscheeder zu Lëtzebuerg. Oft gouf der liberaler Bildungspolitik de Virwurf gemaach, d'Schoul als eng reng Léierfabrik ze betrachten. Dëse Virwurf ass net richtig. D'liberal Bildungspolitik setzt sech dofir an, dass jiddereen déiselwecht Chancen huet a kritt.

Woumat mir allerdéngs net kënnen averstane sinn, dat ass, dass ënnert dem Deckmantel vun der Chancégläicheit Diplomer bradéiert ginn. Elo gläich ass eng Première näischt méi wäert, an da brauch een och net méi ze soen, dass eng aner Bildungspolitik, déi manner op Leeschtung steet, gutt ass.

An deem Kontext och vun der Bildung stellt sech e weidere Problem. Déi nei Informatiouns- a Kommunikationtechnologien hunn eist alldeeglecht Liewen an deene leschte Jore radikal verännert. An zwar an engem Mooss, dass deen, deen net mat dësen Technologien ëmzegoe weess oder zum Beispill keen Zougang zu Internet huet, haut scho staark benodelegt ass, wann et zum Beispill ëm Beschafung vun Informatiounen geet, awer och finanziell. Mir hunn alleguerte e Computer doheem. Mir kënnen eis Virementë mam Computer doheem maachen iwwert Internet. Et kascht näischt. Deen, dee keen Internet huet, muss se um Pabeier maachen. An dat kascht, a vill. Egal ëm wat et geet, ob et Reese si fir ze buchen, ob et ass fir eppes ze bestellen: Et gëtt vill méi bëlleg, wann ee kann iwwert déi heiteg Technologie profitéieren, wéi wann een dat net huet.

Mir dierfen net zouloossen, dass nëmmen eng gewësse privilegiert, haaptsächlech jonk Minoritéit iwwert dës Méiglechkeete ka verfügen, während anerer, an do kann een haaptsächlech un eis eeler Matbierger denken, net iwwert den néidege Know-how, net iwwert d'Fachwësse verfügen am Émgang mat PC, Internet oder Handy.

Et geet net duer, deen néidege Breetbandoutput zur Verfügung ze stellen. Den intelligenten Émgang mat dësen Technologie muss jiddereen bäibruecht kréien. D'Demokratesch Partei géif et dohier begrëssen, wann an eise Schoule méi Wäert op Medienerziung a Mediekompetenz géif geluecht ginn.

Mä och domadder ass et net gedoen. Och déi haut eeler Generatioun muss d'Méiglechkeet kréien, sech mat dësen Technologie vertraut ze maachen an den Émgang domat ze léieren. Am anere Fall riskéiere mir, dass nees en Deel vun eiser Bevëlkerung ausgeschloss gëtt. An dësem Fall emol net onbedéngt, well en aarm an materielle Sënn ass, mä well en aarm un Informatioun ass.

Dëst ass sécher nëmmen e Randaspekt vun der Problematik vun der Aarmut. Ech warnen awer virdu, dësen Aspekt ze ënnerschatzen. Oft genuch krute mer schliesslech an deene leschte Joren, ze oft, scho gesot vu Wëssenschaftler, vu Fuerscher, dass dat 21. Jorhonnert d'Jorhonnert vun der Technik a vun der Informatioun géif ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Entwécklung vun der Aarmut zu

Lëtzebuerg an an Europa zrëckverfollegt, gesäit een, dass Aarmut ëmmer ganz enk verbonnen ass mat der Aarbecht respektiv mat Chômage a mat Wunnen. Et kéint ee bal soen, dass d'Aarbecht e Synonym ass fir perséinleche Wuelstand, an dass d'Aarbechtslosegkeet gläichzesetzen ass mat sozialem Ofstieg. Entscheedend ass an eisen Aen, dass d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzungen net kënnen geléist ginn, ouni d'Abannung vun deene Betraffenen an den Aarbechtsprozess. Ech wëll dorop méi spéit nach eng Kéier méi detailléiert agoen, wann ech iwwert den RMG schwätze wäert.

Här President, ech hat scho virdu gesot, dass d'sozial Exklusivoun och mam Logement zesummenhängt. Grad zu Lëtzebuerg ass dëst e wichtege Facteur. Ëmmer méi Lëtzebuurger Familljen oder Célibatairë kënnen sech hei am Land keng Wunneng méi leeschten. Et ass schued, dass eise Minister elo net heiënnen ass, well wat elo...

» **M. le Président.** - Deen héiert alles.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, ech hu gesinn, en héiert mech awer.

(*Hilarité*)

Wat viru Joren nämlech d'Ausnahm war, ass haut Regelfall ginn. Ëmmer méi oft stellen d'Banken hire Logementsprêt net méi op 20 oder 25, mä op 30 Joer aus. Dës Tendenzen sinn an eisen Aen e kloert Aarmutszeugnis vun der Wunnengsbaupolitik vun deene leeschte Joren, déi haaptsächlech duerch Passivitéit an Immobilismus ausgezechent sinn.

Ech si frou, an ech mengen, mir sinn och elo gëschter informéiert ginn, wat elo an der Logementspolitik géif gemaach ginn. Ech erënnere mech, dass den Här Juncker hei op der Tribün bei enger Lag-vun-der-Natiouns-Deklaratioun gesot huet, de Stat géif all seng Terrainen op de Marché ginn, fir d'Spekulatioun ze brieche.

» **Une voix.** - Keen Ar bis elo!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Keen Ar ass bis haut vun der Regierung an dee Pakt komm. Keen Ar! Ech hat dunn den Här Minister och gefrot, wat da géif gemaach ginn. Ech si frou, dass dee Wunnengsbaupaket elo presentéiert ginn ass gëschter, mä ech fanne just no 28 Joer, wou déiselwecht Partei - et ass net meng...

(*Interruptions*)

Also wann ech 28 Joer de Logementsministère gehat hätt an ech hätt esou ee Bilan wéi Dir haut een hutt, wär ech net houfreg bei der CSV ze sinn! Dat kann ech awer soen, Här Haupt!

» **M. Norbert Haupt (CSV).** - Dann hätt Der scho laang den Neelche kritt!

(*Brouhaha général*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - 28 Joer! Et geet net duer, dass mir...

(*Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence*)

» **Une voix.** - En huet awer Recht.

» **M. le Président.** - Et ass ëmmer vill méi roueg heibannen, wann den Här Bettel sech u säin Text hält. Loosst hien elo schwätzen!

(*Interruptions*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, soubal een hei d'Wourecht seet, dann ass nees Zirkus.

» **M. Robert Mehlen (ADR).** - Si haten elo zwar scho vill am „Wort“ doriwwer geschriwwen.

(*Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wëll just soen, dass ech awer op jidde Fall frou sinn, dass eppes geschitt ass. Ech soe jo net, dass näischt geschitt ass. Et kënnt. Mä et huet just 28 Joer gedauert. Ech hoffen, dass net déi nächst 28 Joer nees musse gebraucht gi fir en zweete Pak am Immobiliemarché-Geschéien, an der Wunnengsbaupolitik.

Et geet net duer, dass mir iwwert déi horrend Wunnengspräisser lamentéieren. Dës stellen eng ganz grouss Source vu sozialer Exklusivoun duer. Mä déi politesch Verantwortunglech mussen och handelen. Et ass dofir äusserst bedauerlech, dass de Wunnengsbauminister bal e Joer gebraucht huet, bis en de sougenannte Pacte logement elo presentéiert huet.

An den Här Bodry, dee jo heibannen ass, wann ech en zitieren däerf, deen op RTL den 31. Januar 2007 gesot huet: „Dann

dauert et op d'mannst nach zwee bis dräi Joer...“ - also, Dir sëtzt an der Koalitioun, mir net; mir wëssen net, wéi laang Dir braucht, fir dat ze applizéieren, wat Der décidéiert - ...

(*Interruption*)

„...ier dës Mesuren e positiven Effet op de Wunnengsmarché wäerten hunn.“

» **Une voix.** - Ah, dat ass richtig.

» **Une autre voix.** - Et dauert och nach méi laang. An et gëtt nach méi deier.

» **M. Xavier Bettel (DP).** - An da musse mer nach kucken, ob et eng Baisse vun de Präisser provozéiert.

Et gëtt an Europa Länner, wou am Beräich vum Logement gesot gëtt, dass 20% vum geschafene Wunnraum musse reservéiert gi fir de Logement social. Esou en Taux ass sécherlech begrëssenswäert. Mir begrëssen et, dass eng vun deene rezente Mesurë vun der Regierung am Beräich Logement doranner besteet, dass zukünfteg bei all Projet, dee méi wéi een Hektar ëmfaasst, 10% vun der Fläche solle fir de soziale Wunnengsbau reservéiert ginn. Mir sinn nämlech der Meenung, dass verstärkt Efforten an dësem Beräich...

(*Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence*)

» **M. le Président.** - Da lauschtert och dem Här Bettel no, wann ech gelift!

(*Interruption et hilarité*)

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Also ech fanne just d'CSV, déi den „Sozial“ an hiren dräi Buschtawen huet, sollt wierklech eng Kéier mierken a froe wat „sozial“ heescht.

An deem Kontext kann ee sech duerchaus och d'Fro stellen, ob d'Recht op eng Wunneng net zu den elementare Grundrechter vum Mënsch zielt. Am Moment lafen a Frankräich Diskussiounen iwwert den Droit au logement opposable. Déi franséisch Regierung wëllt e Gesetzestext ausschaffe mam Zil, d'Recht op e mënschwerdege Logement kënnen viru Geriicht anzekloen. D'Demokratesch Partei wëllt sech esou enger Diskussioun mat Sécherheet net verschléissen. Mir mengen awer, dass parallel zu dëser Diskussioun gutt fonctionnéierend Opfangstrukture fir Leit, déi an eng Noutsituatioun gerdend, mindestens genausou wichteg sinn.

Här President, ech wëll och nach e puer Sätz iwwert den RMG zu Lëtzebuerg soen. En ass elo e bësse gehéicht ginn, mä bon. Enn Dezember 2006 hu ronn 14.000 Leit - 7.400 Stéit - zu Lëtzebuerg den RMG kritt. Dës Zuel ass och an deene leschte Jore geklommen: Wann een 2003 kuckt, waren et der nëmmen 12.000. Bon, d'Kritäre vum RMG si jo och modifiéiert ginn.

D'Hausse vun dëser Zuel - an dat ass keen onwichtigsten Detail - ass awer net nëmmen op eng Hausse vun der Aarmut am Allgemengen zu Lëtzebuerg zrëckzeféieren, mä si erkläert sech deelweis och doduerch, dass an deene leschte Joren d'Basis vun de Leit, déi vum RMG profitéieren kënnen, erweidert ginn ass. Trotzdeem ass dës Zuel e gudden Indicateur vun der Entwécklung vun der Aarmut an eise Land.

D'Demokratesch Partei wëllt de System vum RMG net a Fro stellen, an awer si mer der Meenung, dass déi eng oder aner Adaptatioun néideg ass. Mir mengen nämlech, dass d'Differenz tëschent dem RMG an dem Mindestlohn ze kleng ass. Domat wëll ech net soen, dass den Niveau vum RMG ze héich ass, well mat ronn 1.400 Euro kann een net vill ufänken. Mir wëllen op kee Fall enger Famill mat Kanner den RMG kieren, oder enger Witfra, déi opgrond vu feelende Cotisatiounen op den RMG ugewisen ass.

Mir mengen awer, dass ee méi e groussen Ureiz muss schafen, fir d'Leit nees ze motivéieren sech eng Aarbecht ze sichen. Ech hat jo virdu gesot, dass Aarbecht hu respektiv keng Aarbecht hunn en Deelaspekt vun der Aarmut respektiv der sozialer Exklusivoun ass. An enger Gesellschaft, an där de soziale Status vun engem Mënsch ganz staark vu senger Aarbecht ofhängt, ass et an eisen Ae wichteg, dass och méiglechst vill Leit eng Aarbecht fannen. Eng fest Aarbechtsplass kann och vill dozou bäidroen,



d'Selbstwärtgefill vun engem Mënsch ze steigere. E weidere Grond also derfir ze suergen, dass méiglechst vill Leit eng Aarbecht hunn an och behalen.

An dësem Kontext kann een driwwer nodenken, ob et net sénnvoll ass, dofir ze suergen, dass déi Leit, déi nieft dem RMG schaffe ginn a sech eppes zousätzlech verdéngen, eppes méi an der Täsch behale vun hirem Geld. Eng Zort vu Crédit d'impôts kéint hei eng méiglech Pist sinn.

Dir hutt esou vill Leit, déi lech jo soen: Firwat soll ee schaffe goe fir 200 oder 300 Euro méi? Wa mir den RMG an de Mindestloun esou no beieneen hunn, do hutt Der eng ganz Rëtsch Leit - ech wëll net generaliséieren -, Dir hutt awer verschidde Leit, déi lech dat soen. A wa se verstinn, dass, wann ee schaffe geet, wann ee moies Regeln huet, wou ee muss opstoen, ee sech muss préparéieren fir op d'Aarbecht, ass et och vill méi motivant. Ech behaupten, dass hei zu Lëtzebuerg net an d'Aarbecht investéiert gëtt, mä dass et hei heescht: «Trop de social tue le social». A wa mer net oppassen an de Leit keng Loscht ginn, fir schaffen ze goen, ass dat bestëmmt net de richtege Wee an déi richteg Motivatioun, fir d'Leit ze encouragéieren.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass een an där ganzer Debatte iwwert d'Aarmut respektiv déi sozial Exklusivitéit muss oppassen, dass sech dës Diskussioun net nëmmen op d'Lëtzebuerg beschränkt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg - an domat soen ech lech näischt Neies - och eng ganz grouss Communautéit vun Netlëtzebuerg. Et muss verstärkt gekuckt gi wat dës Leit hir Problemer, Suergen a Besoiné sinn. Wou leien hir Schwierigkeeten? A wat kënne mir maachen, fir hinnen ze hëllefen, iwwert dës Schwierigkeeten ewechzekomme? An deem Fall geet et net ëm d'Exklusivitéit vun deene Leit, mä ëm hir Integratioun.

Här President, leider ass et an eiser Gesellschaft esou, dass de soziale Status vun engem Mënsch oft via säi Konsum a Kafverhalten definéiert gëtt. Kuckt den Autofestival. Ëmmer méi Leit tappen allerdéngs an d'Fall vun engem iwwerdrifwene Konsum a geroden domadder och oft an d'Verschuldung respektiv an d'Iwwerverschuldung. 2005 goufe 483 Demandé bei deenen zoustännegen Organismen agereecht. Fir 2006 leien de Moment nach keng offiziell Chiffere vir; et kann een awer dovunner ausgoen, dass dës Zuel weider geklommen ass.

Ech kann lech et soen. Wann Der haut an de Foyer Obenthal gitt: Déi Leit hu keng Suen. Si liewe mat engem Minimum, mä si hunn déi gréissten an déi deiersten Tëlee, oder verschidde Leit dee schéinsten Auto. Déi Leit brauchen och e Soutien.

#### (Interruption et hilarité)

Déi Leit brauchen eng Ënnerstützung. Et geet net duer de Leit Suen ze ginn an ze soen: Kuckt, dass Der eens gitt! Et muss een deene Leit hëllefen, déi den RMG haut kréien. Quitte wann den RMG ausbezuelt gëtt, dann ass déi Épicerie zu Bouneweg bei der Place Léon XIII ze kleng, fir d'Leit ze empfänken, déi dann hir Saache kafe ginn, fir ze drénken. Et ass Zäit, dass op jidde Fall och e Suivi assuréiert gëtt mat de Suen, déi d'Leit kréien.

D'Demokratesch Partei huet sech an deem Zesummenhang fir d'Aféierung vun der Faillite civile zu Lëtzebuerg ausgeschwat. Mir sinn eis bewusst, dass d'Aféierung vun esou enger Prozedur grouss Konsequenzen an eiselem Rechtssystem mat sech wäert bréngen an dass d'Ëmsetze vun esou enger Prozedur net einfach wäert ginn. An awer menge mir, dass mer dës Wee sollten aschloen. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich, hu mat dëser Prozedur relativ gutt Erfahrung gemaach. Mir schwätzen eis och fir e Modell vun der Faillite civile aus, esou wéi se a Frankräich gehandhaabt gëtt. D'Faillite civile soll nëmmen als ultima ratio kënnen an Usproch geholl ginn, wa wierklech keng Aussicht méi besteet, dass déi betraffe Persoun kann aus hirer Schold erauskommen.

Esou gesäit et och de franséische System vir. Eréischt no e puer Etappen - Report des dettes, Réduction du taux d'intérêt, Moratoire, Effacement partiel des dettes - kann eng Faillite civile deklaréiert ginn. An eisen

Aen ass et wichteg, dass d'Faillite civile eréischt ganz um Schluss vun esou engem Prozess ka stoen. Op kee Fall sollt et mat dëser Méiglechkeet de Leit einfach gemaach ginn hir Scholde lasszeginn.

Et gëllt, wéi an anere Beräicher och, d'Leit verstärkt ze sensibiliséieren an ze sensibiliséieren. Campagnen, déi virun de Gefore vun engem exzessive Konsumverhalten an der Iwwerschuldung warnen, si mat Sécherheet e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et muss eis geléngen, dësen Trend ze stoppen. Dat erreeche mir nëmmen, andeems et zu engem Mentalitéitswandel bei de Leit kënnt. Et soll hei net drëm goen, de Leit d'Loscht um Kafen ze huelen, mä et geet drëms, d'Leit fir e responsablen Ëmgang mat hire finanzielle Moyenen ze sensibiliséieren.

Zum Ofschluss vu mengem Ausféierung wollt ech och den Associatiounen Merci soen. E Stat an - an ech gesinn et och als Gemeng - eng Gemeng kann net déi ganz sozial Aarbecht leeschten. Wa mer déi ganz Associatiounen an ONGen net hätten, déi hei am Land hir Aarbecht maachen, wier d'Situatioun doudsécher nach ganz, ganz, ganz vill méi schlëmm. Ech zitieren elo keng, well soss vergësst een ëmmer eng. Mä et muss ee wierklech hei de Chapeau hiewen, andeem ee kuckt wéi een Engagement a wéi eng Aarbecht vun deene Leit geleescht ginn ass.

Et muss een och éierlech sinn. Ech hu jo virun d'CSV kritiséiert. Et muss een awer soen, dass d'Kierch an der Zäit an der Geschicht eng wichteg Roll hat mat den arme Leit. Mä dat war nach deemools.

#### (Interruption)

Jo, mä Här Boden, dat geet net duer fir alles ze excuséieren, wat ech viru gesot hunn.

#### (Hilarité)

Also, d'Kierch geet elo net duer fir alles gutt-zemaachen, Här Boden.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Passt op wat Der sot, Här Bettel!

#### (Brouhaha général)

» M. Xavier Bettel (DP). - Also, neen, neen. Et muss ee gesinn, dass d'Kierch op jidde Fall eng rechtlech Roll hat, an dass herno vu verschidde Regierungen verschidde Positiounen komm sinn. Déi eng ware méi dirigistesche, bei deenen anere war et souguer verbueden ze heeschen. D'Assurance maladie, d'Assurance pension sinn alles Errungenschaften, déi an deene Jore komm sinn an déi haut selbstverständlech d'une importance capitale sinn.

Ech wëll och nach zu menger Ausféierung Folgendes soen: D'Thema Aarmut respektiv d'sozial Exklusivitéit ass en onheemlech vasten Thema. Ganz vill Aspekter vun eiser Gesellschaft hänken domadder zesummen. All déi Elementer, déi ech opgezielt hunn, si wichteg. Mir brauchen als Äntwert op dës Erausforderung kee Sammelsurium a keen endloost Uneneerie vu ganz bestëmmt gutt gemengte Mesuren, mä eng koordinéiert Strategie mat enger mëttel- a laangfristeger Perspektiv. Fir d'Zukunft ass et wichteg, dass all concernéiert Acteuren - net nëmmen déi politesch - méi enk zesummeschaffen an deene Leit och e Minimum un Dignitéit ginn.

Ech soen lech Merci.

» Plusieurs voix. - Très bien!

» M. le Président. - Merci, Här Bettel. D'Wuert huet elo d'Madame Vera Spautz, fir d'sozialistesche Fraktioun.

» Mme Vera Spautz (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mech op d'Interpellatioun vun haut iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg virbereet hunn, ass mir erëm en Zeitungsartikel a mengem Ënnerlagen opgefall, deen d'lescht Joer, den 19. Oktober 2006, vum «Le Jeudi» publizéiert ginn ass. Den Auteur, den Här René Hoffmann, huet säin Artikel iwwert d'Aarmut zu Lëtzebuerg mat dësem Titel iwwerschrifft: «Sois pauvre et tais-toi!». Véier Wieder, déi een enorm nodenklech maachen: «Sois pauvre et tais-toi!»

Den Auteur schléisst säin Artikel iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg mat folgende Satz of: «Il ne suffit donc pas de prétendre que tout va bien au Grand-Duché. Faire croire à la population que le Luxembourg est un havre de paix et de bien-être équivaut à lui jeter de la poudre aux yeux. Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face. Et réagisse!»

Den Auteur huet mat senger Schlussbemerkung ganz sécher net déi Organisatiounen - ONGen - oder och eenzel Leit gemengt, déi sech an hirem Alldag ëm déi Leit be-

këmmeren, déi an der Précaritéit liewen, déi ausgeschloss an och isoléiert sinn.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Déi Organisatiounen an eenzel Leit versichen där Populatioun hei zu Lëtzebuerg eng Stëmm ze ginn. Si vertrieben déi Leit a si versichen eis - eis hei, de Politiker - dat och matzedeele.

Ech liesen lech emol einfach just e puer Beispiller vir, eng Zesummeffaassung aus „Interviewen“, déi vun der Caritas an hire Sozialaarbechter um Terrain gemaach gi sinn an déi vun der Cellule cohésion sociale/pauvreté esou zesummegefaasst gi sinn iwwert d'Aarmut hei zu Lëtzebuerg:

„Armut hat viele Gesichter. Es gibt Armut in Luxemburg. Oft wird darunter die finanzielle Armut verstanden. Tatsächlich gibt es Menschen in Luxemburg, die finanziell nicht über die Runden kommen. (...) Der Riss zwischen Arm und Reich wird immer größer und verstärkt das Gefühl der Ausgrenzung bei denjenigen, die auf der Verliererseite stehen. (...) Armut hat also viele Gesichter und kann verschiedene Formen annehmen: finanzielle Armut, soziale Armut oder kulturelle Armut. Diese unterschiedlichen Formen der Armut beeinflussen sich gegenseitig und können sich im Leben eines Menschen miteinander verketten. Wie sich aus der Umfrage mit den Sozialarbeitern ergeben hat, kann zum Beispill eine plötzliche Erkrankung finanzielle Einbußen zur Folge haben sowie Gefühle der Einsamkeit. Am Anfang hat eine Verschlechterung der Lebensbedingungen (Krankheit) finanzielle Armut ausgelöst (weniger Lohn), was zu einer sozialen Armut geführt hat (Vereinsamung).“

Et gëtt an deem Beräich och Interviewen zu der Aarmut wat de Wunnengsberäich ugeet an d'Wunnengsnout. An d'Caritas schreift och do an den Interviewen, déi se mat de Leit gemaach huet: „Manche Familien können nicht jeden Monat Ersparnisse beiseitelegen und verdienen doch zu viel, um in den Genuss der verschiedenen staatlichen Hilfen zu kommen. Dies betrifft zum Beispill Familien mit mehreren Kindern oder Familien, die sich in einer Übergangssituation befinden (zum Beispill wegen einer Scheidung). Diese Familien können nicht auf eine Hilfe zählen. Auf der anderen Seite üben sie Druck auf den Wohnungsmarkt aus, indem sie zu einer Erhöhung der Mieten beitragen, da die Nachfrage nach günstigen Mietwohnungen weiter zunimmt bei ungenügend vorhandenem Mietwohnraum.“

Wéi den Auteur vun dem Artikel a sengem Schluss gesot huet: «Il est grand temps que chacun regarde enfin les réalités en face. Et réagisse!» Domadder sinn och mir gefuerdert a virun allem mir als Politiker, als Verantwortlech hei an der Chamber, an der Regierung, an de Gemengen, wou der och vill vun eis heibanne Verantwortung hunn, an op villen anere Plazen a Gremien, wou mir och soss nach engagéiert sinn.

Alles, wat mir hei an der Chamber beschléissen an ofstëmmen, huet Auswierkungen. An eng ganz Partie Gesetze, déi mer hei stëmmen, hu flagrant Auswierkungen op d'Liewen an d'Liewensqualität vu ganz ville Leit, dem eenzelne Bierger oder, fir et vläicht méi bildlech ze soen, op ganz Familien.

D'Leit dobaussen, vun deene mir oft hei schwätzen - mir heibanne vun hinnen dobaussen -, dat si Mënschen, dat si Pappen, Mammen, Kanner, Aler, Jonker, Familien oder Eenzelpersonen, Kranker, Ausländer, Asylanten an esou weider an esou weider. Déi Leit hunn e Gesicht!

D'Thema Aarmut, Précaritéit, sozial Benodeedegung an Isolatioun sinn Themen, mat deene mir eis permanent hei beschäftege mussen.

Ech wëll lech och hei net weider mat offiziellen Zuelen oder Statistiken oder Analyse beleen, dat et héich Zäit ass, sech dësen Theme seriö onzehuelen. Déi vill Leit, déi um Terrain schaffen an eis ëmmer erëm op den Zoustand vun engem ëmmer méi wuesenden Deel vun eiser Gesellschaft opmierksam maachen, déi Leit an Organisatiounen um Terrain, déi deelen eis dat regelméisseg mat. Mir müssen nëmmen nolauscheren oder besser gesot, mir müssen nolauscheren wëllen.

Dir Dammen an Dir Hären, zu Esch sinn an deene leschten Deeg, dat heescht virgëschter, en Dëschdeg, dräi Déguerpissementer an engem Dag gewiescht. Dorënner och Famillje mat Kanner. Dräi Stéck an engem Dag! E Mëttwoch, gëschter, sinn an engem Hotel-Restaurant, dee Faillite gemaach huet, alleguerten d'Locatairé vun den Hotelszëmmeren op d'Strooss gesat ginn. Déi eng mussen an en Obdachloose-foyer, déi aner versiche sech iergendwéi ze hëllefen. Am Moment kënne mir hinnen net

hëllefen. Mir wësse selwer net méi, wou mer d'Leit sollen ënnerbréngen vun der Gemeng aus.

Mir hu mëttlerweil bal 480 Demandé vu Leit a Familljen op der Liste d'attente fir eng Gemengewinnung, ouni emol vun der Waardelescht vum Fonds du Logement ze schwätzen.

Verschidde Leit liewen esou no un der Aarmutsgrenz, dass, wa bei deenen eng Wäschmaschinn oder wat och ëmmer futtitiert - ech mengen, den Här Adam hat d'Beispill scho genannt -, da brécht do eng schweier Katastroph aus. Si hu kee Geld fir dat ze bezuelen.

Ech wëll lech e puer Beispiller soen, déi ech och erlieft hunn. Et gëtt Dokter, vereenzelt Dokter, ech geheie se net all an een Dëppen, déi Leit, oder - wat nach méi dramatesch ass - Kanner an der Nuetsurgence vu Spideeler net behandelte wëllen, wann déi hir Rechnung net direkt bezuele kënnen. Ech ka mat Beispiller déngen.

Et gëtt Propriétaires, déi duerch dat neit Mietgesetz zwar elo net direkt hire Loyer un d'Locataires erhéicht hunn, mä si setzen de Locataires einfach d'Chargé massiv erop. An dat ass dann eng indirekt Miet-erhéijung. A vill Leit vun deenen traue sech net ze protestéieren, aus Angscht, op d'Strooss gesat ze ginn.

#### (Interruption)

Och do kann ech mat Beispiller déngen.

Et steet net am Gesetz, dass een d'Chargen därer an d'Luucht setzen, selbstverständlech. Et gëtt där Fall an do gëtt iwwert dee Wee elo probéiert, fir dat an d'Luucht ze setzen - éischt Fall, déi och mëttlerweil bei eis um Office social gelant sinn. An ech kéint eng ganz Rei aner Beispiller nach nennen.

Iwwerall am Land, a bal an alle Gemengen, sinn d'Taxe fir 2007 an d'Luucht gesat ginn. An all Verantwortlechen a senger Gemeng erkläert dat domadder, dass de Stroum, d'Heizkäschten oder wat och ëmmer méi deier ginn an de Stat de Gemengen ëmmer manner Geld gëtt. D'Rechnung dovunner bezilt jo de Verbraucher, an da sollen déi méi spueren.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi vill Leit, Familljen, gëtt et dann, déi dat iwwerhaupt net maache kënnen? Wat maachen déi Leit, déi an enger schlecht isolierter Wunneng liewen, wou d'Hëtz vun der Heizung duerch d'Päif geet, wëll d'Fensteren net isoléiert sinn, den Daach futti ass oder wat och ëmmer an de Propriétaire seng Wunnenge virkomme léisst? Sollen déi Leit dann elo hir Heizung méi erofsetzen oder ausmaachen, fir Geld ze spueren, a sech da mat hirer Famill - an ech ginn elo e bësse polemisch - wéi fréier am Wintermantel an d'Bett leen? Sollen déi Leit, well se Waasser wëlle spueren, sech wéi fréier zu dräi oder véier am selwechte Buedwaasser wäschen?

Dir Dammen an Dir Hären, hei zu Lëtzebuerg gëtt et mëttlerweil schonn eenzel Fall vu Leit, déi am Dag schaffe ginn an nuets an de Foyer de nuit, dat heescht an den Obdachloosefoyer, schlofe ginn. Si hunn eng Aarbecht, mä si hunn net genuch Geld, fir sech eng Wunneng oder en Zëmmer ze lounen. „Working poors“ nennt een déi. Do si mer amgaangen op e Wee ze goen, dee mer op engem anere Kontinent kennen, nämlech an Amerika. Dorop si mer amgaangen zouzuegoen.

D'Beispill vun der Stëmm vun der Strooss ass genannt ginn. Zu Esch an der Stëmm vun der Strooss sinn all Dag, all Dag am Duerchschnëtt 75 Leit, déi dohinner iesse kommen. An dat sinn net eleng déi, déi am Foyer de nuit sinn. Vill Familljen, déi net méi wëssen hannen a vir, wéi se solle bäikommen, déi gi mat de Kanner dohinner. Wann een an der Mëttesstonn emol dohinner geet an dohinner iesse geet, da gëtt et engem ganz mulmeg, wann ee matkritt, wéi vill Kanner do mat um Dësch setzen a wéi grouss d'Aarmut bei Kanner - an dee Prozentsaz ass jo och zimlech héich - elo schonn ass.

Kréie mir dat heibannen, an net nëmme mir, mä och anerer, déi an der Gemeng Verantwortung hunn, iwwerhaupt nach richteg mat? An ech huele mech do och ganz gäre selwer hei perséinlech an d'Verantwortung. Ech hunn heibanne Gesetze matgestëmmt, vun deenen ech weess, an et a mengem Alldag op der Gemeng mëttlerweil erliewen a matkréien, wat se bedeuten a wat fir eng Auswierkungen dat se hunn.

A wann ech d'Leit, déi da bei mir am Büro stinn, déi verzweifelt sinn an déi keng Léisung méi hunn, wann ech déi da gesinn, wéi déi probéieren, fir sech an hir Famill e bëssechen dezent duerch d'Liewen ze bréngen an no Hëllef froen, da weess ech mer och oft wierklech kee Rot méi.



Vun dëser Plaz aus hei hunn ech schonn e puermol gesot, datt et wichteg wier, verschidden Themen an Diskussiounen vernetzt ze féieren. D'Thema Aarmut, Précaritéit, soziale Fortschrëtt a sozial Gerechtegkeet, déi fuerderen e vernetzent Denken an Handelen. Si betreffen d'Politikfelder wéi de Chômage, Aarbechtsmaartpolitik, Iwwerver- scholdung, Wunnengspolitik a Wunnengs- nout, Steieren- an Taxepolitik, Bildungs-, Schoul- a Familjepolitik a villes méi.

Ech wëll domadder soen, datt et net eleng duergeet, hei en eenzelnen isoléierten Débat iwwer d'Aarmut zu Lëtzebuerg ze féieren - obwuel dës Initiativ, Här Adam, immens gutt a wichteg ass; an ech mengen och vill Leit heibanne begrëissen, datt dat op der Dagesuerdnung stoung. Iwwert dat erass geet et drëms, éierlech an iwwer all Parteigrenzen ewech mat de gesellschaft- leche Kräften, den Organisatiounen, ONGen a Sozialpartner ze diskutéieren an no gemeinsame Léisungen ze sichen.

Et ass och ze bëlleg an ze einfach, een deem anere Scholdzouweisungen ze maa- chen. An et ass och net éierlech, wann d'Regierung de Gemengen d'Verantwor- tung fir dës Problematiken oder einzelner opdrécke wëllt, an emgedréint d'Gemenge sech erklären, andeems se soen, si hätte kee Geld fir verschidde Mesuren a Moos- namen ze ergräfen.

Hei geet et drëms, politesch Prioritéiten ze definéieren oder nei ze definéieren. An dat géif heeschen, datt mir immens villes un eiser Politik, un den Inhalter an un de Priori- téite verännere respektiv a Fro stelle mis- sen.

Verschidde Gemengen hunn awer schonns Initiativen a Moosnamen an d'Weeër ge- leet. Um lokale Plang ass et méiglech, wann een dat da wëllt, op ënnerschiddlechen Ni- veaue Projeten ze entwéckelen. Ech wëll der e puer nennen.

D'Gemenge kënnen am Beräich vum so- ziale Wunnensbau ganz daitlech Akzenter setzen. Si kënnen Projeten op där enger Sait mat dem Fonds du Logement zesumme realiséieren, mä si kënnen och selwer nach Gemengewinnungen oder -haiser fir hir eege sozial benodeelegt Bierger zur Verfü- gung stellen a verlounen.

D'Gemenge sollte Konventiounen mat Orga- nisatiounen ofschléissen, wéi zum Beispill d'Stëmm vun der Strooss, Jugend an Dro- genhëllef oder anere sozialen Organisatiou- nen, fir deene Wunnengen zur Verfügung ze stellen, wou déi Organisatiounen da kënnen hir Leit drasetzen a wou si se kënnen an hi- rem Alldag begleeden oder de Suivi maa- chen.

Dat geet alles. Et si kleng Schrëtt, mä si hël- lefe vill. Ech kann do aus Erfahrung schwät- zen.

Um private Wunnensmaart, deen hei schonn ugeschwat ginn ass, hunn déi Or- ganisatiounen keng Chance, dezente Wun- nengsraum zu abordabele Präisser a Loyerer ze fanne fir hir Leit. Do sinn d'Ge- menge wierklech gefuerdert, mat Ënnerstët- zung ze ginn an deenen Organisatiounen ze hëllef.

D'Gemenge kënnen e finanzielle sozialen Ausgläich schafe fir déi Stéit, déi duerch d'Eropsetze vun de Gemengentaxen elo och dëst Joer a finanziell nach méi prekär Situatiounen geroden. De politesche Wëllen dozou muss natierlech bestoen.

D'Gemenge kënnen e Sozialbericht erstellen, wou si d'Liewenssituatioun an d'Lie- wenskonditioun vun hire Bierger an der Ge- meng analyséieren an da konkret Moosna- men an d'Weeër leeden, fir der Précaritéit an der Exklusivitioun duerch geziilt Projeten entgéintzewierken.

Et wär ze begrëissen, oder aneschtens aus- gedréckt, d'Gemeng Esch, an ech géif mengen och d'Gemeng Lëtzebuerg - den Här Bettel ass elo net heibannen, awer ech si sécher, datt en do mat mir enger Mee- nung wier - wäre frou, wann och aner Ge- mengen hir Verantwortung iwwerhuele géi- fen an an ënnerschiddleche Beräicher aktiv ginn. Ech nennen e puer Beispiller.

Am Beräich vun der Obdachloseproblema- tik: Verschidde Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg an Esch kéinte kleng Wunnuni- téite schafe fir Leit, déi keng Wunneng hunn, fir esou Foyeren anzerichten. Déi Leit, déi vun der Obdachlosegkeet betraff sinn, komme jo net eleng aus der Stad Lët- zebuerg a vun Esch; si kommen aus villen Dealer vum Land.

An ech kéint weiderfuere mat Iddien an Iw- werleeungen, déi d'Gemengeverantwort- lech, an et sëtzen der, wéi gesot, eng Rei hei, déi mer zesumme kéinte realiséieren, andeems mer eis vläicht emol eng Kéier géifen och zesummesetzen an iwwer all Parteigrenzen ewech analyséieren, disku-

téieren an dann och Projeten décidéiere géifen.

D'Viraussetzung natierlech ass wéi ëmmer, datt een och Prioritéiten an de Wëllen dozou muss hunn. Awer dovunner ginn ech aus, wann ech déi vill Rieden a Riedner, déi viru mer geschwat hunn, haut de Mëtteg héieren hunn, datt dat kee Problem dierft sinn.

Bei deem Ganze stellt sech jo nach eng weider Fro, an ech denken, dat ass awer eng kruzial Fro; dat ass dann déi vun der Fi- nanzéierung vun enger Rei Projeten.

D'Regierung fuerdert d'Gemengen op, si misste käschendeckend schaffen, a ginn domadder déi finanziell Verantwortung un d'Gemenge respektiv un d'Bierger weider, déi dann nach méi aus hirem Portemonnaie bezuele mussen, déi eng oder déi aner.

Och d'Regierung - a virun allem d'Regie- rung! - ass gefuerdert, vill méi Geld zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Gemengen, mä awer och sozial Organisatiounen, déi um Terrain schaffen, hir Verantwortung iw- erhuele kënnen an hir Aarbecht och wei- der um Terrain maache kënnen.

D'Realitéit, wat d'Finanzéierung ugeet, gesäit awer am Moment e bëssen anescht- ers aus. Eng ganz Rei Budgeten, déi am Beräich vun der Sozialaarbecht oder Famil- jepolitik oder an enger ganzer Rei Politiken noutwendeg wieren, oder Budgete fir Orga- nisatiounen, déi an deem Beräich schaffen, si fir dëst Joer entweder agefruer oder sou- guer gekierzt ginn.

Och d'Regierung an awer och mir heiban- nen, mir alleguerte mussen d'Prioritéiten nei setzen an d'Projeten oder d'Gesetze, déi mir diskutéieren an ofstëmme, fir d'éischt emol op hir sozial Gerechtegkeet präiwen oder se, wéi et an engem neie Begrëff elo heescht - „poverty proofing“ -, enger Sozial- verträglichkeitsprüfung ënnerzéien.

Do kommen ech och kuerz op den Zesum- meschluss vun zielef Organisatiounen, der EAPN an hire Réseau luxembourgeois de lutte contre la pauvreté et l'exclusion hei zu Lëtzebuerg zrëck, déi sech an engem Brëif de 17. Oktober un eis als Deputéiert geriicht hunn, andeems si eis eng Rei Informatioun- en an hire Rapport zoukomme gelooss hunn. Wéi gesot, Material, Beweiser, Statis- tiken an esou weider hu mer méi wéi ge- nuch, fir kënnen och op Punkten aktiv ze ginn.

An zum Schluss an deem Brëif, dee se eis als Deputéiert geschéckt hunn, schreiwe si un eis: «Pour éviter que des décisions poli- tiques continuent à se repercuter de façon disproportionnelle sur des personnes en situation de pauvreté et multiplient les fac- teurs d'exclusion et d'injustice sociale, EAPN Lëtzebuerg plaide en faveur de l'in- troduction d'un mécanisme connu sous le nom de „poverty proofing“», also Sozialver- träglichkeitsprüfung, wat ech elo just ge- nant hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass héich Zäit aktiv ze ginn an en deif gräi- fenden Débat ze féieren. Ech mengen net deen elo vun haut de Mëtteg vun e puer Stonnen, wou mer awer eng Rei Saache konnten undiskutéieren. Et kann net sinn, datt mer elo betraff heemginn a muer d'Saache vergiess hunn. Deen Débat muss weidergoen.

Et ass absolut dringend an et ass héich Zäit, datt sech all gesellschaftlech Kräften ze- summesetzen: Parteien, Gewerkschaften, Organisatiounen vum Terrain, politesch Ver- antwortlech, Regierung, wien och ëmmer, a sech eens géife ginn ëm e Pakt. E Pakt, wou mer eis dozou géife verpflichten, ënner ane- rem och déi Sozialverträglichkeitsprüfung an eise politeschen Décisiounen anzeféie- ren a Gesetze an Diskussiounen, déi mer féieren an de Kommissiounen, och no deem Label do kënnen ze präiwen.

Et stëmmt, wat den Här Schaaf virdu gesot huet, datt d'Politik net eleng kann am Beräich vun der Bekämpfung vun der Aar- mut aktiv ginn. Dat stëmmt. Mä si huet eng enorm grouss Verantwortung, a si huet och do opzepasst, wéi eng Décisioun se hélt. Et gétt hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer e re- lativ gudd soziale System mat soziale Leeschtunge wéi RMG, soziale Mindestloun an esou weider an esou fort. Mä wat dëngen déi eis alleguerten, wa mer an Zukunft wei- der esou Décisiounen huelen, wéi se elo ge- holl gi sinn am Dezember? Ech nenne se emol Décisiounen am Kader vun den Tripar- tite-Mesuren. Wat hëllef dat deene Leit? Si hunn zwar den RMG oder de soziale Min- destloun, anerer hunn iwwerhaupt näischt méi, mä si hunn esou oder esou manner an der Täsche.

Ech denken, datt et héich Zäit ass, an dat schéngt mer awer de Konsens vun haut de Mëtteg hei ze sinn, e Wee ze fannen, sech zesummesetzen, wann dee politesche

Wëllen, deen haut de Mëtteg gesot ginn ass, och besteet, fir Virschléi op den Dësch ze leeën - an där sinn der och eng Rei haut de Mëtteg genannt ginn an et wäerten der nach kommen; et si jo nach Riedner och ageschriwwen -, an dann aus deem eraus vläicht emol e Stéck, e Pakt ze maachen, un dee mer eis da géifen halen an dee mer och géife fir eis iwwerpräiwen all Joer a kucken, wat ass do ze änneren.

Ech mengen, dat géife sech déi Leit, vun deene gesot gétt, si hu keng Stëmm, méi wënsche wéi jee, an ech hoffen, datt mir hinnen nolauschteren iwwert d'Organisa- tiounen an dat dann och ëmsetze wäerten.

Ech soen lech Merci.

» Plusieus voix - Très bien!

» M. le Président - Ech soen der Ma- dame Spautz Merci, an als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibé- ryen, Dir hutt d'Wuert.

» M. Gast Gibéryen (ADR) - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Kollege Claude Adam Merci soe fir d'Initiativ, fir dës Interpellatioun haut de Mëtteg hei an der Chamber ugefrot ze hunn, well et mer schéngt, datt dat hei eng vun deene wichtigsten Interpellatiounen ass, déi mer zënter Laangem an der Chamber diskutéiert hunn.

2003 hate mer hei zu Lëtzebuerg 11,3% vun eisen Awunner, déi un der Aarmutsgrenz louchen, 2004 11,4%, 2005 13%, laut éisch- ten Estimatiounen, an de Prozentsaz, dee liicht driwwer wäert leien, wäert op d'mannst nach eng Kéier esou grouss sinn, wéi den eegentleche Prozentsaz. Et ass am Fong eng traureg Bilanz fir e Land, wat sech weltwäit brett, eent vun deene räichste Länner vun der Welt ze sinn.

Déi éischt Fro, déi ee sech muss stellen: Wien ass betraff? Elengerzéier, Fraen, Män- ner, mä meeschtens Frae mat engem oder méi Kanner. 2004 hunn déi an deem Grupp eleng 20,8% uitgemaach. Déi nei Familie- situatiounen, Scheedungen, dat ass eng Realitéit. Kannerräich Famillje si betraff an och elengstehend Persounen vun iwwer 65 Joer.

An trotzdem d'Vollbeschäftegung dat beschte Géigemëttel géint d'Aarmut ass, sinn och nach vun deene Leit, déi an der Vollbeschäftegung sinn, 8,3% betraff. D'Chômeure sinn déi, déi am meeschten dovunner betraff sinn. 45,6% vun deene Persounen leien ënner der Aarmutsgrenz. Männer e bësse méi héich mat 48, Frae mat 42%.

D'Loyere ginn als eng vun den Hauptur- saache bei 49% uginn. Ze héich Loyerer, déi déi Leit net méi bezuele kënnen, wat eng vun de groussen Ursaache vun de Käschten ass. D'Ursaach, ech wëll net vun der Schold schwätzen, déi dozou féiert, datt déi Leit dohinner kommen, geet deelweis perséinlech zrëck, datt Leit net wësse rich- teg hir Gelder ze géieren, dat wat se era- kréien, dat wat se ausginn. Et ass awer och dat familiäert, dat soziaalt Ëmfeld, an deem se liewen, an deem déi Leit opgewuess sinn. An dann och an eiser moderner Kon- sumgesellschaft, den Drang meng missen dobäi ze sinn, wa Geld ausgi gétt. Wann deen een es ausgëtt, net wëllen hannen- drun ze stoen. Virun allem bei Jugendle- chen. Dat geet bis hin zu den Handy-Dé- pensen.

Wa mer wëssen, wéi liicht et haut ass, datt d'Leit d'Taschen oder d'Portefeuiller voll hu mat Kreditkaarten, ouni sech ëmmer de Konsequenzen dovunner bewosst ze sinn; wa mer wëssen, wéi einfach et ass, haut Kreditter ze kréien; wa mer wëssen, well den Autofestival elo leeft, wéi séier een haut direkt Prêt kann an de Garagé mat ënner- schreien; a wa mer wëssen, datt haut déi meescht Geschäfte de Leit direkt Wuere verkafe a se doen oder hinnen d'Méiglech- keet ginn, se iwwer Mensuralitéiten ofzebe- zuelen; alles dat dréit dozou bäi, datt vill Leit et net méi fäerdeg bréngen, hir Finanzen esou ze géieren, datt se mat den Enner zesumme kommen.

Mä et ass awer och opgrond vu politeschen Décisiounen, politeschen Décisiounen op europäeschem, op nationalem oder op kommunalem Plang. Op europäeschem Ni- veau, wou mer am Kader vun der Mondial- sation ëmmer méi Risikoe lafen, datt déi multinational Konzerneng iwwermuecht kréien an ee Land, ee Stat géint deen ane- ren ausspillen an dann hir Steiersätz erf- setzen. Och mir sinn erëm amgaangen an deem internationale Konkurrenzkampf driw- wer ze diskutéieren, fir d'Steiersätz fir d'Be- triber erfzesetzen, mam Resultat, datt mer eng Kéier an eng Situatioun kommen, wou d'Betriber keng Steiere méi bezuelen an dann d'Steierlaascht muss op d'physesche Persounen iwwerdreie ginn.

En Europa, wou mer et bis haut net versta- nen hunn, eng Sozialpolitik ze maachen! Mir hunn nach ëmmer dofir plädéiert, datt dat Europa fir d'Leit nëmmen akzeptabel gétt, wa mer och um europäeschen Niveau sozial Mindestnorme kréien. Virun allem fir e Land wéi Lëtzebuerg ass et wichteg, datt och déi aner Länner sozial Mindestnorme kréien.

Mir wëssen awer wéi schwéier dat ass. Mir brauchen nëmme bei eis däitsch Noperen ze kucken, wéi schwéier datt déi et hunn, bei sech e Mindestloun anzeféieren. Da wësse mer wéi schwéier et wäert sinn, fir dat op europäeschem Niveau anzeféieren.

En Europa, wat net ausgrenzt, musse mer kréien, mä en Europa, wat de Mënsche lie- wenswierdeg Konditiounen garantéiert.

Op nationalem Plang hunn déi meescht vun deenen alldeegleche politeschen Décisiou- nen, déi mir hei huelen, iergendwéi eng Ré- percussioun, ob d'Leit méi räich oder méi aarm hei am Land ginn. Mir hunn 2001 hei d'Steierreform gemaach. Eng vun deene massivste Steierreformen, déi mer jeemools hei am Land gemaach hunn. An och dee- mools hu mer scho gesot, et muss een awer oppassen, wa mer als Stat Steierreforme maachen, da wësse mer, datt mer déi Re- form nëmme maache fir déi Leit, déi och Steiere bezuelen. Déi verdéngen eppes weider. An een, dee vill Steiere bezilt, kritt duerch eng Steierreform vill weider. An alle- guer déi Leit, déi esou kleng Revenuen hunn, datt se keng Steiere bezuelen, hu vun esou enger Steierreform näischt kritt.

De Stat huet awer elo no enger gewësser Zäit net méi déi finanziell Moyenen, fir ebe kënnen mat Steieren eng Ëmverdeelung, eng Sozialpolitik ze maachen an alle Punkten. An duerfir kommen elo Aschneidungen. Aschneidungen, wéi mer se an deenen dräi Gesetze, déi mer d'lescht Joer am Juli gestëmmt hunn, d'Indexmanipulationen am Dezember, d'Tripartitesgesetz an d'Ren- tenajustementsgesetz, gemaach hunn, wouvunner awer elo alleguer d'Leit betraff sinn, och déi, déi bei der Steierreform näischt kruten.

Et kéint ee jo dovun ausgoen, datt Leit, déi bei der Steierreform Gelder agespuert hunn, vläicht souguer massiv Gelder age- spuert hunn, och elo, wou et dem Stat méi schlecht geet, missten a même sinn, hiren Obolus méi grouss ze maachen, fir dem Stat finanziell ze hëllef. Mä mir maachen dat net. Mir maachen eng flächendeckend Gläichbelaaschtung vun de Leit. An domad- der belaaschte mer déi Leit, déi bei der Steierreform näischt kruten, elo zousätz- lech, well mer se elo iwwert de Stat an d'Ge- mengen iwwert d'Taxen, d'Steieren a Gott weess wat fir eng Erhéijunge belaaschten. Mir belaaschten déi Leit also duebel. A wann een dann d'Steierreform a Kombina- tioun mat der aktueller Politik kuckt, da gétt dat sozial ongerecht.

Mir hunn als ADR duerfir scho vun 2001 un an och scho virdu bei der Steierreform ëm- mer derfir plädéiert, datt een onbedéngt, wéinst deene sozial méi Schwaachen hei am Land, d'Negativsteuer misst aféieren, de Crédit d'impôts aféieren, fir datt och déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, awer iwwert dee Wee vum Stat kéinte gehollef kréien.

Mir ware laang eleng heibannen déi, déi vun enger Negativsteuer geschwat hunn, vun en- gem Crédit d'impôts. Mir wëssen awer, datt zënter de Budgetsdebatten och d'Socialiste vun der Negativsteuer schwätzen, vum Cré- dit d'impôts. An ech war frou, och haut de Mëtten den Här Bettel hei ze héieren, datt hien am Numm vun der DP vun engem Cré- dit d'impôts, enger Negativsteuer geschwat huet. Och am Tripartitesofkommes, wou jo d'Kannergeld indexneutral ass, ass jo an Aussicht gestallt ginn, fir do eng Léisung sous forme vu Crédits d'impôts ze fannen. Et schéngt eis dat eng ganz wichteg Moosnam ze sinn, datt mer déi Saachen esou decidéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech soen, datt mer mussen hei an der Politik oppassen, da wëll ech awer soen, datt ech de Mëtten e bësse Problemer hat, wann ech hei d'Riedner vun der CSV a vun der LSAP héieren hunn, déi och gewarnt hunn, wéi jiddferen, a wann ech d'Madame Spautz elo grad héieren hunn, där hire so- zialen Engagement ech kennen, an un deen ech och gleewen, mä wou d'Konsequenz awer feelt.



Wann ech jo awer weess, datt déi zwou Parteien d'lescht Joer hei a voller Eintracht eng ganz Rëtsch vu Gesetzter gestëmmt hunn - ech hu se elo grad genannt: am Juli d'Indexmanipulationen, am Dezember d'Tripartitesgesetz, de Rentenajustement -, wou e groussen Deel vun dëse Leit, nodeems elo de Mëtten hei esou gejëimert ginn ass, awer duerch déi Décisiounen nach méi aarm gi sinn, da mengen ech, da muss ee sech awer och der Konsequenz bewusst sinn, datt et net duergeet, datt een heihinner jéimere kënn an ee Mount virdrun awer deene Gesetzter zougestëmmt huet, wouduerch se déi Leit nach méi aarm gemaach hunn.

Déi Leit, déi op d'Kannergeld ugewise sinn, wat net méi indexéiert ass, an op d'Familljenzoulagen - alles wat mer elo hei héieren hunn -, dat si jo déi, déi mat am meeschte betraff sinn. Firwat hu mer net missen eng Léisung fannen? An elo soe mer: Wa mer bis 2009 keng Léisung fonnt hunn - et huet awer an der Zwëschenzäit nach näischt bougéiert -, da géif d'Kannergeld erëm indexéiert ginn.

Mä och aner Augmentatiounen treffen déi Leit voll: sief et d'Erhéijung vun der Autossteuer, de Bensin, de Gas, de Mazout oder de Rentenajustement. Mir gesinn och, datt esou vill Leit, déi mat deene kleng Pensionen am Land liewen, wa mer deenen de Rentenajustement ginn, datt dat déi Leit voll trifft. Dat heescht also, mir kënnen net eng Politik maachen, wou mer fir d'éischt duerch eis politesch Décisiounen Leit méi aarm maachen, dann heihinner kommen an eise soziale Mäntelchen andoen a jéimere an soen: D'Leit sinn elo esou schlecht drun, elo muss mer eppes maachen. Et wier besser, mer géife preventiv denken, a mer géife fir d'éischt déi Gesetzter net an deem Sënn a Kraaft triede loossen.

D'Schoulpolitik: Et ass haut praktesch vu jiddferengem d'Schoulpolitik hei ugeschwat ginn, a praktesch alleguer déi haten iwwer Jorzéngte Responsabilitéit hei am Land. Si missten zumindest e Mea culpa maachen. Si missten zumindest heihinner kommen an soen: Et ass eis Schold, wa mer haut soen, eis Schoul ass net gutt. Mä si maachen esou, wéi wa si virdrun ni eppes domat ze di gehat hätten.

Integratiounspolitik: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg bis haut nach keng Integratiounspolitik gemaach; wierklech keng richtig Integratiounspolitik! Duerfir ass dat och e grouse Problem vun der Aarmut. A wa mer haut keng Integratiounspolitik maachen, da si muer déi Kanner, déi Familljen déi nei Aarm vu muer. Also och do muss e groussen Effort gemaach ginn.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir wëssen, datt d'Zënsen op der Schold an d'Luucht gaange sinn; d'Scholdzënsen. Dat ass net d'Schold vun der Lëtzebuurger Regierung oder dem Zentralberger Parlament wann d'Europäesch Zentralbank se eropsetzt, mä mir kennen awer d'Konsequenzen, déi d'Leit ze droen hunn. Wa mer haut hei vun der Wunnengbaupolitik schwätzen, da muss een och soen, datt de Boden, deen, mengen ech, an d'Geschicht ageet, als dee Minister...

» M. le Président. - Den Här Minister Boden!

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Den Här Minister. Wéi hat ech elo gesot, Här Präsident?

» M. le Président. - De Boden.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Ah, entschëllegt. Den Här Minister Boden, deen hei sëtzt, deen an d'Geschicht ageet als dee Minister, deen am längste Minister war, mä deen awer och an der Wunnengbaupolitik dat aarmséilegste Resultat huet, wat jee-mools konnt ee Minister hei virféieren. Da muss een dat awer och soen, datt haut esou vill Leit hei am Land sech keng Wunneng méi kënnen leeschten, an datt déi Leit, déi e Loyer muss bezuelen, d'Loyeren net méi bezuele kënnen.

D'Madame Spautz huet elo mat Recht gesot - an ech hunn och norefrot -: An der Moyenne gi praktesch dräi Familljen den Dag hei am Land aus engem Haus, aus enger Wunneng erausgesat, well se d'Loyeren net méi bezuele kënnen. Dat ass eng Realitéit. Wa mer kucke wéi vill Leit, datt haut an

d'Grenzregioun muss wunne goen, fir nach kënnen ze wunnen oder fir en Eegeheim ze kréien, dann ass dat eng äusserst traureg Bilanz, déi dës Regierung opzeweisen huet.

D'Gemenge ginn elo hin a se maachen d'Taxen an d'Steiere méi deier. A verschidene Gemenge sinn d'Steieren an d'Taxé massiv an deene leschte Wochen a Méint an d'Luucht gaangen. An ech wëll och dobäi soen, datt schonn erëm nei Erhéijungen en vue gestallt ginn. Mir sinn amgaangen ze soen, mer maachen eng nei Regelung bei der Grundsteuer, mä mam Hannergedanken, fir d'Grundsteuer ze erhéijen. Mir schwätze vun enger Waasserwirtschaftsrichtlinn, déi awer och als Resultat wäert hunn, datt d'Waasserpräisser erëm wäerten an d'Luucht goen. An dat trifft erëm alleguer déi Leit, déi Familljen hu mat Kanner. Duerfir, mengen ech, muss mer och de Gemengen déi Moyeré ginn, fir datt se kënnen hirer Aufgab nokoemen an hir Leit net ze vill belastschen; an dat och am Zesammenhang, wat d'Maison-de-Relais ubelaangt.

D'Madame Spautz huet hei och éineschter gesot - ech muss dat awer soen, Här Präsident -, datt och d'Gemenge mussen oppassen, datt se d'Leit net ze vill belastschen. D'Madame Spautz huet och hei gesot, si hätten zu Esch iwwer 400 Leit, déi Demandeur wieren, fir eng Gemengewinnung ze kréien. Si hätten der mëttes 70, déi géife bei „Hëllef Doheem“ oder bei „d'Stëmm vun der Strooss“ iese goen. Mä dann hätt och d'Escher Gemeng missen do konsequent sinn. Si huet awer ganz pompös 100 Joer gefeiert, a si huet awer och ganz grouss Projeten, déi vill Gelder kaschten, a wéinst deenen se och muss Steier- an Taxenerhéijunge maachen, déi déi kleng Leit da bezuele mussen.

D'Madame Spautz, déi awer do am Schäferot sëtzt, huet och misse wëssen, datt een net heihinner ka kommen a jéimere, a gläichzäiteg grouss Fester féieren an de Leit Steier- an Taxenerhéijungen opbrummen. Däers muss ee sech dann awer och bewusst sinn.

» M. le Président. - Här Gibéryen, Dir musst zum Schluss kommen.

» M. Gast Gibéryen (ADR). - Jo, Här Präsident.

Mir stellen also fest, Här Präsident, Dir Damen, Dir Hären, datt de Gros vun den Décisiounen politesch Ursache huet. Mir muss preventiv wierkend Décisiounen huelen, wou d'Leit net duerch eis Décisiounen an d'Aarmut erarutschen an herno da kommen an soen: Ma da muss mer eppes géint d'Aarmut maachen. Mir mussen Décisiounen huelen, déi am Sënn vun de Mënscherechtsdeklaratiounen sinn. Mir mussen Décisiounen huelen, wou mer eng Politik maachen, wou et net wéi elo ass, wou ëmmer manner Leit méi räich ginn an ëmmer méi Leit méi aarm ginn. Wa mer op déi Politik oppassen, dann hat dës Interpellatioun vun haut de Mëtten e Wäert.

Merci.

» M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. De Moment ass et um Här Jaerling. Duerno kommen d'Madame Flesch an den Här Diederich un d'Rei. Här Jaerling!

» M. Aly Jaerling (Indépendant). - Bon, Här Präsident: Wat ass Aarmut? Oder eng aner Fro: Si mer wierklech esou e räicht Land, wéi dat ëmmer erausosaunt gëtt? Wa mer da feststellen, dass mer iwwer 13% aarm Leit hei am Land hunn, dann ass déi aner Fro: Wat fir eng Leit sinn dat dann, déi mer als aarm aschätzen? Sinn dat déi, deene mer op der Strooss begéinen, déi biedelen - där begéine mer jo ewell ëmmer méi -, oder sinn et d'Sans-abrien, oder sinn et déi Leit, déi mam RMG muss liewen?

Et sinn awer net nëmme déi. Ech mengen, dat ass heiraus kloer ervirgaangen, an dat kann een och iwwerall an de Statistiken noliessen, et sinn och déi Leit, déi schaffen a mam Mindestloun liewe mussen, well se mat deem Mindestloun méi wéi d'Halschent vun hirem Revenu mussen ausginn, fir ze wunnen, a mat ëmmer neien Taxen, déi octroyéiert ginn, ëmmer méi un d'Aarmutsgrenz erugedrängt ginn, an da schonn un der Aarmutsgrenz ukomm sinn, wann net schonn doriwuer eraus sinn.

Zu deenen, déi un der Aarmutsgrenz liewen, muss mer och déi Leit zielen, déi hei am Land de Mindestloun verdéngen, awer net hei am Land wunnen. Well wa se missen hei liewen a wunnen, da wieren se och un der Aarmutsgrenz, grad ewéi eis Awunner hei. Well et sech eben am noe Grenzgebitt mam Mindestloun besser liewe léisst, ass d'Konsequenz och dovun, dass mer amgaang sinn aus ville vun eise Bierger - besonnesch Jonken - Grenzgänger ze maachen, well se eben an d'Ausland wunnen a

souguer baue ginn, well et an dësem Land mat engem Loun, a souguer mat zwee Léin, bal net méi méiglech ass ze wunnen oder ze bauen.

Et soll ee sech och keng Wonner erwaarde vun deem Wunnengspakt, deen elo vun der Regierung virgeschloe gëtt. Datt vill Wunnenge wäerte geschwéi fräi ginn, huet näischt mat deem Pakt ze dinn, deen d'Regierung elo virschléit. Et huet éischerter mat deem neie Loyersgesetz ze dinn, opgrond vun deem een d'Leit elo méi séier kann op d'Strooss setzen.

Här Präsident, wou leien d'Ursache vun der steigender Aarmut? Ass d'Globaliséierung schold, oder d'Liberaliséierung? Dat sinn op jidde Fall d'Ursachen hannert deenen sech der vill gäre verstoppen, wa se keen Auswee méi fannen oder keng Ausried. D'Globaliséierung huet natierlech zum But de Betriber a besonnesch de Multien a Maximum u Profit ze garantéieren. Eis Regierung gëtt es jo och net midd ze behaapten, dass mer jo och dovunner profitéiert hätten.

An der leschter Zäit kréie mer awer ëmmer méi déi aner Sait vun der Medail ze spieren, mat der Auswanderung vu Betriber a Bëlleglounlänner. D'Liberaliséierung, déi am Interessi vum Konsument soll geschéien - esou gëtt et eis am Fong ageriet -, gëtt eigentlech och selwer vum Konsument verlaangt, ebe well hie gären d'Recht hätt do ze kafen, wou et am bëllegsten ass; dat fällt och ënnert de Begrëff Liberaliséierung. Do derniewent huelen dann awer d'Produzenten sech d'Recht eraus, dohinner produzéieren ze goen, wou et fir si am bëllegsten ass. A schonn ass den Däiwelskrees zou. Verléierer ass an deem Zyklus ëmmer de Klengsten am Krees, an dat ass de Konsument, dat ass d'Salarat.

Et ka vläicht duerch d'Liberaliséierung méi bëlleg akaaft ginn, mä mat wat, wann ee keng Aarbecht a keng Pai huet, well duerch d'Globaliséierung an d'Liberaliséierung seng Aarbechtsplaz ausgewandert ass. Dat ass d'Konsequenz dovun, déi mer ëmmer méi ze spiere kréien.

Här Präsident, d'Aarmut ass awer keen isoléierte Phenomeen. D'Aarmut huet fir déi Leit, déi drarutschen, och nach eng Rei Niewewierkungen, well déi, déi aarm sinn oder als aarm duergestallt ginn, Tendenz hunn, sech ze verstoppen. Sech ze verstoppe virun enger Gesellschaft, déi nach ëmmer déi aarm Leit wéi Ausseesäiter behandelt an d'Tendenz huet se ëmmer méi ze marginaliséieren.

An déi Leit, déi schummen sech och, Schummen sech esou, dass se souguer oft aus Schimmt eraus drop verzichten, déi sozial Hëlfelefen unzefroen, déi hinne rechtméisseg zoustinn.

D'Aarmut an d'Marginaliséierung vun der Aarmut iwwerdroe sech dann och leider op d'Kanner. Kanner, déi net verstinn, firwat hir Kollegen sech kënnen d'Markegezel kafen a si net. Kanner, déi dann och nach gehänselt ginn, well se aarm sinn oder well se net esou adrett ausgesi wéi aner. An dat ass mat dat Schlëmmst, wat Kanner ka passéieren, well se sech dann och schummen an esou déi Kanner vu kleng un ofgestempelt sinn an et schwéier wäerten hunn, sech an der Gesellschaft ze behaapten.

A vun där Schimmt profitéieren déi, déi Kapital aus der Aarmut kënnen schloen. Wat d'Leit méi kleng gehale ginn, wat se besser ze beaflosse sinn, wat se manner opmücken, éischerter sech verstoppen, wat se och manner Fuerderunge stellen, wa se zum Beispill eng Aarbecht sichen.

An hirem Buch „L'horreur économique“ huet d'Viviane Forrester richtig geschriwwen: «La honte devrait être cotée à la bourse.» Well d'Schimmt ass, wéi gesot, Kapital fir déi, déi et verstinn, Profit doraus ze zéien.

Här Präsident, d'Aarmut ass leider och en Nährbuedem fir d'Delinquenz, och wann dat net esou evident ass, well se dozou ka féieren sech dat, vun deem een och schonn als Kand net versteet, firwat een et net kritt, op iergendeng Aart a Weis ze beschafen, an och de Wee zum schnelle Geld ze sichen; wat ganz oft eng Folleg vun der Aarmut ass.

D'Aarmut kann awer och zu Nährbuedem vu Xenophobie a Rassismus ginn, well ebe ganz oft mam Fanger op déi Falsch gewise gëtt. Et gëtt op déi Friem gewisen, déi och nëmme an eist Land komm sinn, fir e bessere Liewensstandard ze kréien, an déi ganz oft déi Éischt sinn, déi vun där Aarmut betraff sinn, well se meeschtens op prekären Aarbechte beschäftegt ginn. Et sinn net si, déi schold sinn un der Aarmut an och net un der Degradatioun vun eisem Sozialsystem. Déi Schëlleg dovunner setzen an de Chefetage vun de Konzern. Well déi provozéieren de Chômage, fir mat ëmmer manner Leit e Maximum u Profit ze maachen.

Mir mussen also de Courage hunn, mam Fanger op déi ze weisen, an net op eis Noperen, well se eng aner Sprooch schwätzen oder eng aner Hautfaarf hunn. Mir mussen awer och de Courage hunn, mam Fanger op déi politesch Verantwortlech ze weisen, op déi, déi deenen an de Chefetagen ëmmer méi Moyeré ginn, fir kënnen hire Profit ausbauen, an dat meeschtens oui sozial Begleettoosnamen.

Hei an der Chamber, wéi scho virdu gesot ginn ass, hu mer Mëtt d'lescht Joer an Enn d'lescht Joer Gesetzter gestëmmt, déi garantéiert erëm zousätzlech Leit an d'Précaritéit wäerten driewen, well eben de Verloscht vun hirer Kafkraaft net kompenséiert ginn ass an d'Präisser hinne fortlafen.

Mir hu Moosname getraff, déi normal sozial Mechanismen ausser Kraaft gesat hunn an domadder den Ennergang vun eisem Sozialsystem mat agelaut hunn.

An och elo héiert een am Zesammenhang mam Statut unique, datt erëm eng Kéier déi sougenannte Krank oder Blomécher, wéi se genannt ginn, sollen erausgefiltert a sanktionéiert ginn. Et gëtt erëm eng Kéier mam Fanger op déi Falsch gewisen. Den Hannergedanken ass, eist Aarbechts- a Sozialrecht ze beschneiden, fir d'Leit kënnen méi séier erauszugehen. Hei wäert d'Regierung sech erëm eng Kéier dem Diktat vun hirem Patron ënnerwerfen.

D'Konsequenze wäerten déi Krank mussen droen. An dat ass och nëmme eng Suite vun engem Gesetz, dem Gesetz iwwer de Reclassement professionnel vun deem dat hei eng Folleg ass, well do schonn déi krank Salariéen an en externe Reclassement geheet ginn, wou se da bis zu zwee Joer Chômage kënnen kréien an dann an e Revenu d'attente falen, bis et eben iergendwéi net méi geet a se dann awer hir Invalidérent kréien. Net vill Employeure sinn hirer sozialer Verflüchtung nokomm, fir hir krank Leit, déi nach deelweis aarbechtsfäeg waren, intern ze reclasséieren.

Dat Gesetz ass also manifestement en asoziaalt Gesetz gewiescht mat der Konsequenz, datt déi Krank manner verdéngen an domadder och an d'Aarmut kënnen ofrutschen.

Här Präsident, eng aner Aarmut ass eng, vun där ech festgestallt hunn, datt se muttwëlleg provozéiert gëtt, dat ass dat ëmmer méi Verleede vun de Leit hin zu Illusiounen; dat ëmmer méi Verleeden zum Spillen. An do ass de Stat och matschëlleg, well en duerch d'Opstelle vu Spillautomaten de Leit d'Illusioun vermëttelt, spille wier ongeféierlech. An en ass och matschëlleg dorunner, dass et ëmmer méi där Grattage-Kaarte gëtt, duerch déi d'Leit d'Illusioun kréien, mat engem Coup aus hirem Misär erauszekommen, a sech dann domadder awer am Contraire just ëmmer méi an de Misär erandriewen. Doduerch entsti vill Problemer an och eng Rei Famillje ginn doduerjer zugronn a wäerten och nach weider zugronn goen.

Ech wëll net weider op dëst Thema agoen, well ech just zu deem Thema d'Regierung wëll interpelléieren, well ebe grad déi Regierung op eng Fro hi wou mir scho bal süffisant geäntwert huet, wéi wa se d'Spillsucht hei am Land einfach ignoréiere wëllt.

Här Präsident, d'Aarmut huet vill Gesichter. Fir se ze erkennen, muss mer d'Aen awer opmaachen. A fir ze hëlfelefen, muss mer eist Häerz opmaachen, an net nëmme de Porte-monnaie, a mengen, domadder hätt et sech gedoen. Mir mussen och bereet sinn, deenen Aarmen an d'Aen ze kucken, wa se hire Bléck op eis richten, fir Hëllef ze kréien. Well d'Aarmut ass och gréisstendeels e psychologesche Problem, deen een net mat Geld ka pléischeren.

Wichtig ass et awer, datt mer eist Sozialnetz ausbauen an eis net domat verträischen, mir hätte sozial Institutione genuch, fir dem Phenomeen Meeschter ze ginn. Et kann net sinn, dass de Stat seng Verantwortung op privat Organisationen ofwältzt an dann der Meinung ass, domadder hätt en dat gemaach.

An et dierf och net esou sinn, datt mer déi sozial Betreuung vun den aarme Leit op d'Gemengen ofwälzen. An do wëll ech awer och Folgendes soen: Wann een dann awer heihinner kënn, an et seet een, déi eng géife kräischen, well d'Gemengen net Sue géife genuch kréien, da verstinn ech awer net, dass déiselwecht Leit, déi dat soen, dann awer an der Gemeng Lëtzebuerg domat d'accord waren, datt d'Gewerbesteier erfogesat ginn ass, wouduerch de Gemengen och wichtig Mëttel ewechgeholl gi sinn.

Also, do soll d'ADR dann awer och, wann se hei Knäll doe kënn, oppassen, dass se dann awer och an där Linn bleibt an net ëmmer mam Fanger op déi aner weist.



**(Hilarité et interruption)**

Ma dat ass ganz einfach. Wann een heihiner kënnt an et seet een, d'Gemenge misste Finanzen kréien, an et geet een op där anerer Säit hin an et stëmmt een awer an der Gemeng Lëtzebuerg mat of, fir d'Gewerbesteier erofzesetzen, woumadder d'Gemenge forcément manner Finanzen kréien, dann ass dat jo awer net konsequent zu deem, wat een dann hei behaapt kënnt.

Bon, d'Aarmut, Här President, ass eng Fro vun nationaler Solidaritéit, zu där awer och déi endlech musse bäidroen, déi bis elo ëmmer nëmme vun der Aarmut profitéiert hunn. Wa mer dat net fäerdeg bréngen iwwer eng aner Ëmverdeelung vun de Rächttümer, da musse mer eis drop astellen, datt mer geschwënn e Véierel vun eise Bierger an d'Aarmut dreiwien. Ech si jo iwwerzeegt, dass dat net dat ass, wat mer wëllen, an dass dann och d'Regierung awer mat eis zesumme wäert déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir deem Fléau vun der Aarmut bäizekommen.

An deem Sënn soen ech lech Merci, dass Der mer nogelasschert hut.

» **M. le Président.** - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Madame Colette Flesch.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu där allgemenger Thematik, déi mer elo diskutéieren, huet mäi Frënd, Xavier Bettel, am Numm vun onser Fraktioun geschwat. Ech wëll mech sengen Ausféierung voll a ganz uschléissen. An ech limitéiere mech op de Sujet vum Rôle vun den Offices sociaux. A wann ech dat maachen, Här President, wëll ech och direkt en Intérêt deklaréieren, well ech si Presidentin vum Office social vun der Stad Lëtzebuerg.

Wat ass hei d'Basislégislatioun? Den Arrêté royal grand-ducal vum 11. Dezember 1846 iwwert d'Reorganisatioun vun de Bureaux de bienfaisance an d'Gesetz vum 28. Mee 1897 iwwert den Domicile de secours. Mir sinn hei en présence vu wuelgemengten a paternalisteschen Texter aus dem 19. Johonnert, déi awer vill dozou bäigedroen hunn, dass ville Leit konnt gehollef ginn.

Déi Législatioun aus dem 19. Johonnert ass bis elo op kengem signifikative Punkt geännert ginn. Si ass obsoleet, mä trotzdem ass se haut nach néideg, notament à l'égard vun deene Leit, déi duerch d'Masche vun onsem nationale Sozialnetz falen. An et gëtt där: Déi Leit, déi ebe keen RMG kënnen kréien oder déi eng Aide complémentaire brauchen, déi eben am Gebitt, am Feld vum RMG oder vun anere Prestatiounen vum Stat net derbäi sinn, wou d'Gemenge mat de Sozialämter kënnen agräifen.

Am Laf vun de Joren, wéi d'national Gesetzgebung iwwert d'Sécurité sociale sech entwéckelt huet, notament duerch d'Gesetz vum 30. Juli 1960 iwwert de Fonds national de Solidaritéit, d'Gesetz vum 26. Juli 1986 an d'Gesetz vum 29. Abrëll 1999 iwwert d'Schafe vum RMG, d'Gesetz iwwert d'Assurance dépendance, sinn déi Felder, wou d'Offices sociaux agräifen, méi kleng ginn. An ech mengen, dat ass och eng gutt Saach, well eng ganz Partie vun deene Fäll, mat deenen d'Offices sociaux sech soss hu misse beschäftegen, eben elo ënnert déi national Gesetzgebung falen.

Hir Interventiounen, de Käschtpunkt - an ech mengen, dat trëfft fir all d'Offices sociaux zou -, de Gesamtkäschtpunkt ass erofgaangen an d'Aart a Weis wéi se intervenéieren, d'Natur vun den Interventiounen vun den Offices sociaux huet geännert. Mä, wéi scho gesot, si behalen eng Daseinsberechtigung.

Fir d'alleréisch wëll ech drop hiweisen, dass et e fundamentalen Ënnerschied gëtt zu der Sécurité sociale um nationale Plang, Fonds national de Solidaritéit, RMG, Assurance dépendance, wou e Recht geschaf gëtt a wou dann natierlech och gewësse Kritäre mussen erfüllt ginn, fir dass een dat Recht kann an Usproch huelen. Um kommunale Plang, bei den Offices sociaux, do gëtt et kee Recht. Et huet keen e Recht op Hëllef vum Office social.

Et gëtt eng gewëssen Obligatioun fir d'Gemengen, mä d'Gemengen, hir Offices sociaux entscheede souverän, wat se maachen a wat se net maachen. Sécher hu se sech alleguerten ewell Barëmë ginn an hu sech Konditiounen virgeholl, no deene se handelen, fir dass e gewëssen Automatismus an déi Interventiounen erakënnt a fir dass och eng Linn besteet. Mä nach gëtt et kee Recht.

An dofir gëtt et och do kee Recours. Wann ee keen RMG kritt an et mengt een, et hätt een en zegutt, da kann ee Recours maachen. Bei den Offices sociaux gëtt et kee Recours. Dat ass also eng fundamental Diferenz tëschent deenen zwee Systemer,

deem vum Stat an deem vun den Offices sociaux.

Wat ginn d'Offices sociaux nu fir Secoursen? Engersäits permanenter, anerersäits punktueller. Bei de Secours permanents gëtt et, wéi ech scho gesot hunn, d'Hëllef un déi Leit, déi aus iergendenger Ursach net berechtigt sinn, den RMG ze kréien, mä awer am Besoin sinn. Et gëtt Secours mensuels, déi all Mount ausbezuelt ginn. Et gëtt Subventions au logement. Fir Leit, déi net assuréiert sinn, déi also net bei der Krankkeess oder fir d'Accidents de travail assuréiert sinn, bezuelen d'Offices sociaux ganz oft déi Beiträg, fir dass se eben déi Couverture hunn.

An, wat mer ëmmer méi feststellen, dat ass, dass d'Offices sociaux en fait ganz vill Avancé bezuelen. Fir de Secours vum Stat ze kréien à un titre ou à un autre mussen natierlech Dossieren traitéiert ginn. Dat dauert, an entre-temps hunn d'Leit keng Suen. Do gräifen d'Offices sociaux dann an. Si bezuelen Avancen. Wuelverstane ginn déi Avancen duerno zrëckbezuelt, wann d'Leit d'Arriéré kréie vum Fonds national de Solidaritéit. An dat ass eng wichteg Saach, mä nach erkläert dat wuerfir d'Dépensé vun den Offices sociaux an de leschte Joren éischter erofgaange sinn, wéi eropgaange sinn.

Da gëtt et Secours temporaires, wou ee kann d'Wantergeld erwännen, wou ee kann den Traitement médical oder pharmaceutique erwännen, wou keng Prise en charge ass, oder de Remboursement vun deem Deel, deen den Assuré muss bezuelen an deen d'Leit net kënnen bezuelen. Et gëtt Subventiounen fir éischt Kommuniounen, Bar-Mizwaen an aner Fester a Geleeënheete vun där Zort. Et gëtt eng Partie Secours en nature: Bons de vivres; Placements; Loyer, deen en retard ass; Steiere vun de Gemengen; Elektrizitéitsrechnungen an esou weider.

D'Offices sociaux hunn och aner Prestatiounen, déi se assuréieren. Dat ass engersäits e Service d'accueil et d'écoute. Si informéieren d'Leit, si orientéieren se, si beroden se, wéi se musse virgoen, fir kënnen vum Stat gehollef ze kréien. Si kollaboréieren mat de Servicer vum Stat a mat de Servicer vun enger ganzer Partie vu sozialen Ariichtungen: Foyers d'accueil, Maisons d'enfants an esou weider. Si géréieren heiansdo d'Akommes vu Leit, déi selwer net eens ginn. Si assuréieren d'Tutellen an d'Géranances de tutelles. Si orientéieren d'Leit bei enger ganzer Partie Problemer, si hëllefen eelere Leit, si assuréieren a verschiddene Fäll Repas sur roues an esou weider.

Wie kann op déi Prestatiounen, sief et finanzieller oder anerer Natur, vun den Offices sociaux zrëckgräifen? Déi Leit, déi um Territoire vun der Gemeng wunnen, laut Registre de la population, ausser Urgencen. An Urgencé mussen d'Offices sociaux intervenéieren, och wann d'Leit net um Territoire vun där Gemeng domiciliéiert sinn. An ech mengen, hei misst een e puer Wuert soen iwwert den Domicile de secours an d'Gesetz vun 1897.

Am Résumé ass et esou an ass et am Fong ganz einfach: De Lëtzeburger huet säin Domicile de secours an där Gemeng, wou säi Papp oder à défaut seng Mamm gewunnt huet, wéi hie gebuer ginn ass. Deen Domicile de secours kann ersat ginn duerch déi Gemeng, wou den Interesséierte während véier Joer consécutifs gewunnt huet an à condition, dass hie keng Secours vu senger Commune de résidence kritt huet.

Dat schéngt vläicht einfach, och vläicht komplizéiert, mä ass am Fong nëmme den Ufank vun den Exceptiounen an de Komplatiounen. D'Fro vun der Determinatioun vum Domicile de secours au titre vum Gesetz vun 1897 ass eng abstrus Wëssenschaft ginn,...

» **Une voix.** - Très bien.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - ...wou am Fong kee Mënsch sech méi dran ermëfnt a wou d'Gemengen eng där anerer schreiwen, fir ze probéieren ze determinéieren, wou den Interesséierten dann effektiv säin Domicile de secours huet. An ech géif festhalen, dass dee Commissaire de Gouvernement, dee laut dem Gesetz vun 1897 sollt genannt ginn, ni genannt ginn ass, an dass een also och do bei enger administrativer Entscheidung kee Recours huet.

Bon, en vertu vum Gesetz iwwert den Domicile de secours...

**(Interruption)**

Gelifft?

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Et war anscheinend keen interessante Posten.

» **Mme Colette Flesch (DP).** - Jo.

**(Hilarité)**

En vertu vun deem Gesetz gëtt de Ministère de la Famille den Offices sociaux eng ganz Partie vun den Dépensen erëm. Zum Beispill bei den Auslänner iwwerhëlt de Stat d'Integralitéit vun den Dépensen.

Mä et muss een awer hei ganz kloer soen, Compte tenu vun deene Komplatiounen; Compte tenu dovun, dass d'Offices sociaux souverän décidéieren, wat se maachen, dass se de Secours ginn oder net; Compte tenu dovun, dass d'Offices sociaux an de verschiddene Gemenge ganz verschiddenaarteger Natur sinn - an deene klenge Gemengen ass keen Office social à proprement parler wéi zu Lëtzebuerg, zu Esch, zu Déifferdeng oder zu Diddeleng -, gëtt et ënnerschiddlech Traitement fir ähnlech Problemer. An dat ass och am Fong keng zefriddestellend Situatioun.

Dat erkläert och wuerfir d'Fro vun der Reform vum Gesetz iwwert den Domicile de secours scho säit längerer Zäit an der Diskussioun ass, mais je suis comme soeur Anne, je ne vois rien venir.

**(Hilarité)**

Den éischte Plan national d'action pour l'inclusion sociale 2001/2003 hat virgesinn: «la mise en place d'un groupe de réflexion en vue de préparer un projet de réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et de l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance». Dee Grupp ass zesummekomm. En ass fënnf Mol zesummekomm: de 14. Mäerz 2002, den 2. Mee 2002, de 7. Mäerz 2003, den 2. Mee 2003 an de 25. Juli 2003.

En huet der Regierung Konklusiounen iwwerrecht an et gouf proposéiert, am Plan d'action national pour l'inclusion sociale 2003/2005 sollt e Projet de loi élaboréiert ginn, deen d'Gesetz vu '97 iwwert den Domicile de secours an den Arrêté royal grand-ducal ersetze géif.

Dee Groupe de travail hat am Fong fënnf Punkten ervirgestrach:

Éischtens, et soll een e Recht schafen „à l'aide sociale, assorti d'un droit de recours”.

Zweetens, et soll een d'Bénéficiaire vun der Assistance vum Office social déterminéieren iwwert den Domicile an d'Résidence sur le territoire communal.

Drittens, et soll een den Domicile de secours duerch den Délai vun engem Joer de résidence définéieren, indépendamment vun den Aiden, déi ee ka riets lénks kritt hunn. Ech hale fest, dass d'Vertrieder vum Ministère de la Famille net iwwerzeegt dovu waren, dass dat néideg wär.

Véiertens, et soll een dem Office social de Statut d'établissement public communal sous la surveillance de la commune et le contrôle de l'État ginn. Dat ass an de gréisserer Gemenge schonn de Fall. A menger Meinung no, ass dat net iwwerall méiglech. Ech mengen, et ass och vläicht d'Méi wäert, dass een an deem Zesummenhang eng méi wäit gespaante Reflexioun ustriert.

En termes vum Management muss ech soen: An enger Gemeng wéi der Stad Lëtzebuerg muss ee sech froen, ob et opportun ass, dass een den Office social huet - wéi mir een hunn -, dass mer e Service du Logement hunn, dass mer e Service Seniors hunn an dass mer e Service Jeunesse hunn. Vläch wär d'Zäit komm, dass ee géif alles zesummeschléissen, an dass d'Gemengen e groussen Département social géife schafen, wou se all déi Saache matenee géife maachen. Ech wëll awer hei net déi do Diskussioun ze wäit féieren. Ech wollt et just erwännen.

Wat mech iwwerrascht...

**(Interruption)**

Ah, jo! De Grupp huet och nach weider proposéiert, d'Offices sociaux solle regroupéiert ginn a regionale Büroen, an et soll een do de Recommandatioun vum Plan directeur d'Aménagement du Territoire follegen.

Wat mech wonnert, dat ass, dass an deene Konklusioun vum Groupe de travail am Fong näischt gesot ginn ass iwwert d'Détermination du domicile de secours an iwwert d'Simplificatioun vun de Modalitéiten an deem Zesummenhang.

Fir nach eng Kéier drop hinzeweise wéi komplizéiert déi Domicile-de-securis-Geschicht ass, géif ech e Beispill erwännen, wat ech viru kuerzem op mengem Dësch leien hat. Do ass en Här, dee gebuer ass als Fils naturel, an dee legitiméiert ginn ass nom Mariage vu sengen Elteren. Dunn hu seng Elteren divorcéiert, an duerno huet seng Mamm sech fir d'zweet bestuet. De

Mann huet entre-temps a fënnf verschiddene Gemenge gewunnt, mä huet den Domicile de secours de sa minorité behalen.

Et war also an dësem Fall e Kand, né d'un premier mariage; an dat wär datselwecht fir en Enfant naturel gewiescht. Do muss een en considération zéien: Wat waren d'Résidence vun der Mamm? Wann déi Résidenzen en application vum Artikel 7 vum Gesetz fir d'Mamm net applicabel sinn, kënnen se awer applicabel gi fir d'Kanner. D'Résidence vun der Mamm an där Zäit, déi a Fro kommen, waren der eelef. Nach huet déi Persoun vun där ech schwätzen den Domicile de secours behalen an der Résidence de sa minorité, well entre-temps d'Secoursen accordéiert gi waren oder well aner Elementer derfir gesuergt hunn, dass keen neien Domicile de secours entstanen ass.

Entre-temps huet déi Persoun um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg gewunnt. Mir hunn am gudden Glawe Secoursé bezuelt. An elo erweist et sech, dass mer bei der Gemeng, déi den eigentlechen Domicile de secours ass, déi Sue mussen ermëfreen. Ech weess net, ob mer se kréien.

**(Hilarité)**

Mir hunn ons an onsem Brëif ganz vill Méi ginn, fir ze dokumentéieren wéi onse Raisonement en conformité ass mam Domicile-de-securis-Gesetz. Dat alles huet mech virdrun derzou bruecht, fir ze soen: Et ass eng absolut abstrus Wëssenschaft a mir dierfen ons d'Liewen net esou schwéier maachen.

Bon, verschidde Recommandatiounen vum Grupp si menger Meinung no nach ze diskutéieren. Et muss ee sech froen, ob ee Joer Résidence duergeet. Mä, ech mengen, de Grupp huet seng Aarbecht gemaach. En huet seng Propositionen op den Dësch geluecht, an ech mengen, mer kënnen net nach laang drop waarden, bis dass d'Regierung ons hei e Projet op den Dësch leet.

Dofir mäin Appel un d'Madame Minister vun der Famill: Wat ass säit deene Recommandatiounen vun 2003 am Ministère geschitt? Wat hunn d'Servicer entre-temps gemaach? Wou si mer drun? A wat fir eng Richtung huet d'Regierung wëlles sech ze engagéieren? A schlieslech: Wéini ass d'Regierung gewëllt der Chamber e Projet op den Dësch ze leeën, fir d'Gesetz vun 1897 ze ersetzen?

Ech wëll dobäi soen, dass mir ons der Motioun vun onse grénge Kolleegen onbedéngt wëllen uschléissen.

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich!

» **M. Fernand Diederich (LSAP).** - Merci, Här President. Madame an Här Minister, no deene ville Virriedner, an och no der Madame Spautz, déi fir eis Partei geschwat huet, kann ech mech méi kuerz faassen. Ech wëll fir d'éischt emol hei un de regrettéierte Kolleeg Deputéierte Marc Zanussi erënneren, dee schonn 1993 eng Proposition de loi gemaach hat iwwert deen heite Sujet. Déi ass net zrëckbehalde ginn, mä et kann awer sinn, datt déi den Ustouss ginn huet zum Gesetz vum 8. Dezember 2000, wou mer och elo de Rapport iwwert déi éischt fënnf Joer kritt hu vun der Madame Minister am Joer 2006.

Ech wëll an deem Zesummenhang och emol eppes Positives soen, mengen ech, datt och ee Merci, e Luef soll goen un déi Leit, déi fënnf Joer an deem Gesetz geschaff huet. An ech denken dann do besonnesch un d'Interaction Faubourg an un d'Ligue médico-sociale. Gutt, et ass net alles perfekt gewiescht. Mir hunn och am Regierungsprogramm gesot, mir géife vläch eng Rei Prozeduren änneren, wann et sech als noutwendeg erweist. Déi eenzel Fraktiounen hu jo och hiren Avis an d'Kommissioun vun der Famill eraginn, wat se anescht gesi wëllen. Och Interaction huet Propositionen gemaach, déi eventuell elo och da kënnen enger Revisioun ënnerzu ginn.

Ech mengen och soen ze kënnen, datt mir drageschriwwen hunn - dat Wichtigst -, dass mer och d'accord sinn an den Accord de principe ginn hu fir d'Faillite civile. Mir hunn zwar nach keng Detailler, also all d'Paritéiten, duerchgerechent, d'fir fuere mer



iwwert den däitschen an de franséische Modell, mä ech meng vum Prinzip hier si mer awer d'accord, wéi och eng Rei aner Fraktiounen. Ech mengen herno wäert d'Madame Minister op dee Punkt agoen.

Ech wollt just nach kuerz e puer Punkten erwähnen. Et ass de Mëtteg geschwat gi vun deenen, déi am meeschte gefährdet si vum Surendettement a vun der Aarmut. Ech wëll elo just ee Punkt erwähnen bei den Diskussiounen, dat net Scheedungsgesetz. Et wier gutt, wa mer och do géifen oppassen - et ass gesot ginn, d'Alleinerzieher sinn direkt do touchéiert -, dass mer dann och besonnesch dee sozialen Aspekt bei deem neie Gesetz berücksichtigen.

Bei Famillje mat méi Kanner géif ech besonnesch appelléieren un de Problem an de Maisons relais. Wann do eventuell sollen déi finanziell Apporté vun der Regierung a vun de Gemenge plafonnéiert ginn, da wäerten och vläicht eng Rei Famillje Schwieeregkeete kréien, fir da vun deene Strukturen ze profitéieren.

De soziale Wunnensbau ass elo grad genannt ginn. Ech mengen, et ass ganz wichtig, dass een dat als Bürgermeeschter och hei ennersträicht. Mir selwer hunn och - ee Beispill, wat ech och emol wollt soen - dee Projet gehat. En ass awer gekippt gi vun enger neier Majoritéit. Net all Conseillere sinn esou dervun iwwerzeegt. Ech wier awer frou, wann den Här Minister - en ass elo hei - eis kéint hëllefen ee Projet vläicht, wann en och méi kleng gëtt, awer op de Wee ze bréngen. Mir géifen dat gäre maachen. Mir kréien och eng Eenegung. Heiansdo dauert et e bësse laang - mä eng kleng Kritik muss jo awer och sinn - bis mer virukommen, mä mir si jo nach disposéiert, wéinstens a méi enger klenger Form, dee Projet do duerchezéien.

Et ass och geschwat gi vun de Problemer, fir hei am Land seriö Préten ze kréien. Do seet natierlech ee Betrib wéi d'Spuerkeess: Mir verlaangen eng gewësse Garantie vun esou vill Euro pro Demandeur. Da si vill Leit, déi dat net kënnen maachen. Da gi se natierlech an d'Ausland - wat hei gesot ginn ass - déi Préten ophuelen. Do muss een natierlech och aner Prinzipien awer net a Fro stellen: d'Bankgeheimnis - ech mengen et wëllt jo keen dat ofschaffen -, den Datschutz. Et ass och méiglech, dass eventuell nach e klenge Prêt accordéiert gëtt bei enger seriöser Lëtzebuurger Bank. Da ginn awer d'Leit doriwwer eraus nach en zweete Prêt engagéieren an d'Ausland, do wou d'Bank net kann intervenéieren.

D'Inegalitéit sinn elo grad och ugesprach ginn. Ech mengen, et ass gesot ginn, dass déi Schéier erméi méi auserneeklaaft, mä ech mengen, et muss een och nach déi sozial Transferten erwähnen. Et ass vum Här Schaaf gesot ginn, et wiere 40%; mir kommen op 13% erof. Ech mengen, dass ass awer ee Beispill, dass och de Stat mat deem sozialen Transfert gutt ka soen: Et geet net duer, mir mussen nach méi do maachen. Mä ech mengen, dass awer do och schon eng Méiglechkeet besteet, fir déi Zuel natierlech vill méi kleng ze halen. Et muss een zwar soen, dass et muss méi differenzéiert virgoen - dat ass richtig -, méi selektiv virgoen, manner mat der Géisskan, fir besonnesch deene Leit ze hëllefen, déi am meeschten Hëllef brauchen.

Den Här Gibéryen an och aner hunn de Crédit d'impôt ugeschwat. Ech mengen, och bei eis ass dat elo diskutéiert ginn. Mir sinn amgang och ze kucken awéiwäit mer kënnen deene Leit, déi wierklech keng Steiere kënnen nogelooss kréien, iwwert deene dote Wee hëllefen. An ech mengen, et geet drëm fir an allen Décisiounen, déi elo kommen déi nächst Zäit, eng transversal Komponent ëmmer am A ze behalen, wéi et och am Kontrakt war vun Europa, iwwerall déi transversal sozial Komponent mat ze considéieren, wann een Décisiounen op deene verschidde Niveaue hält.

Et ass geschwat gi vu Preventioun. Dozou muss een och e Wuert soen. Obschonn am Rapport steet, et wiere méi déi Zwëschefäll, wéi Scheedung oder Krankheit oder Aarbechtsverloscht, déi méi géifen an d'Gewicht falen, mengen ech awer och, dass ee muss an der Preventioun méi wäit goen, besonnesch bei der Jugend. Mir hu scho ganz vill Beispiller opgezielt déi lescht puer Méint hei an der Chamber, wou ee méi misst maa-

chen. An der Schoul zum Beispill ass hei geschwat gi vun enger besserer statsbiergerlecher Ausbildung, zum Beispill de Schüler méi iwwer Europa bäibréngen oder och iwwer Verkéierssicherheit, Ëmwelt, Drogen, Ernährung a Gesondheet. Ech mengen, dass sinn eng ganz Rei Saachen, déi ee maache kënn.

Ech hu scho probéiert dat och an d'Kommissioun fir d'Education mat eranzebréngen, mä mir sinn e bësse wéi am Gemeengerot d'Conseillere, awer fir et ëmzesetzen, do gëtt et Problemer. Ech mengen, et gëtt e Problem vum Personal, vun den Enseignant, fir dat ze maachen. Besonnesch gëtt et dann och de finanzielle Volet, fir dat doten alles dann och kënnen ëmzesetzen.

Ech wollt awer ee Beispill nennen, wat och de Mëtteg scho gesot ginn ass: Déi jonk Leit si ganz staark geprägt vun dem Rôle intérateur. Dat heescht, wa se gesinn an der Grupp, dass déi aner Leit dat hunn, da mussen se och eventuell dat e bësse matmaache kënnen, soss fillen se sech dann do dévaloriséiert. An ech mengen, et ass ganz wichtig, dass een do awer geziilt déi Preventioun do vläicht verstärkt.

Et ass och de Fall Automobil ugeschwat ginn. Ech wëll hei keng Reklam maachen, ech si keen Autohändler, mä ech mengen, och do gëtt et, wann een d'Zeitunge genau kuckt, ganz valabel Autoen, déi duerchaus och haut technesch an der Rei sinn an och laang genuch halen, genau wéi aner. Mä et keeft kee Mënsch déi, well se net in sinn. Ech mengen, wann Dir elo d'Zeitunge kuckt, gëtt et ganz komfortabel Autoen, souguer grouss, Vanen an esou weider, mä déi keeft keen. Da ginn d'Leit hin, si kafe fir deeselwechte Präis Occasiounen, déi in sinn, déi och modern sinn, an no zwee, dräi Méint hu se dann eng Reparatur, déi da schon den éischte Prêt noutwendeg mécht. Dat ass nëmmen ee Beispill.

Dann nach ee Wuert och zu der Mobilitéit, déi méi grouss ass. Ech mengen, wann eis jonk Leit dauernd ennerwee sinn, vill Fräizäit hunn, vill erëmkommen an de Stied an Ausland, wou se och...

#### **(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

...kënnen méi Geld ausginn, dann ass dat eng grouss Gefor.

Mir hu schon e Begrëff dofir, deen ech érischt eng Kéier an der Schoul bei mir virun dräi, véier Joer héieren hunn: Oniomanie. Ech hunn dee Begrëff net kannt, en ass a kengem Dictionnaire dran, mä dat bezeichent d'Kaufwut. Dat ass en neie Begrëff, deen et och offiziell am Franséische gëtt, an dee kënn net vun näischt. Dat beweist, dass eng ganz Rei Leit vun där dote Manie bedroht sinn.

#### **(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

Erlaabt mer awer nach e Beispill ze ginn, och wann et schon e bësse méi spéit ass, vu Lëtzebuurger Publicitéit...

» **Une voix.** - Et ass hallwer sechs!

» **Une autre voix.** - Schwätzt e bësse méi lues, da versteet een eppes!

» **M. le Président.** - Jo, mä et versteet een net alles, well heibannen esou vill Gespréich ass, dass een den Här Diederich bal net kann héieren.

#### **(Interruption et hilarité)**

A wann den Här Diederich sollt ee stéieren heibannen, da muss deen dat soen, dann hält den Här Diederich Akt dovun. Mä elo géif ech bidden, fir weiderzefueren.

**M. Fernand Diederich (LSAP).** - Ech hunn e Beispill, dat ech wëll ginn, vun enger Publicitéit, déi mech net geiergert awer trotzdem gestéiert huet an déi een och elo viru kuerzem héieren huet.

All Reesbüro kann eng Pub maachen iwwert d'Vakanzen. Wann ech awer héieren, dass op eemol een esou eng Pub mécht iwwert déi al Leit, wou gefrot gëtt, ob se doheem wieren. Neen, heescht et dann, si sinn net hei, si sinn a Florida. Okay, et kann een eng Kéier dohinner fueren. „Gutt, da komme mer d'nächst Woch oder a 14 Deeg.“ - „Neen, da si mer an der Karibik.“

Ech mengen, dat si Saachen, déi ee stéieren. Do muss een och vläicht kucken, awéiwäit een do kann awierken, fir esou Saachen um Privatmarché ze évitéieren.

Dee leschte Punkt nach vum Rôle social vun de Gemengen. Ech wier frou, wa mer och do kënn vläicht méi einfach differenzéiert Taxé maachen. Et gëtt och gesot: Dat geet net, well mer dee ganz bekannten Adage hu vun der Égalité des citoyens devant la loi. Mä ech mengen, d'Gemenge wiere gutt, wa se kënnen op deem Wee och selwer méi differenzéiert virgoen. Et géif vläicht méi

Aarbecht ginn, mä si hätten dann d'Méiglechkeet, wa se dat wëlle maachen, fir hir Bierger och do vläicht méi differenzéiert ze behandelen.

Ech weess, a mir maachen dat och, et ass genannt ginn de Mëtteg, et gëtt d'Prime de chauffage, d'Allocation de vie chère, Primé fir Étudianten an esou weider. Mä et wieren nach aner Méiglechkeeten dran, fir deene Leit ze hëllefen, déi effektiv de Moment scho Schwieeregkeete mat den Taxes communales hunn.

Ech wollt nach just ee Wuert soen zu den Offices sociaux. D'Madame Flesch huet dat hei ganz gutt erkläert, och den Domicile de secours. Dat ass och dat, wat eis um Härzer louch an de klenge Gemengen.

An zum Schluss wéilt ech d'Madame Minister froen, ob se kuerz kënn agoen op dat, wat se gesot huet an hirer Campagne, déi lancéiert ginn ass 2005, iwwert déi Moosnamen, an déi zweet an drëtt Phas mat nach méi Aktiounen, fir méi geziilt iwwert divers Manifestatiounen op eng Rei Problemer vun dem Surendettement anzegoen.

Ech soen lech da Merci fir Äert Nolauschten.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Här Diederich. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt d'Madame Familljeminister Marie-Josée Jacobs.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt froen, dass Dir mech géing no 20 Minutten ennerbriechen, fir dass mäi Kolleeg, de Fernand Boden, och nach hei zu Wuert kënn.

Et ass net einfach, fir op eng Debatt vu véier Stonnen a 40 Minutten ze äntwerten. De Minister Biltgen hat lech matdeele gelooss, dass hien eng Kéier extra heihinner kënn, wann dat Äre Wonsch ass, fir iwwert den Aarbechtsmaart ze diskutéieren, dee jo e wichtige Punkt awer och an der Bekämpfung vun der Aarmut ass. Obschonn een och muss wëssen, dass och Leit, déi eng Aarbecht hunn, net automatesch domadder net an d'Aarmut kënnen kommen. Et gëtt och Leit, déi schaffen an déi Sue verdéngen, an domadder trotzdem nach ëmmer aarm sinn.

Wa mer déi Ziffere kucken, dann, mengen ech, ass dat eppes, wou ee sech muss soen: All Aarmen an enger Gesellschaft ass een Aarmen ze vill. Et muss een awer och realistesch genuch sinn, fir ze wëssen, dass, egal wat mer maachen an egal wéi mer eis uleren, mir et wahrscheinlech awer net fäerdig kréien och an deem räiche Lëtzebuerg fir deem leschte Mënsch, deen enner Aarmut leit, hëllefen ze kënnen. An trotzdem muss een och wëssen, soulaang wéi d'Aarmut besteet, bleiwen och Diskriminatiounen bestoen, doduerjer, dass een ausgeschloss ass vum Aarbechtsmaart, vum Logement, vun der Sécurité sociale a vun anerem.

D'Lobby vun deenen Aarmen ass och seelen esou grouss wéi de Mëtteg hei. Meeschtens ass et eppes, woufir net terribel vill sech begeeschteren. An et ass éischer schwéier fir déi aarm Leit, fir sech Gehéier ze verschafen, besonnesch an enger Gesellschaft, wou alles ëm de rengen Konsum geet. Et ass hei geschwat ginn iwwert d'Autoen. Et ass geschwat ginn iwwert d'Vakanzen.

Ech muss wierklech soen, mech geheit et terribel, wann ech ëmmer erm héieren, wann eng Vakanz ass, bei deene 77 Spiller, déi dann do mat de Leit gemaach ginn op de Radioen, dass dann emol gefrot gëtt: „Gitt Dir dann net fort an d'Vakanz?“ Dat ass ëmmer emol dat, wat derzougehéiert, dass ass de klassesche Spréchelchen. An da mierkt een, wéi genéiert op där anerer Sait ginn dacks Leit sinn, dacks Kanner sinn, déi da soen: „Neen, mir ginn net.“ Et huet ee bal néideg sech ze entschëllegen, dass een heihem bleift.

Ech mengen och, dass et gutt wier, wa mer eis emol géinge mental erm domadder of-fannen an ofginn, dass net alles muss ëmmer nëmme just do Richtung Konsum goen.

Et ass hei geschwat gi vu Markekleeder. Et gëtt Länner, wou erm driwwer nodeduecht gëtt, ob d'Kanner sollen eng Schouluniform kréien, fir deem Chaos do en Enn ze maachen.

Da wier et och wichtig ze froen bei der Aarmut: Wien ass dat? Kanner? Fraen? Männer? Mir wëllen an der Zukunft eis Statistiken och kucken, besonnesch och an deene Servicer, mat deenen ech eppes ze dinn hunn, fir dat och ze ventiléieren no Männer a Fraen, a sécher sinn et och Fraen, déi an d'Aarmut falen. De President hat eng Kéier och iwwert d'Scheidunge geschwat, wouno een och kucke muss. Et sinn awer och Män-

ner, déi no Scheedungen aarm ginn. Et ass also net e Phenomeen, deen nëmmen zu enger Sait fonctionnéiert, mä wou een dann och wierklech muss kucken, wat een dergéint ka maachen an deem neie Scheedungsgesetz.

Do derniewent gëtt et selbstverständlech déi sozial an déi kulturell Aarmut. De Mangel un Unerkennung, dass ee keng Frënn huet, dass een ausgeschloss ass vun der Gesellschaft, an ech denke besonnesch och un d'Isolatioun vun eelere Leit, vu behënnerte Leit, trotzdem dass se vläicht finanziell Mëttelen hätten.

Den Deputéierten, den honorabelen Här Adam, hat de Mëtteg virun allem och op de Rapport „Travail et cohésion sociale“ vum Statec higewisen a geschwat vun der Zuel vun 11,5% am Joer 2003, déi op 13% 2005 eropgeet.

Ech wëll probéieren dat kuerz ze maachen, mä awer trotzdem och soen, dass et ewell ëmmer schwéier war, fir d'Aarmut ze definéieren. Et ass schwéier se ze definéieren am eegene Land. Et ass nach méi schwéier, wann een se definéiere wëllt iwwert d'Grenzen eraus, oder dat och ze maache mat anere Länner.

D'Europäesch Unioun hat duerfir am Joer 2000 mat der Lissabon-Strategie erkläert, dass d'Aarmut zu hirem prioritären Zil géing ginn, an dobäi koum et zu enger Definition, déi d'Aarmut als e relative monetäre Risiko begräift. Dat heescht, et gëllt als aarmutgefährdet, wann ee par rapport zu der Bevëlkerung am eegene Land enger bestëmmten Akommes läit.

Dunn si komplizéiert statistesch Verfahren a Moosseenheeten definéiert ginn, déi ech net wëll an net kann hei opzielen, well et éischens deen heite Kader géif sprengen, an zweetens, mengen ech, och net ganz vill Leit dat do géife verstoen.

Fir ze verstoen, wat déi zitéiert Tauxen awer bedeiten an d'Geforen am Zesammenhang mat hirer Entwécklung, muss een déi jo richtig aschätzen a muss ee méi genee kucken, wat déi Chifferen heeschen a wéi se dann zustane komm sinn.

Et geet eng Kéier Rieds iwwert de relativen Aarmutrisikoquotient. Dat muss ee sech schonn eleng virstellen: de relativen Aarmutrisikoquotient! Taux de risque de pauvreté relative - dat ass méi einfach ze soen.

Do geet et also drëm, fir ze kucken, wat fir een Deel vun der Bevëlkerung relativ zu sengem Land engem monetären Aarmutrisiko ausgesat ass, respektiv wéi vill Prozent vun de Leit mat hirem Revenu ennerter dëser Aarmutrisikogrenz leien. Dës Grenz gëtt am Eurostat op 60% vun engem statistesche mëttlere Revenu disponible par équivalent adulte festgeluecht, a louch fir 2005 fir eng Persoun de Mount bei 1.423 Euro, a fir e Stot mat zwee Erwuessener a mat zwee Kanner enner 14 Joer bei ronn 3.000 Euro fir Lëtzebuerg. 3.000 Euro, un der Aarmutsgrenz? Dat ass eppes, wat een, mengen ech, sech awer och emol eng Kéier muss unhéieren.

Et gëtt eng ganz Partie vu Froen, déi ze beäntwerte sinn an déi een och am Kontext vun deene Statistike kucke muss, a wéi een dat dann och interpretéiere muss.

Éischens muss een emol soen, dass déi Tauxen, vun deene mer hei schwätzen, net heeschen, mir hätten esou vill Prozent aarm Leit hei am Land. Dat gëtt no bausse jo ëmmer esou duergestallt a vereinfacht duergestallt, an duerfir och ëmmer falsch duergestallt. Et geet hei ëm e statistesche relative Risikowäert, deen net seet, dass déi, déi dorënnerfalen, als aarm ze bezeichne sinn. An op EU-Niveau gëtt amplaz vun Aarmutrisiko ganz dacks den Term vun „bas revenu“ gebraucht, dee mengere Meenung no och der Saach méi no kënn.

Da gesäit een, dass an deenen Tauxen nach ongeféier 2% vu Variatioun méiglech sinn, an ech denken och, dass dat eppes ass, wat wichtig ass. Mir leien elo mat deenen 13%, déi de Statec virausgesinn huet an déi dann och nach net bewise sinn, a relativ guddem Verhältnis vis-à-vis vun der Moyenne vun Europa, déi bei 16 oder 17% läit. An an deene leschten zéng Joren hate mir eis nach ëmmer zwëschent 10 an 13% beweegt. Dat heescht, mir haten och nawell Joren, wou mer op 13% waren. Den Ceps geet elo domadder méi virsiichteg ëm a seet, et besteing eng relativ Stabilitéit vun deem Indicateur an eisem Land.

Da gëtt et nach eng ganz Partie vun anere Saachen, déi ech awer elo net hei opzielen wëll, mä déi ech awer gären nach eng Kéier och schréfflech der Chamber zur Verfügung stellen, well dat soss ze wäit féiert.

Eng vun de Feststellungen, déi een awer ka maachen, ass déi, dass et besser ass zu Lëtzebuerg aarm ze sinn, wéi an anere Länner



an Europa aarm ze sinn. Dat, mengen ech, kann een awer nach ëmmer behaupten. Och wann dat ugepasst ass un d'Entwécklung vun de Präisser an engem Land, dann ass et awer kloer, dass ee sech zu Lëtzebuerg nach méi ka leeschten, wéi dat op anere Plazen de Fall ass.

Och e wichtegt Argument, fir dee Risiko do méi kleng ze halen, ass ouni Zweifel - an dat ass vu bal alle Riedner och hei gesot ginn - d'Chance, déi mer hunn, dass mer en RMG hunn.

Elo gëtt et natierlech eng grouss Diskussioun, déi ee kann doriwwer féieren, ob den RMG ze héich ass oder ob en ze déif ass. An et wär och derwäert, fir déi Diskussioun eng Kéier ze féieren. De Xavier Bettel hat gesot, de Mindestloun ass net ze héich, mä den RMG ass nach manner héich. Wann ee mam Mindestloun also net méi auskënnt, wéi kann een da mam RMG auskommen, deen nach manner héich ass?

Ech weess awer, dass déi Diskussioun gefouert ginn, a si sinn och net an alle Fäll falsch. Deemo wat dass ee mécht, ass et net onbedéngt eng Motivatioun, fir schaffen ze goen. Mir hunn awer en Ënnerscheed doranner, dass deen, dee mam RMG schafft geet, och méi kritt wéi en aneren. Et rentéiert sech also och, wann een am RMG dran ass, fir schaffen ze goen.

Op där anerer Säit wësse mer awer, dass nëmme 10% vun deene Leit, déi den RMG kréien, capabel si schaffen ze goen. Et muss een sech och an d'Haut vläicht vun enger Partie vu Patroné setzen, déi déi Leit dohinner geschéckt kréien, a wou et also och net ëmmer esou einfach ass, fir déi dann ënnerdaach ze kréien. Meng Servicier gi sech vill Méi, fir och fir déi Leit do Beschäftigungen ze fannen, mä dat ass, wéi gesot, net alles esou einfach.

Den RMG zu Lëtzebuerg geet duer. Am Regelfall gesi mer jo, dass déi allermeescht Leit eng Televisioun hunn an déi allermeescht dann och nach en Handy. Da komme mer op déi Saachen, fir déi et wahrscheinlech schon net méi duergeet oder bei deene meeschten net méi duergeet: Dass sinn d'Autoen; dass sinn d'Vekanden; dass sinn d'Eegenheemer. Dass ass eppes, wat mat deene Suen net méi ze maachen ass.

Mä besonnesch dramatesch gëtt et, an den Här Adam hat dat och hei ervirgeruff, wann déi Leit, déi, trotzdeem dass se an der Krankeversécherung sinn - an d'Madame Spautz hat och nach dovunner geschwat -, bei den Dokter ginn an, wa se hir Rechnung net bezuelen, dann och net behandelt ginn.

An do, mengen ech, misste mer seriö driwwer nodenken, wéi et do mam Tiers payant wär fir eben déi doten Zort vu Leit. Dass sinn och ëmmer erëm Diskussiounen, déi gefouert ginn, a wou et dann och ëmmer erëm op där anerer Säit Argumenter gëtt, mä ech denken awer, dass dat ee vun deene Punkte vun där Diskussioun vun de Mëtteg ass, wou een nach eng Kéier misst nokucke wéi déi an der Realitéit ëmzesetze sinn.

Ech géing vläicht och wëllen eng Kéier just dee Chiffer nennen, dee mer 2006 un RMG bezuelt hunn: Dass waren awer 95,2 Milliounen Euro. Et ass vläicht net jiddferen, dee sech och doriwwer Rechenschaft ofleet, mä dat ass awer dat, wat mer ausbezuelt hunn. An ech denken elo, dass den RMG wierklech e wichtige Modérateur ass, fir eben ze verhënnere, dass déi Leit, déi sech am Risiko befannen, wierklech an déi grouss Aarmut kommen.

Et ass en Netz, bei deem mer awer mussen kucken, dass och déi Maschen net ze vill grouss ginn, a vun deem mer och mussen wëssen, dass jo net jiddferen dovunner ka profitéieren. Déi Leit, déi aus Dréitlänner kommen, déi nach keng fénnef Joer hei am Land liewen, kréien den RMG net, grad d'selwecht wéi och déi jonk Erwuessen, déi manner wéi 25 Joer al sinn, déi och net dovunner profitéieren kënnen.

Den RMG ass - an ech denken, dass dat och richteg war - den 1. Januar ugepasst ginn. An d'Regierung huet dat iwwer e Règlement grand-ducal gemaach, mam Mindestloun.

Mä, wéi gesot, déi Diskussiounen, déi och den Här Bettel hei gefouert huet, sinn awer sécher esou ganz allegueren net aus der Loft gegruff.

Dann ass gefrot ginn, wat déi Instrumenter sinn, déi d'Regierung huet. Ech denken, dass mer och net alles nei brauchen elo den Nomëtteg hei ze erfannen. Mir hunn de Plan d'action national pour l'inclusion sociale, deen och d'Chamber zougestallt kritt huet. Dass ass fir mech eigentlech de Pakt, dee besteet, fir géint d'Aarmut virzegoen a fir déi och ze bekämpfen.

Ech wëll elo net erëm op all dat agoen, wou dat an Europa decidéiert ginn ass, mä dass ass awer eppes, wat och iwwer Europa

komm ass. Meeschtens beschwéiere mer eis jo iwwer alles, wat net gutt ass a vun do kënn. Heiansdo ass et jo gutt, fir ze weisen, dass et awer och an eisen eegene Länner dozou féiert, dass mer eis aner Gedanken doriwwer solle maachen.

Mir si gefrot ginn, fir véier Prioritéite festzehalen. An dat si fir 2006 déi Aktiounsfelder, déi erausgesicht goufen, nodeems d'Prioritéite vun engem interministerielle Grupp zesumme mat de betroffenen Acteuren, mam Grupp vum Plan d'inclusion, de Sozialpartner an den ONGen aus deem Beräich och festgehale goufen. Et ass also och déi Plattform, wou dat festgehale gouf. An ech denken, dass et och déi richteg ass, well och d'Acteure vum Terrain dobäi waren, déi Leit, déi do Responsabilitéit haten, fir also och ze soen, wat fir si wichtig ass.

Véier Prioritéiten, vun deenen eng eng aktiv Beschäftigungspolitik ass, bei där d'Bekämpfung vun der Aarbechtslosigkeit eng absolut Prioritéit huet, an iwwert déi wéi gesot de Minister Biltgen schwätze kënn.

Eng Familljepolitik, déi den Elteren den Zougank zur Aarbecht erlichtert, andeems se d'Conciliatioun vun der Famill an dem Beruff erméiglecht an domat zur Reduktioun vun der Kannerarmut bäidréit. Ech wëll och soen, dass déi nei Konventioun, déi mer mam Syvicol ausgeschafft hunn, jo och virgesäit, dass an de Maisons relais an an de Crèches d'Präisser ugepasst sinn un d'Akomesse vun den Elteren, an dass ech ëmmer gesot hunn, ech wëll net hunn, dass ee Kand net dovunner profitéieren kann. Wann d'Elteren dat net kënnen bezuelen, da soll dat bezuelt ginn iwwert den Office social, an da kréien d'Gemengen dat iwwert de Familljeministère zréck.

Iwwert de Logement wäert de Minister Boden schwätzen.

D'Schoulpolitik ass de véierte Piliere gewiescht, dee virun allem och op méi eng staark Preventioun vu schoulesche Mësserfolleger an op eng Verbesserung vun de Kompetenzen ausgeriicht ass, an och déi Zuele sinn hei genannt ginn.

Dann huet den honorabelen Här Diederich elo grad op d'Gesetz higewisen iwwert d'Iwwerverscheldung, iwwert déi mer e Rapport gemaach hunn. Mir hu festgestallt an deem Rapport, dass et am mannste Fall eigentlech Leit sinn, déi an d'Iwwerverscheldung kommen doduerch, dass se vill consomméieren, mä si kommen dran duerch Krankheet; si kommen dran doduerch, dass se hir Aarbecht verléieren; doduerch, dass se gescheet ginn. Et gëtt vill méi esou Fäll wéi am Fong den iwwermëssege Konsum.

D'Preventioun ass sécher eppes, wat wichtig ass. Doriwwer ass geschwat ginn. Mir sinn elo och amgaang en Dépliant auszuschaffen, deen deemnächst erauskennt, fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, dass, wa se e Prêt sollen ënnerschreiwen, se sech och sollen d'Fro stellen, ob se dee wierklech brauchen an ob et sennvoll ass, fir dat ze maachen; gradesou wéi och vun de Surendementsservicer Konferenze gehalen a Presseartikele geschriwwen goufen, fir eben d'Preventioun ze maachen.

Prozeduren: Do wosst Der, dass 2.159 Demanden an déi Servicier erakomm sinn zwëschen 2001 an 2005. Dass sinn awer déi Leit, déi sech Rechenschaft ofgeluecht hunn driwwer, dass se an enger schlechter Situatioun sinn. Wann ee bis dohinner geet, da weess een, dass een e Problem huet. Wéi vill dass der awer net dohinner gongen, well se nach ëmmer gemengt hunn, si kéime vläicht selwer do eraus, dass kann ech natierlech net soen. Mä ech ka mer awer virstellen, dass do och nach eng Partie Donkelzifferen bleiwen.

63 Dossiere sinn an d'Commission de Médiation komm. Do si siwe Pläng, déi an der Zwëschenzäit ewell ofgelaf sinn. 31 hunn e Plan de redressement arrétéiert. 24 Pläng sinn op d'Friddensgericht komm. An do sinn der och 11, wou de Friddensrichter e Plan de redressement fäerdeg kritt huet. Op alle Fall kritt et all Client Informatioun a Rotschléi, wéi e sech a senger finanzieller Lag sollt verhalen, an och gouf de Leit d'Méiglechkeet ginn, fir erëm hir Schold kënnen zréckbezuelen an domat och e Liichtbléck ze kréien, fir aus där Iwwerschuldungssituatioun erauszekommen.

A wa mer wëssen, dass 60% vun deene Leit der sinn, wou Kanner am Stot draliewen, dann ass et och kloer, dass dat ee vun deene Punkten ass, wou mer géint d'Kannerarmut wëlle virgoen.

En zousätzlech Hëllefsmittel ass de Fonds d'assainissement en matière de surendettement, wou ee kann e Prêt bis 12.000 Euro maachen. Et goufen zwielef esou Prête gemaach, mat 60.000 Euro. An 9.530 Euro goufen och zréckbezuelen vun de Clienten an der Zwëschenzäit. Et sinn och Préten, déi a Secoursen ëmgewandelt goufen, also net méi do drënnerfalen.

Wat sinn d'Changementer? Do sinn et virun allem d'Faillites civiles, op déi jo hei higewise gouf a wou meng Servicier amgaang sinn dorunner ze schaffen a wou ech hoffen, dass deemnächst déi Propositionen dann och an de Justizministère kënnen virgoen, well dat war d'Demande vun der Familljekommissioun, dass och d'Ar Kommissioun hannenno soll kënnen en Avis dozou ofginn, well dat jo awer eng Fro ass, déi iwwert d'Kompetenze vun eis eleng ewechgeet.

Dass een och an der Zukunft der Commission de Médiation den Optrag soll ginn, fir déi Admissiounen ze kontrolléieren, mengen ech, wär eng gutt Initiative, well mer awer mierken, dass eng Partie vu Leit och einfach nëmme do an déi Servicier ginn, fir emol nach sechs Méint Ausstand ze kréien an dofir net mussen Saisien a Cessiounen ze bezuelen; fir dat einfach ze verhënnere.

D'sozial Strukturen, de Rôle vun den Office-socialen ass haut de Mëtteg méi dacks hei ugeschwat ginn. An ech denken, dass et virun allem op nationalem wéi op regionalem Plang an öffentlecher an a privater Hand eng ganz Partie Hëllef gëtt, vun deenen d'Leit profitéieren kënnen. Mir hunn am Ministère selwer esou ee Service de solidarité, dee fir 2007 e Budget huet vun ëmmerhin 13.362.000 Euro, an dee funktionéiert e bësselchen esou wéi der Madame Flesch hiren Office social, wou d'Leit kommen a wou se och kënnen gehollef kréien, ouni dass dat no dacks komplizéierte Methoden awer erfouert, wou se emol fir d'éischt berode ginn, wou se op aner Servicier kënnen verweise ginn, mä letztendlech awer och finanziell Hëllef kënnen kréien.

Ech denke besonnesch u Kanner, déi an eng Crèche wëlle goen, wou d'Elteren awer keng Plaz kréien an enger öffentlecher oder an enger konventionéierter Crèche, esou dass se also an eng privat Crèche mussen goen, wou se dann eng Hëllef kréien, fir eben déi Crèche ze bezuelen.

Mir bezuelen och dacks Cotisatiounen viru vun de Krankekeesen. Och dass ass eppes, wat vläicht net jiddferen weess. D'selwecht wéi mer eis och bedeelege bei Kanner, déi am Ausland sinn, an Internater, déi eben dohinner placéiert ginn, well mer hei zu Lëtzebuerg net déi adequat Hëllef fir déi Kanner an eise Schoulen hunn. Dass sinn 150 Kanner, déi de Moment do betreit ginn.

En anere Problem, wou mer de Mëtteg och ewell hei dovun héieren hunn, ass dee fir en offiziellen Domicile ze kréien. Dass ass eng Schwierigkeet, wou mer ëmmer méi mierken, wou d'Gemenge probéieren, do derlaanscht ze kommen, wat dann dozou féiert, dass mer mussen aner Weeër goen. Mir hunn elo mat enger ganzer Partie vun Associatiounen Ofkommese gemaach, fir dass mer an enger Iwwergangszäit déi Domicile fäerdeg kréien, fir dass d'Leit en Usproch kréien op hir sozial Rechter, fir dass se kënnen affiliéiert ginn an der Krankeversécherung, fir dass se kënnen eng Demande maache beim RMG oder och nach, fir dass se sech kënnen um Aarbechtsamt umellen.

Mir gesinn, dass eng Partie vu Leit et domat schwéier hunn, well se ebe kee Logement méi hunn an da kucken, fir bei Frënn ënnerdaach ze kommen, op de Campinger dorëmmer ze logéieren oder awer op de Stroossen oder an de Spideeler sinn, wat dann natierlech awer fir si ganz schwierig ass. En Aarbechtsgrupp, deen aus Vertrieeder vum Innen- an Ausseministère an och vum Familljeministère zesummegesat ass, ass amgaange Kritären auszuhandelen, fir dass mer och déiselwecht Moossen da fir jiddferen huelen an net deen een oder deen aneren aneschtens behandelen.

Bei der Reform vum Gesetz iwwert d'Domiciles de secours wäerte mer deen dote Problem och léisen.

Dann hu mer d'Wanteraktioun, déi eis 75.000 Euro d'Joer kascht. Dass ass fir deene Leit e Logement ze ginn, déi net ënnerdaach kommen. Mir hunn eng ganz Partie vu Servicier, déi iwwert d'Land bestinn, mä déi net duerginn, wann et ebe kal gëtt. Da kommen se also an Hotelen ënnerdaach, wou mir dann déi gratis Bongen de Leit zur Verfügung stellen iwwert d'Associatiounen, wou se da logéiert ginn an och moies nach de Kaffi kréien. Dagsiwwer gi se a Servicier, déi och konventionéiert sinn, wou se waarm Molzechte kréien.

Dass wat mir feststellen, dass ass, dass och ëmmer méi Jugendlecher ënner 25 Joer op der Strooss sinn, an dass mer also do mussen kucken, fir Opfangstrukture méi spezifesch fir si ze maachen.

Déi Leit mussen, wa se eppes hunn, no hirem Akomesse matfinanzéieren, mä wa se näischt hunn, da kënnen mer selbstverständlech näischt ofhuelen. Déi Opfangstrukturen hu virun allem d'Aufgab fir den Accueil ze maachen, de Logement, ze kucken, dass déi

Leit eng Aarbecht fannen an och e psychosozialen an éducativen Encadrement hunn.

Mir sinn och amgaang eng Etüd ze maachen iwwert déi Leit, déi op der Strooss sinn, oder déi an esou Centres d'accueil sinn. An do goufen et am Februar 2006 715 Persounen, déi dorënner gefall sinn, a sou bal wéi mer dat méi genau hunn, wäerte mer dorobber zréckkommen.

Ech wëll just eng Kéier soen, dass hei an der Stad et de Foyer Ulysse ass, zu Koplescht ass et de Centre de l'Oseraie. Mir hunn awer och Strukturen zu Viichten, zu Ettelbréck, zu Miersch, zu Dikrech a souguer zu Beesslek. D'Maison Neiers ass zu Dikrech an zu Muffert an zu Helmdeng, an dann ass et d'A.s.b.l. Ënnerdaach, déi fénnef Immeublen huet. Et ass de Foyer de nuit zu Esch, an ech muss lech soen, dass mer vill Reklammen...

#### (Interruptions)

Jo, jo, ech hat gesinn.

Ech wëll just soen, dass och do eng ganz Partie vu Gemengen eppes gemaach hunn an och nach vill méi zéi doranner sinn. An ech wär wierklech frou, wann och do jiddferen seng Responsabilitéit géif huelen.

Dass alles kascht eis d'Joer 7.200.000 Euro. Wann ech dann nach d'Fraenhaier derbärechnen, da komme mer op 11,5 Milliounen Euro, déi dat kascht. Do hutt Der also gesinn, dass dat net esou evident ass.

De Fonds de Solidarité, dee participéiert op ville Plazen, ënner aneren och bei deem Heizkostenzuschuss, an dee geet d'Joer op 7.641.000 Euro. Ech denken awer och un den Accueil gérontologique, dee 5.627.000 Euro ausmécht an esou virun. Ech kann net méi alles soen, well sou behält de Fernand wierklech keng Zäit méi.

Eppes iwwert d'Offices sociaux...

#### (Interruptions)

))) **M. le Président.** - Den Här Boden.

))) **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Den Här Minister Boden. Oh Mamm, entschëllegt!

#### (Interruptions et hilarité)

Nenne mer un éischer Stell elo d'Offices sociaux, an ech wëll do wierklech ouni an den Detail ze goen awer, Madame Flesch, lech soen, well Dir dorobber och insistéiert hutt, dass mer och wëlle virufueren e Recht ze schafen, och op de Gemengen, an dat subsidiäresch zum RMG. An et ass virgesinn, dass déi aktuell Offices sociaux och regelrecht Services d'action sociale communale ginn. Deenen hir Missioun gi vum einfache Beroden hi bis zur regelmësseger Ënnerstützung, vun der Affiliatioun an de Krankekeesen iwwert d'Prise en charge vu Persounen ouni legale Wunnsätz bis zu Garantié vu minimaler Versuergung vun Haushaltsenergie oder och Dréinkwaasser.

Déi Aarbechten dorunner sinn ofgeschloss, och mam Innenministère, esou dass ech hoffen, dass mer dee Projet alt ganz geschwé kënnen hei hunn oder wéinstens hei déposéieren.

An domadder kann ech och déi Motioun vun der grénger Fraktioun unhuelen, well dee Gesetzesprojet um gudden Wee ass. Ob en dann esou wëllkomm hei ass, wéi de Mëtteg jiddferen e gefrot huet, dass ass dann nach eng aner Fro. Mä ëmmerhin si mer emol frou, dass mer bis dohinner komm sinn.

Mir hunn iwwer vill Punkten elo nach näischt kënnen soen, mä vläicht kréie mer eng aner Kéier d'Geleeënheet dozou, vläicht an der Familljekommissioun dorobber zréckzekommen iwwert d'Sozialeconomie, iwwert déi Leit ouni Pabeieren an esou virun ze schwätzen. Mä ech wëll lech fir de Moment Merci soen an och déi gutt Rotschléi, déi Dir eis mat op de Wee ginn hutt, probéieren an deene verschiddene Gesetzer, déi mer an deenen nächste Méint och wëlle maachen, ëmzesetzen.

Merci villmools.

))) **Plusieurs voix.** - Très bien.

))) **M. le Président.** - Merci, Madame Minister Jacobs. Den Här Minister Fernand Boden huet d'Wuert.



**(Interruption)**

Är Fraktioun huet nach Zäit. Dir kënnt nach „eng Asprosch“ halen.

**(Hilarité et interruption)**

Dann ass et gutt. Da lauschtere mer elo ganz intensiv no.

» **Une voix.** - Wéi vill brauch den Här Boden?

» **M. le Président.** - Dem Här Boden bleiwen nach 17 Minutten.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Sou, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou fir bei dëser wichtiger an interessanter Debatt iwwert d'Aarmut derbäi gewiescht ze sinn. Ech sinn och dankbar, datt eng Rei vu Spriecher hei d'Wunnungsbauproblematik ugeschwat hunn. Mir wëssen alleguer, datt eng dezert Wunneng e wichteg Element ass vun der sozialer Integratioun. Wien also derzou bäidreit, fir Leit zu enger dezenter Wunneng ze verhëllefen, dee mécht och e wesentleche Bäitrag zur Bekämpfung vun der sozialer Exklusioun an zur Bekämpfung vun der Aarmut.

Heibäi leeschten de Stat, de Fonds du Logement, eng Rei vu Gemengen an och eng Rei vun ONGen e wichtige Bäitrag. Ech soen hinnen alleguer dofir en häerzleche Merci. Ech wëll soen, datt de Stat och säi Bäitrag leescht. Mir hunn hei am Land ganz vill Bähëllef; eng ganz Panoplie vu Bähëllef. D'Gesetzgebung iwwert déi sozial Bähëllef, wann ee wëllt bauen oder sech eng Wunneng beschafen, ass permanent ugepasst ginn. Dës Bähëllef komme virun allem deene Leit mat méi engem klengen Akommes entgéint. Ech wëll och soen, datt dës Bähëllef souwuel an hirem Fächer wéi och an hirem Ausmooss ouni Gläiches sinn, wann een déi aner Länner hei an Europa kuckt.

Si hunn och derzou bäigedroen, datt haut 70% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg en Eegenheim hunn. En Eegenheim, wat eng Wunnqualität ubitt, déi sech ganz sécher och mat där vum Ausland vergläiche kann. Et ass also, wéi gesot, viles a Bewegung gesat ginn, fir de Leit - a besonnesch de Leit mat klengem Akommes - ze hëllefen, fir zu engem Heem, zu enger Wunneng ze kommen.

Besonnesch dat Gesetz vum 8. November 2002 huet och säi Bäitrag dozou geleescht. Der kënnt lech vläicht erënneren, datt do eng ganz Rei vu Moosnamen ergraff gi sinn, fir d'sozial Mixitéit ze stäerken, fir derfir ze suergen, datt 10% vun de Wunnengen, déi gebaut ginn, musse Sozialmietwunnengen sinn. No deem Gesetz kréien d'Gemenge 70 respektiv 75% Bähëllef vum Stat, wa se Mietwunnungsbaubedreiwen. Se kréien 100% Bähëllef, wa se Wunnenge baue fir Sans-abrien, Wunnenge baue fir Asylanten, fir auslännesch Aarbechter, och fir Studenten a Chercheuren, mä och fir dës Kategorie vu Leit, iwwert déi jo haut hei geschwat ginn ass.

Dat heescht, d'Regierung huet de Gemengen offeréiert: Hei, mir si bereet 100% vun de Käschten ze iwwerhuelen, wann Dir bereet sidd och en Effort ze maachen, esou Leit ze akzeptéieren. Ech sot lech dat och virdrun als Familljeminister. Déi Zäit hu mer och scho bei Gemengen insistéiert fir esou Foyeren ze maachen. D'Begeeschterung war net ganz grouss, a se ass och haut mat 100% Bedelegung nach net ganz grouss. Ech géif elo also en Appel maachen: Wann ech geliift, versicht och e Bäitrag ze leeschten, datt déi Leit, déi aus deem engen oder anere Grond keng Wunneng fannen, awer kënnen an enger Iwwergangsphas op d'mannst opgeholl ginn an dezert eng Rei vu Méint kënnen doranner verbréngen.

Mir hunn och am Kader vun deene Bähëllef an Fënnfjoresplang oder e Méjoresplang - géif ech soen - opgestallt. Normalerweis huet e Méjoresplang, dat sinn déi subventionéiert Constructions d'ensemble, esou 4.500 Wunnenge gehat. Deen neie Plang gesäit opgrond vun deenen Hëllef a vun, géif ech soen, engem groussen Asaz vum Fonds du Logement elo 10.800 Wunnenge vir.

Also, do soll och e substanzialen Effort gemaach ginn, fir datt méi subventionéierte Wunnungsbaubau, souwuel Mietwunnungsbaubau

wéi och anere Wunnungsbaubau, dee verkaaft gëtt, op de Maart kënnt; an dat zu méi gënschtege Präisser, datt och Leit mat méi klengem Akommes kënnen entweder do en Haus kafen oder an esou en Haus miete goen. Och do kommen, wéi gesot, virun allem déi Leit mat deene méi klengen Akommes, wat de Mietwunnungsbaubau ubelaangt, ënnerdaach. Et ass jo mat Recht drop higewise ginn, datt eng Rei vu Leit eben net genuch Suen hunn, fir sech kënnen um private Marché en Haus ze kafen oder sech och eng Mietwunneng ze leeschten.

Da sinn och eng Rei vu fiskalesche Moosnamen ergraff ginn, fir de private Mietwunnungsbaubau unzekerbelen. Och d'Mietgesetz soll e weideren Ureiz ginn, fir d'Offer vun de Mietwunnengen ze vergrësseren. Och dat ass e wichtige Problem. Ech mengen, mir hunn effektiv 70% Leit, déi en Eegenheim hunn, mä et sinn awer och 30%, déi ebe musse miete goen. Et sinn och Leit, déi wëlle miete goen. Do muss also d'Offer vergrëssert ginn. An ech denken an ech hoffen, datt dat neit Mietgesetz och säi Bäitrag dozou wäert leeschten. Also, och do ass eng Gesetzgebung gemaach ginn, déi och misst, géif ech soen, dem Wunnungsbaubau entgéintkommen.

Den Här Adam huet drop higewisen, datt den Observatoire de l'Habitat eng Erhiewung gemaach huet iwwert de Präis vun de Mietwunnengen hei am Land: 1.000 Euro fir 80 Quadratmeter, dat wär de Schnëtt. Se soen och, datt 80% vun de Mietwunnengen tëschent 500 Euro a 1.500 Euro leien. Et stëmmt also och, datt déi e wéineg méi gënschteg sinn. Ech sinn d'accord dermat, de Schnëtt ass dat do, mä dat sinn déi, déi haut um Wunnungsbaumaart offrëiert ginn.

De Statec hat 2001 och eng Erhiewung gemaach. An ech hunn, mengen ech, den Deputéierten, op d'mannst deenen aus der Kommissioun, dat ausgedeelt gehat wéi mer d'Mietgesetz gemaach hunn. De Statec huet gekuckt: Wou sinn an de Gemengen déi meeschte Mietwunnengen? An et ass d'Stad Lëtzebuerg an Esch, déi am meeschten d'Wunnengen unzebidden hunn. Déi gréisst Tranche vu Loyeren, déi louch an der Stad Lëtzebuerg tëschent 500 a 624 Euro. An zu Esch louch déi gréisst Tranche tëschent 375 a 499 Euro. Si hunn do an Tranché geschaff. Do gesäit een also, datt een trotz allem och nach hei am Land ka Mietwunnenge kréien, déi awer och abordable si fir Leit mat méi klengem oder mat mëttlerem Akommes.

Doniewent muss een natierlech kucken, datt och Mietwunnenge geschafe ginn, ebe wou méi sozial Schwaacher ënnerdaach kommen. Do wëll ech och dem Här Adam soen, dee seet et missten och méi Mietwunnenge vum Fonds du Logement gebaut ginn an d'Lëschte géifen ëmmer méi laang ginn, datt dat net stëmmt. De Fonds du Logement huet seng Baucapacitéit verduebelt. Am Moment ass en amgaang 800 Wunnengen ze bauen. An d'Lëscht vum Fonds du Logement ass net eropgaangen, mä si ass staark erofgaangen. 2002 ware fir Mietwunnenge beim Fonds du Logement 1.642 Demandeuere, an 2006 sinn et der 980. Dat ass also e wesentlecht Erfolge vun den Demandé beim Fonds du Logement, fir eng Mietwunneng ze kréien.

Ech weess net wéi d'Entwécklung zu Esch ass - d'Madame Spautz huet vu 400 geschwat -, ech kann dat elo net aschätzen. Mä op jidde Fall ass do awer en Effort vum Fonds du Logement gemaach ginn. Ech wëll och soen, datt ech der Meenung sinn, an och weider der Meenung sinn, datt hei eng gemeinsam Verantwortung ze iwwerhuelen ass vum Stat a vun de Gemengen.

Den Här Gira hunn ech gëschter héieren um Radio soen, ech géif elo gäre mat deem neie Wunnungsbaupaket de Gemengen d'Veantwortung iwwerdreien, an hie géif keng gesetzlech Basis kennen, déi de Gemenge géif iergendwéi do eng Aufgab operleeën. Dach! D'Mietgesetz seet scho ganz laang, datt d'Gemengen d'Flicht an d'Aufgab hunn alle Bierger aus hirer Gemenge zu enger dezenter Wunneng ze verhëllefen. Dat ass also eng Aufgab vun de Gemengen.

**(Interruption)**

Dofir sinn ech frou, datt d'Gemenge méi staark wéi virdu bereet sinn hir Verantwortung ze iwwerhuelen. An ech si wierklech frou, datt bei deem neie Wunnungsbaupaket - deen ass jo allgemeng begréisst ginn - schon am Virfeld ronn 40 Gemengen eis gefrot hunn, fir e Wunnungsbaupakt mat der Regierung ofzeschleissen, dat heescht mam Wunnungsbauminister a mam Innenminister. Dat beweist, datt se och erkannt hunn, datt mer musse gemeinsam versichen dee Problem do - deen e gravé Problem ass, well d'Problemer sinn net geléist bei all deem, wat mer gemaach hunn - ze

léisen. Et muss nach eng Schëpp nogeleucht ginn. Mä si sinn awer bereet hir Verantwortung mat ze iwwerhuelen.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer dat zesummen uginn, a wa jidderee seng Verantwortung iwwerhëlt, dat heescht wa kee Stéllstand kënn bei deene Projeten, déi ee realiséiere wëllt, datt een do och bereet ass contraignant Moosnamen ze ergräifen, da sinn ech der Meenung, datt mer relativ schnell kënnen iwwert dee Seuil vun 3.000 Wunnenge pro Joer hei am Land kommen.

Mir hunn an deene leschten 30 Joer...

» **M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Tëschefrou vun der Madame Spautz?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo.

» **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Ech bleiwe sézen.

Här Boden, Dir hutt elo just iwwert d'Problematik Esch geschwat; also déi 400 Demanden, déi mer hu fir eis Gemengeneegewunnengen. 400 Gemengewunnengen hu mer schon.

**(Interruption)**

Ech kann net opstoen, et deet mer Leed.

Meng Fro ass einfach déi, oder d'Fro, déi Der gestallt hutt: Firwat ginn et op eemol esou vill Demanden? Mir hu ganz...

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - D'Demandé ginn erop; dat hutt Der net gesot.

» **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Gelift?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Gi se erof oder erop?

» **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Si gi massiv erop. D'Demandé gi massiv erop, awer mir si mat enger Problematik konfrontéiert - an ech mengen, d'Stad Lëtzebuerg och -, datt déi Leit, déi vum Fonds du Logement gekënnegt kréien, sech bei eis an de Gemenge mellen - an dat zimlech massiv déi lescht Zäit -, fir dann op d'Lëscht ze kommen a fir eng Wunneng ze kréien, well do d'Kritären net esou - soe mer - sozial ugewannt gi wéi mir et als Gemeng maachen, fir ze kucken de Leit aus der Situation awer erauszehëllefen.

An den zweete Grond, firwat se massiv an d'Luucht ginn, dat hat ech virdu gesot, sinn d'Déguerpissementer, d'Mietsgesetz an esou weider, wat ufänkt seng Auswierkungen ze hunn.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - D'Mietsgesetz huet iwwerhaapt näischt domadder ze doen, well den Déguerpissement doduerjer guer net geännert ginn ass. Also, ech mengen, datt Dir do vläicht e bësse Polemik wëllt maache mat engem neie Gesetz...

**(Interruptions diverses)**

...wat lech net esou richtig an de Krom passt. Also, neen, ech mengen schon, datt de Stat an d'Gemengen...

**(Interruption)**

Ech soen et nach eng Kéier, ech si frou, datt de Stat an d'Gemenge gemeinsam wëlle probéieren, dee Problem do ze léisen.

Ech sinn och iwwerzeegt, datt, wa mer versichen dat ze maachen, méi wéi 3.000 Wunnenge wäerte gebaut ginn. Dat wäert dozou bäidroen, datt d'Offer esou vergrëssert gëtt - well an deene leschten 30 Joer hu mer am Schnëtt 2.300 Wunnenge pro Joer gebaut -, datt d'Präisser erfoginn, an datt och déi Moosnamen, déi contraignant Moosnamen, déi d'Gemenge bereet si vläicht ze huele mam d'Stat zesummen, datt déi och dozou bäidroe wäerten, datt déi Explosioun vun de Baulandspräisser eng Kéier misst an de Grëff ze kréie sinn.

Wéi gesot, deen neie Paquet, dee jo elo virgestallt ginn ass, deen Dir och vläicht an der nächster Zäit...

**(Interruption)**

Neen, liest emol de Paquet eng Kéier, da gesitt Der, datt et vill legislativ Aarbecht war, an datt déi siwe Méint net verschlof gi sinn, mä datt während deene siwe Méint ganz vill Aarbecht gemaach ginn ass.

D'Virkaftsrecht, do muss ee genee kucken, wéi dat gemaach gëtt. Gesetzter vun 1824 iwwert d'Ierpachtrecht an den Droit de superficie hu missen nei geschriwwen ginn. Dat sinn also keng esou eng einfach Saachen. An do wäert och sécher nach dru geännert ginn, dees sinn ech mer bewusst. Dat war schon eng schwierig Aufgab, mä ech mengen

schon, datt dee Paquet misst esou sinn, datt et e Signal ass, datt eppes muss änneren am Land. A wa gewësse Leit net bereet sinn, dat ze änneren, da kommen eben déi contraignant Moosnamen, an déi wäerten dann och menger Meenung no gräifen.

Dann, wéi gesot, mengen ech, datt, wa Stat a Gemengen zesummen do den Hiewel usetzen, mer do och wäerten eppes zesumme realiséiert kréien.

Den Här Adam huet nach eng Resolusioun hei déposéiert, an där en am Fong dofir plädéiert, fir d'Recht op eng Wunneng an d'Verfassung anzeschreiwen. Hien huet awer och gesot, datt dat misst e bësse méi nuancéiert ginn. Ech soen lech just, datt d'Gerichter keng Wunnenge schafen - ganz sécher net! An et mécht och kee Sënn, wann op eemol hei an do ageklot gëtt.

Ech mengen, wat wichtig a richtig ass, dat ass, datt Stat, Gemengen an ONGe verstärkt versichen, Wunnengen ze schafen. An dat ass och de Sënn vun deem Wunnungsbaupakt. An duerfir schéngt et mir wichtig drop hinzeweisen, datt mer elo net menge sollen, wann esou ee Recht do wär, dat e Grond wär fir d'Hänn e bësse méi an de Schouss ze leeën, mä mir solle versiche fir konsequent a geziilt a gemeinsam Wunnengen ze schafen. Dat ass dat beschte Mëttel, fir de Leit zu engem Recht op eng Wunneng ze verhëllefen.

» **M. le Président.** - Här Bausch, hutt Dir eng Fro un den Här Minister?

» **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).** - Ech wollt den Här Minister froen, wann hie seet, d'Gerichter géinge keng Wunnenge schafen, wat richtig ass, wéi hien dann do de Parallelismus gesäit: D'Gerichter schafe jo och keng Aarbechtsplazen, d'Recht op Aarbecht steet awer an der Verfassung.

**(Interruptions)**

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Den Här Adam huet selwer gesot, hien erwaart sech net alles dovunner. Et kéint ee jo och...

» **Une voix.** - Et kann een et studéieren.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - An et soll och studéiert ginn. Ech hunn och kee Problem domat. Mä ech wollt just soen, ech mengen net, datt dat eng Urssaach soll sinn, fir méi roueg ze ginn. Mä et soll ee geziilt an ech mengen schon tatkräfteg weiderfueren, fir Wunnenge gemeinsam ze schafen. Ech weess, datt eng ganz Rei vun ONGen och bereet sinn, do méi Efforten ze maachen.

Et ass hei, mengen ech, och vum Här Schaaf a vun engem anere vun där Associatioun geschwat ginn, der EAPN, déi eng Agence immobilière sociale maache wëllt. Ech fannen déi Iddi net schlecht. De Fonds du Logement ass gefrot ginn, ob e bereet ass, fir Wunnengen zur Verfügung ze stellen. Jo, deen ass bereet, fir Wunnengen zur Verfügung ze stellen. D'Wunnungsbauhëllef selwer ass bereet, fir dat ze maachen. An ech hoffen, datt d'Gemengen och bereet sinn, fir et ze maachen.

Wann d'Gemengen esou enger Associatioun Wunnengen zur Verfügung stellen, da kann do besonnesch schwache Leit, déi jo och vun aneren ONGen dohinner geschéckt ginn a vläicht och eng Betreuung dobäi brauchen, scho geholfen ginn. Och do ass eng Méiglechkeet. Ech mengen, de Projet gesäit 150 d'Unitéite vir. Do ass eng Méiglechkeet, fir och esou Leit zu enger Wunneng ze verhëllefen, esou datt se kënnen drableiwen, datt se och betreit ginn, an datt hinne geholfen gëtt erëm an dat normal, geregelt Liewen zrëckzefannen.

Beim Wunnungsbaupakt huet den Här Schaaf och d'Suggestioun gemaach, d'Gemenge solle berode ginn. Si wäeren heiansdo net richtig am Bild, wat fir eng Méiglechkeet, datt se iwwerhaapt hätten, fir Drock auszeüben, fir datt méi a méi schnell gebaut gëtt.

Ech hu gemierkt bei deenen Diskussiounen, déi ech mat de Gemengen an och an der Chamberskommissioun hat - dat muss ech ganz éierlech soen -, datt vill Buergermeeschteren net richtig wëssen, wat fir eng Méiglechkeeten, datt se hunn.

An deem neie Projet de loi ass eng ganz wichtig Méiglechkeet, dat ass d'Obligation de construire, déi scho bestanen huet, mä elo nei gefaasst gëtt. Deem Bauland, dat am Baupermeter läit, wou et wichtig wär, dass et bebaut géif ginn, a wat awer net bebaut gëtt, kann d'Gemeng eng Obligation de construire operleeën. An dann huet se Handhabung genuch, fir dofir ze suergen, datt do och gebaut gëtt.

Ech sinn d'accord domat, datt d'Gemengen doriwwer sollen informéiert ginn, dat



ass jo och de Sënn, firwat mir elo mat all eenzel Gemeng versichen, esou eng Konventioun ze maachen. Do diskutéieren eis Leit mat de Gemengeverrieder, a se hëllefen a se soen och, wat fir eng Méiglechkeeten da bestinn. An ech denken, datt, wann déi Pakten ofgeschloss sinn, all d'Gemengen, déi matmaachen, genee wëssen, wat fir eng Méiglechkeeten, datt se hunn, fir do fir ze suergen, datt méi a méi schnell ka gebaut ginn.

Et ass vun der Garantie locative geschwat ginn. Déi besteet zënter dem Abrëll 2004. D'Konditiounen dofir sinn, datt ee muss manner wéi 2,5-mol den RMG als Akommes hunn, an de Loyer däerf och net méi héich si wéi een Drëttel vum Akommes an net méi wéi 1.250 Euro. An ech ka soen, datt eng ganz Rei vu Leit dovunner profitéieren an och esou eng Garantie bancaire kréien. Dir wësst, ëm wat et do geet. Heiansdo muss een dräi Loyere plus ee Mount Kommissioun fir d'Agence plus nach een éischte Mount Loyer, dat heescht fënnf Méint Loyer beieneen iergendwéi opbréngen. Dat hu vill Leit a Stéit net fäerdeg bruecht. Hei kréie se eng Garantie, fir datt se net déi vill Sue brauche beieneen opzebréngen. Och dat hëlleft Leit, déi keen ze vill grousst Akommes hunn, fir méi schnell a besser kënnen eng Wunneng um fräie Maart ze kréien.

Da vläicht zum Schluss - ech gesinn d'rout Luucht geet un - nach eng Äntwert awer och fir den Här Bettel. Den Här Bettel huet gesot, 28 Joer CSV-Wunnengsbaupolitik an elo endlech e Projet - et wär näischt geschitt.

Ech hunn elo eng ganz Rei vu Gesetzer...

#### (Interruption)

» **M. le Président.** - Här Bettel, lauschtert elo emol no.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - ...eng ganz Rei vu Gesetzer a vu Moosnamen opgezielt, déi ergraff gi sinn, fir de Wunnengsbau unzuekeren.

Total Faillite! Här Bettel, ech mengen,...

» **Une voix.** - Den Här Juncker seet dat.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - ...d'Problematik vun der Aarmut eegent sech net dozou, Polemik ze maachen. Erlaabt mer vläicht lech awer och de Ball zrëckzespillen.

Wësst Dir, wat de gréisste Problem hei am Land ass? Wou dee gréisste Problem am Wunnengsbau hei am Land läit? Dat ass an der Stad Lëtzebuerg!

#### (Interruptions diverses)

An d'Stad Lëtzebuerg huet an deene leschten 30 Joer, an deene leschten 28 Joer hutt Dir jo gesot, 28 Joer, no dem Statec, net méi Awunner, mä 3.000 manner!

» **Mme Colette Flesch (DP).** - D'Chiffere si falsch.

#### (Hilarité et interruptions)

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo, mä de Statec huet seng Berechnunge wahrscheinlech no där nämlecher Method an där ganzer Zäit gemaach.

Wat ass geschitt, och no de Berechnunge vun deemselwechte Statec? Am ganze Land ass d'Bevölkerungszuel ëm 1,3% pro Joer - pro Joer! - gewuess. Wann also an deenen 28 Joer - an normalerweis wiest eng Haaptstad duebel esou schnell wéi de Rescht - nëmme 2% Wuesstum gewiescht wär, da wäeren also 28 mol 2%, dat sinn da 56%, dat si méi wéi 40.000 Awunner, déi an der Stad hätte misse bäikommen!

#### (Interruptions)

An déi wäeren och bäikomm, wa wat geschitt wär? Wa méi Bautätigkeit hei an der Stad Lëtzebuerg gewiescht wär!

#### (Interruption)

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - D'CSV war ze laang am Schäfferot!

**M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Et hätte 15.000 Wunnenge méi gebaut misse ginn, a wann déi 15.000 Wunnenge gebaut gi wäeren, hätte mer kee Problem mam Wunnengsbau.

Ech wollt dat nach eng Kéier dann e bësse polesch hei soen. Mä ech sinn awer frou, ech soen lech dat ganz offen, dass de Buergermeeschter bei de Wunnengsbauminister komm ass a gesot huet, si hätten erkannt, datt Problemer do wieren, datt hei en Nohuelbedarf wär, dass eppes misst gemaach ginn, an dass se elo bereet sinn, e Wunnengsbaupakt mam Ministère ze maachen, well, wann d'Haaptstad matspillt, da

ka villes geschéien, ganz villes geschéien, well ganz vill Terrainé kënnen bebaut ginn.

Et ass net nëmme hir Schold, domadder sinn ech och d'accord, mä...

» **M. le Président.** - Här Minister, elo misste mer nach éischtens eng Tësche fro vum Här Bettel drunhuelen an da misste mer ofschléissen, well d'Zäit ass ofgelaf. Här Bettel, kuerz, an eng Fro!

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, Här President, fir d'éischt, ech wollt just dem Minister soen, dass déi lescht 28 Joer, ausser elo säit deene leschte Wahlen hier, eise viregte Koalitionspartner him méi no stoung wéi mir.

A meng Fro ass, Här President, ob Dir den Här Minister kéint froen, wéi vill Meter carrés Administration publique, déi dem Stat gehéieren, an der Stad Lëtzebuerg sinn, a wéi vill Awunner an deene Büroflächen an der Stad Lëtzebuerg, déi haut vum Stat benotzt ginn, kéinten anzéien, an ob mer do net méi wéi 2, 3 oder 10% méi Zouwuess kritt hunn.

#### (Interruptions et brouhaha général)

» **M. le Président.** - Kommt, Här Henckes, Dir hutt d'Wuert elo net. Den Här Minister äntwert op dem Här Bettel seng Fro.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech wollt dem Här Bettel soen, datt hie gesot huet 28 Joer CSV-Wunnengsbaupolitik. Do hate mer och Koalitionspartner. D'DP war méi wéi eemol derbäi...

» **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - ...an zënter 28 Joer stellt d'DP de Buergermeeschter hei an der Stad. Ech hu just eng Parallell gemaach tëschent deenen zwou Saachen.

#### (Interruptions diverses)

Jo, ech fuere virun.

» **M. le Président.** - Jo, mä, Här Minister, Dir musst lech awer elo kuerz faassen!

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Den Här Boden huet absolut Recht!

» **M. le Président.** - Jo, jo, dann...

#### (Brouhaha général)

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Den Här Boden leet de Fanger op d'Wonn.

» **M. le Président.** - Sou, Här Minister!

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Ech wëll soen, datt am Mietgesetz steet, datt een nëmme ka Wunnengsbau détournéieren a Büroflächen oder eppes aneschtens, wann een eng Autorisatioun vum Schäfferot huet. Dat géllt wuel net, do sinn ech domat d'accord, fir Flächen, déi de Stat notzt.

» **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Jo, mä mir hunn awer Banken hei, mir hu ganz vill Betriber hei, a wann ech déi Wunnenge géif opzielen alleguer, déi ëmge wandelt ginn, net vum Stat, mä vun aneren, dat wäeren der och ganz vill an do wär eng Handhab gewiescht. D'Gemeng hält déi Leit missen op d'Gericht huelen. Dat huet awer d'Stad Lëtzebuerg net gemaach.

» **Une voix.** - Voilà!

#### (Interruptions)

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - An am Mietgesetz, an deem neien, wat jo net jiddferree gären huet, do ass virgesinn, datt elo och ganz staark Sanktiounen domat verbonne sinn, datt de Riichter méi Méiglechkeeten huet, fir ze sanktionéieren. An ech hoffen, wéi gesot, datt elo d'Stad Lëtzebuerg an esou Fäll dann och dergéint virgeet an datt deen Détournement vu Wunnengsbau...

» **Une voix.** - Très bien!

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - ...fir Büroflächen opgezielt. Well wann do erëm géif eng Zrëckwandlung kommen, dann hätte mer vill Wunnengen ouni neier brauchen ze bauen.

Ech soen lech Merci.

» **M. le Président.** - Sou, ech gesinn iwwerall zefridde Gesichter op d'Äntwert vum Minister.

#### (Brouhaha général et hilarité)

Här Adam, ganz kuerz. Kee Kommentar, mä eng Fro.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG), interpellateur.** - Här President, wierklech eng Fro, eng ganz prezis Fro. Här Minister, Dir hutt gesot, mir hätte selwer gesot, eis Resolutioun géif keng Wonner wierken. Mä mir sinn awer der Meenung, datt se fondéiert ass an datt se richtig ass. An ech wollt am Fong geholl just froen: Wéi stitt Der zu eiser Resolutioun?

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Mä et ass eng Resolutioun un d'Chamber.

» **M. le Président.** - Jo.

» **M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.** - Et ass keng Resolutioun un d'Regierung.

» **M. le Président.** - Voilà. Sout, Dir Dammen an Dir Hären, elo ass d'Debatt ofgeschloss...

» **M. Charles Goerens (DP).** - Déi nächst 28 Joer geet et besser, Här President.

#### (Hilarité)

» **M. le Président.** - ...an da komme mer zum Vote. Fir d'éischt de Vote vun der Motioun, déi den Här Adam déposéiert huet.

#### Motion 1

Ass de Vote électronique verlaangt?

#### (Assentiment)

Jo. Da stëmme mer elektronesch of. Voilà, de Vote fänkt un.

#### Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme, bei 1 Abstentioun.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Marie-Josée Frank), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hettogaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;*

*M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helmingier (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;*

*M. Aly Jaerling.*

*S'est abstenu: M. Paul-Henri Meyers.*

#### Résolution 1

D'Resolutioun, déi den honorabelen Här Adam deponéiert huet, fir d'Commission des Institutions vum Här Meyers ze chargéieren, fir d'Fro vun der Inscriptioun vun engem Droit au logement an d'Verfassung ze studéieren. Ech denken, dass do de Vote électronique verlaangt ass.

#### (Interruptions)

Kënnen mer par main levée ofstëmme?

#### (Assentiment)

#### Vote

Voilà. Ech gesinn, et ass eng écrasant Majoritéit fir déi Resolutioun an den Här Meyers ass chargéiert fir déi Resolutioun a senger Kommissioun ze analyséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi...

Oder ech denken, mir kéinten och vläicht direkt d'Resolutioun vum Här Oberweis huelen, well déi am Programm esou elo virgesi war. Pardon, d'Motioun, déi den Här Oberweis gëschter déposéiert huet.

Ass do nach eppes derbäizefügen, Här Oberweis?

#### (Interruptions)



## 2. Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien

» **M. Marcel Oberweis (CSV), auteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

» **M. le Président.** - Da lauschtert no!

» **M. Marcel Oberweis (CSV), auteur.** - Also, wa mer bal véier Stonne iwwert déi Aarm am Land schwätzen, da sollte mer, mengen ech, vläicht e puer Sekonne verweile bei Mënschen, déi dach genausou am Dreck sëtzen, wéi et hei ugeklongen ass.

» **M. le Président.** - Ganz gutt!

» **M. Marcel Oberweis (CSV), auteur.** - Ech hu virun zwee Deeg gesot: An der Motioun geet et eis drëm, dass mir eis net mat dem Lous vu sechs Mënschen, fënnf bulgaresch Infirmiëren an ee palästinenseschen Dokter averstanen erkläre kënnen. Si sinn den 9. Februar 1999 an de Prisong gehäit ginn ouni e faire Prozess, well hinnen nagesot gi war, si wäeren am Doud vu villen 100 Kanner duerch Aidsinfektioun schëlleg. De Professor Luc Montagnier, de Koentdecker vun dem Virus, huet kloer nogewise, dass dat scho längst virdrun de Fall war. Et ass also hei a Libyen e Bouc émissaire gesicht ginn.

Mëttlerweil sinn och scho Publikatiounen gemaach ginn, wou kloer dran nogewise gëtt, dass et iwwerhaupt keen Zesammenhang gëtt. Et ass nach schlëmmer komm. Den 19. Dezember d'lescht Joer sinn déi Leit, ouni e faire Prozess, zum Doud veruerteelt ginn.

A mir mengen, all Fraktioun huet matgeholf, dass mer eis Regierung invitéiere sollen, Drock ze maachen, a sech och mat hire europäesche Partner konzertéieren sollen, dass mer dem Stat Libyen soen, dass dat net richtig ass, dass déi Mënschen erëm fräikommen an nees an hir Heemecht kënnen goen.

Derniewent froe mer awer och, dass deene Familljen, déi duerch dee ganze Misär an Nout komm sinn, Kanner an Elteren, och finanziell geholf sollt ginn.

Ech soe Merci fir d'Ënnerstëtzung.

» **Une voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Voilà. Merci, Här Oberweis. Mir kommen zum Vote vun der Motioun.

#### Vote

Wien domat d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dat ass d'Unanimitéit hei am Haus. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5614 iwwert d'Renovéierung vun der Fondation Pescatore. D'Wuert huet elo d'Madame Rapportrice Marie-Josée Frank.



## 3. 5614 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore

### Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

» **Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet erlaabt et dem Stat sech finanziell un de Rekonstruktions- an Transformationsarbechte vun der Fondation Pescatore, déi säit 1892 an der Stad Lëtzebuerg schon hir Aktivitéiten opgeholl huet, ze bedeelegen. Via Konventioun vum 17. Mäerz 2003



respektiv via Avenant vum 23. August 2005, déi tëschent dem Stat an der Fondation Pescatore ënnerschriwwen gi sinn, ass déi déiërt ginn, op där enger Säit den alen zentrale Fligel ofzerappen an en neien amplatz ze bauen, an op där anerer Säit verschidde Deeler vun de bestehende Gebaier ze renovéieren, ze transforméieren an ze moderniséieren.

Et handelt sech hei ëm 38 nei Unitéiten an dräi Mini-Appartementer fir zwou Persounen. De Stat iwwerhëlt allerdéngs nëmmen d'Finanzéierung vun 32 neien Unitéiten zu 125.000 Euro pro Unitéit.

An dësem Kontext kann een ervirhiewen, datt duerch d'Rekonstruktions- an d'Transformatiounsarbechten d'Zuel vun de Better vun 301 op 375 wäert klammen. Dës Erhéijung vun der Unzuel vun de Better wäert et der Fondation erlaben, Demanden, déi en suspens sinn, besser Rechnung ze droen. Et läit eng Liste d'attente vun ongeféier 1.000 Demandé vir, dovunner 100 Demanden, déi méi oder manner urgent anzuschätze sinn.

An deem virleierende Gesetzesprojekt, deem d'Finanzéierung vun der Erweiderung vum zentrale Fligel virgesäit, dréit een der Noutwendegkeet, d'Betreiung vun deenen eelere Leit ze restrukturéieren, Rechnung. D'Zuel vun deene Leit iwwer 65 Joer klëmmt kontinuéierlech. Si huet sech an engem Jorhonnert vervierfacht an d'Tendenz weist ganz kloer, dass dës Zuel an deenen nächste Joren a Jorzéngt wäert zouhuelen. Dës demographesch Evolutioun stellt eis virun engem groussem Erausforderung, an dëst net nëmmen um Niveau vun der Sozial- a Gesondheetspolitik, mä och um Niveau vun der Wunnungs- a Betreuungsolitik.

Haut de Mëtteg ass des Öfteren hei am héijen Haus iwwert déi Problematik geschwat ginn. Eis Senioren, als wäertvoll Bierger, hunn och e Recht op eng adequat Wunnungs- a Betreuingskonditioun. Eisen eelere Leit eng diversifizéiert Offer u Betreuingsméiglechkeeten ze garantéieren, ass eis Responsabilitéit.

De virleierende Gesetzesprojekt gesäit och d'Renovatioun an d'Modernisatioun vun der ganzer Kicheninfrastruktur vir, déi net méi deenen aktuellen Normen entsprach huet. Déi nei Infrastruktur ass esou geplangt, datt zum Beispill d'Zouliwwerungen iwwert den internen Haff kënnen erfollegen. Déi nei modern Kichen ass d'Kärstéck vun den Ausbauarbechten. Déi verschidde Salles à manger sinn direkt vun der Kichen aus iwwert de Gaart an d'Terrass, déi um Daach selwer vun der Kichen aménagéiert gëtt, erreechbar. Iwwerengs wat d'Salles à manger ueget, ginn déi bestehend lesszëmmere réaménagéiert an eng nei Salle à manger gëtt gebaut, wat sécher besser zum Confort bäidréit.

Et ass och virgesinn d'psycho-geriatreschen Dagesfoyer ze verleeën an och ze erweideren. Dëse Foyer existéiert scho säit 2001. Dëst weist, datt d'Fondation Pescatore, wéi vill aner Strukturen, sech progressiv un d'Besoinë vun hire Pensionären ugepasst huet a spezifesch Servicer ubitt. Déi Responsabel vun der Fondation Pescatore hunn d'Entscheidung getraff, e psycho-geriatreschen Dagesfoyer an der Struktur vun der Fondation ze integréieren, wëssend, datt ëmmer méi Pensionären un Demenz leiden an dowéinst en extrem pluridisziplinären Encadrement brauchen.

Et ass wichteg, den individuellen Uspréich vun alle Pensionäre Rechnung ze droen, wéi och d'Prise en charge vun deene Leit en fin de vie ze maachen. An do sinn ech frou, datt d'Directrice mer matgedeelt huet, datt permanent Leit a Formation um Omega 90 sinn, fir eben d'Betreiung vun de stierwende Leit en charge ze huelen.

An dann, Här President, ass selbstverständlech Wäert op den urbanisteschen Aspekt vum Projet geluecht ginn, dee sech perfekt an déi bestehend Infrastruktur vun der aktueller Fondation afügt. De Konstruktionsprojekt respektéiert souwuel d'Gebaier, déi nieft der Fondation Pescatore stinn um Niveau vum Accueil, wéi och de Komplex selwer vun der Fondation.

De Projet entsteet op engem Terrain, deem am Kader vum neie PAG vun der Stater Gemeng fir esou eng Konstruktionsgeplang ass, wéi déi, déi um Niveau vum virleierende

Projet virgesinn ass. An et huet och missen e PAP ausgeschafft ginn.

Déi funktionell Organisatioun spillt eng wichteg Roll am Kader vum virleierende Projet. Eng 20 nei Parkplaze sinn och virgesinn, déi haaptsächlech fir d'Fleegepersonal, mä och fir d'Pensionäre selwer reservéiert sinn.

Et ass och vill Wäert op den ekologeschen Aspekt geluecht ginn. Dat gesäit een zum Beispill um Niveau vun der Orientéierung vum Gebai.

Här President, de Projet de loi huet virgesinn, datt déi staatlech Participatioun bei 9.596.080,66 Euro läit. Dëse Bäitrag ass op Basis vum leschtbekannte publizéierte Bauindex gesat, an zwar op de leschten Abrëll 2006. Zënterdeem ass awer deen neie Bauindex a Kraaft. Hien ass vum 1. Oktober, awer eréischt virun e puer Deeg vum Statec publizéiert ginn. No dësem Index klëmmt déi staatlech Participatioun op 9.714.478,84 Euro. Ech mengen, och wann déi virleierend Participatioun nach ëmmer op deem alen Index baséiert, misst dat kee Problem sinn, vu datt jo d'Adaptatioun eischtens virgesinn ass an zweetens automatesch erfollegt.

De Statsrot huet sech a senger Sitzung vum 28. November 2006 iwwerengs mam Prinzip vun enger Aktualisatioun vum Betrag vun der staatlecher Participatioun averstanen erkläert. Hien huet awer am selwechten Otemzuch bemierkt, datt den Avenant den eischten Alinea vum véierte Punkt vun der Konventioun vum 2003, deem déi staatlech finanziell Bedeelegung festhält, net zréckgeholl huet. Et ass awer kloer, datt d'Fondation Pescatore net op eng Adaptatioun wollt renoncéieren. Fir allen Interpretatiounsschwierigkeeten aus de Féiss ze goen, ass en zweeten Avenant de 16. Januar 2007 ënnerschriwwen ginn.

Vu datt d'Kommissioun sech bewosst ass, datt et onméiglech ass, wichteg Projekte bis op de leschten Detail am Viraus virzugesinn, esou datt Ëmännerungen net auszuschléisse sinn, suggéiert d'Kommissioun der Familljeministesch, iwwert d'Opportunitéit nozedenken, de Suivi vun den Dossieren op d'Prozedur, déi fir d'Projete vum Bauministère Usus ass, unzupassen. D'Kommissioun sollt als Éischt den Avant-projet ënnerbreet kréien, fir ze kucken, ob se mam Prinzip selwer d'accord ass, éier ee mam detailléierte Projet weiderfiert.

Jo, dëse Projet, wéi ech éineschters gesot hunn, huet schon 2003 ugefaangen. En ass awer scho bal um Schluss vu senger Bauphas ukomm an no mengen Informatiounen soll e bis Enn vum Joer funktionsfäeg sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun a wëll lech nach soen, datt ech de 5.12.2006 als Rapportrice genannt gi sinn, an invitéieren lech alleguerten, dëse Projet unzehuelen, a ginn och domadder den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Frank. Den Här Bettel huet d'Wuert.

**Discussion générale**

» **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen der Rapportrice Merci. Ech mengen, si huet dat meescht gesot. Dat Eenzegt, wat ee ka feststellen, do ass déi éischt Konventioun de 17. März 2003, den Avenant 2005 am August an dann am Januar 2007. Wann ech richtig gesinn hunn, ass de Chantier bal fäerdeg, a mir stëmmen elo den Text. Mieux vaut tard que jamais, mä d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei stëmmt den Text selbstverständlech.

» **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Fayot.

» **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'Fondation Pescatore ass um Enn vum 19. Jorhonnert entstanen. Et war déi éischt modern, op d'Besoinë vun den eelere Leit ausgerichte Institution, déi mer am Lëtzebuurger Land haten. Mir hate virun nëmmen Institutione wéi d'Pafendaller Spidol oder d'Rumm, déi fir Leit waren, déi wierklech am Besoin waren an déi soss keng Bleif haten.

D'Fondation Pescatore an der Uewerstad war fir deemools eng biergerlech Schicht vum Leit, déi wollten opgeholl ginn op eng méi modern a confortabel Manéier, déi wollten zugläich an hirem gewinnte Milieu bliwen, bei eben där Stad wou se sech hiert ganz Liewen opgehale hunn a wou se zirkuléiert sinn.

Ech wollt dat trotzdem am Zesummenhang mat dësem Projet soen, well et eben an der Geschicht vun der Altersversuergung zu Lëtzebuerg esou eng grousse Roll gespillt huet.

Dës Institution, d'Fondatioun, wéi se an der Stad jo einfach esou genannt gëtt, huet sech mat de Joren och erneiert an erneiert sech heimat och erëm. D'Madame Frank huet an hirem exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport duergeluecht, wéi dat geschitt. A mir si selbstverständlech als Fraktioun och mat dësem Projet d'accord.

Ech wollt awer, Madame Minister, well ech jo elo net an där Kommissioun sinn, mä et mech awer interesséiert, och ebe well d'Fondatioun esou eng déif Stater Institution ass, eigentlech zwou Froe stellen.

Déi éischt Fro, wann ech kucken, wat säit der Fondation an der Stad, besonnesch säit de 70er, 80er Joren als Institutione fir eeler Leit entstanen ass, da gesäit een do eng ganz grousse Diversitéit. Et gesäit een eng grousse Diversitéit vun Träger. Et gesäit een och vill nei Institutionen, héich modern Institutionen. Dat aalt Pafendaller Spidol ass zu engem vun deene modernsten Altersheimer a Fleegeheimer am Land ginn. An do hunn ech mech gefrot, wéi ech mer dat iwwerleuecht hunn, wéi dat vir sech geet.

Mir hu wierklech eng grousse Ballung vun Institutionen an der Stad, déi héchstwahrscheinlech iwwert d'Besoinë vun de Leit aus der Stad erausgeet. An ech hu mech gefrot, mir schwätze jo iwwerall vum Aménagement du Territoire, mir schwätze vu Plans sectoriels, mir schwätze vun IVL, well mer jo gären hätten, dass d'Leit och do versuergt ginn, wou se no bei sech doheem sinn oder no bei hirem Famillje sinn: Gëtt et esou Iwwerleueungen, fir e Plan sectoriel vun der Altersversuergung ze maachen?

Mat deene Kritären, déi ech gesot hunn, also Leit no bei sech doheem versuergen, no bei hirem Famillje versuergen, an am Zesummenhang vun deem, wat jo och dem Fraktiounspresident vun der CSV esou staark um Häerz läit, nämlech den Aménagement du Territoire an den IVL, fir eben och op deem Plang eppes ze maachen.

Dann déi zweet Fro: Ech hunn an den Orientations budgétaires vun 2007 gelies, dass mer elo 51 Zentren hu mat insgesamt 4.700 Better, dass mer 14 Projeten en cours hu mat weideren 800 Better. Ech huelen un, dass dat hei och elo dozou gehéiert. An an deenen Orientations budgétaires steet, et géif op en Développement modéré higeschafft ginn.

De Statsminister hat a senger Deklaratioun iwwert den État de la nation vun 150 Millioune fir dräi Joer geschwat. Dat war an där Deklaratioun vun 2006. Dat heescht, et wäeren also 150 Milliounen fir déi nächst dräi Joer fir Altersheimer. Mir hunn also eng Couverture vun de Besoinë vu 7,5%. Par rapport zum Ausland, wou et meeschtens 4% ass, ass dat bal dat Duebelt.

Meng Fro duerfir: Wéi wäit gi mer? Selbstverständlech steet hei bei der Fondation, dass do eng Lëscht vun 1.000 Leit ass, déi waarde fir an d'Fondatioun ze kommen. Mir wëssen nun awer, dass et Leit gëtt, déi sech op e puer Lëschten opsetzen, dass een also déi 1.000 vläicht net 100%eg als boer Ménz soll huelen.

Ech wär interesséiert, Madame Minister, fir gewuer ze ginn, ob d'Regierung, déi jo wierklech och den haapt finanzielle Poids dréit, en Iwwerbléck huet iwwert déi reell Besoinen, iwwert déi Lëschten eraus, déi jo no den eenzelnen Träger iwwerall bestinn.

Dat si meng zwou Froen, déi ech wollt stellen. Ech entschëllege mech bei de Kollegen, déi scho laang Gedold haten de Mëtteg, fir déi puer Froen derbäizesetzen. Mä ech mengen, et ass awer trotzdem e wichtige Projet, dee mer selbstverständlech mat stëmmen. Duerfir wollt ech déi zwou Froen hei drunhänken, well ech eben net an där Kommissioun sinn, mä et mech awer interesséiert.

Merci.

» **Plusieurs voix.** - Très bien.

» **M. le Président.** - Här Braz, Madame Doerner, den Här Fayot huet Explikatiounen ginn zu Froen, déi Dir lech ganz sécher och scho gestallt hutt.

**(Hilarité)**

Sou. Dann ass et nach um Här Adam.

» **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'honorabel Madame Frank huet an hirem mündlechen a schrëftlechen Rapport all erdenklech Erklärungen ginn, a mir soen hir Merci derfir. Duerfir gi mer och net méi do-robber an.

Am Moment sinn 301 Pensionären an der Fondation Pescatore, a wann den Émbau fäerdeg ass, da sinn et der 375. Dat ass schon zimlech interessant, well mer et hei mat engem Haus ze dinn hunn, dat méi wéi duebel esou grousse ass wéi déi aner Altersheimer, déi mer zu Lëtzebuerg hunn.

Mir sinn als Gréng ëmmer e bësse skeptesch, wa mer et mat esou grouse Strukturen ze dinn hunn. A mir si wierklech drun interesséiert, wéi d'Erfahrung sinn, wat d'Gestioun, d'Onkäschten an och d'Liewensqualität vun engem Haus vun dëser Gréisst par rapport zu engem Haus mat eben 130 oder 140 Better - wéi mer se normalerweis hunn - betrëfft. Am Rapport steet dozou just, datt doduerch, datt d'Zuel vun de Better eropgesat gëtt, d'Waardelëscht e bësse méi kleng gëtt. Mat deem Argument kéinte mer déi allermeeschten Haiser ausbauen, well där Waardelëschte gëtt et iwwerall.

An et ass interessant; ech kommen dann eigentlech op déiselwecht Froen, déi den Här Fayot gestallt huet. Ech erënnere drun: Am Rapport steet zum Beispill och nach, datt mer eng Waardelëscht vun 1.000 Persounen hätten, an 100 Demanden dierfen als dréngend betruecht ginn.

Wann een esou Waardelëschten uféiert an dann am selwechte Rapport mengt, datt mer mat dësem Projet an all deenen anere Projeten, déi vum Familljeministère um Wee sinn oder ënnerstëtzt ginn, zum Zil kéimen, an do zitieren ech: «d'offrir aux personnes âgées une réelle liberté de choix en matière de logement et de service de soutien», da kënnen mer dat awer net esou richtig novollzieren. Mir mengen, dat ass awer e bësse Wonschdenken. Oder et kann een och vläicht vun Zynismus schwätzen. Et entsprécht op alle Fall nach laang net der Realität.

Duerfir - an da kommen ech op dat, wat den Här Fayot och gefrot huet - erënnere ech eng Kéier un déi Motioun, déi ech hei den 19. Januar 2005 am Numm vun der grénger Fraktioun déposiert hat an déi och vun der Chamber ugeholl ginn ass. Just zur Erënnung: Den 19. Januar 2005 hate mer hei dräi Projets de loi votéiert: d'Transformatioun an d'Extenssioun vum Fleegeheim Saint-Joseph zu Péiteng, de Bau vun engem CIPA zu Mamer a vun engem Jonglënster. An där Motioun huet d'Chamber d'Investissementen vun der Regierung an d'Structures d'accueil fir eeler Leit begréisst.

Mir hunn d'Noutwendegkeet vu weideren héichwäertegen an ekonomesch effikassen Infrastrukturen ënnerstrach. Mir hunn d'Wichtigkeet vun der Zesummenaarbecht bei der Planung vun esou Strukturen tëschent deene verschiddeenen Acteuren - Familljeministère, Sécurité sociale, Krankekeesen, Cellule d'évaluation et d'orientation vun der Assurance dépendance, Travaux publics - betount. Mir hunn op d'Noutwendegkeet vun zouverlässege Statistiken higewisen. Mir hunn d'Transparenz an d'Effikassitéit beim Féiere vun de Listes d'attente als wichteg emfonnt.

Aus all deenen Iwwerleueungen eraus hat d'Chamber d'Regierung invitéiert, eischtens d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, wat d'Plange vun Institutione fir eeler Leit ueget, ze verstärken, an awer och d'Zesummenaarbecht vun allen Acteuren, wat d'Gestioun vun de Capacitéite vun deenen Haiser ueget, ze verstärken. Dat war den 19. Januar 2005, a mir wësst gär, Madame Minister, wat d'Regierung aus dëser Invitatioun vun der Chamber gemaach huet. Mir waarde mat Interessi op Är Äntwert.

Ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dem Projet de loi 5614.

Merci.

» **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Wa soss kee méi d'Wuert freet? Den Här Gibéryen.

» **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech wollt just vun eiser Säit och der Madame Rapportrice Merci soen. Ech mengen, et ass alles zu dësem Projet gesot. Et ass e wichtige Projet an e féinnt och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

» **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. D'Madame Familljeminister, d'Madame Marie-Josée Jacobs, huet d'Wuert.

» **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei ass ee vun deene Projeten, dee sech areit an eng ganz laang Lëscht vun neien Institutionen, déi mer iwwert d'Land hëllefe bezuelen, well et normalerweis de Stat net ass. Do ass awer een Deel vun där Motioun vum Här Adam. Et ass nëmmen de Stat, deen nach zum Deel mathëlleft participéiere bei deene Gebaier, déi fréier am Établissement public waren, dat heescht, dem Stat seng eege waren an elo Établissement public sinn. Wat Servior ass, déi sinn also an där Majoritéit vun deene Gebaier do net dran involvéiert.

Här President, ech hunn elo keng Landkaart matbruecht. Mir hunn awer esou eng Land-



kaart. Ech géif mer erlaben, dem Här Fayot déi zoukommen ze loosse. Ech géif lech awer hei elo déi nei Better, déi nach amgaang si geplangt ze ginn, déposéieren. Do gesitt Der, dat geet vu Bäerbuerg iwwer Clierf bis Dikrech, Diddeleng, Heesdref, Jonglënster, d'Rumm, d'Fondation Pescatore, Rémeleng, Déifferdeng, Soleuvre, Conter, Lëtzebuerg, Ettelbréck, Ierpeldeng, Péiteng, Hamm.

Dir gesitt also, dat geet iwwert d'ganz Land. Dat hei sinn elo also nëmmen déi, déi nei derbäikommen, mä wéi gesot, ech ginn lech awer gären d'Landkaart, fir datt Der gesitt, datt mer dat awer wierklech an deene leschte Joren ëmmer hei gedriwwe gi fir ze soen: Et muss nach an et muss nach an et muss nach; an et geet ni duer; an déi aarm Leit, déi am Ausland sinn, an hei an do. De Mëtteg héieren ech emol fir d'éischte Kéier, datt hei och e bësselchen en aneren Toun mat doranner kënnt.

Ech sinn den Owend eigentlech frou hei ze héieren, datt Der lech Gedanke maacht, ob mer net ze vill géife bauen. Ech sinn an deene leschte Joren ëmmer hei gedriwwe gi fir ze soen: Et muss nach an et muss nach an et muss nach; an et geet ni duer; an déi aarm Leit, déi am Ausland sinn, an hei an do. De Mëtteg héieren ech emol fir d'éischte Kéier, datt hei och e bësselchen en aneren Toun mat doranner kënnt.

Mir hu selbsterständlech vill méi Capacitéiten. Den Här Fayot huet gesot, mir hu bal 7%, vis-à-vis vu 4% am Ausland. Et gëtt Spezialisten, déi soen, datt wat ee méi baut, wat méi de Besoin do ass. Eppes ass awer ganz sécher: Dat kënnt hei zu Lëtzebuerg do derduerch, datt mer eng Fleegeversécherung hunn, do derduerch, datt mer en Accueil gérontologique hunn, an och gutt Pensiounen hunn - loosse mer dat och nach derbäi soen -, datt mer vill méi Leit hunn, déi sech et kënne leeschten, an en Altersan an e Fleegeheim ze goen, wéi dat am Ausland de Fall ass.

Ech kenne Leit iwwert der däitscher Grenz, Däitscher - de Mëtteg ass gesot ginn, et mussen esou vill Leit an d'Ausland goen; dat ass och net fir alles gutt -, déi an där zweeter Generatioun ewell verschëllt sinn, well se mussen fir hir Elteren an den Altersheimer bezuelen. Dat alles gëtt et zu Lëtzebuerg net. Dat incitéiert natierlech méi séier, fir datt een iergendwou an esou en Heem geet. Ech traue mech net méi, fir do Heem ze soen, well dat och heiansdo schlecht vun de Leit opgeholl gëtt. Mä dat bréngt sécher eng ganz aner Demande, wéi dat an anere Länner de Fall ass.

Derbäi kënnt awer, datt ech net fäerten, datt mer der ze vill géife schafen, well ech gesinn, datt mer ëmmer méi al ginn. Mir hunn awer eng al Bevölkerung an eisem Land a si gëtt ëmmer méi al. Duerfir mengen ech och, datt déi Servicer, déi amgaang sinn ausgebaut ze ginn, och nach an deenen nächste Joren net riskéieren eidel ze stoen.

Ech wëll och soen, datt mer an dësem Moment och e Problem hu fir Leit ënnerdaach ze kréien, well eng ganz Partie vun deenen Haiser am Émbau sinn. Ech denken un d'Rumm, déi elo bal ganz zou ass. Aner Émbauten dorëmmer sinn amgaang gemaach ze ginn, wou Der also gesitt, datt et de Moment net liicht ass, fir Leit ënnerdaach ze kréien. Vun do aus mengen ech, datt de Plan sectoriel sech aus der Realitéit erginn huet, mä wéi gesot, ech loosse lech dat awer gären nach eng Kéier zoukommen, datt Der lech dat och kënnt ukucken.

Dat, wat ech mech éischer froen, dat ass eppes Neies, wat amgaang ass ze entstoen op verschiddene Plazen. Ech denken zum Beispill u Bascharage, wou och esou en „betreutes Wohnen“ kënnt, och u Schëffleng, wou mer leider d'Geleeënheet net hatten, fir op de Strauss ze kommen, Här Buergermeeschter, mä Dir hat keen aneren Dag fonnt, soss wiere mer gär komm, den Här Boden an ech. Do maache mer also esou en „betreutes Wohnen“, wou d'Leit, déi kommen, awer wierklech nach méi autonom

sinn. Dat heescht, si hunn nach en Appartement a si brauchen eréischt an déi aner Institutioun ze goen, wa se dat dann och wierklech mussen hunn a wann et net méi aneschtens geet.

Elo mussen mer gesi wéi dat sech auswierkt, well dat gëtt jo dann ëmmer gemaach mat esou Enquêtes, déi an de Gemengen duergedouert ginn. Da seet all Mënsch voller Begeescherung: selbsterständlech! A wann et da bis driwwer hiergeet, dann ass et awer net méi ëmmer gradesou selbsterständlech. Mä ech denken éischer, datt dat och nei Weeër sinn, wou mer mussen kucken, wat de Leit hëllef, wéi mer hinne kënnen entgéintkommen, wéi datt mer elo onbedéngt nach virufuere mat deem klaschesche Centre intégré, vun deem ech mengen, datt e souwisou amgaang ass de Wee ze goe vun enger Maison de soin, well déi Leit, déi doranner sinn, awer mat der Zäit éischer Fleegefäll ginn, wéi datt dat der dann awer nach lauter wäeren, déi gudder Dëng sinn.

Zu där Motioun, vun där den Här Adam geschwat huet. Do probéiere mer selbsterständlech esou vill wéi méiglech Partner ëmmer mat anzebannen. Dat ass och net ëmmer esou einfach. Mä, wéi gesot, et war ëmmer e grouse Widderwille vun de Leit, fir esou eng gemeinsam Lëscht ze hunn, wou se alleguerte géifen drop stoen, well net jiddferree wëllt, datt jiddferree weess, datt hien do op esou enger Lëscht ass. Dat féiert natierlech dozou, datt awer eng ganz Partie vun duebelen Inskriptiounen do sinn. Mä, wéi gesot, fir mech huet d'Realiteit bis haut gewisen, datt mer am Fong nach net esou bäi sinn, datt mer op eemol misste fäerten, datt déi Zëmmeren net méi géife besat ginn.

Ech wollt just eng Kéier kuerz eppes soen, well ech elo grad keng Zäit méi dofir hat. Den Här Bettel hat de Mëtteg geschwat iwwert d'Exklusivoun vun deenen eelere Leit aus deenen neien Technologien. Dozou wëll ech soen, datt mer net nëmmen un deenen Haiser do schaffen, mä op enger ganzer

Partie vu Weeër sinn, fir wierklech och déi eeler Leit mat hei an eiser Gesellschaft dranzehalen, datt zum Beispill Cyber-Café bestinn, Jugendorganisatiounen a Jugendklibb, déi eelere Leit hëlfele an hinnen déi nei Technologie bäibréngen - an den RBS dat och mécht.

Also, ech denken och, datt et wichteg ass, datt déi eeler Leit - dat fänkt bei eisem Alter jo ewell un - och wëssen, wéi een domadder eens gëtt, fir viru mat de Kanner, mat der ganzer Famill, déi iwwert d'Welt dorëmmer verdeelt sinn, och nach a Kontakt kënnen ze bleiwen a selbsterständlech och déi aner Saachen ze maachen.

Ech géif wëllen ofschléissen a selbsterständlech och der Madame Frank villmools Merci soe fir hiren exakte schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Fondation Pescatore huet esou wäit gebaut, mä dat huet, mengen ech, och net direkt ee getraff, dee keng Sue gehat hätt, fir dat kënnen ze maachen. Duerfir si mer frou, datt mer dat elo haut stëmme, an datt si an der Zwëschenzäit och ewell gebaut hunn.

Merci villmools.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dëse wichtige Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5614 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine*



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

d'Chamber live  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Laurent Mosar), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Alexandre Krieps (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et also esou decidéiert.

Als nächste Punkt op eiser Dagesuerdung hu mer d'Naturalisatiounen stoen, déi ënnert dem Huis clos virgeholl ginn.

#### 4. Demandes en naturalisation

De Huis clos ass domat ausgesprach.

**(Le huis clos est prononcé à 18.47 heures)**

\* \* \*

**(Le huis clos est levé à 18.58 heures)**

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 121 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel uegheoll. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat acht Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

**Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 1<sup>er</sup> février 2007**

1. ABDEMOULAH Abdellatif, né le 22 août 1952 à Sakiet Eddaier (Tunisie), demeurant à Esch-sur-Alzette
2. ADROVIĆ Edin, né le 6 novembre 1980 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
3. BAYEGI Mohammed, né le 21 mars 1955 à Chahroud (Iran), demeurant à Bettembourg
4. BECIĆ Amir, né le 14 mai 1983 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz
5. BORGES FONSECA LIMA Ricélio, né le 8 juillet 1984 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
6. BSARANI Joseph, né le 6 mars 1968 au Caire (Égypte), demeurant à Rolling
7. BURKIĆ Sedika, née le 1<sup>er</sup> janvier 1971 à Donja Lovnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven
8. CHAVES FERNANDES MARQUES Bruno Antonio, né le 2 septembre 1982 à Santa Maria de Viseu/Viseu (Portugal), demeurant à Troisvierges

9. CHRISTOPH Mike, né le 15 mars 1976 à Hachenburg (Allemagne), demeurant à Pétinge

10. COX Maurice Louis Marie, né le 30 mai 1936 à Kuringen (Belgique), demeurant à Huldange

11. BROSCHE Sofia Maria Katharina, née le 1<sup>er</sup> juin 1924 à Garzweiler (Allemagne), demeurant à Huldange

12. DAI Keying, née le 20 décembre 1985 à Jiangsu (Chine), demeurant à Luxembourg

13. DAUBASIC Rizah, né le 8 janvier 1977 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

14. DE ALMEIDA PEREIRA Luis Filipe, né le 22 octobre 1986 à Tamengos/Anadia (Portugal), demeurant à Remich

15. DELALLE Arnaud Raymond Georges, né le 27 août 1981 à Thionville (France), demeurant à Bascharage

16. DEMAJ Milihate, née le 5 octobre 1973 à Llozhan (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Lamadelaine

17. DEVOLDER Peter Jan Gustaaf, né le 28 janvier 1966 à Veurne (Belgique), demeurant à Friedbusch

18. D'HERBAIS DE THUN Natasja, née le 6 septembre 1983 à Jette (Belgique), demeurant à Differdange

19. DJULOVIC Vahdeta, née le 10 février 1970 à Sahmani (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Mersch

20. DUVAL PIMENTEL Ramona Altagracia, née le 3 novembre 1965 à San Juan de la Maguana (République dominicaine), demeurant à Bertrange

21. DYACHUK Olena, née le 8 avril 1969 à Kiev (Ukraine), demeurant à Senningerberg

22. EVORA SPENCER Raquel, née le 6 janvier 1968 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

23. FARIA CASTELO PEDRO Luis Carlos, né le 15 octobre 1962 à Caldas da Rainha (Portugal), demeurant à Kehlen

24. FEDOROV Andrei, né le 1<sup>er</sup> août 1983 à Moscou (Russie), demeurant à Strassen

25. FERREIRA MARTINS Gloria da Conceição, née le 19 avril 1980 à Castelões de Cepeda/Paredes (Portugal), demeurant à Troisvierges

26. FIGUEIREDO SERRANO José Antonio, né le 21 mars 1969 à São Julião da Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de SERRANO José Antonio.

27. FORTES Palmira Idalina, née le 2 mars 1971 à São Pedro Apostolo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg

28. FRANK Wolfgang Friedhelm, né le 24 octobre 1963 à Trier (Allemagne), demeurant à Beringen

29. FRAUSING Jens, né le 18 mars 1943 à Barrit Sogn (Danemark), demeurant à Mondernange

30. FRÉCHIN Emmanuel, né le 11 juin 1967 à Épinal (France), demeurant à Luxembourg

31. FREITAS MARQUES PEREIRA Olivia, née le 2 janvier 1982 à Quinta Grande/Camara de Lobos (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de FREITAS MARQUES Olivia.

32. FRIEZA MOREIRA GODINHO David José, né le 12 novembre 1962 à Foros de Salvaterra/Salvaterra de Magos (Portugal), demeurant à Luxembourg

33. FURTADO Magda do Nascimento, née le 3 novembre 1973 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

34. FURTADO Maria Elisabete, née le 26 octobre 1971 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

35. GASHONGA Lionel, né le 25 juin 1971 à Nyarugenge/Kigali (Rwanda), demeurant à Diekirch

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GAASCH Lionel.

36. GATLEY Duncan, né le 19 juin 1955 à Runcorn (Grande-Bretagne), demeurant à Dudelange

37. GOMES RODRIGUES Ana Maria, née le 1<sup>er</sup> septembre 1957 à São Julião da Figueira da Foz/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Luxembourg

38. GORGINPOUR Mohammad, né le 20 septembre 1978 à Chiraz (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GORGIN Armin.

39. GORGIZADEH Ezzat, née le 12 octobre 1948 à Guénavéh (Iran), demeurant à Mondorf-les-Bains

40. GREBO Goran, né le 14 avril 1954 à Zemun (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

41. GUMNISHTA Driton, né le 29 juin 1968 à Vushtrri (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

42. HAJAJI Rachid, né le 12 décembre 1968 à M'Dhilla (Tunisie), demeurant à Luxembourg

43. HAJDARPASIC Mersiha, née le 31 mars 1963 à Nikšić (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange

44. HALILOVIC Bahrudin, né le 4 septembre 1978 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Sanem

45. IARMOCHEVITCH Elena, née le 5 décembre 1969 à Novopokrovka (Russie), demeurant à Berchem

46. KAHVEDZIC Jasmin, né le 30 novembre 1972 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schwebsingen

47. LUKSIC Enida, née le 15 novembre 1973 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schwebsingen

48. KIHM Gabrielle Annette, née le 28 janvier 1927 à Munster (France), demeurant à Luxembourg

49. KINER Valérie Léa Ghislaine, née le 30 novembre 1968 à Luxembourg, demeurant à Pintsch

50. KRAFFT Reinhard Helmut, né le 21 juillet 1964 à Athènes (Grèce), demeurant à Strassen

51. BLOCH Miriam Beatrice, née le 8 avril 1962 à Mannheim (Allemagne), demeurant à Strassen

52. LARA Giuseppe, né le 6 janvier 1984 à Lanusei (Italie), demeurant à Esch-sur-Alzette

53. LOPES DA CRUZ Sara Sophie, née le 27 janvier 1983 à La Teste-de-Buch (France), demeurant à Pétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOPES Sara Sophie.

54. LOPES DE SOUSA Jacinto Carlos, né le 30 décembre 1967 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

55. LOVADINA Adriano, né le 2 septembre 1971 à Binche (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette

56. LUKIC Goran, né le 30 juin 1963 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

57. LUKIC Milica, née le 23 août 1984 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

58. MACEDO GONÇALVES Julia Marlene, née le 29 mai 1983 à Anais/Ponte de Lima (Portugal), demeurant à Dudelange

59. MAHMUTOVIC Asim, né le 27 décembre 1956 à Potklece (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Bertrange

60. MAIA LOPES SANTOS Fernando, né le 31 juillet 1965 à Perafita (Portugal), demeurant à Differdange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SANTOS Fernando.

61. MAIA LOPES SANTOS Paula Maria, née le 25 octobre 1968 à Vilar/Vila do Conde (Portugal), demeurant à Kayl

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de SANTOS Paula Maria.

62. MEHRAFZA Shayan, né le 31 août 1985 à Karlsruhe (Allemagne), demeurant à Schifflange

63. METZ Kim, née le 24 novembre 1982 à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant à Koetschette

64. MOTIANI Sheela Naraindas, née le 8 mars 1958 à Gandhi Nagar/Nasik (Inde), demeurant à Fentange

65. MURANA Laurent, né le 7 juillet 1986 à Shkoder (Albanie), demeurant à Echternach

66. MURANA Stiljana, née le 8 mai 1985 à Shkoder (Albanie), demeurant à Hosingen

67. MURERA UWANYIRIGIRA Diane, née le 29 octobre 1986 à Mwiyanike (Rwanda), demeurant à Rodange

68. MUSLIC Enis, né le 8 juin 1977 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Tétinge

69. NAKASOLYA Hajara, née le 23 août 1972 à Mulago (Ouganda), demeurant à Esch-sur-Alzette

70. NIBAKURE Gènereuse, née le 16 février 1958 à Rutonde (Rwanda), demeurant à Luxembourg

71. NIKOLOVA Maya, née le 1<sup>er</sup> mai 1961 à Stara Zagora (Bulgarie), demeurant à Esch-sur-Alzette

72. NYINDU Miandabu, née le 23 novembre 1975 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Bettel

73. OHRBERG Lars, né le 29 octobre 1973 à Sonderborg (Danemark), demeurant à Luxembourg

## Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz



74. OMEROVIĆ Adis, né le 14 juin 1980 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

75. PALI Bardhe, née le 20 juin 1968 à Shkoder (Albanie), demeurant à Clervaux

76. PATWARY Mahfuzul Islam, né le 27 septembre 1986 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Luxembourg

77. PAULMIER Murielle Pauline Aline, née le 6 avril 1965 à Algrange (France), demeurant à Mondorf-les-Bains

78. PENEV Aleksandar, né le 16 août 1983 à Vranje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

79. PEREIRA FARIA Oscar Gabriel, né le 13 octobre 1980 à Barcelos (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

80. POPOVIĆ Lidija, née le 17 octobre 1965 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Clemency

81. PRANGE Toralf, né le 28 décembre 1966 à Güstrow (Allemagne), demeurant à Troisvierges

82. PRINGELS Jacques Jules Valère, né le 2 mai 1925 à Linkebeek (Belgique), demeurant à Bettendorf

83. PUSCH Oliver, né le 2 juin 1973 à Prüm (Allemagne), demeurant à Wecker

84. RAMOS MARTINS Ana da Conceição, née le 26 juillet 1966 à Nossa Senhora do Livramento/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Schifflange

85. REBRONJA Zilbija, née le 15 juillet 1981 à Bijelo Polje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

86. RIBEIRO DA SILVA Sonia Catarina, née le 3 août 1981 à Torre de Viseu (Portugal), demeurant à Schifflange

87. RIBEIRO SILVA Esmeraldina, née le 21 octobre 1979 à Nossa Senhora da Luz (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

88. ROCHA PRATES Elisa Maria, née le 19 mai 1964 à Montargil/Ponte de Sor (Portugal), demeurant à Luxembourg

89. SAKU Benard, né le 18 mai 1973 à Mulago/Kampala (Ouganda), demeurant à Esch-sur-Alzette

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SAKU Bernard.

90. SALAS DOMINGUEZ Leli Rocxana, née le 26 août 1965 à Huari (Pérou), demeurant à Bettembourg

91. SCHEID Dennis, né le 18 mai 1985 à Trier (Allemagne), demeurant à Aspelt

92. SEHIĆ Vahidin, né le 4 janvier 1980 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Lintgen

93. SHEN Hao, né le 8 novembre 1962 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg

94. STAHL Nandor, né le 30 octobre 1982 à Subotica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

95. STOIBER Gertraud, née le 18 avril 1963 à Haselbach (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette

96. STOYANOVA Svetlana, née le 26 juin 1960 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Esch-sur-Alzette

97. SUN Yixian, née le 10 octobre 1986 à Wenzhou/Zhejiang (Chine), demeurant à Wasserbillig

98. SZYMANSKI Véronique, née le 11 février 1964 à Briey (France), demeurant à Luxembourg

99. TASCA Mihai Fanel, né le 15 décembre 1960 à Balabanesti (Roumanie), demeurant à Luxembourg

100. TEIXEIRA GOMES VILELA Irene Luciana, née le 9 février 1955 à Bragança (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

101. TOURÉ Alioune Badara, né le 22 juin 1966 à Paray-le-Monial (France), demeurant à Dudelange

102. VARELA MENDES Alexandre, né le 1<sup>er</sup> mars 1967 à Santiago Maior (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

103. VENNEMAN Ria, née le 20 octobre 1961 à Wetteren (Belgique), demeurant à Luxembourg

104. VIDEIRA FIGUEIREDO Manuel Antonio, né le 17 novembre 1981 à Aguas Boas (Portugal), demeurant à Differdange

105. WEI Wenzhu, né le 24 mars 1984 à Jiangsu (Chine), demeurant à Bech-Kleinmacher

106. ZHAN Chenru, née le 14 février 1982 à Zhejiang (Chine), demeurant à Wasserbillig

107. ZHANG Weihong, née le 2 septembre 1984 à Qingtian County/Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

#### Liste complémentaire des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 1<sup>er</sup> février 2007

1. BEUEL Sebastian Helmut, né le 9 août 1980 à Trier (Allemagne), demeurant à Luxembourg

2. BOUTROS Manon, née le 27 juillet 1946 au Caire (Égypte), demeurant à Strassen

3. HANKE Kurt Franz, né le 26 décembre 1949 à Trier (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette

4. HIZ Ugur, née le 31 janvier 1959 à Acipayam (Turquie), demeurant à Junglinster

5. JAGIELLO Marleen Erika, née le 22 octobre 1979 à Halle (Allemagne), demeurant à Luxembourg

6. JAHIC Admir, né le 2 juin 1980 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

7. JIANG Xiaoping, né le 25 février 1975 à Zhejiang (Chine), demeurant à Mertert

8. JI Jiqing, née le 1<sup>er</sup> décembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

9. KOCANOV Stojan, né le 22 avril 1967 à Vicina (Macédoine), demeurant à Luxembourg

10. LICINA Arkin, né le 31 décembre 1977 à Skopje (Macédoine), demeurant à Dudelange

11. LOTELE Djambite, née le 25 novembre 1969 à Mbandaka (République démocratique du Congo), demeurant à Tétange

12. PEREIRA Tiago José, né le 17 janvier 1984 à Mortagua (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

13. VAZ DA PONTE Rui Filipe, né le 9 avril 1984 à Longos Vales/Monção (Portugal), demeurant à Differdange

14. ZINEDDINE Rachid, né le 16 septembre 1964 à Casablanca (Maroc), demeurant à Senningerberg

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si programméiert fir den 13., 14. a 15. Februar. Den Ordre du jour gëtt lech schréfflech zougestallt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.59 heures)**

## Sommaire des séances publiques

Communications pages 224-225

Départ en retraite de deux membres du Greffe page 225

5667 - Proposition de loi de M. Henri Grethen modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes;

5668 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée

et

5669 - Proposition de loi de Mme Anne Brasseur modifiant l'article 35 de la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national page 225

Ordre du jour page 225

Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution page 225

Dépôt d'une motion par M. Marcel Oberweis pages 225-226

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°140 du 30 janvier 2007 de Monsieur Marcel Sauber au sujet du nouveau Plan d'action en faveur des PME, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 226

- Question N°141 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à la relance du débat sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 226

- Question N°142 du 29 janvier 2007 de Monsieur Ben Fayot relative à la réunion à Madrid des 18 pays qui ont ratifié le Traité établissant une Constitution pour l'Europe et à l'avenir dudit traité, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 226-227

- Question N°143 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à l'organisation d'une véritable campagne de sensibilisation des citoyens à l'occasion du festival automobile 2007, campagne à organiser conjointement par le Gouvernement, l'ADAL et la FEGARLUX, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports page 227

- Question N°144 du 30 janvier 2007 de Madame Martine Stein-Mergen relative à l'accompagnement des personnes aveugles détentrices d'une carte d'invalidité C, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 227

- Question N°145 du 30 janvier 2007 de Monsieur Jean-Pierre Koepf relative à la simplification administrative, adressée à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement pages 227-228

- Question N°146 du 29 janvier 2007 de Madame Lydie Err relative au permis de séjour des ressortissants européens, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 228

- Question N°147 du 26 janvier 2007 de Madame Anne Brasseur relative à la compensation de notes insuffisantes dans l'enseignement secondaire, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 228

- Question N°148 du 30 janvier 2007 de Monsieur Henri Kox relative à la condamnation du Luxembourg - en décembre 2006 - par la Cour de Justice européenne pour non-respect des obligations découlant de la directive 1999/94/CE concernant la disponibilité d'informations sur la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub> à l'intention des consommateurs lors de la commercialisation des voitures particulières neuves, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Transports page 228

- Question N°149 du 26 janvier 2007 de Monsieur Xavier Bettel relative au traitement à percevoir par un fonctionnaire ayant été mis en liberté et se trouvant sous contrôle judiciaire, adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 228-229

- Question N°150 du 30 janvier 2007 de Monsieur Claude Adam relative à la stratégie du Gouvernement luxembourgeois face à la discrimination des étudiants étrangers par voie de quota ou autres formalités lors de l'inscription dans des universités belges et autrichiennes, adressée à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 229

- Question N°151 du 30 janvier 2007 de Monsieur Charles Goerens relative à un essai effectué par la Chine pour tester une arme antisatellite, adressée à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration pages 229-230

- Question N°152 du 30 janvier 2007 de Monsieur Robert Mehlen relative à une directive européenne par laquelle la protection des cormorans serait abrogée, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement page 230

5182 - Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève, le 26 mai 2000 pages 230-231

5198 - Projet de loi portant

1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement

2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée

3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée pages 231-235

5446 - Projet de loi portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2004 (Décision III/7) pages 235-236

5612 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à la base électorale page 237

Interpellation de M. Carlo Wagner au sujet de l'évolution future du secteur vitivinicole pages 237-246

Interpellation de M. Claude Adam au sujet de la pauvreté au Luxembourg pages 246-259

Motion de M. Marcel Oberweis relative à la condamnation à mort par la justice libyenne de cinq infirmières bulgares et d'un médecin palestinien page 259

Projet de loi autorisant la participation de l'État à la reconstruction de l'Aile Centrale, à la rénovation, la transformation et la modernisation de l'Aile Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation J.-P. Pescatore pages 259-262

Demandes en naturalisation pages 262-263

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

#### Supplément commun aux quotidiens:

d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

#### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

#### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

#### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1353	M. Aly Jaerling	Soutien financier pour les cours du Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC)
1392	M. Claude Meisch	Protection des intérêts luxembourgeois - Démission du CEO d'Arcelor-Mittal
1417	M. Jos Scheuer	Examen-concours d'admission au stage des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire
1418	M. Laurent Mosar	Prix maxima des courses de taxi
1425	M. Jacques-Yves Henckes	Amélioration des infrastructures
1428	Mme Viviane Loschetter	Nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg
1433	M. Félix Braz	Comité interministériel en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers
1434	M. Laurent Mosar	Ouverture du marché du travail luxembourgeois aux étrangers
1436	Mme Anne Brasseur	Projet d'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette
1437	M. Jacques-Yves Henckes	Transposition de directives relatives à la réduction des nuisances aux alentours des aéroports
1453	M. Camille Gira	Traitement des eaux urbaines résiduaires
1454	M. Claude Adam	Bonification de l'ancienneté dans la fonction publique
1455	M. Aly Jaerling	Infrastructures de l'État prévues pour le site Terre Rouge d'Esch/Alzette
1467	Mme Viviane Loschetter	Retrait de l'indemnité de chômage pour refus d'un emploi proposé pour des raisons de non-conciliation emploi/situation familiale
1474	M. Claude Adam	Assurance continuée et assurance facultative
1475	M. Claude Adam	Équipe pédagogique et éducative de l'éducation précoce
1477	M. Roger Negri	Taux super réduit de la TVA pour les systèmes de sécurité dans les habitations privées
1480	M. Robert Mehlen	Assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse «Rhinite atrophique» au centre de sélection «Kuelbecherhaff»
1482	M. Laurent Mosar	Droit au logement opposable
1486	M. Claude Meisch	Potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical
1490	M. Marcel Oberweis	Candidature du Benelux pour la Coupe du Monde de football 2018
1492	M. Marc Spautz	Sécurité routière sur le CR101 entre Kopstal et Mamer
1493	M. Marcel Oberweis	Communes sans OGM
1496	M. Laurent Mosar	Arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 à l'égard du Luxembourg relatif à ses marchés des télécommunications
1500	M. Jean Huss	Service médical public
1502	M. Carlo Wagner	Extraction de l'air contaminé par la fumée de tabac dans les restaurants
1505	M. Xavier Bettel	Projets de renforcement de la sécurité routière
1506	Mme Claudia Dall'Agnol	Association «Immo-Stëmm»
1511	M. Laurent Mosar	Prix des permis d'émission de CO <sub>2</sub>
1513	M. Laurent Mosar	Droit applicable et compétence en matière de divorce et de séparation de corps
1521	M. François Bausch	Source libératoire sur certains revenus de capitaux
1522	M. Romain Schneider	Fermeture de la société «Technicolor Home Entertainment Services» à Schiffange

**Question 1353** (19.10.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **soutien financier pour les cours du Centre National de Formation Professionnelle Continue (CNFPC)**:

Wéi mer matgedeelt gouf, gëtt am Centre National de Formation Professionnelle Continue fir d'Erwues-seneweiderbildung keng staatlech Entschiedegung méi ausbezuelt vun dësem Joer un.

Dës Entschiedegung war awer eng zousätzlech Motivatioun fir sech an déi Ausbildung anzuschreien an awer och fir déi manner bemët-telt Eltere vu betraffene Jonken eng wichteg finanziell Ënnerstëtzung.

An och eng Ënnerstëtzung fir deene Jonken oder Eeleren, déi op sech eleng gestallt waren, kee Re-venu haten a sech wollte weiderbil-den, entgéintzekommen.

Et kann dach net sinn, dass just do, wou mer anscheinend de gréisste Malaise hu wat de Chômage be-trëfft, an zwar bei der Qualifika-tioun, elo just do soll gespuert ginn, wou de Problem am gréissten ass.

Kann den Här Minister respektiv d'Madame Ministesch mer duerfir dës Froe beäntweren:

1) Stëmmt et, dass keng finanziell staatlech Ënnerstëtzung méi zou-gestane gëtt fir Erwueseneweider-bildung am CNFPC?

2) Wa jo, firwat?

3) Ass dat net kontraproduktiv an hält wa méiglech Leit, déi sech wëlle weiderbilden, aus finanzielle Constraints dovun of?

4) Widdersprécht dat net dem Ge-danke vum life long learning, laut deem soll all Mënsch d'Méigleg-keet kréie sech unni finanziell Constrainte weiderzebilden?

**Réponse commune** (30.1.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation profes-sionnelle*:

Et stëmmt, dass keng finanziell staatlech Ënnerstëtzung méi fir Er-wueseneweiderbildung am CNFPC iwwert de Fonds pour l'Em-ploi bezuelt gëtt fir Coursen, déi net een direkte Lien zum Aar-bechtsmaart hunn, mä nëmmen nach fir Leit, déi un Aarbechtsamt ageschriwwen sinn a vun dësem an déi Coursé geschéckt ginn.

Op där anerer Säit awer deelen ech d'Meenung vun dem Här De-

putéierten, dass d'finanziell Situa-tioun vun deem Eenzelen net dierf eng Constrainte si fir um life long learning deelzehuelen. Duerfir gesäit dee Projet de loi 5593 ver-schidden Aiden a Primë vir.

Ech verweisen op den Titre 2, Cha-pitre I vun dësem Gesetzesprojet.

**Question 1392** (9.11.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concer-nant la **protection des intérêts luxembourgeois - la démis-sion du CEO d'Arcelor-Mittal**:

Dans le contexte de la démission du CEO d'Arcelor-Mittal, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État vient de déclarer sur les ondes de RTL Radio Lëtzebuerg avoir eu au préalable un entretien télépho-nique avec Monsieur Mittal, dans lequel il avait posé la question «ob sech fir Mittal eppes geännert hätt, wat d'Engagement fir Lëtzebuerg ubelaangt. Et ass mir héich an hel-leg versprach ginn, dat wier net de Fall. Ech gleewen dat och».

Cette déclaration de Monsieur le Premier Ministre pourrait être inter-prétée de façon à ce qu'il n'existe aucun accord écrit ou juridique-

ment valable entre le Gouverne-ment et Arcelor-Mittal visant à pro-téger les intérêts nationaux dans le cadre de la fusion entre Arcelor et Mittal Steel, alors que les déclara-tions publiques faites par Monsieur le Premier Ministre lors de l'an-nonce du rapprochement entre Ar-celor et Mittal Steel laissaient en-core conclure à l'inverse. Voilà pourquoi j'aimerais poser les ques-tions suivantes à Monsieur le Pre-mier Ministre:

a) Est-ce qu'il existe un accord for-mel écrit entre le Gouvernement et Arcelor-Mittal, respectivement entre Arcelor et Mittal Steel, res-pectivement entre Arcelor et Mon-sieur Lakshmi Mittal en nom per-sonnel, respectivement entre le Gouvernement et Mittal Steel ou encore entre le Gouvernement et Monsieur Lakshmi Mittal en nom personnel, ayant repris les enga-gements vitaux pour le pays dont le Premier Ministre a fait état et dont il fait toujours état?

b) Dans l'affirmative, quelle est la valeur juridique de cet accord? Le Gouvernement pourra-t-il le cas échéant ester en justice si les enga-gements portant protection des intérêts nationaux ne seraient pas respectés par l'une quelconque des parties?

c) Existe-t-il encore d'autres enga-gements écrits ou non écrits visant la protection des intérêts nationaux à part le maintien du siège de la-dite société au Luxembourg et le respect des engagements anté-rieurs conclus entre l'État et Arce-lor? Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'en don-ner les détails?

**Réponse** (24.11.2006) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

J'ai l'honneur de me référer aux questions parlementaires N°1384 du 6 novembre 2006 concernant la réorganisation de la structure de la direction du groupe Arcelor-Mittal (*cf. compte rendu N°4/2006-2007*) et N°1392 du 9 novembre 2006 traitant de la protection des intérêts luxembourgeois dans le cadre de la création du groupe Arcelor-Mittal de Monsieur le Député Claude Meisch et à la réunion du 9 novembre courant de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports au cours de laquelle j'ai eu l'occasion de ré-pondre en détail aux questions des membres de la Commission concernant l'évolution du dossier «Arcelor-Mittal». Cette réunion m'a notamment permis de couvrir les aspects du dossier mis en avant par Monsieur le Député Meisch dans ses questions parlementaires.

À la fin de la réunion, Monsieur le Député a indiqué, à ma demande, qu'il estimait que ses questions étaient, au vu des informations fournies lors de la réunion, deve-nues sans objet. J'estime dès lors que le Gouvernement peut se dis-penser de répondre par écrit aux deux questions parlementaires.

**Question 1417** (21.11.2006) de **M. Jos Scheuer** (*LSAP*) concer-nant l'**examen-concours d'ad-mission au stage des car-rières du rédacteur et de l'expéditionnaire**:

Les examens-concours pour l'ad-mission au stage des carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire sont ouverts aux candidats ayant fait leurs études soit dans un éta-bissement d'enseignement secon-daire soit dans un établissement d'enseignement secondaire techni-que.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

Quel est, aux différents types d'examen, le nombre de candidats

- en provenance de l'enseignement secondaire,

- en provenance de l'enseignement secondaire technique?

Quel est, aux différents types d'examen, le taux de réussite des candidats

- en provenance de l'enseignement secondaire,

- en provenance de l'enseignement secondaire technique?

Tout en sachant que les épreuves diffèrent selon la carrière visée (carrière administrative ou techni-que), une grande importance est accordée aux épreuves de langues (traduction d'un texte luxembourgeois en langue fran-çaise ou en langue allemande; dis-sertation en langues française, al-lemande et anglaise).

Sachant que la finalité de l'ensei-gnement des langues varie selon l'ordre d'enseignement suivi, j'ai-merais savoir de Monsieur le Mini-stre s'il en est tenu compte dans l'appréciation des travaux d'exa-men. Si tel n'était pas le cas, les candidats provenant de l'ensei-gnement technique seraient nette-ment défavorisés par rapport à ceux en provenance de l'enseigne-ment secondaire.

Considérant que l'enseignement est subdivisé de plus en plus en des formations spécialisées, je voudrais savoir si Monsieur le Mi-nistre n'entend pas davantage te-nir compte de cette diversité lors du recrutement par examen afin de garantir par là, à la fois une plus grande égalité des chances aux candidats et un savoir-faire techni-que accru à la Fonction publique.

**Réponse** (25.1.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans son courrier du 21 novembre 2006, Monsieur le Député Jos Scheuer soulève essentiellement deux questions qui se réfèrent aux examens-concours pour l'admis-sion au stage dans les carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire.

La première question concerne le nombre de candidats inscrits aux examens-concours en provenance de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

La deuxième question se réfère aux taux de réussite des candidats en provenance de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique.

Afin de donner une réponse adé-quate à ces questions, les services de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont établi un tableau spécifique qui reprend les données disponibles pour les sessions des concours des années 2005 et 2006 dans les carrières du rédacteur et de l'expéditionnaire administratif.

Examens-concours pour l'admis-sion au stage dans la carrière du rédacteur des années 2005 et 2006:

Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire classique:	501
Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire technique	734
Total des candidats ayant réussi	165
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire classique	77,02%
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire technique	22,98%



Examens-concours pour l'admission au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif des années 2005 et 2006:

Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire classique	97
Candidatures reçues de candidats issus de l'enseignement secondaire technique	562
Total des candidats ayant réussi	92
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire classique	29,87%
Taux de réussite des candidats issus de l'enseignement secondaire technique	70,13%

Dans la deuxième partie de sa question, l'honorable Monsieur Jos Scheuer soulève la question de l'importance accordée aux épreuves de langues dans les différents examens-concours et aimerait savoir s'il est tenu compte dans l'appréciation des épreuves d'examen de l'ordre d'enseignement suivi par les candidats.

Le règlement grand-ducal du 30 janvier 2004 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage dans les carrières moyennes du rédacteur, de l'ingénieur-technicien, du technicien diplômé, de l'éducateur gradué et de l'informaticien diplômé détermine dans son article 3 que la carrière du rédacteur comprend une catégorie administrative et une catégorie technique. Pour accéder à la carrière du rédacteur, catégorie administrative ou catégorie technique, les candidats doivent être détenteurs soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires, soit du diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires technique, soit d'un certificat d'études reconnu équivalent par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions.

La carrière du rédacteur, catégorie administrative, s'adresse à des fonctions à caractère prédominant administratives pour lesquelles des compétences en matière de rédaction sont requises, tandis que la catégorie technique devrait s'adresser à des fonctions à caractère prédominant techniques. Cette différence se manifeste aussi au niveau des programmes des épreuves de l'examen-concours dans le sens que le programme de la catégorie administrative prévoit une épreuve de connaissances générales tandis que la catégorie technique prévoit une épreuve de technologie professionnelle qui est une épreuve d'aptitude à caractère technique en relation avec les fonctions à exercer. Au niveau de l'épreuve des langues étrangères il n'est pas tenu compte de l'ordre d'enseignement suivi par les candidats puisque les diplômes requis pour l'accès à la carrière sont reconnus équivalents par la loi.

Il importe par ailleurs de noter que le programme des épreuves impose pour toutes les carrières, à savoir pour les carrières supérieures, moyennes et inférieures, une épreuve de langues étrangères.

## Question 1418 (21.11.2006) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les prix maxima des courses de taxi:

Le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixe les prix maxima pour courses en taxi Or, selon mes informations, une des plus grandes entreprises de taxis du Luxem-

bourg considère ce règlement grand-ducal comme non valable et applique en conséquence des tarifs nettement supérieurs par rapport à ceux fixés par le texte en question.

Depuis l'entrée en vigueur dudit règlement grand-ducal, plusieurs entrepreneurs de taxis qui respectent la loi se sont plaints auprès de Monsieur le Ministre des Transports à cause de cette situation parfaitement illégale qui leur cause un préjudice tellement grave qu'ils risquent même de devoir se déclarer en faillite. Les entreprises qui respectent la loi sont donc pénalisées.

Bien que Monsieur le Ministre des Transports ait confirmé le bien-fondé de ces doléances à l'égard de l'entreprise susmentionnée aucune solution n'a été trouvée par les services compétents.

Il y a lieu de constater que les transports en taxis ne sont pas particulièrement attractifs.

Au vu des développements antérieurs, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Le Gouvernement peut-il confirmer cette situation? Dans l'affirmative pour quelles raisons le Gouvernement n'est-il pas encore intervenu dans l'affaire en question?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage pour remédier à cette situation?

- Au vu de la situation décrite, le Gouvernement ne devrait-il pas réformer le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004, voire réexaminer dans sa totalité la législation en la matière afin de rendre les transports en taxis plus attractifs?

**Réponse commune (6.2.2007) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

1. Les Ministres de l'Économie et du Commerce extérieur et des Transports peuvent confirmer que certaines entreprises de taxis ne respectent pas le règlement grand-ducal du 9 juillet 2004 fixant des prix maxima pour courses en taxi. Cette situation trouble manifestement le fonctionnement normal du marché en cause.

Les agents de la Direction de la Réglementation des marchés et de la Consommation se sont déplacés à plusieurs reprises et ont pu dresser procès-verbaux contre les entreprises qui violent les prix fixés par le règlement grand-ducal susmentionné.

Ces procès-verbaux ont été continués au Parquet près du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, qui n'a cependant pas engagé de poursuites pénales.

2. Pour établir la sécurité juridique dans le secteur, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a saisi le Conseil de Gouvernement vendredi dernier qui a approuvé une modification de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Ce projet de loi évitera toute discussion sur la légalité de la réglementation des prix des courses en taxis qui est actuellement, mais à tort, mise en cause.

3. Dans un premier temps et dans le but de parer au plus urgent, il est envisagé de prendre un nouveau règlement grand-ducal sur la base de la loi modifiée du 17 mai 2004 qui reprendrait le contenu du règlement grand-ducal du 9 juillet 2004.

Une révision plus fondamentale de la réglementation générale des services de taxis est à l'étude. Elle est préparée de concert entre les départements de l'Économie et des Transports. Cette collaboration est nécessaire dans la mesure où la fixation des prix est intimement liée aux conditions légales qui encadrent le marché des courses de taxis.

4. Il est inexact d'affirmer que le Ministère des Transports ne serait pas intervenu dans l'affaire en question, le litige ayant été plaidé le 4 août 2006 devant le juge des référés lequel n'a cependant pas tranché quant au fond. Ainsi l'affaire sera-t-elle plaidée prochainement devant les instances du Tribunal administratif.

## Question 1425 (24.11.2006) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant l'amélioration des infrastructures:

Émmer méi dacks beweise Stauer vun émmer méi grousem Ausmooss, déi alt de ganzen Zentrum a Süde vum Land blockéieren, e gewaltege Réckstand, dee Lëtzebuerg bei der Upassung vu senge Verkéiersinfrastrukturen un dee konstant staarke Wirtschaftswuesstem vun deene vergaangene Jorzéngten huet. Sou koum et zum Beispill nach haut de moie wéinst engem Accident zu enger Komplettsperung vun der Escher Autobunn an Direktioun Stad an engem entsprechende Verkéierschaos.

Konsequenz: Dausende vu Leit komme vill ze spéit op hir Schaff, hallef Betriber stieche mat hirem Geschier op den Autobunnen oder deenen dann och verstoppte Niwestroosse fest, déi diverst Gidder-a Produktiounsmëttel ginn ëm Stonnen ze spéit ausgelievert... Kuerz: Eis Verkéiersinfrastrukture sti virum Kollaps, déi aktuell Situation ass net méi drobar a se schued massiv der Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg.

Paradoxerweis muss ee feststellen, datt verschidde schonns laanggefuert Verbesserungsprojeten - op d'mannst op Regierungssäit - keen Thema méi sinn.

Duerfir folgend Froen:

1. Ass déi aktuell Regierung sech dem chronesche Réckstand am Beräich vun de Verkéiersinfrastrukturen nach bewusst - a wa jo, firwat gétt den dräispueregen Ausbau vun der Autobunnsinfrastruktur op deene kritesche Plazen a virun allem vun der A6 (méiglechst vun der belscher Grenz un) bis zum Gaasperecher Kräiz a vun do weider op d'A3 (méiglechst bis op d'franséisch Grenz) net endlech prioritär a resolut ugepakt?

2. A wéi enger Entwécklungsphas stinn déi geplangten Ëmgehungsstroossen (Käerjeng, Dippech) op der Nationalstrooss vun der Stad/Helfenterbréck Richtung d'Drällännereck Longwy (F)/Athus (B)?

3. Wier et net méiglech duerch eng Extensioum vum CITA-System bei Stauefoer schonns virun der Autobunnsfahrt, virun der Benotzung vun der jeeweileger Autobunn ofzeroden?

4. Wat ass geplangt, fir dee Flächenhals, deen d'Stad Lëtzebuerg am Beräich vum Schinnen-transport duerstellt, ze lösen - hei gouf jo zum Beispill mam sougenannte „Projekt Schummer“ eng Léisung esquiséiert?

5. Ass et net méiglech dee verschidde lafenden Ausbau vum Schinneréseau, wéi zum Beispill den zweegleisegen Ausbau vun der Streck Péiteng-Stad, ze forcéieren?

6. Wéi Steet et mam Timing vun der Direktzuchubannung vun Esch/Uelzecht un d'Stad, fir wéini ass hei mam Ufank vu Bauarbechten ze rechnen?

**Réponse commune (25.1.2007) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

1. De Projet vun der Verbreederung op 2 x 3 Piste vun den Autobunnen A6 an A3 ass nieft der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss mat hiren Tunellbauten an der liaison Miche-

ville en drëtte wichtege Projet, deen um Niveau vun der Grande Voirie an dëser Legislatur soll lancéiert ginn.

Dëse Projet fängt zu Mamer beim Échangeur vu Capellen un an hält um Beeteburger Kräiz op. Laut de Verkéierssimulatiounen, déi am Kader vum IVL réaliséiert gi sinn, bréngt dëse Projet op sengem ganze Verlaf eng grouss Entlastung fir de bestehende Réseau mat sech. Doduerch wäerte mir eng besser Liewensqualitéit an den Uertschaften awer och méi Sécherheet op den entsprechenden Tronçone vun der A6 an der A3 errechen.

Aus budgetäre Grënn hunn dës Aarbechte leider missen bis no 2008 zrëckgesat ginn. Fir déi Verspéidung sou kleng wéi méiglech ze hale ginn d'Etüde virugedriwen.

2. D'Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng/Dippech ass, wat d'Contournementen ueget, e prioritére Projet vun der Regierung.

D'Stroossebauverwaltung huet an de leschte Jore Varianten, déi méiglech sinn, zesumme mam Environment ënnersicht. Den technesche Projet vun der Variant, déi dono nach iwwreg war, ass elo sou wäit ofgeschloss.

Leider huet dëse Projet bis haut nach net den Accord vun alle beaffraffene Gemenge fonnt.

D'Regierung ass sech bewusst, datt et och aus Grënn vun der Ëmsetzung vun der C02-Direktiv wichtig ass an dësem Dossier weiderzecommen.

Dofir ginn d'Kontrakter vun den Etüden elo ausgeschafft an de PST (Plan Sectoriel Transports), deen de Moment och an der Maach ass, wäert e Couloir fir dëse wichtege Projet reservéieren.

3. D'Stroossebauverwaltung confirméiert, datt d'Méiglechkeet fir d'Informatiounen direkt un d'Benutzer vun den Autobunnen bei hirem Opfart weiderzeginn am Moment gepreift gétt. Et muss een awer dobäi bedenken, datt all auslännesch Experten zesumme betounen, datt et vu Virdeel ass, d'Autofuerer am Fall vun engem Stau (wann eng Bunn fräi ass) op der Autobunn ze halen anstatt se op dat normaalt Stroossennetz ze leeden. D'Konzeptioun vun eisem Stroossennetz bréngt et nämlech mat sech, datt een, wann ee vun der Autobunn erof fiert, sech direkt an den Uertschaften oder op de Kräizunge befénnt an do a Situatiounen, wou vill manner Capacitéite bestinn, nei Problémer kreéiert.

4. Fir déi verschidde Konzepter an Tracéé fir en eventuellen Ausbau vum Schinneréseau an der Stad Lëtzebuerg ze analyséieren, gouf am Juni 2005 op Initiativ vum Transportministère a vum Schäfte-rot vun der Stad Lëtzebuerg den Aarbechtsgrupp «Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg» geschaf. Dësen Aarbechtsgrupp besteet aus Verrieder vum Transportministère, dem Bauteministère, de Ponts & Chaussées, de CFL an vum Fonds fir d'Urbaniséierung an den Ausbau vum Kirchberg.

Aus der detailléierter Bewäertung vu verschidde Zeenarioen, ënner anerem och vum Konzept vum Har Schummer, ass den Zeenario «Système combiné Train classique + Tram léger» zrëckbehal ginn, deen ee Virsprong vun ongeféier 30% op déi aner Zeenarioe virzeweisen hat. Déi einfach Intégratioun an dat urbaant Ëmfeld, d'Méiglechkeet d'Capacitéit um klassesche Schinneréseau oprecht ze erhalten, de Zeenario op kuerz Dauer ze réaliséieren, de Gewinn un Attraktivitéit säitens de Passagéier a virun allem déi verstänneg Baukäschte sinn déi grouss Virdeeler vun dësem Zeenario.

5. D'Rekalisioun vum zweegleisegen Ausbau vun der Streck Lëtzebuerg-Péiteng ass an zwou Phase virgesinn:

- Éischt Phase: Streckenofschneët Dippech-Dippech ass virgesi fir 2009

- Zweet Phase: Streckenofschneët Dippech-Lëtzebuerg ass virgesi fir 2012

6. Den Dossier «APS» vun der Zuchubannung Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht, mat verschidde Varianten, gouf am November 2003 vum Transportministère finaliséiert. Am November 2003 huet den Transportministère dësen Dossier un den Innenministère viru geleet, dee säitdem eng Vergläichsstudie ausschafft, sou wéi dat de Gesetzesprojet vun der Ëmsetzung an d'Lëtzebuergescht Recht vun der europäescher Directiv 97/11/CE virgesäit. No dëser Vergläichsstudie gétt den Dossier, dee sech aus dem «APS», den Auswierkungen op d'Ëmwelt, den Auswierkungen op d'Sécherheet, sou wéi der Vergläichsstudie zesumme stellt, der concernéierter Öffentlechkeet virgestallt.

Déi gesammelt öffentlech Reaktiounen, zesumme mat de réaliséierte Studien, orientéiert schlusslech d'Regierung an hirer Wiel vum Tracé.

Den Transportministère favoriséiert an dësem Kontext eng Variant, déi no un der Autobunn A4 verleeft an déi zwee Arrêten huet, een zou Leideleng, no bei der Industriezon «European Business Park», an een zu Féitz op der nordlecher Säit vun der Industriezon/bestehender Akti-itéitonen.

De Projet vun der «Neibaustreck Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht» steet och op der Lëscht vun de groussen Investissementsprojeten vum Transportministère, eng Lëscht, déi Enn 2006 der Chamber zur Zoustëmmung fir d'Engagement vun de Studien- an Entwurfsausgabe vun engem «APD» zu Laaschte vum «Fonds du Rail» 2006/2007, virläit.

Falls dëse Projet vun der Chamber am Kader vun der neier Legislativprozedur iwwert d'Optimiséierung vun der finanzieller Prozedur vun de groussen Investissementsprojeten zrëckbehal gétt, kann den Dossier «APD» ausgeschafft ginn.

## Question 1428 (24.11.2006) de Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) concernant le nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg:

Un reportage sur RTL Télévision vient de révéler que le nouveau Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg coûtera 80 millions d'euros de plus qu'initialement prévu, soit une hausse de presque 50%. Une nouvelle annexe demandée par l'UE engendrerait ces coûts supplémentaires. Cette partie du bâtiment ne sera terminée qu'après 2011. La partie du bâtiment qui aurait dû être terminée pour la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne en 2005 sera achevée l'année prochaine.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Depuis quand Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de cette demande supplémentaire de la part de l'UE?

2) Quel sera le nouveau plan des travaux jusqu'en 2013?

3) Quand le projet de loi relative à la construction et le financement de cette nouvelle annexe sera-t-il déposé à la Chambre des Députés?

4) Qu'en est-il de la coordination entre le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère des Travaux publics? Combien de réunions de concertation ont eu lieu et quelles sont les conclusions de ce groupe de travail concernant la situation actuelle du projet?



**Réponse commune** (6.2.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

1) Le projet de la première extension était basé sur des études de 1998 et sur les besoins du Conseil de l'Union européenne, partant du principe que les aménagements pour la presse feraient l'objet d'une transformation (annexes existantes) et que la deuxième grande salle serait intégrée dans une des salles existantes, projet qui a été voté le 24 juillet 2001.

Fin 2001 et début 2002, une analyse plus approfondie de tous les intervenants - Ministère des Travaux publics, Ministère des Affaires étrangères et Secrétariat Général de la Commission (SGC) - avait montré qu'en vue des différents élargissements de l'Union européenne prévoyant dix pays membres supplémentaires en 2004 et deux en 2007 et compte tenu de la complexité du programme, des adaptations du projet s'étaient avérées indispensables, plus particulièrement la décision de construire une «nouvelle annexe» (deuxième extension, centre de presse) pour subvenir aux besoins du Conseil des Ministres.

C'est en date du 30 juillet 2002 que le Conseil du Gouvernement a décidé d'entamer des études sur le projet «variante», à savoir la non-réalisation de la transformation de fond en comble des salles A - E et la construction d'une «nouvelle annexe» pour la presse avec une deuxième grande salle de conférences, conforme aux normes en vigueur pour les locaux d'interprètes (28 cabines de traduction) et d'un Centre de Conférences provisoire dans les Halls de la Foire (Luxexpo) pour les besoins des Conseils des Ministres à partir de 2003.

C'est donc sur décision du Conseil de Gouvernement du 27 mars 2003 que le Centre de Conférences provisoire fut construit pour être mis en service à partir du mois d'octobre 2003.

Le SGC a fourni le 28 juillet 2004 un programme actualisé des besoins pour le Centre de Conférences provisoire et le Centre de Conférences définitif. Ces actualisations ont été prises en compte pour les études et ont notamment été d'une importance tout aussi déterminante pour les adaptations du projet qui ont été élaborées en 2004 et 2005.

Ce n'est qu'après analyse du dossier par la Comexbu (Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes) en date du 5 décembre 2005 et la motion adoptée par la Chambre des Députés le 1<sup>er</sup> février 2006 qu'il a été donné suite à ces demandes. Dans ce contexte il convient également de noter que le projet global, avec toutes ses adaptations et dans toute sa complexité, n'a été approuvé définitivement qu'en juillet 2006 par le Secrétariat Général du Conseil.

2) et 3) Le planning de la «nouvelle annexe» (deuxième extension) va jusqu'en 2011. Il prévoit la finalisation de l'avant-projet définitif pour début 2007 suivi du dépôt d'un projet de loi.

Conjointement avec la procédure d'approbation du projet de loi, les études d'exécution commenceront en avril 2007 et le début des travaux proprement dits ne serait à envisager que vers la mi-2008. La durée des travaux est estimée à environ trois ans, c'est-à-dire jusqu'en 2011.

4) En général, la coordination entre le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère des Travaux publics est assurée par les réunions mensuelles du Comité de Coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens du Ministère des Affaires étrangères. Le dossier en marge figure régulièrement

à l'ordre du jour de ce Comité.

En plus, des réunions de travail plus ciblées ont eu lieu avec le Secrétariat Général du Conseil. Des réunions de ce type se sont déroulées à Bruxelles et à Luxembourg notamment en avril, mai, juin, août, septembre et novembre de l'année 2003, en mai, juillet et octobre de l'année 2004, ainsi qu'en janvier et juin de l'année 2005. Une dernière réunion avec le Secrétariat Général du Conseil a eu lieu au mois de mars 2006, avec l'objectif de finaliser définitivement le projet global du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg. Il est à noter que diverses adaptations du projet ont dû être prises en compte depuis lors, lesquelles ont finalement abouti à des conclusions et accords définitifs au mois de juillet 2006! L'accord du Conseil nous a été notifié par lettre du Secrétaire Général du Conseil.

**Question 1433** (29.11.2006) de **M. Félix Braz** (*DÉI GRÉNG*) concernant le **comité interministériel en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers**:

Dans la réponse à ma question parlementaire N°1311 (*cf. compte rendu N°3/2006-2007*), Monsieur le Premier Ministre évoque qu'un comité interministériel serait en charge de la coordination de la politique en faveur des étrangers.

Je voudrais dès lors avoir quelques précisions supplémentaires en ce qui concerne la coordination de la politique d'immigration et d'intégration alors que Madame la Ministre de la Famille m'a appris, en réponse à ma question parlementaire N°1122 (*cf. compte rendu N°15/2005-2006*), que ce comité n'a pas encore été saisi de la moindre question par l'actuel Gouvernement.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1) Quel cadre politique le Gouvernement a-t-il donné au comité interministériel?

2) Quel est son calendrier de travail?

3) En ce qui concerne le groupe de travail ponctuel pour l'organisation de cours d'intégration, j'aimerais savoir combien de réunions ont déjà eu lieu et dans combien de réunions le Ministère de l'Immigration a été invité?

4) Combien d'interventions ont été formulées de la part des ONG pour demander que le Ministère de l'Immigration y soit associé?

5) Quels sont les délais impartis au groupe de travail ponctuel?

**Réponse commune** (6.2.2007) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Immigration* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

1) L'article 19 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers prévoit l'institution d'un comité interministériel coordonnant la politique en faveur des étrangers. Il est présidé par le Ministre ayant dans ses attributions la Famille ou par son délégué. Aucun cadre politique spécifique ne lui a été assigné par le Gouvernement.

2) Ce comité n'a pas de calendrier de travail prédéfini.

3) Le groupe de travail ponctuel pour l'organisation de cours d'intégration a eu cinq réunions pour lesquelles le Ministère de l'Immigration a été invité chaque fois.

4) Il y a eu de la part des ONG faisant partie du groupe deux demandes de participation d'un représentant du Ministère de l'Immigration.

5) Il n'y a pas eu de délai impartit au groupe de travail ponctuel.

**Question 1434** (29.11.2006) de **M. Laurent Mosar** (*CSV*) concernant l'**ouverture du marché du travail luxembourgeois aux étrangers**:

Deux ans après l'adhésion de dix nouveaux États membres à l'Union européenne, il se révèle que l'ouverture des frontières aux travailleurs issus de ces pays (à l'exception de Malte et de Chypre) reste un sujet sensible. Lors du Conseil Justice et Affaires intérieures du 27 et 28 avril 2006, le Luxembourg a déclaré son intention de vouloir procéder à une ouverture progressive de son marché de travail en réduisant les contraintes administratives pour les secteurs de l'hôtellerie-restauration, la viticulture et l'agriculture et en accélérant les procédures dans d'autres secteurs comme le secteur bancaire par exemple.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:

- Quel est le nombre de permis de travail que le Luxembourg a délivré aux personnes issues des nouveaux États membres depuis le 1<sup>er</sup> mai 2006? Pour quels secteurs d'activité ces permis de travail ont-ils été délivrés?

- De l'autre côté, comme le Gouvernement encourage l'établissement au Luxembourg des grandes fortunes issues de pays tiers, Monsieur le Ministre saurait-il m'indiquer le nombre d'autorisations de séjour délivrées à des personnes issues de pays non communautaires n'ayant pas besoin d'un permis de travail pour s'établir au Luxembourg?

**Réponse** (8.2.2007) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

L'honorable Député trouvera en annexe à la présente deux tableaux reprenant

- le nombre de permis de travail délivrés entre le 1<sup>er</sup> mai 2006 et fin janvier 2007 à des ressortissants originaires des États membres qui ont adhéré à l'Union européenne en date du 1<sup>er</sup> mai 2004 pour lesquels des dispositions transitoires concernant l'accès au marché de travail sont d'application;

- les secteurs d'activités pour lesquels les permis de travail ont été accordés (*annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Quant à la deuxième partie de sa question, il m'est difficile d'y répondre, alors que l'honorable Député semble mélanger deux choses bien distinctes. Alors qu'il se rapporte à ce qu'il appelle des «grandes fortunes», il aimerait savoir combien d'autorisations de séjour ont été délivrées à des ressortissants d'États tiers non membres de l'Union européenne non soumis à l'obligation d'un permis de travail. Or, ne sont pas soumis à cette obligation, toutes les personnes ayant un statut autre que celui de travailleur salarié (travailleur non-salarié, étudiant, membre de famille, ...).

**Question 1436** (30.11.2006) de **Mme Anne Brasseur** (*DP*) concernant le **projet d'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette**:

Actuellement 86 élèves sont accueillis au Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette alors que les infrastructures sont conçues pour l'accueil d'une quarantaine

d'élèves seulement. C'est pourquoi, la direction et l'association des parents d'élèves sont soucieuses de savoir à quel stade le projet d'agrandissement se trouve actuellement.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- À quel stade le projet d'agrandissement se trouve-t-il actuellement?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre au début des travaux de construction?

**Réponse commune** (7.2.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Les services de l'Administration des Bâtiments publics ont chargé un bureau d'études de planifier l'agrandissement du Centre d'éducation différenciée d'Esch/Alzette en 2003 suite à la remise d'un programme de construction du Ministère de l'Éducation nationale.

Le programme comporte un agrandissement et une remise en état des locaux existants. Les architectes ont remis un premier projet estimé à 3,9 millions d'euros.

En février 2006, les bureaux d'études techniques chargés de cette mission ont entrepris de revoir le projet sous l'angle d'un assainissement énergétique. L'Administration des Bâtiments publics a reçu en juillet 2006 une première ébauche de concept énergétique. Le projet énergétique serait terminé en février 2007 et adapté de suite par le bureau d'architecture.

Les travaux de construction proprement dits commenceront après clôture de la procédure des adjudications publiques. La remise en état des locaux existants a été entamée.

**Question 1437** (1.12.2006) de **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*) concernant la **transposition de directives relatives à la réduction des nuisances aux alentours des aéroports**:

La directive 2002/30/CE du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports, ni la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement vise toutes les deux notamment à réduire les nuisances aux alentours des aéroports.

Étant donné que ces deux directives permettront de prendre de nombreuses mesures pour réduire les nuisances sonores aux abords de l'Indel, la non-transposition des directives en droit national prive les habitants des avantages liés à ces mesures. Il y est question d'approcher l'équilibre des avions, d'aéroports urbains, de normes pour augmenter la protection sonore dans les immeubles etc.

En outre, de nombreuses constructions ont été érigées voire sont en voie de l'être sans que les nouvelles normes notamment au niveau isolation leurs soient applicables. De nombreux citoyens devront faire des investissements supplémentaires et ni la Ville de Luxembourg ni les autres communes voisines de l'Indel ne peuvent imposer aux promoteurs les nouvelles normes faute de base légale.

Par arrêt du 8 juin 2006 le Gouvernement a été condamné par la Cour européenne de Justice pour non-transposition de la directive 2002/30/CE.

Par ailleurs, il me revient que le Gouvernement envisage de revoir à la hausse les pénalités pour décollages tardifs.

Dans ce contexte je vous prie de bien vouloir me répondre aux questions suivantes:

1. Quand le Gouvernement entend-il déposer les projets de loi afférents?

2. Au vu de l'arrêt du 8 juin 2006 le Gouvernement a-t-il été condamné à une astreinte? Si, oui quel en est le montant?

3. En attendant le dépôt et l'adoption du projet de loi le Gouvernement entend-il, dans le cadre de la législation existante, prendre des initiatives visant à informer les communes voisines de l'Indel des conséquences pratiques qu'aura la nouvelle législation afin de leur permettre de s'y adapter d'ores et déjà?

4. Est-ce que le Gouvernement envisage de subsidier au moins partiellement les nouvelles mesures notamment en matière d'isolation acoustique en mettant à disposition des propriétaires concernés notamment le montant des pénalités payées au titre des décollages tardifs?

5. Afin de réduire les nuisances sonores le Gouvernement entend-il donner enfin une suite concrète à l'étude Cargolux/Boeing quant à des décollages et des atterrissages directs qui réduisent le bruit de quelque 50%?

6. En ce qui concerne les pénalités pour décollage tardif le Gouvernement entend-il varier ces pénalités en tenant compte des nuisances sonores des différents types d'avion dans le but de favoriser la modernisation des flottes des diverses compagnies aériennes?

**Réponse commune** (6.2.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports et Ministre de l'Environnement*:

1. En ce qui concerne la directive 2002/30/CE relative à l'établissement de règles et de procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté, le projet de loi portant transposition de ladite directive a été introduit dans la procédure législative fin décembre 2006. Le Gouvernement a par ailleurs insisté auprès des chambres professionnelles et du Conseil d'État sur la nécessité d'un traitement prioritaire à accorder audit texte au vu notamment de l'arrêt du 8 juin 2006 de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Quant à la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, celle-ci a été transposée en droit national par règlement grand-ducal du 2 août 2006 portant application de la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.

2. À ce stade, suite à l'introduction du projet de loi portant transposition de la directive 2002/30/CE dans la procédure législative, notifiée à la Commission européenne conjointement avec un calendrier de transposition prévisionnel, aucune amende n'a été prononcée à l'égard du Luxembourg.

3. En tant que membres de la Commission consultative aéroportuaire créée par arrêté ministériel du 14 février 2001, les communes limitrophes de l'Aéroport de Luxembourg seront impliquées dès l'entrée en vigueur de la loi portant transposition de la directive 2002/30/CE dans la mise en œuvre de celle-ci.

4. Il appartiendra à la Commission consultative aéroportuaire de soumettre des propositions relatives à



la gestion et la prévention du bruit au Ministre des Transports. La gestion du bruit se fait conformément à une approche équilibrée qui consiste dans un examen de différents moyens d'action tenant compte des caractéristiques de l'Aéroport de Luxembourg, dont notamment les plans d'action préparés en application de la directive 2002/49/CE précitée, et des intérêts légitimes des parties concernées (voir aussi sous 7.).

5. L'étude au sujet des voies d'approche pour les phases du décollage et d'atterrissage des avions qui avait été effectuée par Cargolux conjointement avec le constructeur Boeing ne tenait pas compte d'éventuelles adaptations techniques à réaliser aux infrastructures aéroportuaires. Or, la réalisation de ce dispositif implique un déplacement des installations de radionavigation, dont la faisabilité dépend du développement général des infrastructures aéroportuaires. Alors que ce déplacement paraît à ce stade être incompatible avec les infrastructures aéroportuaires planifiées en raison des servitudes liées aux installations de radionavigation, une étude supplémentaire a été initiée par mes services pour examiner l'hypothèse d'un réaménagement éventuel de ces infrastructures.

6. Le projet de règlement portant détermination des taxes aéroportuaires prévoit une modulation des taxes d'atterrissage en fonction du certificat de limitation de nuisances sonores de l'aéronef. Pour ce qui est des vols de nuit, les taxes y relatives, directement couplées aux taxes d'atterrissages, sont donc également modulées en fonction des nuisances sonores.

7. En ce qui concerne l'information des citoyens, respectivement les mesures antibruit, la directive 2002/49/CE prévoit des dispositions concrètes, qui se présentent pour l'aéroport comme suit:

a) jusqu'à fin juin 2007 des cartes de bruit stratégiques déterminant l'impact sonore causé par les mouvements des avions sont à transmettre à la Commission européenne;

b) jusqu'à mi-juillet 2008 des plans d'action sont à transmettre à la Commission européenne, visant à gérer et à réduire les problèmes de bruit et les effets y relatifs.

En ce qui concerne la carte de bruit stratégique pour l'aéroport, celle-ci est actuellement en cours de réalisation.

Pour ce qui est de l'élaboration du plan d'action, les citoyens des alentours de l'aéroport seront consultés, ceci suivant la procédure prévue à l'article 2 de la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit. En effet, cet article précise qu'une enquête publique est à effectuer dans les communes limitrophes concernées. Durant la période de dépôt du projet, le Ministre tient au moins une réunion d'information de la population à un endroit qu'il détermine.

Le plan d'action spécifique doit satisfaire aux critères minimaux énoncés dans l'annexe V du règlement grand-ducal du 2 août 2006. Un des critères le plus important est celui des valeurs-limites d'exposition au bruit, à partir desquelles des mesures spécifiques sont à prendre.

Dans le cadre de la motion votée par la Chambre des Députés en date du 11 juillet 2006, l'Administration de l'Environnement est chargée d'élaborer pour fin 2007 une proposition adéquate relative à des valeurs-limites à respecter dans les alentours des infrastructures de transport (aéroportuaire, routiers et ferroviaires), simultanément avec un catalogue de mesures à

prendre en considération si les valeurs-limites en question sont dépassées. Ces travaux sont en cours de préparation.

Reste à signaler que les cartes de bruit stratégiques et les plans d'action approuvés seront rendus accessibles au public au moyen des technologies de l'information disponibles.

**Question 1453** (7.12.2006) de **M. Camille Gira** (DÉI GRENG) concernant le **traitement des eaux urbaines résiduaires:**

Le Grand-Duché de Luxembourg vient d'être condamné aux dépens par la Cour de Justice européenne pour avoir manqué aux obligations qui lui incombent par la Directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 13 mai 1994.

Selon cette directive, le Grand-Duché aurait dû réduire au plus tard le 31 décembre 1998 dans toutes ses stations d'épuration la quantité totale d'azote de 75%.

Le constat de non-conformité aux dispositions de la directive a engendré une procédure de manquement par la Commission. D'après une communication des autorités luxembourgeoises, le pourcentage de réduction de la charge globale d'azote augmenterait régulièrement depuis 1994, pour atteindre 49% en 2004. Le Gouvernement luxembourgeois a fait valoir qu'il devrait être en conformité avec la directive au plus tard en 2008, après l'achèvement de la modernisation des stations d'épuration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons de ce retard? Quelles sont les stations d'épuration visées par les dispositions de cette directive? Quelles sont les mesures concrètes envisagées pour se conformer à la directive?

- Quels sont les frais en relation avec la condamnation que l'État luxembourgeois devra assumer en attendant la mise en conformité de ses stations d'épuration?

- Quand le Gouvernement compte-t-il exactement être en conformité?

**Réponse** (25.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Monsieur le Député me demande d'abord quelles sont les raisons du retard dans la mise en conformité à la directive 91/271/CEE. Il m'importe de rappeler d'emblée que ce sont les communes qui sont dans l'obligation de collecter, d'évacuer et d'épurer les eaux usées produites sur leur territoire, conformément aux articles 15 et 16 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau et en tenant compte des délais et des normes de rejet du règlement grand-ducal du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires. La question de Monsieur le Député ne peut donc trouver de réponse de la part du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire dont les services ne font qu'assister les communes dans leurs projets de construction et de modernisation d'infrastructures d'assainissement. Je dois malheureusement constater que les communes en retard se sont souvent fixé d'autres priorités dans leur programme d'investissements et ceci nonobstant le fait que ces communes, pour leurs investissements en matière d'épuration, étaient et sont toujours fortement subventionnées par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau.

Pour ce qui est des mesures concrètes nécessaires pour se conformer à la directive 91/271/

CEE, et à l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, il s'agit de mettre l'accent sur les modernisations et l'ajout d'une phase de traitement tertiaire assurant l'élimination de l'azote et du phosphore dans les stations d'épuration traitant les charges polluantes supérieures à 10.000 équivalents-habitants; en l'occurrence les stations d'épuration de Bettembourg, de Bettendorf-Bleesbruck, de Betzdorf, de Differdange (raccordement de Differdange à la station de Pétinge et agrandissement de celle-ci en conséquence), d'Echternach, de Grevenmacher-Port, de Mertert, de Hesperange, de Luxembourg (Beggen et Bonnevoie), de Mersch-Beringen et de Wiltz. Même si la condamnation de la Cour de Justice ne concerne que les agglomérations avec une charge polluante supérieure à 10'000 équivalents-habitants, il est évident que les agglomérations en dessous de ce seuil devront également se conformer aux dispositions respectivement de la directive 91/271/CEE et du règlement grand-ducal du 13 mai 1994 et ce jusqu'à la date butoir du 31 décembre 2005.

2. Une seconde condamnation par la Cour de Justice des Communautés européennes entraînera le paiement d'une astreinte très importante par jour de retard de mise en conformité. Cette astreinte devra être payée par l'État, ceci nonobstant le fait que la condamnation a trait à la non-observation de la directive par les communes. Il faut dans ce contexte se poser la question, si à l'occasion d'une prochaine modification de la législation sur l'eau, le législateur ne devait pas introduire de possibilité pour le Gouvernement de répercuter cette sanction sur les communes responsables du retard.

3. Comme, encore une fois, ce sont les communes qui sont dans l'obligation de se mettre en conformité, elles seules sont à même de répondre à la question de l'honorable Député. L'État, par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau et de l'Administration de la Gestion de l'Eau continuera toutefois à assister les communes dans leurs démarches.

**Question 1454** (7.12.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRENG) concernant la **bonification de l'ancienneté dans la fonction publique:**

Au Luxembourg, la fonction publique ne reconnaît pas toujours l'intégralité de l'expérience et de l'ancienneté qu'un travailleur a acquis au cours de son parcours professionnel car notre législation en la matière fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État prévoit que la bonification d'ancienneté ne peut dépasser douze ans. Cette disposition s'applique également aux employés de l'État. Pourtant, le droit communautaire sur les dispositions sur la libre circulation des personnes et sur la non-discrimination contredit notre législation, à travers:

- la directive 2000/78/CE relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail

- la communication de la Commission européenne COM(2002)694 «Libre circulation des travailleurs - en tirer pleinement les avantages et les potentialités»

- les arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes qui confirment que «des périodes d'emploi dans un domaine d'activité comparable accomplies antérieurement dans le service public d'un autre État membre» doivent être équitablement prises en considération.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Comment, Monsieur le Ministre interprète-t-il cette contradiction

entre la législation nationale et le droit européen?

- Si l'expérience et l'ancienneté professionnelles d'une personne ne sont pas ou ne sont que partiellement prises en considération, ce qui a généralement comme conséquence que celle-ci recommence sa carrière du début ou à un niveau inférieur, n'est-ce pas une discrimination inacceptable face aux personnes qui ont directement débuté leur carrière dans la fonction publique?

- Dans la positive, n'est-ce pas également un frein pour attirer certains travailleurs expérimentés et hautement qualifiés dans la fonction publique?

- Ne faudrait-il pas supprimer la disposition limitative qui prévoit que la bonification d'ancienneté ne peut dépasser douze ans de notre législation en la matière fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État?

- N'est-il pas grand temps d'adapter nos pratiques législatives et administratives de manière à les mettre en conformité avec les dispositions européennes?

**Réponse** (29.1.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, permettez-moi tout d'abord de citer les dispositions du droit positif luxembourgeois actuellement en vigueur qui se retrouvent principalement à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et qui ont trait à la bonification d'ancienneté dont peuvent bénéficier les candidats à un poste dans la fonction publique.

L'article 7 en question fait une différence entre l'ancienneté acquise au service de l'État avant la nomination définitive et celle qui est acquise ailleurs qu'au service de l'État. Cependant, est assimilé au temps passé au service de l'État «le temps passé à tâche complète au service de la Couronne, des communes, des établissements publics et de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois, ainsi que le temps de formation à l'Institut pédagogique». Le même texte précise que: «Il en est de même pour les périodes passées à tâche complète au service d'une institution auprès d'un État membre de l'Union européenne identique ou similaire à une de celles énumérées ci-dessus».

Il résulte de cette disposition que le temps de service passé auprès du secteur public d'un État membre de l'Union européenne est bonifié de la même façon que le temps de service passé antérieurement à l'engagement auprès de l'État luxembourgeois dans le secteur public luxembourgeois, il est vrai sous les mêmes conditions et limitations.

Je ne peux par conséquent déceler aucune contradiction entre la législation nationale et le droit européen tel que décrite dans la question de l'honorable Député alors que ni la communication de la Commission dont il y est fait référence, ni la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes ne contiennent des recommandations plus contraignantes. En ce qui concerne la directive 2000/78/CE relative à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail, il me semble aussi que celle-ci n'est pas susceptible de s'appliquer alors qu'elle ne vise pas les discriminations (éventuelles) qui auraient lieu dans le domaine de la computation de l'expérience professionnelle.

En ce qui concerne le recrutement de certains travailleurs hautement qualifiés, je me permets également d'attirer l'attention de Monsieur le Député sur l'article 2, paragraphe 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui rencontre la préoccupation du Gouvernement

de recruter de tels agents et qui dispose que:

«En cas de circonstances exceptionnelles dûment constatées par le Gouvernement en Conseil, des agents pouvant se prévaloir d'une expérience professionnelle étendue dans le secteur privé ou disposant de qualifications particulières requises pour un emploi déclaré vacant peuvent être admis au service de l'État. Cette admission se fait sur proposition du ministre du ressort par dérogation aux conditions normales d'admission, de nomination et de stage prévues au présent article.

Ces agents sont engagés sous le régime des employés de l'État à un poste correspondant à leur degré d'études pour la durée d'une année. Après cette période, ils peuvent être nommés en qualité de fonctionnaire de l'État à un emploi d'une carrière de fonctionnaire correspondant à leur degré d'études. À cet effet, ils peuvent être dispensés par le Gouvernement en Conseil des limites de la bonification d'ancienneté telle qu'elle est prévue à l'article 7 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.»

**Question 1455** (7.12.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant les **infrastructures de l'État prévues pour le site Terres Rouges d'Esch/Alzette:**

D'Regierung huet uegekënnegt en neie Lycée op Esch/Belval ze bauen, wat begrëissenwäert ass an dem Site eng zousätzlech Attraktivitéit gëtt.

Dem Site Esch/Belval ginn all Méiglechkeeten un Infrastrukturen ugebueden, de Site Terres Rouges zu Esch schéngt lues awer sécher a Vergiessnes ze geroden.

Et war nämlech och virgesinn, e Lycée op de Site Terres Rouges zu Esch ze bauen, fir en anere Lycée ze entlaschten. Vun dësem Projet héiert een näischt säit e Moratoire ausgesprach gouf.

Kann den Här Bauteminister mer duerfir matdeelen:

1) Wéi gesäit et aus mat staatlechen Infrastrukture fir de Site Terres Rouges zu Esch?

2) Wéi stinn d'Chancen, datt op dem Site Terres Rouges zu Esch e Lycée gebaut gëtt?

3) Wann d'Regierung net wëlles huet op dem Site Terres Rouges zu Esch staatlech Infrastrukturen ze integréieren, wier et dann net sënnavoll, dësen Areal integral fir privat Promoteuren opzemaachen?

4) Wéi steet et mat der Réouverture vum Weiher ERA um Site Terres Rouges, wou scho jorelaang vun de Gemengeverantworteleche versprach gëtt, datt Gesprecher géife mat de fransésischen Autoritéite lafe fir eng Réouverture ze organiséieren?

5) Wat ass vun europäesche Strukturfonnen zur Verfügung fir de Réaménagement vum Site Terres Rouges zu Esch?

**Réponse** (30.1.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics:*

Als éischt ass kloer ze stellen, datt dës Fro sech op zwee verschidde Sitë bezéit, déi direkt niewentenee leien.

Et gëtt engersäits d'Lentille Terres Rouges, déi südlech vum Stadkär vum Esch läit an Deel vun der Escher Agglomération ass. Dësen Terrain huet eng Surface vun 11,3 ha an ass am Bericht vum Innenminister un d'Chamber vum 31. Mee 2000 als éischt Phase fir eng Reconversion agestueft ginn.

Ech gi bei menger Äntwert dovun aus, datt d'Froen 1), 2) an 3) vum éirewäerten Deputéierten sech op dësen Terrain bezéien.



Direkt ugrenzend un d'Lentille an nord-westlecher Richtung, läit de Crassier Terres Rouges. Dëse Site läit gréisstendeels op franséischem Territoire. E gëtt duerch e Kreesverkéier, deen och op franséischem Territoire gebaut wäert ginn, un den öffentliche Réseau ugeschloss. Dëse Site huet eng Surface vun 69 ha.

Ech gi bei menger Äntwert dovun aus, datt d'Froe 4) a 5) vum éirewäerten Deputéierten sech op dësen Terrain bezéien. Allerdéngs huet de Bauteministère näischt mat dësem Terrain ze dinn. D'Fro 4) concèrniert wuel d'Escher Gemeng an d'Fro 5) de Wirtschaftsministère, bei deem ech mech dann och zu deem Punkt rensignéiert hunn.

Ad 1) an 2)

D'Lentille Terres Rouges fällt - wéi och de Crassier Terres Rouges - an den Zoustännegkeetsberäich vun der Entwécklungsgesellschaft Agora. D'Agora huet am Joer 2003 eng „Étude de faisabilité“ iwwert d'Lentille gemaach, fir erauszefannen ob ee kéint e Lycée op dee Site bauen. Nodeem déi Etüd zu engem positive Resultat gefouert huet, ass d'Entwécklung vum Projet iwwert d'Administration des Bâtiments publics gelaf.

Dës Verwaltung huet fir d'éischt eng detailléiert Etüd iwwert d'Faisabilitéit vun engem konkrete Projet ausgeschafft. Dës Etüd hat en techneschen, en urbanisteschen an architekturelle Volet, deen des Weideren d'Méiglechkeete gepréift huet fir gewësse bestehend industriell Gebaier eventuell an de Projet vun engem Lycée ze integréieren an hinnen nei Affektatiounen zouzeuerdnen.

Am Kader vum technesche Volet vun dëser Etüd, bei deem eng Buedem-Analyse virgeholl gouf, an zwar no de Gesichtspunkte vun der Portance vum Buedem an de Pollutiounen, déi duerch déi freier Nutzung entstanen sinn. Am selwechte Kontext goufen och d'Méiglechkeete fir d'Umschlëss un d'Netz vun de Versuergungsreseauen ënnersicht.

D'Resultater vun dëser Analyse hunn erweisen, datt d'Realisatioun vun esou engem Projet substanzuell Zousatzkäschte vun ongeféier 20,4 Mio EUR HTVA géif mat sech zéien, woubäi d'Konstruktioun vum Lycée selwer net matgerechent ass.

Déi Käschte si folgendermoossen opgedeelt:

- Ofraffe vun de bestehende Gebaier an anere Konstruktiounen: 5,4 Mio

- Buedemaustausch fir déi néideg Portance ze garantéieren: 10,3 Mio

- Dépollutioun vun de Buedemmassen: 4,7 Mio

Dorobber hin huet d'Commission d'Analyse critique an hirem Avis vum 12. Juli 2005 recommandéiert, vun engem Lycée op dësem Site ofzegesinn.

Wat d'Fro 5) ugeet, huet de Wirtschaftsministère mir folgend „éléments de réponse“ zoukomme gelooss: Déi europäesch Struktur-fongen, an zwar de FEDER (= Fonds Européen de Développement Régional), kéinte wuel zu Lëtzebuerg ënner gewëssen Oplagen de Réaménagement vun enger Industriebrooch wéi d'Terres Rouges hëllef ze bezuelen. Momentan huet de Wirtschaftsminister, deem säi Ministère d'Gestioun vun de FEDER Gelder mécht, keng Ufro duerfir virleien.

**Question 1467** (19.12.2006) de **Mme Viviane Loschetter** (DÉI GRÉNG) concernant le **retrait de l'indemnité de chômage pour refus d'un emploi proposé pour des raisons de non-conciliation emploi/situation familiale:**

Le règlement grand-ducal du 25 août 1983 définissant les critères de l'emploi approprié visé à l'article 13 sous e), de la loi modifiée du 30 juin 1978 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dit dans son article 7:

«5) Situation familiale

Art. 7. Des considérations d'ordre familial, notamment la charge d'un ou de plusieurs enfants, ne peuvent être prises en considération pour l'appréciation de l'emploi approprié, sauf si elles constituent un empêchement particulièrement grave; dans ce dernier cas, la charge de la preuve incombe au requérant.»

- Dans ce contexte je voudrais savoir du Ministre le nombre total de personnes ainsi que le pourcentage de femmes et de personnes monoparentales qui ont connu un retrait de leur indemnité de chômage parce qu'elles ont refusé un emploi proposé pour des raisons de non conciliation emploi/situation familiale.

**Réponse** (25.1.2007) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Sur les six dernières années, l'Administration de l'Emploi a refusé en moyenne par an à plus ou moins six personnes les indemnités de chômage pour des considérations d'ordre familial.

Le détail:

2001	4 personnes
2002	5 personnes
2003	9 personnes
2004	4 personnes
2005	6 personnes
2006	10 personnes

Une ventilation des chiffres pour l'année 2005 révèle que quatre personnes peuvent être considérées comme vivant dans une situation monoparentale (état civil: célibataire ou divorcé).

Pourcentage: 0,66

Pour l'année 2006, le nombre de personnes en situation monoparentale s'élève à trois.

Pourcentage: 0,30

L'ADEM dispose depuis janvier 2001 d'un service d'assistance sociale dont la mission principale est de valoriser l'insertion professionnelle et la promotion de l'autonomie de la personne lors de la recherche d'un emploi.

Depuis avril 2006 le service de l'assistance sociale a été renforcé.

**Question 1474** (21.12.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant l'**assurance continuée et l'assurance facultative:**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois les fonctionnaires ont la possibilité de prolonger leur assurance pension sur base d'une assurance continuée ou facultative.

En vue de permettre aux fonctionnaires de faire leur choix quant à une éventuelle réduction de leur tâche, suite par exemple à la naissance d'un enfant, cette disposition est devenue particulièrement importante depuis l'introduction du congé parental et des tâches à temps partiel.

Les modalités de l'assurance continuée et de l'assurance facultative doivent être déterminées par un règlement grand-ducal.

Or, ce règlement grand-ducal n'est pas encore en vigueur. Il s'en suit que les fonctionnaires intéressés par le régime spécial et entrés en

service ou en fonction après le 31 décembre 1998 se retrouvent dans un vide juridique qui complique la conciliation de leur vie professionnelle et privée.

Ils sont par exemple laissés dans l'ignorance des montants à payer à l'Administration du personnel de l'État. Un fonctionnaire qui a introduit une demande d'assurance continuée immédiatement après le vote de la loi de 1998 est contraint d'estimer le montant mensuel des cotisations et de l'épargner pour être en mesure de le verser à l'Administration du personnel de l'État après l'entrée en vigueur du règlement d'exécution.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Quel est le nombre de demandes d'assurance continuée et d'assurance facultative introduit auprès de l'Administration du personnel de l'État?

- Est-ce que les demandeurs sont informés du suivi de leur demande?

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre le règlement grand-ducal nécessaire à l'exécution de la loi de 1998?

**Réponse** (29.1.2007) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse, je voudrais préciser que mes services sont sur le point de finaliser le texte d'un projet de règlement grand-ducal qui devrait s'inspirer largement des règlements grand-ducaux des 29 janvier 1988 déterminant les conditions et modalités relatives à la mise en compte des périodes prévues à l'article 172 du Code des Assurances Sociales et du 5 mai 1999 concernant l'assurance continuée, l'assurance complémentaire, l'assurance facultative, l'achat rétroactif de périodes d'assurance et la restitution de cotisations remboursées dans le régime général d'assurance pension.

Ce texte sera susceptible d'intégrer dans un seul corps les dispositions d'exécution relatives aux articles 4 à 6 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois. L'élaboration desdits règlements fait actuellement l'objet d'une concertation approfondie entre mes services et ceux de la sécurité sociale.

Je tiens à ajouter encore que l'Administration du personnel de l'État a recensé à la date de ce jour cinq demandes concernant l'achat rétroactif et l'assurance continuée, dont la première remonte à l'année 2002, demandes qui seront traitées dès la mise en vigueur du règlement d'exécution à prendre.

Il est à noter dans ce contexte qu'il est envisagé d'inscrire au chapitre des dispositions transitoires du règlement à leur égard que les demandes déjà introduites resteront acquises et qu'elles seront traitées sur la base des conditions de droit acquises à la date de leur introduction.

**Question 1475** (21.12.2006) de **M. Claude Adam** (DÉI GRÉNG) concernant l'**équipe pédagogique et éducative de l'éducation précoce:**

Dans le plan cadre pour l'éducation précoce de juin 2000, l'équipe pédagogique et éducative est décrite de la manière suivante: L'équipe pédagogique et éducative fonctionne sous la responsabilité d'une institutrice ou d'un instituteur de l'éducation préscolaire.

Fait encore partie de l'équipe: une deuxième personne intervenante, de préférence une éducatrice ou un éducateur.

La lettre circulaire au personnel enseignant d'avril 2005 par contre retient: La responsabilité pédagogique et éducative en classe est assurée par une équipe pédagogique et éducative, constituée d'un(e) instituteur(trice) de l'éducation préscolaire et d'un(e) éducateur(trice).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quels sont actuellement les diplômes de la deuxième personne intervenante à travers les classes de l'éducation précoce du Grand-Duché?

- Quelles sont actuellement les conditions de travail de la deuxième personne intervenante?

- Qu'en est-il du remplacement de la deuxième personne intervenante? Quelles sont les qualifications requises? Est-ce que la responsabilité incombe à l'inspecteur(trice) de l'éducation primaire ou aux autorités communales?

- En ce qui concerne le remboursement par l'État de la deuxième personne intervenante au précoce, est-ce que le diplôme de cette personne est pris en compte? Est-ce que le nombre de plages horaires que les enfants passent à l'école est pris en compte?

- Est-ce qu'il existe des statistiques sur le milieu socioculturel des enfants qui fréquentent le précoce et ceux qui ne le fréquentent pas? Dans l'affirmative, est-ce que ces statistiques donnent des indications quant aux raisons pour lesquelles certaines familles n'envoient pas leurs enfants à l'éducation précoce?

- Quelle est la base légale qui règle le fonctionnement de l'éducation précoce: le statut de l'équipe pédagogique, le remboursement des frais aux communes?

**Réponse** (29.1.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La lettre circulaire de printemps pour l'année scolaire 2005/2006 retient que «la responsabilité pédagogique et éducative en classe est assurée par une équipe pédagogique et éducative, constituée d'un(e) instituteur(trice) de l'éducation préscolaire et d'un(e) éducateur(trice)». Il est évident que dans cet ordre d'idées la responsabilité est partagée et que l'instituteur(trice) s'occupe du volet pédagogique, tandis que l'éducateur(trice) s'engage davantage dans le volet éducatif.

En ce qui concerne les diplômes de la deuxième personne intervenante, le Ministère préconise l'engagement d'éducatrices. Il est un fait cependant que des communes ont engagé des éducatrices graduées. La nouvelle loi scolaire réglera cette situation.

Il s'est avéré que les conditions de travail de ces personnes varient d'une commune à l'autre. Pour régulariser la situation, deux circulaires en date du 24 mai 2006 et en date du 28 août 2006 ont été envoyées aux administrations communales et aux syndicats scolaires par la Ministre de l'Éducation nationale ainsi que par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire contenant des recommandations et informations au sujet du recrutement de la deuxième personne intervenante dans les groupes d'éducation précoce, notamment en ce qui concerne le statut à accorder au personnel concerné, les conditions d'études, la définition de la tâche à assumer et le congé de récréation.

Le remplacement de la deuxième personne intervenante est assuré par les administrations communales qui définissent la qualification requise.

Dans le remboursement de la deuxième personne intervenante, le diplôme de cette personne n'est pas pris en compte, mais la somme a été fixée uniformément dans le budget de l'année 1999 à 30.000 francs luxembourgeois par enfant inscrit dans l'éducation précoce pour autant qu'il fréquente au moins trois plages horaires, ce qui revient actuellement à la somme de 743,68 euros.

Des statistiques sur le milieu socio-culturel des enfants inscrits dans l'éducation précoce n'existent pas, mais les statistiques concernant la nationalité des enfants montrent que le pourcentage d'enfants non luxembourgeois dans les groupes d'éducation précoce est sensiblement le même que celui constaté dans les classes de l'éducation préscolaire.

La base légale de l'éducation précoce sera inscrite dans la nouvelle loi scolaire. Pour le moment l'éducation précoce fonctionne à titre de projet pilote, conformément à une décision du Conseil de Gouvernement du 27 mars 1998.

**Question 1477** (22.12.2006) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **taux super-réduit de la TVA pour les systèmes de sécurité dans les habitations privées:**

Dans son article 40, la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée introduit un régime de faveur fiscal, à savoir le taux d'imposition dit «super-réduit» de 3% sur la fourniture de certains biens et services. La liste des biens et services soumis à ce régime est reprise à l'annexe B de cette loi. Au point 22 de cette annexe sont également retenus certains travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt d'un logement affecté à des fins d'habitation principale, et ce dans les limites et les conditions à déterminer par la voie réglementaire. En exécution de cette disposition, le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives énumère tant les travaux qui peuvent bénéficier de ce régime de faveur fiscal que ceux qui en sont exclus (cf. article 5, alinéa 4). Parmi ces derniers comptent tous les équipements techniques spéciaux et notamment les installations d'alarme.

Selon les représentants de la Police grand-ducale dans le cadre d'une réunion d'information avec la population à Mamer, une protection accrue contre les actes criminels tels que les cambriolages ou les «car-jackings» pourrait être atteinte si plus de ménages privés équipaient leur habitation d'un système de sécurité. Aussi semble-t-il qu'une des raisons principales qui empêchent que les ménages fassent installer de tels systèmes consiste dans leur exclusion explicite du bénéfice du régime du taux super-réduit de la TVA.

- Dès lors j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il ne juge pas opportun de favoriser l'équipement des habitations privées de systèmes de sécurité en incluant ces derniers dans la liste des opérations imposables pouvant bénéficier du taux super-réduit de 3%.

**Réponse** (6.2.2007) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*



Il convient d'abord de relever que la réglementation concernée, en excluant de la faveur fiscale notamment les équipements techniques spéciaux, telle qu'une installation d'alarme, est conçue de manière à ne faire bénéficier du taux super-réduit de 3% que les travaux indispensables à la création de logements, étant entendu que cette création de logements constitue précisément l'objectif de ladite réglementation et qu'une limitation des travaux éligibles s'impose notamment pour des raisons tenant à la nécessité de respecter la législation communautaire afférente.

Ensuite, au regard de l'expérience faite dans le passé, il est plus que douteux qu'une réduction du taux applicable en la matière aura la répercussion voulue auprès des consommateurs de manière à rendre pour ceux-ci les installations visées moins coûteuses. Il a en effet été constaté qu'une réduction du taux applicable à une activité a essentiellement pour effet de permettre aux assujettis effectuant cette activité de réaliser des marges bénéficiaires supplémentaires.

Finalement, une extension telle que revendiquée risquerait bien de créer d'importants problèmes de délimitation et de surveillance et comporterait le risque d'entraîner de nouvelles revendications.

**Question 1480** (2.1.2007) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant l'assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse «Rhinite atrophique» au centre de sélection «Kuelbecherhaff»:

Aus engem Arrêté vum 22. Dezember 2006 geet ervir, datt Dir de Kredit vum Budgetartikel 49.5.74.030 (Entscheidung bei Ofschluuchte vu Véibestänn am Fall vun néidege Sanéirungen) mat Hëllef vun zwee «Transferts de Crédit» vun 250.000 op 493.000 Euro eropgesat hutt, mat dem Motiv: «du fait de l'assainissement total des porcs d'élevage et de reproduction pour cause de la détection de la maladie contagieuse 'Rhinite atrophique' au centre de sélection 'Kuelbecherhaff'». Doraus schléissen ech, datt op d'mannst en Deel vum Schwéngsbestand an dem vun Ufank u contestéierten Zuchtzentrum „Kuelbecherhaff“ weinst der berüchteter „Schnüffelkränkt“ huet missen ofgeschluecht ginn.

Well bis elo iwwert dësen eeschte Virgang nach kee Wuert un d'Öfentlechkeet komm ass, géif ech lech gären dës Froe stellen:

1. Wéi vill Béischten (no Kategorien) hu miss geschluecht ginn, wéi héich ass de Schued estiméiert ginn a wéi héich ass d'Entscheidung, déi accordéiert ginn ass?
2. Wat sinn d'Auswirkungen op déi praktesche Schwéngszucht am Land duerch den Ausfall vun de Leeschtunge respektiv Liwwerunge vum «Kuelbecherhaff-Zentrum», un d'Baurebetriber?
3. A wéi engem Mooss ass duerch d'Ofschluuchte vun dem Zuchtmaterial déi genetesch Basis, déi jorelaang mat staatlecher Hëllef duerch Selektioun geschaf ginn ass, elo zerstiört ginn?
4. Zanter wéini ass dës ustiechend Kränkt um «Kuelbecherhaff», present an zanter wéini weess d'Veterinärinspektioun dervun?
5. War hir Presenz scho bekannt, wéi de Ministère sech mat alle Mëttel fir eng Fusioun vun Herdbuch an SEG agesat huet?

6. Ass dës Kränkt duerch Zuuchtvéiliwwerungen och an d'Baurebetriber verschleeft ginn? Wa jo, kënn Dir déi entsprechend Donnéeën liwweren?

7. Wann dat sollt sou sinn, wien ass responsabel an domat haftbar a wéi ginn déi betreffend Betriber entschidegt?

8. Ass domat net bewisen, datt et extrem riskant ass eng national Schwéngszucht op een Zentrum opzebauen, wou am Fall vun enger Epidemie alles um Buedem läit, e Risiko, dee bei enger dezentraler Organisatioun vill méi kleng ass?

9. Wat sinn d'Konklusiounen, déi de Landwirtschaftsministère a seng Servicer doraus zéien?

**Réponse commune** (29.1.2007) de **Mme Octavie Mordert**, Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural et de **M. Fernand Boden**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

Avant de répondre aux diverses questions posées par l'honorable Député, je voudrais relever brièvement les principales caractéristiques de la Rhinite atrophique qui est une maladie à déclaration obligatoire:

La Rhinite atrophique est une maladie contagieuse des voies respiratoires supérieures de l'espèce porcine, à allure chronique, d'origine multifactorielle, c'est-à-dire provoquée par l'activité synergétique de plusieurs germes pathogènes et plus particulièrement par les bacilles «Bordetella Bronchiseptica et Pasteurella Multocida», ce dernier producteur d'une toxine dermonécrotique détruisant les muqueuses et les tissus cartilagineux des maxillaires supérieurs. De par son évolution lente et progressive, la Rhinite atrophique peut atteindre une haute morbidité dans un cheptel contaminé alors que la mortalité est rare. Comme pour toutes les maladies contagieuses, la transmission peut se faire de façon directe par le contact entre des porcs et de façon indirecte par des vecteurs biologiques et des objets contaminés. La guérison par contre est difficile et tributaire d'une thérapie longue et intensive. La Rhinite atrophique est une maladie à déclaration obligatoire au Luxembourg et les dispositions réglementaires prévoient pour les exploitations infectées la vaccination ou le traitement anti-infectieux respectivement l'abattage du cheptel infecté.

Retenons encore que la Rhinite atrophique n'est pas transmissible à l'homme, ni par le contact avec des porcs vivants, ni par le contact ou la consommation de produits porcins.

Ceci dit, les suspicions évoquant la maladie de la Rhinite atrophique au centre de sélection «Kuelbecherhaff» remontent à des résultats de laboratoire datant de juin 2006, alors que l'Administration des Services vétérinaires a été informée de ces résultats positifs début octobre 2006. Dans la suite, les analyses ont bien confirmé la maladie de la Rhinite atrophique qui semble cependant indiquer une morbidité de faible envergure.

À noter qu'une surveillance continue du cheptel, en matière de la Rhinite atrophique, est documentée depuis mai 2000, sans qu'un incident n'ait été relevé.

Les premiers résultats de laboratoire positifs, effectués dans un laboratoire universitaire étranger et présentés à l'Administration des Services vétérinaires le 4 octobre 2006, remontent au 19 juin 2006 alors que la fusion «Fédération des Herdbooks - Service Élevage et Génétique» a été arrêtée en octobre 2004 (déclaration d'intention) et conclue en décembre 2005.

Des vaccinations préventives contre la maladie de la Rhinite atrophique ont été pratiquées depuis un certain temps sur le site du «Kuelbecherhaff».

Ajoutons encore qu'un protocole sanitaire du site «Kuelbecherhaff», élaboré par «CONVIS» en février 2006, ne fait aucune référence à la maladie de la Rhinite atrophique.

Les vétérinaires responsables du centre de sélection «Kuelbecherhaff» ont pris toutes les précautions sanitaires possibles afin d'éviter la dissémination de la Rhinite atrophique en dehors du site. Une enquête épidémiologique conséquente, conjointe à une surveillance sanitaire appropriée, sont garantes de la qualité sanitaire des truies délivrées par le «Kuelbecherhaff» à d'autres exploitations. Aucun cas de maladie de la Rhinite atrophique n'a été notifié aux autorités compétentes pour des exploitations approvisionnées par des porcs en provenance du «Kuelbecherhaff».

Il est évident que l'apparition de moyen terme d'un éventuel foyer de la Rhinite atrophique dans une exploitation détenant des porcs issus du «Kuelbecherhaff» serait sujette à la mise en œuvre d'une enquête épidémiologique de fond afin d'en déterminer les causes et les responsabilités respectives.

Une indemnisation sur base du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 sera, le cas échéant, d'application.

L'assainissement du cheptel du «Kuelbecherhaff» a été mis en place durant la deuxième semaine du mois de janvier 2007, suite à la mise à disposition des crédits d'indemnisation par le Ministre des Finances. Dans une première approche l'indemnisation à accorder le cas échéant en conformité avec l'article 2 du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 fixant les modalités d'indemnisation des détenteurs d'animaux éliminés pour cause de maladies contagieuses et soumises à déclaration obligatoire, peut être évaluée à quelque 186.000 € pour compenser la valeur génétique pour l'élimination des truies de reproduction, des cochettes labellisées et des porcelets hébergés dans le centre de sélection du «Kuelbecherhaff».

Dans l'attente d'un assainissement du cheptel porcin du «Kuelbecherhaff», les exploitations multiplicatrices sont actuellement remontées, en cas de besoin, par du matériel génétique fourni directement par la station de sélection génétique «Nucléus», établie en France et qui travaille en étroite synergie avec le «Kuelbecherhaff».

S'il est vrai que l'assainissement du «Kuelbecherhaff» va éliminer une souche de truies de haute valeur génétique, il n'en est pas moins vrai que le repeuplement de la station d'élevage se fera par des truies sélectionnées au centre de performance «Nucléus» et provenant des mêmes souches et dotées d'un potentiel génétique équivalent.

Mis à part le risque de problèmes de remonte dans les exploitations porcines dépendantes en cas d'apparition d'une maladie contagieuse, le système de gestion d'un centre unique de sélection porcine, sur un territoire réduit comme celui du Luxembourg, profite d'une manière générale des avantages d'un meilleur suivi et d'une gestion rationnelle, allant de pair avec une grande efficacité des moyens de sélection et un statut sanitaire élevé, qui peut être assuré par la mise en application de mesures hygiéniques très strictes.

À noter de plus que tout centre de sélection, en dépit de ses hautes performances génétiques individuelles, est censé travailler en synergie avec d'autres centres de sélection afin de pouvoir se procurer de nouvelles souches de races porcines et, le cas échéant, d'être suppléé en matériel génétique, comme c'est le cas actuellement pour le «Kuelbecherhaff».

L'étude de comparaison effectuée dans le cadre du projet de fusion

de la Fédération des Herdbooks et du Service Élevage et Génétique a d'ailleurs mis en évidence les désavantages économiques de centres d'élevage porcins plus petits et décentralisés.

L'apparition d'une maladie contagieuse, comme la Rhinite atrophique au centre du «Kuelbecherhaff», démontre une fois de plus, d'une part, qu'il y a lieu de veiller d'une manière très conséquente à n'introduire que des animaux au statut sanitaire élevé et de continuer à améliorer les bonnes pratiques des conditions hygiéniques et, d'autre part, qu'une surveillance permanente est requise afin d'éviter toute introduction d'une maladie contagieuse dans les installations ou, du moins, d'en détecter la présence à la phase la plus précoce possible.

**Question 1482** (4.1.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le «droit au logement opposable»:

Dans son traditionnel message de vœux, le Président de la République française, Monsieur Jacques Chirac, a demandé dimanche soir au Gouvernement français de prendre rapidement des mesures pour permettre l'instauration d'un «droit au logement opposable».

Ce dernier permettrait à toute personne privée qui ne trouve pas de logement, de poursuivre en justice les pouvoirs publics. La mise en œuvre du droit en question donnerait à la collectivité non plus une simple obligation de moyen mais une obligation de résultat.

Au Luxembourg le nombre de personnes sans-abri est en croissance.

Pendant la saison des grands froids ces personnes, faute de structures d'accueil, sont forcées de loger dans des abris de fortune tels que les gares, les parkings souterrains ou encore les églises si ce n'est tout simplement à la belle étoile.

L'instauration d'une telle mesure, telle que envisagée par le Président de la République française, pourrait également contribuer à résoudre la problématique des sans-abri au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Le Gouvernement pense-t-il que le «droit au logement opposable», tel que envisagé en France, soit également transposable en droit luxembourgeois?
- Dans l'affirmative, serait-il envisageable d'intégrer cette nouvelle mesure dans le dispositif du nouveau paquet «Logement»?

**Réponse** (6.2.2007) de **M. Fernand Boden**, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

L'introduction du «droit au logement opposable» en France n'est actuellement qu'au stade d'une idée politique lancée récemment par le Président de la République française. Cette idée est loin de faire l'unanimité dans notre pays voisin et soulève de nombreux problèmes juridiques qui attendent encore d'être résolus. Comme il n'existe pas encore de texte législatif en France, il n'est guère possible de juger dès à présent s'il est transposable en droit luxembourgeois ou non. Dans notre pays il existe une responsabilité partagée entre l'État et les communes pour assurer un logement adéquat à nos citoyens. Aux termes de l'article 26 de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation, il appartient aux administrations communales d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur le territoire de la commune.

Pour réaliser cette mission, les autorités communales disposent de toute une palette de mesures.

En effet, au fil des années le Gouvernement a mis en place toute une série d'instruments, tels que l'obligation de construire, les réserves foncières, les aides étatiques en matière de construction d'ensembles pour ne citer que ces trois exemples, afin de permettre aux autorités locales de s'investir dans une politique active de logement, politique indispensable pour concrétiser un droit au logement.

En ce qui concerne les aides étatiques prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, la loi du 8 novembre 2002 a introduit l'aide au financement d'une garantie locative et l'aide d'épargne-logement généralisée. Par la même loi les dispositions relatives aux aides à la construction d'ensembles ont été modifiées, à savoir:

- les moyens financiers pouvant être mis à la disposition des promoteurs publics ont été considérablement augmentés à 70% - voir même 75% - du prix de construction ou d'acquisition de logements destinés à la location, ceci pour inciter notamment les communes à participer plus activement à la création de logements locatifs et pour les aider à assumer leurs responsabilités en matière de logement sur le plan local;

- chaque projet de construction d'ensembles doit à partir de 2002 comprendre en principe au moins 10% de logements locatifs;

- l'État peut depuis 2002 participer jusqu'à concurrence de 70% aux frais résultant de l'aménagement des places de jeux et d'espaces verts;

- la participation étatique peut aller jusqu'à 50% du prix de construction d'infrastructures de garde et d'éducation réalisées dans le cadre des projets de construction d'ensembles;

- les promoteurs publics peuvent bénéficier d'une participation étatique pouvant aller jusqu'à 100% de la création non seulement de logis pour travailleurs étrangers ou demandeurs d'asile, mais également pour les logements destinés à l'hébergement d'étudiants, stagiaires ou apprentis en formation, personnes en formation continue, scientifiques ou experts en mission temporaire;

- l'État peut participer jusqu'à concurrence de 40% au prix de construction ou d'acquisition de logements pour travailleurs étrangers réalisés par un employeur en faveur de ses employés;

- finalement une base légale a été donnée aux participations étatiques pouvant aller jusqu'à 75% du prix de construction ou d'acquisition de logements locatifs réalisés par des associations sans but lucratif, fondations, fabriques d'église, communautés religieuses ayant conclu une convention avec le Gouvernement, hospices civils ou offices sociaux.

L'État s'est encore fermement engagé par des actions propres et des aides substantielles à assurer un logement aux familles et personnes à revenus modestes entre autres par la réalisation de logements destinés à la vente par les communes, le Fonds du Logement et la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM).

Cette série d'instruments sera complétée par de nouveaux instruments permettant encore mieux aux communes de faire face à leur obligation légale et ceci dans le cadre du projet de loi promouvant l'habitat, créant un «pacte logement» avec les communes, instituant une politique active de maîtrise du foncier et modifiant certaines dispositions du Code civil, qui vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement.



**Question 1486** (5.1.2007) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical:**

Les cellules souches hématopoïétiques présentes dans le sang du cordon ombilical peuvent être utilisées pour des greffes allogéniques en vue de traiter différents types de maladies génétiques, malignités du sang ou déficiences immunitaires comme la leucémie. Après transplantation, ces cellules souches peuvent repeupler la moelle osseuse du patient et constituer une source de cellules sanguines.

La transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical donne des résultats encourageants en ce qui concerne le traitement d'un certain nombre de maladies. Afin d'assurer la disponibilité des cellules de sang du cordon, plusieurs banques ont été constituées au niveau mondial. Ces banques sont gérées par des hôpitaux publics ou par des organisations à but non lucratif. Récemment, des firmes privées proposent contre rétribution la conservation du sang du cordon ombilical des nouveau-nés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il conscient des potentialités offertes par la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical?

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur la transplantation de cellules souches issues du sang du cordon ombilical au Luxembourg?

- Existe-t-il des banques de cellules de sang du cordon au Luxembourg?

- Que pense Monsieur le Ministre de la conservation contre rétribution financière du sang du cordon ombilical des nouveau-nés par des firmes privées?

- Ne faudrait-il pas encourager la conservation par les hôpitaux publics du sang du cordon ombilical des nouveau-nés?

**Réponse** (8.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Au cours des dernières années le sang du cordon ombilical, issu du don de ce sang par des personnes sans lien de famille avec le receveur, a servi de façon accrue, en remplacement d'une greffe de moelle osseuse, à la greffe de cellules souches hématopoïétiques pour traiter des patients souffrant de troubles sanguins ou immunitaires et nécessitant une source de cellules souches hématopoïétiques. Les résultats de ces greffes issues de donneurs autres que le receveur lui-même (greffe allogénique) sont encourageants, notamment dans l'utilisation en cas de leucémie, de lymphome, d'anémie aplastique.

Plus de 6.000 dons allogéniques de sang du cordon ombilical ont servi jusqu'à présent à une greffe de cellules souches hématopoïétiques à travers le monde.

De telles greffes effectuées à Luxembourg ne nous sont pas connues, ce qui n'exclut pas que des patients luxembourgeois ou résidant au Luxembourg aient pu en bénéficier dans un hôpital à l'étranger.

Il existe une quarantaine de banques de sang du cordon ombilical publiques ou privées à but non lucratif à travers le monde. Elles conservent en général également du sang du cordon pour une utilisation intrafamiliale, lorsqu'il existe un malade dans la fratrie du donneur pouvant potentiellement

bénéficier d'une greffe de sang du cordon.

Il n'existe pas actuellement de banque de sang du cordon au Luxembourg. Toutefois un projet de loi en matière d'établissements de tissus et de cellules, transposant une directive communautaire, est dans un état très avancé de la procédure à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale de la Chambre. Une banque de sang du cordon pourrait être autorisée sur base de la loi à intervenir.

L'honorable Parlementaire soulève la question des banques privées conservant contre rémunération du sang du cordon. Ces banques privées se distinguent des banques publiques par le fait que le sang y stocké ne peut être utilisé qu'à la demande de la famille qui a demandé la conservation, tandis que le sang stocké dans les banques publiques est à la disposition de quiconque présente un problème de santé susceptible d'être traité à l'aide du sang y conservé. Toutefois certaines banques publiques commencent à conserver aussi du sang à destination d'une famille déterminée, mais seulement s'il y a dans cette famille des indications spécifiques (antécédents familiaux) pour la conservation de sang du cordon.

S'agissant de l'intérêt que la conservation du sang du cordon ombilical pourrait présenter pour le nouveau-né lui-même, il faut savoir que pour les 6.000 greffes allogéniques rapportées à travers le monde il n'y a que 14 greffes autologues. Une greffe autologue n'est notamment pas indiquée en cas de leucémie.

S'agissant de la conservation systématique en vue d'utilisations exclusivement autologues et d'utilisations allogéniques intrafamiliales, un avis du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé en France met en garde contre «une illusion thérapeutique, qui répond davantage à des objectifs de marché».

Les scientifiques sont actuellement très dubitatifs sur les avantages qu'une utilisation autologue ou allogénique intrafamiliale pourrait présenter par rapport à une utilisation allogénique proprement dite, et estiment que le rapport coût/bénéfice ne justifie pas une conservation systématique dans les hôpitaux du sang du cordon ombilical des nouveau-nés.

Mais la science est susceptible de progresser en la matière, et je suis d'accord pour dire qu'il convient de surveiller l'évolution.

**Question 1490** (9.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **candidature du Benelux pour la Coupe du Monde de football 2018:**

D'après mes informations, la commission «Culture, Sports et Éducation» au sein du Parlement Benelux a récemment invité les représentants de l'Union belge de football en vue de débattre de ce projet ambitieux.

Au sein des mondes politiques belge et néerlandais un consensus se dessine déjà pour soutenir cette candidature. Afin que ce projet porte ses fruits, les trois fédérations de football devront présenter leur dossier à la FIFA pour 2010 tout en tenant compte du fait que l'organisation du Mondial de football reviendra cette année-là à l'Europe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations sur ce projet ambitieux?

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure la fédération luxembourgeoise sera-t-elle partenaire de la

candidature du Benelux pour la Coupe du Monde de football 2018?

**Réponse** (7.2.2007) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports:*

L'idée d'une candidature Benelux pour organiser la Coupe du monde FIFA de football en 2018 a été lancée une première fois par Monsieur Alain Courtois, ancien secrétaire général de l'Union Royale Belge des Associations de Football lors du Congrès UEFA à Budapest en 2006. Monsieur Courtois s'est prévalu en particulier de son expérience de président du comité d'organisation belgo-néerlandais de l'Euro 2000 et du bon déroulement de celui-ci.

Le président de la Fédération luxembourgeoise de football vient de faire savoir qu'à l'occasion du tout récent congrès de la même UEFA à Düsseldorf, les trois pays se sont rencontrés en réunion officielle. Ils sont convenus qu'avant tout progrès en cause, il sera demandé à la FIFA de se prononcer quant au principe même d'une pareille candidature à trois.

Cette situation encore tout aléatoire explique que jusqu'à présent le Gouvernement n'a aucunement été approché et que l'organisation d'un tel événement au Luxembourg ne constitue pas une priorité. On ne doit pas non plus se méprendre sur l'apport que serait en mesure de fournir le Luxembourg, plutôt d'encadrement et non pas sur le plan sportif à défaut d'un stade d'une capacité suffisante de spectateurs.

**Question 1492** (9.1.2007) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **sécurité routière sur le CR101 entre Kopstal et Mamer:**

Le tronçon du CR101 entre Kopstal et Mamer compte parmi les points noirs de notre réseau routier où de nombreux accidents ont eu et continuent d'avoir lieu avec des conséquences souvent dramatiques. L'excès de vitesse constitue le facteur prédominant des accidents sur le tronçon de route en question.

En réponse à la question parlementaire N°1084 du 18 mai 2006 (cf. *compte rendu N°15/2005-2006*), Monsieur le Ministre des Transports avait indiqué que la Commission de circulation de l'État serait chargée d'analyser l'opportunité d'une limitation de la vitesse à 70 km/h sur le CR101 entre Kopstal et Mamer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics et à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les conclusions de la Commission de circulation de l'État?

- Quels sont les autres moyens à pouvoir être mis en œuvre pour réduire les risques d'accidents sur le CR101 entre Kopstal et Mamer?

**Réponse** (7.2.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

La Commission de circulation de l'État s'est prononcée en faveur d'une limitation de la vitesse sur le tronçon du CR101 entre Mamer et Kopstal. L'introduction de cette limitation de la vitesse nécessite cependant une modification du règlement grand-ducal du 29 mars 2004 concernant les limitations de la vitesse dérogatoires sur les voies publiques faisant partie de la voirie de l'État en dehors des agglomérations. L'avant-projet de règlement grand-ducal afférent est actuellement préparé par la Commission de circulation de l'État.

En ce qui concerne des moyens supplémentaires envisageables pour améliorer les conditions de

sécurité sur le CR101, je me permets de vous informer que j'ai chargé la Commission de circulation de l'État et en particulier son groupe de travail «audits de sécurité» d'identifier les endroits réputés dangereux afin d'y installer, le cas échéant, un radar automatique.

En attendant le résultat de cette analyse, j'ai demandé à Monsieur le Ministre de la Justice de faire procéder par la Police grand-ducale à des contrôles réguliers de la vitesse sur le tronçon du CR101 en question.

**Question 1493** (9.1.2007) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **communes sans OGM:**

Récemment, la commune du Lac de la Haute-Sûre s'est déclaré prête à ne pas planter voire utiliser des semences et plantes génétiquement modifiées sur l'ensemble des terrains lui appartenant. En plus, elle a décidé de faire inscrire dans chaque nouveau contrat de bail à ferme, que les locataires doivent renoncer à toute culture de plantes génétiquement modifiées sur leur terrains et ce pour toute la durée du contrat.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Sur base de quels critères la commune du Lac de la Haute-Sûre est-elle déclarée être une «commune sans OGM»?

- Existe-t-il une base légale fondant cette déclaration voire interdisant explicitement l'utilisation des OGM sur des terrains appartenant aux communes?

**Réponse commune** (7.2.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La presse écrite s'est effectivement fait l'écho d'une délibération prise par les autorités communales du Lac de la Haute-Sûre selon laquelle cette commune s'engage à ne pas planter ou utiliser des organismes génétiquement modifiés sur les terrains appartenant à la commune et à faire inscrire dans chaque nouveau contrat de bail relatif à un terrain appartenant à la commune l'obligation pour le locataire de renoncer à toute culture de plantes génétiquement modifiées.

Force est cependant de constater que jusqu'à ce jour le Ministère de l'Intérieur n'a pas encore reçu de délibération du conseil communal de la commune du Lac de la Haute-Sûre déclarant formellement cette intention.

Ceci dit et s'il est loisible aux autorités communales d'imposer à tout locataire de leurs terrains agricoles des restrictions d'exploitation, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, il est bien entendu que les autorités communales doivent veiller à agir dans le respect de la législation communautaire et nationale en vigueur en matière d'organismes génétiquement modifiés.

**Question 1496** (9.1.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 à l'égard du Luxembourg relatif à ses marchés des télécommunications:**

La presse d'aujourd'hui rapporte que la Commission européenne a formellement demandé au Luxembourg de se conformer dans un délai de deux mois à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003 concernant l'accès à ses marchés des télécommunications. Il résulte de cet arrêt que le Luxembourg n'a pas entièrement transposé la directive 90/388/CEE concernant la concurrence sur les marchés des services de télécommunications. En particulier la Cour a jugé à l'époque que les procédures d'obtention des droits de passage permettant de mettre en place des réseaux de télécommunications le long des routes et des chemins de fer au Luxembourg manquent de transparence. Au stade actuel, la Commission considère qu'en dépit des améliorations apportées à sa législation, le Luxembourg n'a pas encore exécuté entièrement l'arrêt de la Cour de Justice et a donc décidé de demander des explications quant aux mesures supplémentaires que le pays entend prendre pour se conformer à l'arrêt en question. Il est rappelé que cette demande, qui prend la forme d'un avis motivé, constitue la deuxième étape de la procédure d'infraction prévue par le traité CE pour non-respect d'un arrêt de la Cour (article 228). Une nouvelle saisie de la Cour de Justice n'est pas à exclure et pourrait constituer l'étape prochaine.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Pour quelles raisons le Gouvernement n'a-t-il pas encore pris l'initiative de se conformer à l'arrêt de la Cour de Justice européenne du 12 juin 2003?

- Comment le Luxembourg entend-il réagir à l'initiative de la Commission européenne?

**Réponse** (7.2.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports:*

L'arrêt rendu par la Cour de Justice stipule notamment que «en ne garantissant pas la transposition effective de l'article 4 quinquies de la directive 90/388/CEE de la Commission du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication, telle que modifiée par la directive 96/19/CE de la Commission du 13 mars 1996 le Grand-Duché de Luxembourg a manqué à ses obligations».

Afin de remédier à cette situation et afin de se conformer à la législation communautaire, le Ministère des Transports a communiqué aux services de la Commission par courrier du 14 février 2006 un avant-projet de règlement grand-ducal censé pallier aux incertitudes juridiques soulevées par la Commission.

La Commission constatait toutefois, par courrier du 17 mars 2006, que les mesures prises par les autorités luxembourgeoises étaient encore insuffisantes pour assurer une pleine application de l'arrêt de la Cour. La Commission soulignait particulièrement que ce texte n'encadrait pas les procédures de négociations de conventions pour l'obtention de droits de passage sur le domaine communal et qu'il laissait subsister des incertitudes dans le déroulement concret de la procédure d'octroi des droits de passage.

Les départements ministériels et les administrations de l'État concernés par le sujet en question se sont concertés pour trouver un moyen d'inclure dans le règlement grand-ducal le «domaine public des communes».

Dans un souci de cohérence, il a été convenu de prévoir la rédaction de deux règlements grand-ducaux distincts, un qui détermine les



conditions d'utilisation du domaine routier et ferroviaire de l'État et un autre qui détermine les conditions d'utilisation du domaine public des Communes.

Les avant-projets de règlement grand-ducal précités seront mis sur la voie procédurale en début de février 2007 et abrogent le règlement grand-ducal du 8 juin 2001.

**Question 1500** (11.1.2007) de **M. Jean Huss** (DÉI GRÉNG) concernant le **service médical public**:

Certains hôpitaux, notamment du nord et du sud du pays, semblent rencontrer de plus en plus de difficultés pour assurer le fonctionnement de certains services spécialisés comme par exemple la médecine dentaire ou l'ophtalmologie. Ces difficultés s'expliqueraient par un nombre de plus en plus élevé de spécialistes qui n'accepteraient plus de travailler dans le service médical public à côté de leurs activités en cabinet médical.

Dans ce contexte je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun de lier l'agrément des médecins spécialistes à l'obligation de prester un certain nombre d'heures de travail dans le service médical public?

**Réponse** (29.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

À côté du service de nuit en médecine générale fonctionne dans les hôpitaux un service d'aide médicale urgente, qui comporte tant une présence médicale effective qu'une disponibilité sur appel pour certaines spécialités. Il est un fait que pour certaines spécialités moins sollicitées pendant les périodes de garde les hôpitaux éprouvent de plus en plus de difficultés pour trouver des médecins disposés à participer au service de disponibilité. Tel est notamment le cas de la spécialité de l'ophtalmologie, évoquée par l'honorable Parlementaire.

L'honorable Parlementaire suggère pour résoudre le problème «de lier l'agrément des médecins-spécialistes à l'obligation de prester un certain nombre d'heures de travail dans le service médical public».

Il n'est pas très clair ce que l'honorable Parlementaire entend par «agrément». À supposer qu'il vise l'agrément du médecin-spécialiste par un hôpital d'attache au moyen d'une convention de collaboration, il y a lieu de rendre attentif au fait que, justement dans certaines disciplines les médecins ne sollicitent plus aucun agrément de la part des hôpitaux et consacrent toute leur activité professionnelle à leur cabinet privé, de sorte que la solution proposée n'arrive pas à résoudre le problème.

Dans la mesure où l'honorable Parlementaire entend par «agrément» l'autorisation d'exercer la profession, accordée par le soussigné, il faudrait encore s'entendre sur la notion de «service médical public», dans l'intérêt duquel le titulaire de toute autorisation d'exercer devrait prester un certain nombre d'heures de travail. Il n'y a pas au Luxembourg de service médical public proprement dit, dans le sens d'un organisme public employant à temps partiel des médecins du secteur privé pour prendre part au service d'urgence.

En revanche la législation en vigueur, à savoir la loi sur l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-

vétérinaire, habilite le pouvoir réglementaire à fixer l'organisation et les modalités d'un service médical d'urgence, auquel tout médecin serait tenu de participer.

Bien que la prédite disposition légale existe depuis des décennies, la profession a toujours réussi à s'organiser et à arrêter les modalités de sa participation au service d'urgence en dehors de toute contrainte réglementaire. Mais il est bien vrai que ces derniers temps les difficultés pour l'hôpital de garde de trouver pour l'une ou l'autre spécialité des médecins prêts à assurer la disponibilité vont en augmentant. S'il s'avérait impossible de persuader le corps médical à assurer volontairement une couverture adéquate du service de disponibilité hospitalier, je n'hésiterais pas de l'y astreindre par voie réglementaire.

**Question 1502** (11.1.2007) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant **l'extraction de l'air contaminé par la fumée de tabac dans les restaurants**:

Le 20 septembre 2006 le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe à l'avant-projet de règlement grand-ducal portant exécution de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ayant pour objet de définir les caractéristiques techniques auxquelles doivent répondre les systèmes d'extraction et d'épuration d'air dont doit être munie toute pièce séparée au sens de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac et pouvant être aménagée dans les établissements de restauration, les salons de consommation de pâtisseries et des boulangeries, et dans laquelle l'interdiction de fumer n'est pas d'application. Il fixe les dispositions générales applicables (niveau de pollution de l'air, conditions de pression dans la pièce séparée, environnement acoustique) et les dispositions spécifiques (débit d'air, recirculation, régulation, etc.) des systèmes d'extraction et systèmes d'épuration. L'amélioration de l'air devra être obtenue par l'extraction d'une partie de l'air contaminé par la fumée de tabac et son remplacement par de l'air neuf, l'autre partie de l'air étant traitée par des systèmes de filtration de l'air pour être ensuite restituée à la salle séparée. D'après l'avant-projet de règlement grand-ducal, le taux d'air frais devra être de 50% au moins.

Certains hôteliers et restaurateurs voulant aménager une telle pièce séparée, rencontrent actuellement un certain nombre de difficultés techniques en essayant de respecter ces dispositions.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que le règlement grand-ducal portant exécution de l'article 6 (3) de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera-t-il publié?

- Quelles sont les raisons pour le retard pris dans la publication de ce règlement grand-ducal?

- Sur quelle base les dispositions prévues par l'avant-projet de règlement grand-ducal ont-elles été élaborées?

- Ces dispositions ne risquent-elles pas de se révéler trop contraignantes et trop coûteuses dans leur application technique?

- Avec quels consultants l'applicabilité de ces dispositions a-t-elle été vérifiée?

**Réponse** (2.2.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le projet de règlement grand-ducal qui fait l'objet de la présente question parlementaire vient d'être approuvé par le Gouvernement en

Conseil dans sa séance du 19 janvier. Il sera publié incessamment.

Contrairement à ce qu'en pense l'honorable Parlementaire ledit projet n'a pas pris de retard, mais la procédure réglementaire, faite dans le strict respect des règles en la matière, à savoir consultation non seulement des chambres professionnelles mais encore du Conseil d'État, a pris le temps qu'il faut et qui ne peut pas être qualifié d'exagéré, alors que la loi de base n'est en vigueur que depuis septembre 2006. Dans ce contexte je note que les chambres professionnelles consultées ont dépassé, l'une d'entre elles même largement, le temps de réaction imparti par le soussigné. Mais je comprends parfaitement que les organismes consultatifs se soient renseignés sur tous les aspects, notamment techniques et financiers, du dossier, avant de prendre attitude.

Le règlement d'application se base sur l'article 6 (3) de la loi, qui détermine les exigences auxquelles doit répondre la pièce séparée dans laquelle l'interdiction de fumer ne vaut pas. Le libellé de l'article 6 (3) résulte d'une proposition du Conseil d'État, que la Chambre a fait sienne. Le Conseil d'État, qui penchait plutôt pour une interdiction totale de fumer dans les restaurants, a cependant pu se déclarer d'accord avec les pièces séparées, qui devraient cependant répondre à des conditions assez strictes. Le texte proposé par la Haute Corporation pour la rédaction de l'article 6 (3), et repris tel quel par la Chambre, dispose notamment que «la pièce séparée doit être installée de manière à réduire au maximum les inconvénients de la fumée vis-à-vis des non fumeurs...».

Placé dans ce contexte le règlement grand-ducal en train d'être pris ne saurait être taxé de trop contraignant. Le coût de l'équipement est bien entendu fonction des exigences techniques réglementaires, mais le Gouvernement n'a pu se contenter d'exigences minimalistes sous peine de violer la volonté clairement exprimée par le législateur dans la loi même.

**Question 1505** (12.1.2007) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant **les projets de renforcement de la sécurité routière**:

La Commission européenne a décidé d'allouer plus de huit millions d'euros à des projets européens visant un renforcement de la sécurité routière.

Sachant que l'accord de coalition d'août 2004 prévoit que «le Gouvernement entend prioritairement combattre avec fermeté le fléau des accidents de la route en renforçant de manière substantielle les mesures et actions en faveur de la sécurité routière», j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Est-ce qu'il y a eu une ou plusieurs participations luxembourgeoises parmi les 29 projets à la Commission en juin 2006? Si oui, sur quoi port(ai)ent le ou les projets luxembourgeois? Dans la négative, pourquoi le Luxembourg avait-il omis de proposer un projet luxembourgeois ou transfrontalier?

2. Sur quoi portent les 13 projets retenus par la Commission européenne?

**Réponse** (29.1.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert de l'appel ouvert lancé le 21 juin 2006 par la Commission européenne en vue de l'octroi de subventions à des projets en matière de sécurité routière.

Dans un souci de cohérence et de compréhension je me permets

d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le terme «ouvert» de l'appel lancé par la Commission.

Il s'ensuit que le Luxembourg n'a pas omis de soumettre un projet luxembourgeois ou transfrontalier mais que l'appel était adressé en première ligne à des associations, des entreprises, des centres de recherche, soit à des organisations non gouvernementales.

En ce qui concerne votre deuxième question relative aux détails des 13 projets retenus par la Commission, j'ai l'honneur de vous informer que le communiqué de presse du 21 décembre 2006 de la Commission portant notamment sur les 13 projets retenus est public sur son site Internet.

**Question 1506** (15.1.2007) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant **l'association «Immo-Stëmm»**:

Alors que l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» bénéficie d'un financement étatique, octroyé sur base d'une convention conclue avec le Ministère de la Santé, force est de constater que son antenne «Immo-Stëmm», qui a pour objectif de rendre le marché immobilier accessible aux personnes à revenu modeste, n'est pas conventionnée.

«Immo-Stëmm» est une agence immobilière sociale qui sert d'intermédiaire entre le locataire et le propriétaire. Elle loue des logements et les sous-loue à des personnes défavorisées, tout en se portant garante du paiement du loyer et du bon état du logement. Elle assure également les contacts entre les locataires et les agences immobilières. «Immo-Stëmm» est financée entièrement par le biais de dons et ne fonctionne que grâce au travail bénévole de ses collaborateurs.

- Considérant que l'association «Immo-Stëmm» remplit une tâche sociale importante en contribuant à réintégrer les personnes défavorisées dans notre société, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre s'il ne juge pas opportun d'entamer le plus vite possible des pourparlers avec les représentants de ladite association en vue de la conclusion d'une convention avec le Ministère du Logement, dans le but de lui assurer un financement stable permettant une pérennisation voire un développement des ses activités.

**Réponse** (30.1.2007) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

À noter d'emblée que l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» par le biais de son service «Immo-Stëmm» n'est pas la seule et unique organisation non gouvernementale qui assume le rôle d'une agence immobilière sociale dans notre pays.

En effet, l'association sans but lucratif «Wunnéngshëllef», regroupant entre-temps: 27 sociétaires, dont 24 associations de droit privé et trois organismes étatiques, opère depuis le début des années '90 au titre d'une agence immobilière sociale, gérant actuellement un parc de 126 logements contre une dizaine de logements gérés par «Stëmm vun der Strooss». Annuellement, la «Wunnéngshëllef» traite quelque 150 nouvelles demandes en obtention d'un logement locatif.

À cet effet, «Wunnéngshëllef» avait signé à l'époque une convention avec le Ministère de la Famille. Cette convention prévoit la prise en charge des frais de personnel ainsi qu'une partie des frais de fonctionnement par le prédit Ministère. Par conséquent, si une convention devait être signée entre l'État et «Stëmm vun der Strooss», ce rôle relèverait plutôt de la compétence du Ministère de la Famille et de la Solidarité.

À relever encore que tant l'a.s.b.l. «Wunnéngshëllef» que l'a.s.b.l. «Stëmm vun der Strooss» bénéficieraient toutes les deux d'un subside annuel du Département du Logement.

Au vu de ce qui précède, le Ministre du Logement n'entend pas conclure une convention avec l'association sans but lucratif «Stëmm vun der Strooss» respectivement avec son service «Immo-Stëmm».

En outre, il y a lieu de mentionner que le programme gouvernemental 2004-2009 prévoit entre autres que le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat se portera acquéreur et gestionnaire de logements locatifs tout en assumant le rôle d'une agence immobilière sociale sur le marché du logement locatif et qu'il pourra également assurer la gestion du parc immobilier locatif des communes.

Enfin, une mise à disposition de logements locatifs par le Fonds du Logement à l'a.s.b.l. «Stëmm vun der Strooss» est envisageable, ceci à l'instar d'autres organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine du logement.

**Question 1511** (17.1.2007) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant **les prix des permis d'émission de CO<sub>2</sub>**:

Afin de pouvoir respecter les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto, le Luxembourg doit recourir aux mécanismes de flexibilité en achetant par exemple des quotas sur le marché des droits d'émission de gaz à effet de serre.

Au cours des six derniers mois le prix du CO<sub>2</sub> sur les marchés européens s'est effondré. Il est passé de 30 euros/tonne à 4 euros/tonne. En 2007, le prix moyen de la tonne de CO<sub>2</sub> passerait, selon les prévisions d'une grande banque d'affaires suisse, à 3 euros. À moyen terme cette banque s'attend même à ce que les prix ne dépassent plus l'euro/tonne.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est l'impact de la baisse de prix des quotas de CO<sub>2</sub> sur le budget 2007?

- Est-ce que cette baisse engendra des conséquences sur le 2<sup>e</sup> plan national d'allocation de quotas d'émission de gaz à effet de serre (PNAQ) pour la période 2008-2012?

**Réponse** (2.2.2007) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

La forte baisse des prix moyens de la tonne de CO<sub>2</sub> qui a pu être observée au cours des derniers mois et qui, selon certains experts, risque de se prolonger au cours de l'année 2007, concerne les crédits pour la période 2005-2007, période «test» du système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS). Elle s'explique en grande partie par un phénomène de sur-allocation au secteur concerné par le EU ETS par rapport aux émissions vérifiées de l'année 2005 et se manifestant dans une bonne partie des États membres. À cela s'ajoute le caractère non transférable des crédits vers la période 2008-2012 (période d'engagement sous le protocole de Kyoto).

La situation s'avère très différente pour cette période, pour laquelle les prix dans le cadre du EU ETS se situent actuellement dans une fourchette de 15 à 18 euros par tonne de CO<sub>2</sub>. Les prix pour les crédits issus des mécanismes flexibles (JI/CDM) sont actuellement légèrement inférieurs. Alors que dans la période «test» seules



les entreprises européennes couvertes par le EU ETS étaient concernées par des limitations des émissions, les parties au protocole de Kyoto (annexe B) devront respecter des objectifs chiffrés de réduction ou de limitation de leurs émissions durant la phase 2008-2012. Vu le nombre de facteurs influant sur l'offre et la demande, il est à ce stade impossible de faire des prévisions précises concernant l'évolution des prix. Vu le besoin considérable de crédits d'émission CDM/JI dans les pays industrialisés ayant ratifié le protocole de Kyoto, les experts estiment toutefois que les prix auront tendance à augmenter plutôt que de diminuer au cours des années à venir.

Ni le 2<sup>e</sup> plan national d'allocation de quotas (PNAQ 2008-2012) ni le budget 2007 ne se verront dès lors affectés par la baisse des prix des quotas de CO<sub>2</sub> observée actuellement, et qui ne devrait en toute logique pas s'étendre au-delà de 2007. Les quotas d'émission que le Gouvernement se propose d'acquiescer concernent en effet la période 2008-2012.

**Question 1513** (17.01.2007) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant le **droit applicable et la compétence en matière de divorce et de séparation de corps**:

Lors de la réunion informelle des Ministres de la Justice et des Affaires intérieures de l'Union européenne, qui s'est tenue le 15 janvier 2007, la Ministre fédérale allemande de la Justice, Madame Brigitte Zypries, a attiré l'attention sur la nécessité d'agir notamment dans le domaine du droit de la famille et plus particulièrement au niveau des règles qui régissent le divorce et la séparation de corps.

En effet, si des progrès considérables ont été réalisés au cours des dernières années en matière de compétence judiciaire et de reconnaissance et d'exécution de décisions judiciaires, le nombre sans cesse croissant des mariages et partenariats binationaux et la mobilité accrue des citoyens européens entraînent toujours davantage de conflits en matière de compétence juridictionnelle et de règles applicables à la dissolution du mariage. Eu égard au nombre élevé de divorces au sein de l'Union européenne et notamment des divorces «internationaux», la mise en place d'un cadre juridique clair et complet où l'autonomie de la volonté des parties concernées jouerait un rôle plus important est indispensable. Si tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une action en matière de divorce et de séparation de corps, les opinions divergent néanmoins sur la voie permettant d'y parvenir. Il échet de rappeler que la majorité des Ministres de la Justice sont d'accord pour procéder à une harmonisation du droit international privé en matière du droit matrimonial. Certains toutefois s'opposent à une uniformisation de ces mêmes règles.

À noter dans ce contexte que la Commission européenne a proposé de modifier le règlement (CE) n°2201/2003 en ce qui concerne la compétence et instituant des règles relatives à la loi applicable. Cette proposition, qui a fait d'ailleurs l'objet d'une prise de position de la part de la Commission juridique dans le cadre du deuxième projet pilote de la COSAC sur le contrôle du respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité, prévoit entre autres des règles de conflit de lois harmonisées en matière de divorce et de séparation de corps et entend améliorer l'accès à la justice en permettant aux parties de choisir dans certaines conditions la juridiction appelée à se prononcer sur leur divorce ou leur séparation.

Lors de l'entrevue informelle du 15 janvier 2007 précitée, la Ministre fédérale allemande a encore annoncé vouloir prendre au sérieux les réserves de certains ministres quant à une uniformisation des règles de droit international privé tout en s'appuyant sur 168 propositions de règlement soumises par la Commission européenne. Elle a encore ajouté «qu'il s'agit de trouver des solutions praticables pour les citoyennes et les citoyens en Europe».

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelle est la position du Gouvernement dans ce dossier?

- Plaide-t-il pour une seule amélioration des règles procédurales internationales dans les affaires transfrontalières?

- Ou bien estime-t-il nécessaire de procéder également à une harmonisation du droit international privé en matière de divorce et de séparation de corps?

- Dans l'affirmative, pense-t-il que l'harmonisation doive aboutir à des règles de droit international privé uniformes applicables dans tous les États membres de l'Union européenne?

- Quelle est la position du Gouvernement quant aux propositions de modifications proposées par la Commission européenne tant au niveau de la compétence juridictionnelle qu'au niveau du droit applicable?

- Le Gouvernement partage-t-il l'avis de la Commission juridique que la mise en place de nouvelles règles communautaires permettra non seulement de renforcer la sécurité juridique mais également d'éviter tout «forum shopping»?

- Le Gouvernement n'est-il pas d'avis par contre, que la proposition de règlement de la Commission européenne comporte dans une certaine mesure un risque de «lex shopping»? Dans l'affirmative, le Gouvernement n'entend-t-il pas attirer l'attention sur cette problématique lorsque le dossier sera discuté au niveau du Conseil?

**Réponse** (9.2.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**:

Je suis en mesure de confirmer à l'honorable Député Monsieur Laurent Mosar, que le Conseil informel Justice et Affaires intérieures, qui s'est réuni sous présidence allemande à Dresde les 14 et 15 janvier 2007, a eu un large échange de vues sur un point important de la coopération judiciaire civile dans l'Union européenne, qui est celui des effets transfrontaliers des divorces et des séparations judiciaires des couples et d'une manière générale du droit de la famille.

1) La mobilité croissante des citoyens au sein de l'UE, ainsi que l'augmentation inévitable du nombre de litiges en matière de droit de la famille à travers l'UE, montrent que les citoyens sont dans l'attente de voir régler au mieux les questions qui les concernent dans leur vie familiale de tous les jours. La confiance des citoyens dans le système judiciaire européen doit être assurée. Il s'agit non seulement de leur assurer un espace de sécurité et de libertés, mais de leur offrir aussi des possibilités rapides et efficaces d'accès à la justice et de flexibilité nécessaire dans la résolution des litiges familiaux.

2) Le fait de prévoir dans des textes communautaires des règles procédurales européennes des divorces au-delà des frontières est insuffisant. Aujourd'hui au vu de l'augmentation du nombre des conflits transfrontaliers en matière familiale, j'estime que nous devons aller au-delà. Car, dans des situations internationales, les citoyens européens veulent non seulement savoir à quelle juridiction de quel État membre ils doivent s'adresser pour obtenir une décision de jus-

tice qu'ils pourront faire exécuter au-delà des frontières, en cas de besoin, mais ils souhaitent savoir aussi quelle loi sera applicable à leur litige. C'est ce que l'on appelle la question des règles de conflits de lois, qui devient de plus en plus importante.

3) À défaut d'harmonisation du droit matériel de la famille, la solution recherchée doit être celle d'un rapprochement du droit international privé en matière de droit de la famille des États membres de l'Union européenne. Pouvoir compter sur des règles de conflit de lois communes n'est pas seulement une garantie de la reconnaissance mutuelle et donc de la confiance mutuelle dans les décisions judiciaires rendues dans les autres États membres. Mais au vu de la disparité et de la complexité des règles nationales de droit international privé du divorce, une telle approche communautaire conduira à une simplification nécessaire pour les citoyens.

4) À travers un certain niveau d'unification des règles applicables en matière de divorce, peu importe la nationalité des époux, leur résidence ou la juridiction saisie dans un État membre déterminé de l'UE, la sécurité juridique pourra ainsi être assurée.

5) Compte tenu de ce qui précède, j'ai pris une position tout à fait favorable sur les propositions de textes de la Commission actuellement en discussion à Bruxelles, propositions ayant trait à la détermination de règles sur la compétence des tribunaux, la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et surtout aussi de la détermination de la loi applicable aux divorces et aux séparations judiciaires.

6) Je partage entièrement l'avis de la Commission que des règles communes fixées au niveau communautaire apporteront la sécurité juridique et la prévisibilité nécessaires pour les citoyens. En effet les gens veulent savoir à l'avance en cas de conflit familial quelle juridiction dans quel État membre sera compétente pour décider sur leur sort, mais ils souhaitent également connaître à l'avance quelle loi leur sera applicable. Car la «ruée vers le tribunal» (= une forme de forum-shopping en matière de compétence judiciaire) conditionnée par la réflexion que «ce» tribunal appliquera «sa» loi du for, qui leur semble plus favorable, est une méthode qu'il s'agit de canaliser, sinon de freiner, car elle se pratique souvent au détriment d'une des parties faible au litige. La loi applicable devra être déterminée en fonction d'éléments objectifs de rattachement, connus à l'avance et les mêmes pour tous à l'intérieur de l'UE. Ainsi toute juridiction saisie, peu importe dans quel État membre, appliquera au litige la même loi désignée selon les mêmes règles communautaires.

**Question 1521** (22.1.2007) de **M. François Bausch (DÉI GRÉNG)** concernant la **source libératoire sur certains revenus de capitaux**:

Lors de la présentation du rapport sur le projet de loi portant 1. intro-

duction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière; 2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques, et 3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, la Chambre des Députés avait adopté une motion de Monsieur Lucien Thiel.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le résultat de l'examen de la situation des revenus de capitaux des contribuables résidents, actuellement soumis à l'impôt sur le revenu par voie d'assiette, en vue d'étendre la retenue à la source libératoire à ces revenus?

- Les effets de cette loi ont-ils été analysés en fin d'exercice budgétaire 2006 et quelles en sont les conclusions?

- Quels sont les résultats de l'analyse portant sur la question de savoir si le montant de l'abattement de 250 euros fixé par la loi suffit à libérer effectivement les petits épargnants de la retenue à la source?

- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire de présenter des amendements à la loi au vu des conclusions des différents examens et évaluations?

**Réponse** (8.2.2007) de **M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget**:

Le Gouvernement invite l'honorable Député à se référer à la réponse à la question parlementaire N°1468 du 19 décembre 2006 de l'honorable Député Ben Fayot relative au même objet (*cf. compte rendu N°5/2006-2007*).

**Question 1522** (22.1.2007) de **M. Roland Schreiner (LSAP)** concernant la **fermeture de la société «Technicolor Home Entertainment Services» à Schiffange**:

Le 17 janvier 2007 la société «Technicolor Home Entertainment Services», filiale du groupe français Thomson spécialisée dans la reproduction de contenus multimédia sur des supports numériques, a annoncé la fermeture de son implantation luxembourgeoise à Schiffange, au motif d'une délocalisation de la production vers la Pologne. Dans le contexte de cette annonce j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre était-il au courant d'une éventuelle fermeture partielle ou totale du site de production en question? Dans l'affirmative, quelles démarches ont été faites pour éviter la délocalisation de ces activités?

- Monsieur le Ministre connaît-il les raisons exactes qui ont amenées la maison mère de la société Technicolor à procéder à la fermeture de sa filiale luxembourgeoise?

- La zone industrielle de Schiffange-Foetz appartenant à l'État, Monsieur le Ministre est-il d'ores et déjà en mesure de me fournir des informations sur la future affecta-

tion des terrains et des bâtiments occupés actuellement par la société Technicolor? Existe-t-il des repreneurs potentiels pour ces installations?

- Quant à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, peut-il me renseigner sur le nombre exact d'emplois touchés par cette fermeture, le statut socioprofessionnel des personnes concernées (ouvriers, employés, cadres, salariés à contrat temporaire, etc.), ainsi que leur lieu de résidence? La nouvelle législation sur le «maintien dans l'emploi» étant entrée en vigueur il y a quelques semaines seulement, j'aimerais également connaître le sort réservé aux salariés licenciés.

**Réponse** (7.2.2007) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**:

Dès l'automne 2004, suite aux rumeurs sur une éventuelle fermeture du site de Technicolor à Schiffange, des contacts avec la direction de Technicolor à Schiffange et avec celle de Thomson à Paris ont été pris pour apprécier la situation.

Il devenait apparent que l'évolution du marché et de la structure de l'industrie allait tôt ou tard augmenter la pression concurrentielle sur les sites dans les économies développées de l'Europe de l'Ouest, tels que ceux du Luxembourg et du Royaume-Uni.

À la suite, les fonctionnaires du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et les représentants de Thomson/Technicolor ont exploré les options de remplacement de l'activité de l'usine de Schiffange à la fois dans le domaine d'activités de Technicolor - tel que les activités logistiques ou la spécialisation sur les tirages de faible volume - et dans les autres domaines du portefeuille d'activités de Thomson.

Plus d'une douzaine d'activités ont été évaluées. Aucune des options n'a permis de dégager une activité économiquement viable. Toutefois, Thomson et le Gouvernement continueront à explorer des activités communes, par exemple dans le domaine de la recherche-développement.

La concentration des activités européennes de réplication de DVD et CD sur un seul site est le résultat de la réduction de la croissance de la demande de DVD en définition standard et la pression à la réduction des prix par les clients de cette industrie qui sont à la fois les grandes maisons de production de films et de jeux vidéo et les producteurs indépendants. Cette concentration sur un site permet, selon Technicolor, de dégager une plus grande efficacité opérationnelle et d'augmenter sa compétitivité à long terme.

En ce qui concerne la future affectation des bâtiments à l'heure qu'il est et au regard du fait que ces bâtiments appartiennent à Technicolor, il n'est pas encore possible de faire des indications à ce sujet. Toutefois, dans la mesure où les terrains appartenant à l'État font partie de la zone industrielle nationale de Foetz, l'affectation future des bâtiments devra répondre aux objectifs de développement économique et sera réservée à des activités nouvelles.



**Chambre  
des Députés**  
L U X E M B O U R G

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un